Catalogue 96-304F

Faits saillants du recensement de 1991

parus dans : Le Quotidien

91

Recensement



Canada

Pour nous joindre

Des données sous plusieurs formes...

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations normalisées et spéciales sont disponibles sur support papier ou électronique. Des cartes et d'autres documents géographiques de référence sont disponibles pour certains genres de données. Dans certains cas, des ateliers et des séminaires procurent des renseignements complémentaires sur certains sujets.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toutes demandes de renseignements au sujet des produits et services doivent être adressées au centre de consultation de Statistique Canada de votre région :

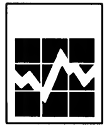
Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(403) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020		

Un numéro d'appel sans frais est offert aux utilisateurs qui habitent à l'extérieur du secteur d'appel local des centres régionaux de consultation :

Terre-Neuve et Labrador, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard	1-800-565-7192
Québec	1-800-361-2831
Ontario	1-800-263-1136
Manitoba, Alberta et les territoires du Nord-Ouest	1-800-563-7828
Saskatchewan	1-800-667-7164
Colombie-Britannique et le territoire du Yukon	1-800-663-1551
Appareil de télécommunications pour malentendants	**1-800-363-7629**

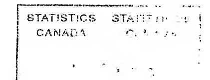
Comment commander les produits

On peut se procurer les publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise du centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près, ou en écrivant à la Section des ventes de publications, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6. Veuillez communiquer avec le centre régional de consultation le plus près pour de plus amples renseignements sur les produits et services électroniques. Voir le bon de commande à la fin du présent produit pour d'autres détails.



Statistique Canada

Faits saillants du recensement de 1991



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

Mars 1994

Prix : Canada : 10.00 $
États-Unis : 12.00 $ US
Autres pays : 14.00 $ US

Catalogue 96-304 F

ISBN 0-660-93613-5

Ottawa

This publication is available in English upon request.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :

Faits saillants du recensement de 1991

Publié aussi en anglais sous le titre :
1991 census highlights.
ISBN 0-660-93613-5
CS96-304F

1. Canada -- Recensement, 1991.
I. Statistique Canada. II. Titre.

HA741.5.1991 N5614 1994   304.6'0971
C94-988025-6

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48-1984.

∞

Préface

En 1666, Jean Talon réalisait le premier recensement des temps modernes, au cours duquel il dénombra 3 215 habitants et recueillit des données sur l'âge, le sexe, l'état matrimonial et la profession. En 1991, quelque 325 ans plus tard, le Recensement du Canada a dénombré plus de 27,3 millions de personnes et est devenu la source d'une mine de renseignements sur les aspects social, économique, démographique et culturel de la vie au Canada.

La publication *Faits saillants du recensement de 1991* fournit aux lecteurs les faits les plus marquants tirés du Recensement de la population, du Recensement de l'agriculture et du Programme des enquêtes postcensitaires. Ces faits proviennent des principales diffusions de données et peignent un portrait actuel du Canada et des Canadiens.

Je tiens à remercier les millions de Canadiens et de Canadiennes qui ont participé au Recensement du Canada de 1991 et qui ont ainsi permis à la nation de mieux se connaître et se gouverner.

Statisticien en chef du Canada

Remerciements

J'aimerais remercier la petite équipe de personnes qui a joué un rôle clé dans la production de cette publication.

Cette équipe était formée d'Anne-Marie Fleury, coordonnatrice de production, de Christian Carbonneau et de Nicola Paterson, réviseurs et correcteurs d'épreuves, ainsi que de Natacha Cousineau et d'Elaine Brassard, qui ont fait l'entrée des données, la mise en pages ainsi que la conception graphique. Sans la collaboration de cette équipe, la production de la présente publication n'aurait pas eu lieu.

Dale Sewell
Chef, Communications du recensement

TABLE DES MATIÈRES

RECENSEMENT DE LA POPULATION

RECENSEMENT DE L'AGRICULTURE

ENQUÊTES POSTCENSITAIRES

Recensement de la population

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 28 avril 1992

CHIFFRES DE POPULATION ET DES LOGEMENTS

FAITS SAILLANTS

- Le Recensement du 4 juin 1991 dénombrait 27 296 859 habitants, soit une augmentation de 7,9 % depuis 1986
- La Colombie-Britannique, l'Ontario, le Territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont tous enregistré des taux de croissance démographique supérieurs à celui du pays
- 61,1 % de la population du Canada vit maintenant dans les régions métropolitaines de recensement
- On retrouvait plus de 10 millions de logements privés occupés au Canada

Aperçu national : Chiffres de population et des logements
Divisions de recensement et subdivisions de recensement : Chiffres de population et des logements
(Données intégrales)

Aperçu national (93-301, 20 $) comprend 11 tableaux de chiffres sur la population et les logements en 1991, à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires, des circonscriptions électorales fédérales, des divisions de recensement, des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement, ainsi que des chiffres sur la population urbaine et rurale. Les subdivisions de recensement se retrouvent dans trois tableaux, présentés en ordre de taille et selon les plus forts taux de croissance et de diminution de la population.

Divisions de recensement et subdivisions de recensement (93-304, 50 $) présente les chiffres de population de 1991 et de 1986 et les chiffres des logements de 1991, la superficie et la densité de population à l'échelle de ces deux types de régions géographiques. Les divisions de recensement comprennent les comtés et les districts régionaux; les subdivisions de recensement comprennent les villes et villages, les municipalités et les cantons. Cette publication comporte un index de référence géographique, et les divisions et subdivisions de recensement sont regroupées selon les provinces et les territoires.

La publication *Divisions de recensement et subdivisions de recensement* est aussi offerte sur disquette.

Le 4 juin 1991, Statistique Canada a mené le 17e Recensement de la population et des logements depuis les débuts de la Confédération. Grâce aux renseignements fournis par plus de 27 millions de personnes au sein de plus de 10 millions de ménages, Statistique Canada a développé un nouveau portrait statistique de notre pays et de notre population. Ce premier communiqué de données fournit des renseignements sur les chiffres de population et des logements.

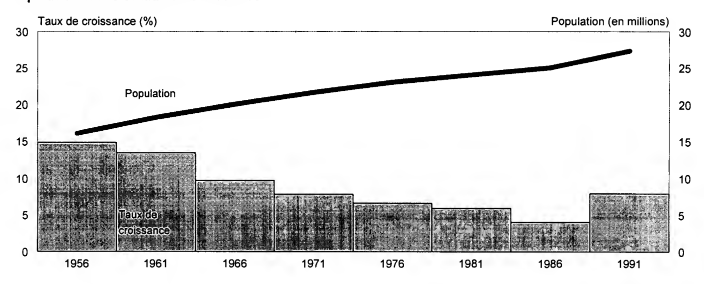
Croissance de 7,9 %

Le 4 juin 1991, la population du Canada se chiffrait à 27 296 859 habitants, ce qui représente une hausse de 7,9 % (près de 2 millions de personnes) depuis le Recensement de 1986.

Croissance rapide

Les résultats du Recensement de 1991 montrent la première augmentation intercensitaire du taux de croissance démographique depuis le Recensement de 1951. Bien que la population du Canada ait toujours augmenté, le taux de croissance a diminué progressivement pendant la plus grande partie des quatre dernières décennies. La hausse récente est attribuable à l'effet combiné d'une augmentation de l'immigration, d'une diminution de l'émigration et d'un accroissement naturel stable (autant des naissances que des décès).

Population totale et taux de croissance



Croissance démographique

Année	Population totale	Augmentation de la population	Taux de croissance de la population (%)
1951	14 009 429	...	...
1956	16 080 791	2 071 362	14,8
1961	18 238 247	2 157 456	13,4
1966	20 014 880	1 776 633	9,7
1971	21 568 311	1 553 431	7,8
1976	22 992 604	1 424 293	6,6
1981	24 343 181	1 350 577	5,9
1986	25 309 331 *	966 150	4,0
1991	27 296 859 *	1 987 528	7,9

* *Exclut les données des réserves indiennes et des établissements indiens partiellement dénombrés. Pour obtenir plus d'information, voir l'encadré sur la comparabilité des données à la page 211.*

Comme nous avons grandi!

La Colombie-Britannique, l'Ontario, le Territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont tous enregistré des taux de croissance démographique supérieurs à celui du pays, qui atteint 7,9 %.

La Colombie-Britannique, la seule province ayant toujours affiché un taux de croissance supérieur à la moyenne nationale depuis son entrée dans la Confédération, a connu la croissance la plus rapide de 1986 à 1991, avec un taux de croissance de 13,8 %. L'Ontario suit de près : la population s'y est accrue de 10,8 %.

Le Territoire du Yukon, dont la population totale est la plus petite au pays (27 797 habitants), a connu un taux de croissance de 18,3 % de 1986 à 1991. Il s'agit d'une augmentation importante en regard du taux de 1,5 % qu'il avait enregistré au cours de la période précédente de cinq ans. Par ailleurs, la population des Territoires du Nord-Ouest s'est accrue de 10,4 % pour atteindre 57 649 habitants. Même s'il n'est pas aussi élevé que le taux de 14,2 % observé lors du Recensement de 1986, le taux de croissance démographique des Territoires du Nord-Ouest en 1991 demeure plus élevé que le taux de croissance qu'a connu le pays au cours de la période 1986-1991.

Variation de la population

	Population en 1986	Population en 1991	Variation en nombres absolus	Taux de variation 1981-1986	Taux de variation 1986-1991
Canada	**25 309 331**	**27 296 859**	**1 987 528**	**4,0**	**7,9**
Terre-Neuve	568 349	568 474	125	0,1	- -
Île-du-Prince-Édouard	126 646	129 765	3 119	3,4	2,5
Nouvelle-Écosse	873 176	899 942	26 766	3,0	3,1
Nouveau-Brunswick	709 442	723 900	14 458	1,9	2,0
Québec	6 532 461	6 895 963	363 502	1,5	5,6
Ontario	9 101 694	10 084 885	983 191	5,5	10,8
Manitoba	1 063 016	1 091 942	28 926	3,6	2,7
Saskatchewan	1 009 613	988 928	-20 685	4,3	-2,0
Alberta	2 365 825	2 545 553	179 728	5,7	7,6
Colombie-Britannique	2 883 367	3 282 061	398 694	5,1	13,8
Territoire du Yukon	23 504	27 797	4 293	1,5	18,3
Territoires du Nord-Ouest	52 238	57 649	5 411	14,2	10,4

- - *valeur trop petite pour être exprimée*

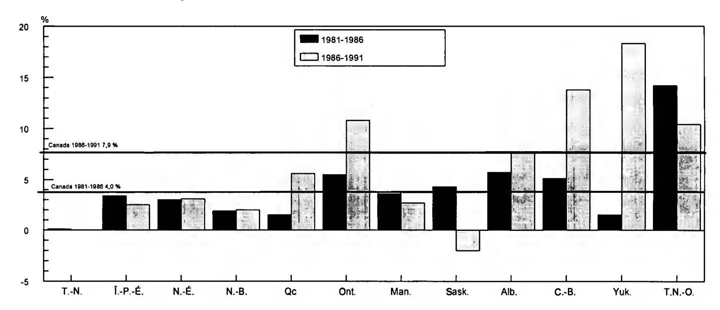
La population du Québec a augmenté de 5,6 %, une hausse plus forte que celle de 1,5 % survenue de 1981 à 1986. Il s'agit de la première augmentation intercensitaire du taux de croissance démographique au Québec depuis le Recensement de 1956.

En Alberta, la population s'est accrue de 7,6 % de 1986 à 1991, une hausse par rapport à l'augmentation de 5,7 % observée au cours de la période précédente de cinq ans; cette augmentation est toutefois un peu en dessous du taux national de 7,9 %. Pour la première fois depuis le Recensement de 1951, le taux de croissance démographique intercensitaire de l'Alberta n'excède pas la moyenne nationale.

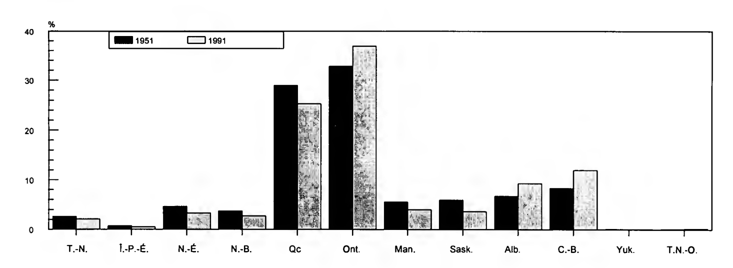
À Terre-Neuve, la population a peu varié, en 1991, de ce qu'elle était en 1981 et en 1986. La Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont enregistré une légère hausse de leur taux de croissance démographique au cours des périodes 1981-1986 et 1986-1991. L'Île-du-Prince-Édouard et le Manitoba ont enregistré une croissance plus lente au cours de la période allant de 1986 à 1991 qu'au cours de la période précédente, de 1981 à 1986.

La Saskatchewan est la seule province ayant subi une baisse de sa population; le nombre d'habitants, qui s'élevait à un sommet d'un peu plus d'un million en 1986, a baissé de prés de 21 000, pour passer à moins d'un million en 1991.

Taux de croissance démographique



Répartition de la population



Répartition de la population : Prolongement de la tendance amorcée 40 ans plus tôt

Les recensements décennaux effectués depuis que Terre-Neuve est entrée dans la Confédération en 1949 révélent que la répartition de la population canadienne parmi les provinces et les territoires s'est modifiée au profit de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'Ontario.

De toutes les provinces, seules l'Alberta et la Colombie-Britannique ont connu une augmentation continuelle de leur part de la population du Canada au cours des 40 derniéres années. En 1951, 15,0 % de la population canadienne vivait en Alberta et en Colombie-Britannique. En 1991, cette proportion était passée à 21,3 %. Malgré une légére diminution au cours des années 70, le pourcentage de la population demeurant en Ontario est passé de 32,8 % en 1951 à 36,9 % en 1991.

Aprés avoir connu deux décennies de faibles changements, les pourcentages de la population se trouvant à l'Île-du-Prince-Édouard et dans les Territoires du Nord-Ouest sont demeurés stables depuis 1971. Le pourcentage de la population au Territoire du Yukon n'a pas changé depuis 1951.

Le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, le Manitoba et la Saskatchewan ont connu des baisses faibles mais continuelles de leur pourcentage de la population de 1951 à 1991. Pendant la même période, la proportion de la population vivant au Québec a baissé, de 28,9 % à 25,3 %.

Répartition de la population

	Répartition en pourcentage				
	1951	1961	1971	1981	1991
Canada	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Terre-Neuve	2,6	2,5	2,4	2,3	2,1
Île-du-Prince-Édouard	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5
Nouvelle-Écosse	4,6	4,0	3,7	3,5	3,3
Nouveau-Brunswick	3,7	3,3	2,9	2,9	2,7
Québec	28,9	28,8	27,9	26,4	25,3
Ontario	32,8	34,2	35,7	35,4	36,9
Manitoba	5,5	5,1	4,6	4,2	4,0
Saskatchewan	5,9	5,1	4,3	4,0	3,6
Alberta	6,7	7,3	7,5	9,2	9,3
Colombie-Britannique	8,3	8,9	10,1	11,3	12,0
Territoire du Yukon	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Territoires du Nord-Ouest	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2

Régions métropolitaines de recensement

	Rang		Population en 1986	Population en 1991	Variation en nombres absolus	Variation en %
	1986	1991				
Toronto	1	1	3 431 981 A	3 893 046	461 065	13,4
Montréal	2	2	2 921 357	3 127 242	205 885	7,0
Vancouver	3	3	1 380 729	1 602 502	221 773	16,1
Ottawa-Hull	4	4	819 263	920 857	101 594	12,4
Edmonton	5	5	774 026 A	839 924	65 898	8,5
Calgary	6	6	671 453 A	754 033	82 580	12,3
Winnipeg	7	7	625 304	652 354	27 050	4,3
Québec	8	8	603 267	645 550	42 283	7,0
Hamilton	9	9	557 029	599 760	42 731	7,7
London	11	10	342 302	381 522	39 220	11,5
St. Catharines-Niagara	10	11	343 258	364 552	21 294	6,2
Kitchener	12	12	311 195	356 421	45 226	14,5
Halifax	13	13	295 922 A	320 501	24 579	8,3
Victoria	14	14	255 225 A	287 897	32 672	12,8
Windsor	15	15	253 988	262 075	8 087	3,2
Oshawa	16	16	203 543	240 104	36 561	18,0
Saskatoon	17	17	200 665	210 023	9 358	4,7
Regina	18	18	186 521	191 692	5 171	2,8
St. John's	19	19	161 901	171 859	9 958	6,2
Chicoutimi-Jonquière	20	20	158 468	160 928	2 460	1,6
Sudbury	21	21	148 877	157 613	8 736	5,9
Sherbrooke	22	22	129 960	139 194	9 234	7,1
Trois-Rivières	23	23	128 888	136 303	7 415	5,8
Saint John	25	24	121 265	124 981	3 716	3,1
Thunder Bay	24	25	122 217	124 427	2 210	1,8

A - donnée ajustée en raison des changements apportés aux limites

Accroissement de la population des régions métropolitaines de recensement du Canada

Le Recensement de 1991 indique que 61,1 % de la population canadienne vivait dans les régions métropolitaines de recensement, proportion plus élevée que jamais. De 1986 à 1991, la population des 25 régions métropolitaines du Canada s'est accrue; en 1991, 1,5 million de personnes de plus qu'en 1986 vivaient dans les régions métropolitaines de recensement.

Dix régions métropolitaines de recensement, Toronto, Vancouver, Ottawa-Hull, Edmonton, Calgary, London, Kitchener, Halifax, Victoria et Oshawa, ont enregistré un taux de croissance démographique supérieur au taux de l'ensemble du Canada. La région métropolitaine d'Oshawa a connu la croissance la plus rapide (18,0 %). Vancouver vient ensuite (16,1 %) puis Kitchener (14,5 %).

Au cours de la période intercensitaire de cinq ans, la population de la région métropolitaine de Montréal s'est accrue de 7,0 %, pour s'établir pour la première fois à plus de trois millions d'habitants. Pendant la même période, Halifax a été la région métropolitaine de recensement ayant connu la croissance la plus rapide parmi celles des provinces de l'Atlantique. La population s'y est accrue de 8,3 %, pour atteindre plus de 300 000 habitants. Saint John, qui a connu un taux de croissance de 3,1 %, est passée du 25e rang, en 1986, au 24e rang des régions métropolitaines en 1991.

Des villes plus grandes : Les 25 plus grandes municipalités au Canada

Montréal demeure la plus grande municipalité au Canada, la seule comptant plus d'un million d'habitants. Calgary, la deuxième plus grande, a une population d'un peu plus de 710 000 habitants.

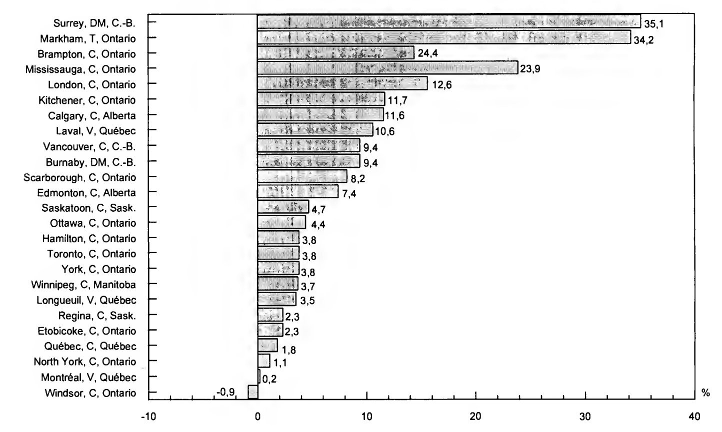
Parmi les 25 plus grandes municipalités canadiennes, Surrey, en Colombie-Britannique, a connu la croissance la plus rapide de 1986 à 1991 (35,1 %). Elle est suivie de prés par Markham, en Ontario, (34,2 %). Windsor, en Ontario, est la seule municipalité de cette catégorie dont la population a baissé, mais cette diminution est faible (moins de 2 000 personnes).

Mississauga, en Ontario, au neuviéme rang des plus grandes municipalités au Canada, a enregistré la plus forte hausse en nombres absolus, soit un peu plus de 89 000 personnes. Calgary vient ensuite, avec une augmentation de plus de 73 000 personnes.

En ordre d'importance, les 10 plus grandes municipalités en 1991 ont le même rang que celui qu'elles occupaient en 1986. Cependant, on observe des changements importants parmi les municipalités occupant les rangs de 11 à 25.

Laval, au Québec, a dépassé deux villes ontariennes (Etobicoke et Ottawa) dont la croissance a été plus lente et est passée de la 13e place en 1986 à la 11e place en 1991. Surrey, en Colombie-Britannique, dont le taux de croissance démographique est le plus élevé parmi les 25 plus grandes municipalités, est passée de la 17e à la 15e place. Markham, en Ontario, est passée de la 28e en 1986 à la 23e place, faisant passer Oshawa, en Ontario, de la 25e place en 1986 à la 27e place en 1991.

Taux de croissance des 25 plus grandes municipalités, 1991



Nota : T - town V - ville C - cité DM - district municipality

Les 25 plus grandes municipalités

	Rang 1986	Rang 1991	Population en 1986	Population en 1991	Variation en nombres absolus	Variation en %
Montréal	1	1	1 015 420	1 017 666	2 246	0,2
Calgary	2	2	636 843 A	710 677	73 834	11,6
Toronto	3	3	612 289	635 395	23 106	3,8
Winnipeg	4	4	594 551	616 790	22 239	3,7
Edmonton	5	5	573 982	616 741	42 759	7,4
North York	6	6	556 297	562 564	6 267	1,1
Scarborough	7	7	484 676	524 598	39 922	8,2
Vancouver	8	8	431 147	471 844	40 697	9,4
Mississauga	9	9	374 005	463 388	89 383	23,9
Hamilton	10	10	306 734 A	318 499	11 765	3,8
Laval	13	11	284 164	314 398	30 234	10,6
Ottawa	12	12	300 763	313 987	13 224	4,4
Etobicoke	11	13	302 973	309 993	7 020	2,3
London	14	14	269 202 A	303 165	33 963	12,6
Surrey	17	15	181 447	245 173	63 726	35,1
Brampton	16	16	188 498	234 445	45 947	24,4
Windsor	15	17	193 122 A	191 435	-1 687	-0,9
Saskatoon	18	18	177 659 A	186 058	8 399	4,7
Regina	19	19	175 064	179 178	4 114	2,3
Kitchener	21	20	150 604	168 282	17 678	11,7
Québec	20	21	164 580	167 517	2 937	1,8
Burnaby	22	22	145 161	158 858	13 697	9,4
Markham	28	23	114 597	153 811	39 214	34,2
York	23	24	135 401	140 525	5 124	3,8
Longueuil	24	25	125 441	129 874	4 433	3,5

A - donnée ajustée en raison des changements apportés aux limites

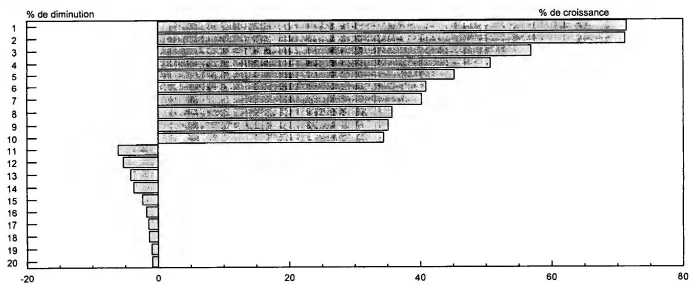
Municipalités ayant plus de 25 000 habitants en 1991 mais non en 1986

	Population en 1986	Population en 1991	Taux de croissance (%)
Aurora (Ont.), T	20 905	29 454	40,9
Georgina (Ont.), T	22 486	29 746	32,3
Mascouche (Qc), V	21 285	25 828	21,3
Mission (C.-B.), DM	21 985	26 202	19,2
Penticton (C.-B.), C	23 588	27 258	15,6
Fort Erie (Ont.), T	23 253	26 006	11,8
Orillia (Ont.), C	24 141	25 925	7,4
Cape Breton Subd. B (N.-É.), SCM	24 626	25 385	3,1

Nota : T - town V - ville C - cité DM - district municipality SCM - subdivision of county municipality



Municipalités de plus de 25 000 habitants dont le taux de croissance ou de diminution a été plus rapide en 1991



1. Richmond Hill, T, Ontario, 71,4
2. Vaughan, C, Ontario, 71,2
3. Ajax, T, Ontario, 56,9
4. Cumberland, TP, Ontario, 50,7
5. Newcastle, T, Ontario, 45,2
6. Aurora, T, Ontario, 40,9
7. Pickering, T, Ontario, 40,2
8. Kanata, C, Ontario, 35,7
9. Surrey, DM, Colombie-Britannique, 35,1
10. Maple Ridge, DM, Colombie-Britannique, 34,4
11. Sydney, C, Nouvelle-Écosse, -6,1
12. Montréal-Nord, V, Québec, -5,3
13. Moose Jaw, C, Saskatchewan, -4,2
14. Saint-Léonard, V, Québec, -3,7
15. LaSalle, V, Québec, -2,4
16. Saint John, C, Nouveau-Brunswick, -1,8
17. Drummondville, V, Québec, -1,5
18. Trois-Rivières, V, Québec, -1,4
19. Salaberry-de-Valleyfield, V, Québec, -1,0
20. Windsor, C, Ontario, -0,9

Nota : T - town C - cité TP - township DM - district municipality V - ville

Les municipalités de banlieue de plus de 25 000 habitants sont en pleine croissance

En 1986, le Canada comptait 145 municipalités de plus de 25 000 habitants. En 1991, parmi les 6 006 municipalités du pays, 153 indiquent une population de plus de 25 000 habitants. Les municipalités nouvellement entrées dans cette catégorie se répartissent dans l'ensemble du pays : une en Nouvelle-Écosse, une au Québec, quatre en Ontario et deux en Colombie-Britannique.

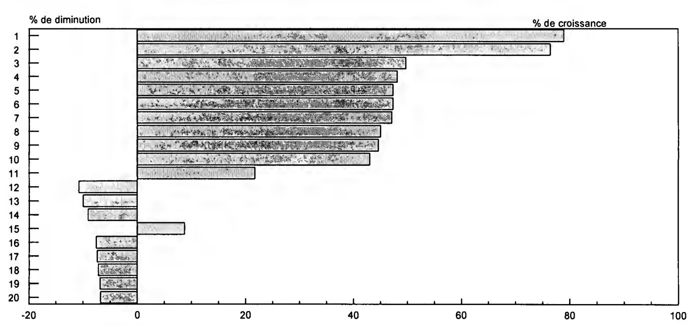
Les 10 plus grandes municipalités dont la croissance a été la plus rapide se trouvent en régions urbaines. Richmond Hill et Vaughan, se trouvant toutes deux dans la région métropolitaine de recensement de Toronto, sont celles des plus grandes municipalités qui se sont accrues le plus rapidement au pays. Au cours de la période intercensitaire, Richmond Hill s'est accrue de 71,4 % et Vaughan, de 71,2 %. Ajax, une autre municipalité située dans la région métropolitaine de recensement de Toronto, arrive au troisième rang, avec un taux de croissance démographique de 56,9 %.

Les hauts et les bas des petites municipalités canadiennes ayant de 5 000 à 24 999 habitants

Les résultats du Recensement de 1991 révèlent une forte variation dans les taux de croissance des 560 municipalités dont la population est de 5 000 à 24 999 habitants. Cette catégorie comprend 36 des 50 municipalités dont la croissance a été la plus rapide au pays et 46 des 50 municipalités ayant connu les taux de diminution les plus rapides.

Les deux municipalités de plus de 5 000 habitants ayant connu la plus forte croissance sont Saint-Lazare, au Québec, qui a affiché un taux de 78,9 %, soit 3 993 personnes, et La Plaine, au Québec, qui a montré un taux de 76,4 %, soit 4 580 personnes. Parmi les municipalités de plus de 5 000 habitants, la municipalité dont le taux de décroissance a été le plus fort est Elliot Lake, en Ontario, qui a enregistré une baisse de 21,7 % de sa population, c'est-à-dire 3 895 personnes.

Municipalités de 5 000 à 24 999 habitants dont le taux de croissance ou de diminution a été le plus rapide en 1991



1. Saint-Lazare, P, Québec, 78,9
2. La Plaine, P, Québec, 76,4
3. Le Gardeur, V, Québec, 49,7
4. Lachenaie, V, Québec, 48,1
5. Marathon, T, Ontario, 47,3
6. Saint-Constant, V, Québec, 47,3
7. Boisbriand, V, Québec, 47,1
8. Bedfort, T, Nouvelle-Écosse, 45,0
9. Saint-Jean-Chrysostome, V, Québec, 44,6
10. Bellefeuille, P, Québec, 43,0
11. Elliot Lake, C, Ontario, -21,7
12. Chibougamau, V, Québec, -10,8
13. Kirkland Lake, T, Ontario, -10,0
14. Kapuskasing, T, Ontario, -9,1
15. Guysborough, MD, Nouvelle-Écosse, -8,7
16. New Waterford, T, Nouvelle-Écosse, -7,6
17. Melfort, C, Saskatchewan, -7,4
18. Shawinigan, V, Québec, -7,2
19. Thetford Mines, V, Québec, -6,9
20. Asbestos, V, Québec, -6,8

Nota : T = town V = ville C= cité DM = district municipality P = paroisse

Le taux de croissance des logements demeure plus rapide que celui de la population

Le Canada comptait plus de 10 millions de logements privés occupés en 1991. Alors que la population du Canada a augmenté de 7,9 % au cours de la période intercensitaire, le nombre de logements privés occupés s'est accru de 11,4 %, c'est-à-dire plus d'un million d'unités.

De 1986 à 1991, la croissance du nombre de logements privés occupés a été plus forte que la hausse de 9,4 % enregistrée de 1981 à 1986, mais elle a été beaucoup plus faible que les augmentations enregistrées pendant les quatre périodes intercensitaires précédentes.

Taux de croissance de la population et des logements

Période de recensement	Accroissement des logements en %	Accroissement de la population en %
1961-1966	13,7	9,7
1966-1971	16,5	7,8
1971-1976	18,7	6,6
1976-1981	15,1	5,9
1981-1986	9,4	4,0
1986-1991	11,4	7,9

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 7 juillet 1992

ÂGE, SEXE, ÉTAT MATRIMONIAL, LOGEMENTS ET MÉNAGES

FAITS SAILLANTS

- Trois millions de Canadiens étaient âgés de plus de 65 ans
- La taille moyenne de la famille se maintenait à 3,1 personnes
- Le nombre de familles monoparentales continuait de s'accroître à un rythme plus rapide que celui des familles époux-épouse
- 1,5 million de Canadiens vivaient en union libre
- 2,3 millions de personnes vivaient seules
- Près de 60 % des personnes qui vivaient seules sont des femmes

Âge, sexe et état matrimonial
Logements et ménages
Familles : Nombre, genre et structure

Âge, sexe et état matrimonial (93-310, 40 $) présente les données de 1991 relatives à l'âge, au sexe, à l'état matrimonial et à l'union libre à l'échelle du Canada, des provinces, des territoires et des régions métropolitaines de recensement (RMR). Deux tableaux présentent des données sur l'âge, le sexe et l'état matrimonial depuis le Recensement de 1921.

Logements et ménages (93-311, 40 $) contient des données sur les types de logement et les modes d'occupation, de même que sur la taille des ménages au Canada, dans les provinces et les territoires et les RMR. Cette publication présente en outre des données démographiques sur les personnes vivant dans les logements privés ou collectifs et sur les soutiens du ménage. Elle comporte par ailleurs certaines données chronologiques.

Familles : Nombre, genre et structure (93-312, 40 $) fournit des renseignements sur les familles de recensement, les membres d'une famille et les personnes hors famille. Elle présente de plus des données démographiques sur les personnes actuellement mariées et les personnes vivant en union libre, ainsi que des données sur le genre, la taille et la structure des familles à l'échelle du Canada, des provinces, des territoires et des RMR. Elle comporte également certaines données du Recensement de 1986.

Ces trois publications sont aussi offertes sur disquette et elles contiennent des données à l'échelle des RMR qui ne figurent pas dans les versions imprimées.

Ce communiqué montre de quelle façon la structure par âge se transforme, combien de Canadiens sont jeunes et combien sont plus âgés, à quoi ressemblent nos familles, quelles sont les personnes vivant seules, quelles personnes louent leur logement ou quelles personnes en sont propriétaires.

Plus de jeunes...

La taille des populations d'enfants d'âge préscolaire (de moins de cinq ans) et des enfants qui fréquentent l'école primaire (de 5 à 14 ans) s'est accrue au cours des années 80, parce que les personnes nées pendant la période du *baby-boom* sont en âge d'avoir des enfants et parce que la fécondité a légérement augmenté.

Même si le nombre d'enfants d'âge préscolaire demeure moins élevé en 1991 qu'il ne l'était en 1961, il a continué de progresser. De 1986 à 1991, ce nombre a augmenté de 5 % pour passer de 1,8 million en 1986 à 1,9 million en 1991.

La croissance du nombre d'enfants d'âge préscolaire ne s'est pas équitablement répartie à l'échelle du pays. Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan, qui a connu une baisse de sa population de 1986 à 1991, avaient, en 1991, moins d'enfants d'âge préscolaire qu'en 1986.

La population d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire au Canada s'est accrue de 200 000 (6 %) au cours de la période 1986-1991, ce qui porte le nombre d'enfants âgés de 5 à 14 ans à 3,8 millions.

...mais en petites proportions

Malgré le nombre croissant d'enfants d'âge préscolaire et d'enfants à l'école primaire, leur proportion par rapport à la population du Canada continue de baisser. Ensemble, les enfants d'âge préscolaire et les enfants à l'école primaire représentaient 21 % de la population en 1991, en baisse par rapport à 23 % en 1986.

Moins de jeunes adultes

Bien que le nombre de personnes âgées de 14 ans ou moins ait augmenté au cours des années 80, la population âgée de 15 à 24 ans a diminué de 18 %. De 1981 à 1991, le nombre de jeunes en âge de fréquenter l'école secondaire (de 15 à 19 ans) a baissé de 19 %, c'est-à-dire de prés d'un demi-million de personnes. Au cours de la même période, le nombre de jeunes (de 20 à 24 ans) a diminué de 16 %, pour passer de 2,3 millions à 2,0 millions.

Les personnes qui étaient âgées de 15 à 24 ans en 1991 sont nées pendant la période de l'implosion démographique (*baby bust*) survenue à la fin des années 60 et dans les années 70, période où le nombre des naissances a chuté à la suite du *baby-boom* de l'aprés-guerre. Au fur et à mesure que ce groupe traversera les années 90, la diminution de leur nombre influera considérablement sur le nombre d'inscriptions dans les universités, le nombre des entrées sur le marché du travail et la formation des familles et des ménages.

Population active vieillissante

Le nombre d'adultes âgés de 20 à 64 ans s'est accru de 8 % de 1986 à 1991, ce qui porte le nombre d'adultes en âge de travailler à 16,6 millions, en hausse par rapport à 15,3 millions en 1986.

La majorité (68 %) des personnes d'âge actif étaient âgées de 20 à 44 ans en 1991. Au fur et à mesure que ces personnes vieilliront, la population en âge de travailler se concentrera dans les groupes d'âge plus avancé. Pour ce qui est de la prochaine décennie, cependant, la répartition actuelle selon l'âge révéle toujours une forte concentration de la main-d'oeuvre dans les groupes d'âge actif habituels.

Trois millions de personnes âgées de plus de 65 ans

En 1991, on a dénombré 3,2 millions de personnes âgées de plus de 65 ans. Depuis 1981, la proportion des personnes âgées a progressé, pour passer de 10 % à 12 %. Ce vieillissement de la population canadienne s'explique principalement par la baisse du taux de fécondité observée depuis les années 60 et aussi, dans une certaine mesure, par l'accroissement de l'espérance de vie.

En raison des écarts dans les taux de mortalité chez les hommes et les femmes faisant partie des groupes d'âge avancé, le nombre de femmes dépassait celui des hommes. Chez les personnes âgées de 65 ans et plus, on comptait 138 femmes pour 100 hommes. Chez les personnes âgées de 85 ans et plus, les femmes étaient plus de deux fois plus nombreuses que les hommes.

Population selon certains groupes d'âge

	De 0 à 4 ans	De 5 à 14 ans	De 15 à 19 ans	De 20 à 24 ans	D'âge actif (20-64 ans)	Jeune âge actif (20-44 ans)	Âge actif avancé (45-64 ans)	Personnes de 65 et +	Personnes de 75 et +
Nombre (en milliers)									
1981	1 783	3 698	2 315	2 344	14 186	9 528	4 658	2 361	883
1986	1 810	3 582	1 925	2 253	15 295	10 421	4 874	2 698	1 047
1991	1 907	3 786	1 869	1 962	16 566	11 200	5 366	3 170	1 275
% de l'ensemble de la population									
1981	7,3	15,2	9,5	9,6	58,3	39,1	19,1	9,7	3,6
1986	7,2	14,2	7,6	8,9	60,4	41,2	19,3	10,7	4,1
1991	7,0	13,9	6,8	7,2	60,7	41,0	19,7	11,6	4,7
% de variation au cours de certaines périodes									
1981-1986	1,5	-3,1	-16,8	-3,9	7,8	9,4	4,6	14,3	18,6
1986-1991	5,4	5,7	-2,9	-12,9	8,3	7,5	10,1	17,5	21,8
1981-1991	7,0	2,4	-19,3	-16,3	16,8	17,5	15,2	34,3	44,4

Situation des personnes âgées dans les ménages au Canada

Les écarts dans les taux de mortalité chez les femmes et les hommes se reflètent dans la situation des personnes âgées de 65 ans et plus au sein des ménages. Les femmes tendent à vivre plus longtemps que les hommes et sont moins susceptibles que ces derniers de vivre avec un conjoint et plus susceptibles de vivre seules dans un ménage privé, en milieu hospitalier ou dans un établissement connexe. Ces écarts entre les hommes et les femmes étaient encore plus apparents chez les personnes âgées de 75 ans et plus.

Parmi les gens âgés de 65 à 74 ans, près de 78 % des hommes vivaient avec leur conjointe au sein d'un ménage privé, comparativement à un peu plus de la moitié des femmes.

Cependant, chez les personnes âgées de 75 ans et plus, la majorité des hommes (61 %) vivaient encore avec leur conjointe, mais moins du quart (21 %) des femmes vivaient avec leur conjoint. Les hommes et les femmes de 75 ans et plus étaient plus susceptibles que ceux âgés de 65 à 74 ans de vivre en milieu hospitalier ou dans un établissement connexe.

Qui vivait seul?

En 1991 :

La majorité (60 %) des personnes vivant seules étaient âgées de 45 ans ou plus.

Seulement 15 % des personnes vivant seules avaient moins de 30 ans.

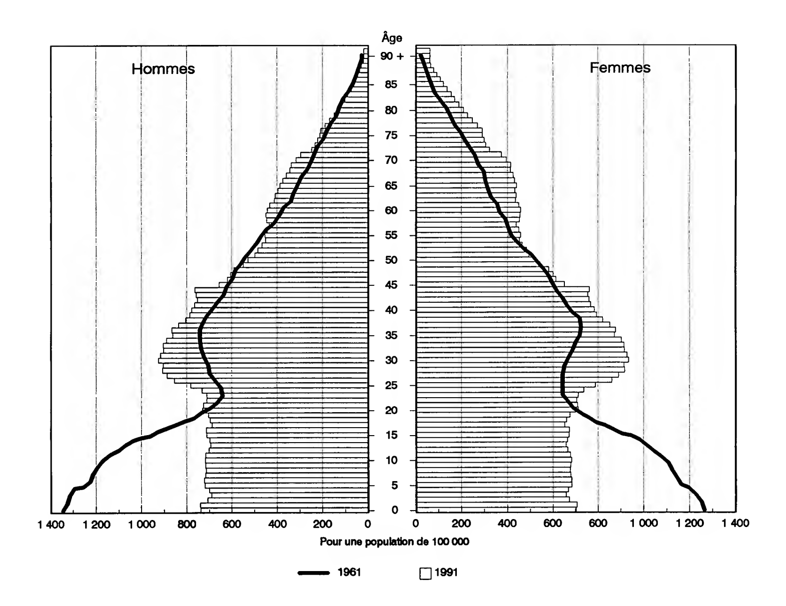
Le pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans vivant seuls a diminué, pour passer de 4 % en 1986 à 3 % en 1991.

Près de 40 % des personnes âgées de 75 ans et plus au sein d'un ménage privé vivaient seules.

Parmi les personnes âgées de 65 ans et plus, 38 % des femmes et 15 % des hommes vivaient seuls.

Près de 60 % des personnes vivant seules étaient des femmes.

Population selon l'âge et le sexe



Situation des personnes âgées dans les ménages, 1991

65 à 74 ans

75 ans et plus

%

100
80
60
40
20
0

Hommes
Femmes

Vivant avec un conjoint

Vivant seules

Vivant avec des personnes non apparentées

Vivant avec des personnes apparentées

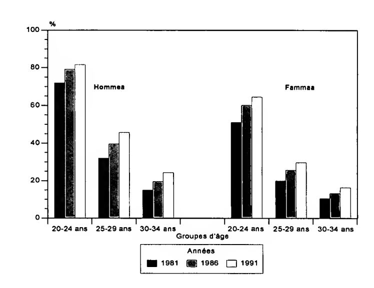
Vivant dans un hôpital ou un établissement connexe

Autre (vivant avec un ou des enfants ou d'autres membres de la famille, dans un établissement religieux, etc.)

À quand le mariage?

Au cours de la dernière décennie, on a observé une hausse considérable de la proportion de jeunes adultes (de 20 à 34 ans) qui demeurent célibataires. Chez les femmes âgées de 20 à 24 ans, près de 65 % étaient célibataires en 1991, par rapport à 51 % en 1981. Au cours de la même période, la proportion des hommes âgés de 20 à 24 ans qui n'avaient jamais été mariés s'est accrue, pour passer de 72 % à 82 %. On a observé des tendances semblables chez les hommes et les femmes âgés de 25 à 29 ans et de 30 à 34 ans.

Personnes n'ayant jamais été mariées



Les familles au Canada...

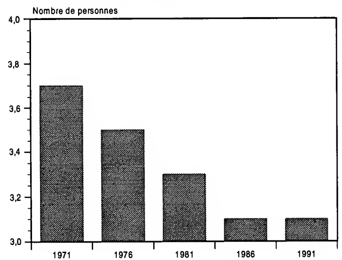
En 1991, plus de cinq Canadiens sur six (84 %) vivaient dans un ménage familial en tant que conjoints, parents seuls ou enfants. Cette proportion représente une légère baisse par rapport à 1986 et indique que la tendance à la baisse du pourcentage de la population vivant dans un ménage familial se poursuit. En 1971, 89 % de la population au sein de ménages privés vivait dans un ménage familial.

...sont plus nombreuses...

Bien que le pourcentage de la population vivant dans un ménage familial ait baissé progressivement, le nombre de familles a continué de progresser. De 1986 à 1991, le nombre de familles s'est accru de 9 %, pour passer de 6,7 millions à 7,3 millions. En comparaison, le nombre de familles a augmenté de 7 % de 1981 à 1986 et de 10 % de 1976 à 1981.

Ces croissances du nombre de familles sont attribuables à plusieurs facteurs : l'accroissement de la population, l'immigration, la maternité en dehors du mariage, la croissance lente mais constante des taux de nuptialité et de fécondité.

Taille moyenne de la famille



...et de taille plus stable

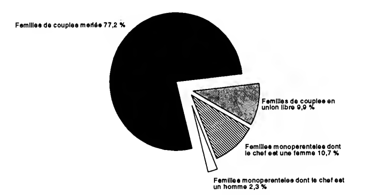
Au cours des 20 dernières années, la taille moyenne de la famille a diminué : elle est passée de 3,7 personnes en 1971 à 3,1 personnes en 1991. Pour la première fois depuis le Recensement de 1971, la taille moyenne de la famille n'avait pas diminué en 1991, alors qu'elle était la même qu'en 1986, c'est-à-dire de 3,1 personnes.

On a attribué les baisses antérieures de la taille de la famille à la chute du taux de fécondité et à l'augmentation du nombre de familles monoparentales.

Davantage de familles sans enfants à la maison...

On a observé une croissance importante du nombre de familles époux-épouse n'ayant pas d'enfants à la maison. Il peut s'agir de familles sans enfants ou de familles dont les enfants ont quitté le domicile. De 1986 à 1991, le nombre de familles sans enfants à la maison s'est accru de 378 000 (17 %), surtout en raison de l'augmentation du nombre de familles de couples mariés (257 000) n'ayant pas d'enfants à la maison.

Structure de la famille, 1991



...mais les familles ayant des enfants demeurent plus nombreuses

Bien que le nombre de familles n'ayant pas d'enfants à la maison ait progressé plus rapidement que le nombre de familles ayant des enfants à la maison, la majorité des familles canadiennes (65 %) avaient encore au moins un enfant à la maison.

La plupart des enfants vivaient avec deux parents

La plupart des enfants de moins de 15 ans (86 %) vivaient au sein d'une famille qui compte deux parents et 14 % vivaient au sein d'une famille qui compte un parent.

Familles selon la structure et le nombre d'enfants à la maison

	1986		1991		Variation
	Nombre de familles	% de l'ensemble	Nombre de familles	% de l'ensemble	en % 1986-1991
Ensemble des familles	**6 734 980**	**100,0**	**7 356 170**	**100,0**	**9,2**
Époux-épouse	5 881 330	87,3	6 401 455	87,0	8,8
ayant des enfants à la maison	3 679 780	54,6	3 821 610	52,0	3,9
sans enfants à la maison	2 201 545	32,7	2 579 845	35,1	17,2
De couples mariés	5 394 390	80,1	5 675 510	77,2	5,2
ayant des enfants à la maison	3 495 855	51,9	3 519 610	47,8	0,7
sans enfants à la maison	1 898 535	28,2	2 155 900	29,3	13,6
De partenaires en union libre	486 940	7,2	725 950	9,9	49,1
ayant des enfants à la maison	183 925	2,7	302 005	4,1	64,2
sans enfants à la maison	303 010	4,5	423 950	5,8	39,9
Monoparentales	853 645	12,7	954 705	13,0	11,8
Parents de sexe masculin	151 740	2,3	168 240	2,3	10,9
Parents de sexe féminin	701 905	10,4	786 470	10,7	12,0

Baisse du nombre moyen d'enfants par famille

Le nombre moyen d'enfants vivant à la maison a diminué, pour passer de 1,3 par famille en 1986 à 1,2 en 1991. Ce nombre était plus faible dans les familles de partenaires en union libre, soit 0,7 enfant, comparativement à 1,2 dans les familles de couples mariés et à 1,6 dans les familles monoparentales.

Plusieurs facteurs, dont la baisse du taux de fécondité au cours des années 70 et au début des années 80, le report des mariages et de la maternité ont concouru à la baisse du nombre moyen d'enfants vivant à la maison.

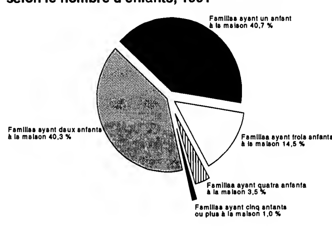
Les familles avaient le plus souvent un ou deux enfants

Les familles qui ont des enfants à la maison en ont le plus souvent un ou deux. Plus de 80 % de toutes les familles ayant des enfants en ont un ou deux qui vivent à la maison. Les familles nombreuses se font de plus en plus rares : en 1991, 1 % seulement des familles ayant des enfants à la maison en avaient cinq ou plus.

Les familles de couples mariés ayant des enfants à la maison étaient plus susceptibles d'avoir deux enfants à la maison. Tel était le cas chez près de 44 % des couples mariés ayant des enfants à la maison, chez 33 % des familles de partenaires en union libre, chez 31 % des familles monoparentales dont le parent est une femme et chez 28 % des familles monoparentales dont le parent est un homme.

Les familles monoparentales dont le parent est un homme étaient les plus susceptibles de compter un enfant à la maison. Près des deux tiers (62 %) de toutes ces familles comptaient un enfant à la maison, comparativement à 58 % des familles monoparentales dont le parent est une femme, à 54 % des familles de partenaires en union libre ayant des enfants à la maison et à 35 % des familles de couples mariés ayant également des enfants à la maison.

Familles ayant des enfants vivant à la maison, selon le nombre d'enfants, 1991



Familles au sein des ménages privés, selon la structure de la famille et certaines caractéristiques, 1991

	Toutes les familles dans les ménages privés	Familles époux-épouse	Familles de couples mariés	Familles d'union libre	Familles de parents seuls (H)	Familles de parents seuls (F)
Nombre total de familles	**7 356 170**	**6 401 455**	**5 675 510**	**725 950**	**168 240**	**786 470**
Nombre total de familles sans enfants à la maison	2 579 850	2 579 845	2 155 900	423 950	s.o.*	s.o.*
Nombre total de familles ayant des enfants à la maison	4 776 320	3 821 610	3 519 610	302 005	168 240	786 470
tous âgés de 18 ans et plus	1 163 740	817 425	792 435	24 990	70 710	275 610
certains âgés de 18 ans et plus et certains âgés de 17 ans et moins	499 705	428 095	412 515	15 580	13 975	57 630
tous âgés de 17 ans et moins	3 112 880	2 576 095	2 314 655	261 440	83 555	453 230
tous âgés de moins de 6 ans	955 655	816 535	698 005	118 530	14 805	124 320
Nombre total d'enfants à la maison âgés de 24 ans et moins	8 128 245	6 884 340	6 395 550	488 795	210 160	1 033 735
Familles selon le nombre d'enfants n'ayant jamais été mariés vivant à la maison						
Un	1 944 865	1 384 995	1 222 185	162 805	104 705	455 170
Deux	1 926 805	1 640 065	1 540 815	99 250	47 000	239 740
Trois	690 700	608 140	578 510	29 625	12 685	69 875
Quatre	165 235	146 065	138 280	7 785	2 870	16 305
Cinq	33 215	28 580	26 860	1 720	675	3 960
Six et plus	15 500	13 770	12 960	805	310	1 425
Nombre moyen d'enfants par famille - 1986	1,3	1,2	1,3	0,6	1,6	1,6
Nombre moyen d'enfants par famille - 1991	1,2	1,1	1,2	0,7	1,5	1,6

* *s.o. : toutes les familles monoparentales ont des enfants à la maison.*

Les familles de couples mariés au Canada...

En 1986, les familles de couples mariés représentaient 80 % de toutes les familles. En 1991, cette proportion passait à 77 %. Cette baisse peut s'expliquer en partie par l'augmentation, de 1986 à 1991, du nombre des familles formées de partenaires en union libre.

De 1986 à 1991, le nombre de familles de couples mariés s'est accru de 5 %, pour atteindre prés de 5,7 millions.

...et un peu partout au pays

De 1986 à 1991, le nombre de familles de couples mariés a diminué de moins de 1 % au Québec et de prés de 4 % en Saskatchewan. Le Territoire du Yukon, où le nombre de familles est le moins élevé, a enregistré la plus forte croissance en pourcentage du nombre des familles de couples mariés, soit 17 %.

Les proportions les plus élevées de familles de couples mariés se trouvaient à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan et en Ontario, provinces où un peu plus de 80 % de toutes les familles étaient des familles de couples mariés. Par contre, ces familles ne représentaient que 62 %, 65 % et 69 % dans les Territoires du Nord-Ouest, dans le Territoire du Yukon et au Québec respectivement.

De plus en plus de familles monoparentales...

Le nombre de familles monoparentales, bien qu'il soit moins élevé que le nombre de familles de couples mariés, a progressé beaucoup plus rapidement. De 1986 à 1991, leur nombre a augmenté de 12 %, le nombre de familles dont le parent est une femme ayant augmenté un peu plus vite (12 %) que celui des familles dont le parent est un homme (11 %).

Au cours de la période 1986-1991, on a observé des écarts régionaux importants quant à la croissance du nombre de familles monoparentales dont le parent est une femme et dont le parent est un homme. Bien que le nombre de familles dont le parent est un homme n'ait pas augmenté dans les territoires, le nombre de familles monoparentales dont le parent est une femme a augmenté le plus dans le Territoire du Yukon (25 %). L'Ontario occupe le deuxième rang, avec une hausse de 19 % du nombre de familles dont le parent est une femme. L'Ontario et l'Alberta ont enregistré la plus forte croissance du nombre de familles monoparentales dont le parent est un homme, soit 14 %.

En 1991, les familles monoparentales représentaient 13 % de toutes les familles, comparativement à 12,7 % en 1986. Les proportions des familles monoparentales étaient les plus élevées dans les Territoires du Nord-Ouest (16 %), dans le Territoire du Yukon (15 %) et au Québec (14 %). En Saskatchewan et à Terre-Neuve, on observait le pourcentage de familles monoparentales le moins élevé, soit un peu moins de 12 %.

...dont le parent est une femme

Le nombre de familles monoparentales dont le parent est une femme était quatre fois plus grand que celui des familles monoparentales dont le parent est un homme. En 1991, 82 % de toutes les familles monoparentales avaient une femme comme chef de famille, proportion presque inchangée par rapport à 1986 et à 1981. Les mères de familles monoparentales sont souvent plus jeunes que les pères seuls, 61 % d'entre elles étant âgées de moins de 45 ans, comparativement à 46 % des pères seuls.

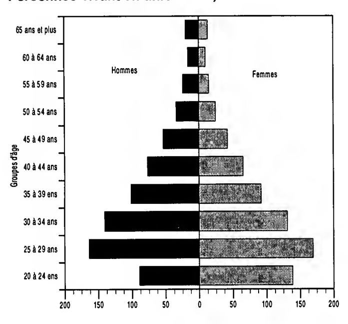
Familles dans les ménages privés, selon la structure de la famille, 1991

	Toutes les familles (%)	Époux-épouse (%)	Actuellement mariés (%)	Union libre (%)	Parents seuls (H) (%)	Parents seuls (F) (%)
Canada	**100,0**	**87,0**	**77,2**	**9,9**	**2,3**	**10,7**
Terre-Neuve	100,0	88,1	81,5	6,6	2,3	9,6
Île-du-Prince-Édouard	100,0	87,1	81,1	6,0	2,2	10,7
Nouvelle-Écosse	100,0	86,5	78,2	8,2	2,2	11,3
Nouveau-Brunswick	100,0	86,6	78,6	8,0	2,3	11,1
Québec	100,0	85,7	69,4	16,3	2,6	11,7
Ontario	100,0	87,4	80,7	6,7	2,2	10,4
Manitoba	100,0	86,9	79,5	7,5	2,3	10,8
Saskatchewan	100,0	88,3	81,4	6,9	2,1	9,7
Alberta	100,0	87,6	78,6	9,0	2,2	10,2
Colombie-Britannique	100,0	87,9	78,3	9,6	2,2	9,9
Territoire du Yukon	100,0	85,4	65,4	19,9	3,3	11,3
Territoires du Nord-Ouest	100,0	83,9	61,7	22,2	4,1	12,0

Une famille sur 10 était formée de partenaires en union libre

De plus en plus de familles canadiennes se composent de partenaires en union libre. Depuis 1986, le recensement a révélé une hausse de 49 % du nombre de familles de partenaires en union libre. En 1991, ces familles représentaient 10 % de toutes les familles, en hausse par rapport à 7 % en 1986.

Personnes vivant en union libre, 1991



Parmi les provinces et les territoires, la proportion de familles composées de partenaires en union libre variait considérablement. Dans les Territoires du Nord-Ouest, les familles de partenaires en union libre représentaient 22 % des familles, suivis du Territoire du Yukon (20 %) et du Québec (16 %). En comparaison, les familles de partenaires en union libre ne constituaient que 7 % des familles à Terre-Neuve et que 6 % des familles de l'Île-du-Prince-Édouard.

Deux sur cinq vivaient au Québec

Quoique les unions libres représentent une plus forte proportion de familles dans les territoires, en nombres absolus, les familles de partenaires en union libre se concentrent dans les plus grandes provinces canadiennes. En 1991, 87 % de toutes les familles de couples en union libre vivaient dans les provinces du Québec (42 %), de l'Ontario (25 %), de la Colombie-Britannique (12 %) et de l'Alberta (8 %).

Ménages plus nombreux mais plus petits

Le nombre de ménages privés au Canada s'est accru de 11 % de 1986 à 1991, passant ainsi de 9 millions à 10 millions. Cet accroissement du nombre des ménages est considérablement plus important que celui de la taille de la population (7,9 %).

On a observé une baisse légère mais significative de la taille moyenne des ménages (qui est passée de 2,8 personnes en 1986 à 2,7 personnes en 1991) attribuable à une hausse importante du nombre de ménages d'une ou deux personnes et à une baisse du nombre de ménages de six personnes ou plus.

Personnes vivant seules

Au Canada, de plus en plus de gens vivent seuls. En 1961, moins de 10 % des ménages privés étaient formés d'une seule personne. Trente ans plus tard, on compte plus de 2,3 millions de personnes vivant seules, ce qui représente 23 % de tous les ménages privés.

Les facteurs qui ont favorisé la croissance du nombre des ménages de personnes seules sont le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de mariages dissous. Les écarts dans les taux de mortalité continuent d'entraîner un plus grand nombre de veuves âgées vivant seules.

Ménages d'une personne et accession à la propriété

En 1991, près des deux tiers (63 %) des ménages canadiens étaient propriétaires de leur logement. Par rapport aux ménages familiaux, les ménages formés de personnes seules étaient moins susceptibles de posséder leur propre maison. En 1991, 72 % des ménages familiaux étaient propriétaires, par rapport à 37 % seulement des ménages de personnes seules.

Au Canada, le taux d'accession à la propriété pour les ménages de personnes seules varie considérablement selon les régions métropolitaines de recensement. On observait le taux le plus élevé à St.Catharines-Niagara (Ontario) où près de la moitié (49 %) des personnes seules étaient propriétaires de leur logement. À Montréal, les ménages de personnes seules étaient les moins susceptibles d'être propriétaires, 19 % seulement d'entre elles étant propriétaires.

Union libre

En 1991, prés de 1,5 million de personnes au Canada vivaient en union libre. La grande majorité d'entre elles étaient âgées de moins de 35 ens et n'eveient jamais été meriées.

Plus de la moitié (57 %) de toutes les personnes vivant en union libre étaient âgées de 20 à 35 ens. Plus de 64 % des femmes et prés de 63 % des hommes faisent pertie de ces unions n'eveient jemeis été meriés, tendis que 25 % des femmes et 27 % des hommes étaient divorcés.

Collecte de données sur l'union libre

Lors des Recensements de 1981 et de 1986, les données sur l'union libre ont été dérivées des réponses obtenues à la question reletive au «lien evec la Personne 1». En 1991, les données sur l'union libre proviennent de le comparaison des réponses obtenues au «lien avec la Personne 1» avec celles d'une nouvelle question portent spécifiquement sur l'union libre. L'eugmentetion du nombre d'unions libres qui en résulte en 1991 est attribueble en pertie à l'impossibilité, en 1986, de déterminer le nombre d'unions libres qui n'ont pes été déclarées. Les utilisateurs devront être prudents au moment de comparer les données recueillies en 1991 sur les femilles formées de parteneires en union libre evec celles de recensements précédents.

Familles de recensement : quelles sont-elles?

Les familles de recensement sont les familles que forment les couples et les parents de familles monoperentales. Les couples mariés (eppelés «ectuellement mariés» dens les publications du recensement) et les couples en union libre sont considérés comme une femille, qu'ils eient ou non des filles ou des fils n'ayent jemeis été meriés vivant à le meison. Les familles de couples actuellement meriés et de couples en union libre forment les familles époux-épouse.

Avant le Recensement de 1991, les familles de couples actuellement meriés et de couples en union libre éteient regroupées dens les «familles époux-épouse». Pour rendre possible la comparaison chronologique des données, les publications du Recensement de 1991 contiennent des données sur les familles époux-épouse, ainsi que sur les femilles de couples ectuellement mariés et de couples en union libre.

On considère eussi comme une femille le perent de femille monoperentale (quel que soit son état metrimoniel) ayant une fille ou un fils, ou plus, n'ayant jemeis été mariés, vivent à la maison.

Les filles et les fils jamais meriés sont les enfants apparentés par le sang, les enfants du conjoint ou les enfents adoptés qui n'ont jemais été meriés (peu importe leur âge) et qui vivent evec leurs parents. Dens ce communiqué, le terme «enfent» renvoie à ces filles et fils jemeis mariés qui vivent evec leurs parents.

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 15 septembre 1992

LANGUE MATERNELLE

FAITS SAILLANTS

- Davantage de Canadiens avaient comme langue maternelle une langue non officielle
- Peu de changement dans la proportion de la population de langue maternelle anglaise
- La proportion des francophones au Canada a baissé légèrement
- Grande diversité linguistique dans les principales régions métropolitaines

Langue maternelle

Langue maternelle (93-313, 40 $) porte sur les langues officielles et les langues non officielles et fournit des renseignements sur la langue maternelle selon l'âge et le sexe à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires.

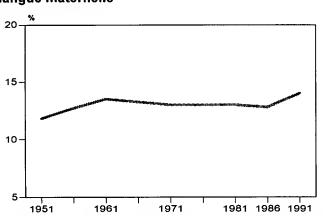
Cette publication est aussi offerte sur disquette et elle contient des données, à l'échelle des RMR, qui ne figurent pas dans les versions imprimées.

Ce communiqué porte sur les groupes linguistiques du Canada, sur les couples formés de personnes ayant des langues maternelles différentes et sur la transmission de la langue aux enfants.

Davantage de Canadiens dont la langue maternelle est une langue non officielle

De 1986 à 1991, on a observé une augmentation importante dans le pourcentage de la population ayant déclaré comme seule langue maternelle une langue non officielle; il est passé de 11,3 % en 1986 à 13,0 % en 1991. Lorsque les personnes ayant indiqué plusieurs langues maternelles sont incluses, la proportion de la population ayant déclaré une langue non officielle comme langue maternelle atteint 14,9 % en 1991, proportion en hausse par rapport à 13,8 % en 1986. Cette hausse est principalement attribuable au nombre accru d'immigrants récents dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais. Le plus fort de cette augmentation est survenu en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec, où la majorité des immigrants se sont établis. Par ailleurs, le fait d'inclure, pour la première fois dans le recensement, les personnes revendiquant le statut de réfugié ainsi que d'autres résidents non permanents, qui sont peu nombreux à être de langue maternelle française ou anglaise, a aussi favorisé cet accroissement. Pour avoir plus de renseignements sur les résidents non permanents, voir la note sur la comparabilité des données à la page 211.

Population ayant une langue non officielle comme langue maternelle[1]



1. En 1986 et 1991, les réponses multiples ont été réparties parmi les langues indiquées à l'aide d'une méthode rendent les données approximativement comparables à celles des recensements précédents.

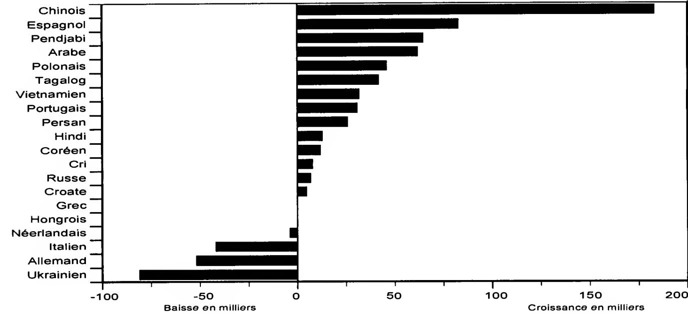
> ***Langue maternelle***
>
> *La langue maternelle se définit comme la première langue qu'une personne apprend à la maison dans son enfance et qu'elle comprend encore au moment du recensement. Les renseignements sur la langue maternelle ont été recueillis auprès de tous les Canadiens en 1991. De l'information additionnelle sur la connaissance des langues et sur la langue parlée à la maison a été recueillie auprès d'un échantillon de 20 % des ménages et elle se trouve dans le communiqué débutant à la page 49.*

En 1991, les trois principales langues maternelles autres que l'anglais et le français étaient l'italien (déclaré par 512 000 personnes), le chinois (492 000 personnes) et l'allemand (476 000 personnes). Ensemble, ces trois groupes linguistiques représentaient environ le tiers (36 %) de toutes les personnes dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français, mais seulement 5 % de la population totale du Canada. Venaient ensuite trois groupes linguistiques de moindre importance numérique : le portugais (déclaré par 211 000 personnes), le polonais (197 000 personnes) et l'ukrainien (196 000 personnes). En 1991, 29 langues ou familles de langue ont été utilisées dans la diffusion des données sur les langues maternelles autochtones. Les trois groupes autochtones les plus nombreux étaient le cri (langue maternelle déclarée par 84 000 personnes), l'ojibway (25 000 personnes) et l'inuktitut (25 000 personnes). En raison du dénombrement incomplet de certaines réserves indiennes, les langues autochtones ont été sous-dénombrées (pour avoir plus de renseignements, voir la note sur la comparabilité des données à la page 211).

Le chinois est la langue non officielle qui a connu la plus forte augmentation au cours de la période 1986-1991. De 1986 à 1991, le nombre de personnes ayant déclaré le chinois comme langue maternelle s'est accru de 183 000 (59 %). Cette forte hausse découle principalement de l'immigration. L'espagnol, langue maternelle de nombreux immigrants récemment venus de l'Amérique latine, a connu la deuxième plus forte augmentation (en 1991, 83 000 personnes de plus qu'en 1986 le déclaraient comme langue maternelle). On a observé les troisième et quatrième plus fortes augmentations au sein des groupes pendjabi (65 000) et arabe (62 000) au cours de la même période.



Variation de la taille des 20 plus grands groupes de langue non officielle, 1986-1991[1]



1. Comprend les réponses uniques et les réponses multiples déclarées à le question sur le lengue maternelle.

Des baisses importantes ont été observées dans trois groupes linguistiques qui étaient plus fortement représentés lors des périodes d'immigration antérieures : l'ukrainien (une diminution de 81 000), l'allemand (une diminution de 52 000) et l'italien (une diminution de 42 000).

Peu de changement dans la proportion des anglophones

En 1991, 16,5 millions de personnes (60,5 % de la population) ont indiqué l'anglais comme leur seule langue maternelle, une proportion presque inchangée par rapport à celle de 60,6 % enregistrée en 1986. Lorsque les personnes ayant indiqué plusieurs langues maternelles sont incluses, la proportion de la population ayant déclaré l'anglais comme langue maternelle passe à 62,9 % en 1991, proportion en baisse par rapport à 64,2 % en 1986.

Cette légère baisse succède à une longue période pendant laquelle le pourcentage de la population ayant déclaré l'anglais comme langue maternelle a augmenté. En 1961, 58,5 % de la population déclarait l'anglais comme langue maternelle, tout comme 60,2 % en 1971 et 61,3 % en 1981. Les données d'Emploi et Immigration Canada suggèrent que cette tendance est surtout attribuable à l'accroissement de l'immigration de personnes dont la langue maternelle est autre que l'anglais. Par ailleurs, le fait d'inclure pour la première fois dans le recensement les résidents non permanents a aussi contribué à la baisse, étant donné que peu d'entre eux ont l'anglais comme langue maternelle (pour obtenir plus de renseignements sur les résidents non permanents, voir la note sur la comparabilité des données qui se trouve à la page 211).

Les anglophones (les personnes dont la langue maternelle est l'anglais) étaient majoritaires dans l'ensemble des provinces et des territoires, sauf au Québec. Toutefois, en 1991, le pourcentage de cette majorité variait considérablement, de 56,1 % de la population des Territoires du Nord-Ouest à 98,7 % pour Terre-Neuve. Dans deux provinces, l'Ontario et la Colombie-Britannique, la proportion de la population anglophone a diminué de manière importante au cours de la dernière période intercensitaire. De 1986 à

1991, la proportion des personnes ayant déclaré l'anglais comme seule langue maternelle a diminué, passant de 76,3 % à 75,1 % en Ontario et de 80,9 % à 79,4 % en Colombie-Britannique. Ces baisses sont principalement attribuables à l'immigration et au fait d'avoir inclus les résidents non permanents. Au Québec, le groupe anglophone a continué de diminuer : 8,7 % de la population du Québec déclarait l'anglais comme seule langue maternelle en 1991, comparativement à 8,9 % en 1986. Lorsque les personnes ayant indiqué plusieurs langues maternelles sont incluses, la proportion de la population de langue maternelle anglaise atteint 10,7 % en 1991, comparativement à 12,1 % en 1986. De 1986 à 1991, la diminution de la proportion des anglophones a été plus lente que celle survenue au cours de la décennie précédente. Avant 1986, la migration des anglophones vers d'autres provinces a joué un rôle important dans la baisse de leur proportion.

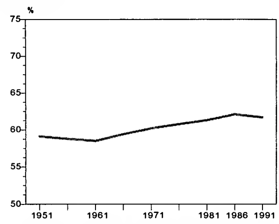
Population selon la langue maternelle

Recensement du Canada de 1991	% ayant déclaré l'anglais		% ayant déclaré le français		% ayant déclaré une langue non officielle	
	Réponse unique	Toutes réponses[1]	Réponse unique	Toutes réponses[1]	Réponse unique	Toutes réponses[1]
Canada	**60,5**	**62,9**	**23,8**	**24,9**	**13,0**	**14,9**
Terre-Neuve	98,4	98,7	0,4	0,6	0,9	1,0
Île-du-Prince-Édouard	93,8	94,7	4,2	4,8	1,1	1,3
Nouvelle-Écosse	93,2	94,0	3,8	4,4	2,2	2,5
Nouveau-Brunswick	64,1	66,1	32,7	34,6	1,2	1,4
Québec	8,7	10,7	81,2	83,3	7,5	8,8
Ontario	75,1	78,0	4,6	5,4	17,2	19,5
Manitoba	73,3	76,8	4,3	5,1	18,7	21,8
Saskatchewan	83,1	85,4	2,0	2,5	12,5	14,5
Alberta	81,3	83,7	2,0	2,5	14,1	16,3
Colombie-Britannique	79,4	81,6	1,4	1,8	16,8	18,9
Yukon	88,1	89,6	2,9	3,4	7,4	8,5
Territoires du Nord-Ouest	54,2	56,1	2,4	2,7	41,4	43,2

Recensement du Canada de 1986	% ayant déclaré l'anglais		% ayant déclaré le français		% ayant déclaré une langue non officielle	
	Réponse unique	Toutes réponses[1]	Réponse unique	Toutes réponses[1]	Réponse unique	Toutes réponses[1]
Canada	**60,6**	**64,2**	**24,3**	**26,0**	**11,3**	**13,8**
Terre-Neuve	98,6	99,0	0,4	0,6	0,7	0,9
Île-du-Prince-Édouard	93,6	94,9	4,1	5,1	1,1	1,3
Nouvelle-Écosse	93,2	94,6	3,5	4,5	1,8	2,3
Nouveau-Brunswick	63,6	67,1	31,8	35,1	1,1	1,4
Québec	8,9	12,1	81,4	84,6	6,0	7,4
Ontario	76,3	80,3	4,7	6,0	14,9	17,9
Manitoba	71,3	77,0	4,3	5,4	18,6	23,3
Saskatchewan	80,7	84,7	2,1	2,6	13,1	16,7
Alberta	80,9	84,6	2,0	2,7	13,3	16,4
Colombie-Britannique	80,9	84,1	1,3	1,9	14,4	17,4
Yukon	88,2	90,2	2,4	2,9	7,4	9,0
Territoires du Nord-Ouest	53,6	57,0	2,5	3,0	40,5	43,5

1. Comprend les réponses uniques et les réponses multiples déclarées à la question sur la langue maternelle.

Population ayant l'anglais comme langue maternelle[1]

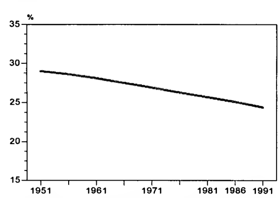


1. En 1986 et 1991, les réponses multiples ont été réparties parmi les langues indiquées à l'aide d'une méthode rendent les données approximativement comparables à celles des recensements précédents.

La proportion des francophones au Canada a continué de baisser

Au Québec, la taille relative de la communauté francophone a diminué légérement, surtout à cause du nombre accru d'immigrants qui s'y sont établis. En 1991, 81,2 % de la population du Québec déclarait le français comme seule langue maternelle, en baisse par rapport à 81,4 % en 1986. Par suite du nombre réduit des réponses multiples déclarées à la question sur la langue maternelle, on observait une baisse plus forte de la proportion de l'ensemble de ceux qui indiquaient le français comme langue maternelle : de 84,6 % en 1986 à 83,3 % en 1991. À l'extérieur du Québec, la proportion de la population ayant indiqué le français comme seule langue maternelle a diminué légérement de 1986 à 1991, passant de 4,5 % à 4,4 % (5,6 % ont déclaré le français comme langue maternelle en 1986, comparativement à 5,2 % en 1991).

Population ayant le français comme langue maternelle[1]



1. En 1986 et 1991, les réponses multiples ont été réparties parmi les langues indiquées à l'aide d'une méthode rendent les données approximativement comparables à celles des recensements précédents.

Partout au pays, environ 6,5 millions de personnes (soit 23,8 % de la population) ont indiqué le français comme leur seule langue maternelle en 1991, en baisse par rapport à 24,3 % en 1986. Si l'on inclut les personnes qui ont déclaré le français et au moins une autre langue comme langue maternelle, le groupe francophone s'éléve en 1991 à 24,9 % de l'ensemble de la population canadienne. En 1986, cette proportion atteignait 26,0 %. L'importance relative de la population francophone a diminué progressivement depuis 1951, année où 29,0 % de la population déclarait le français comme langue maternelle.

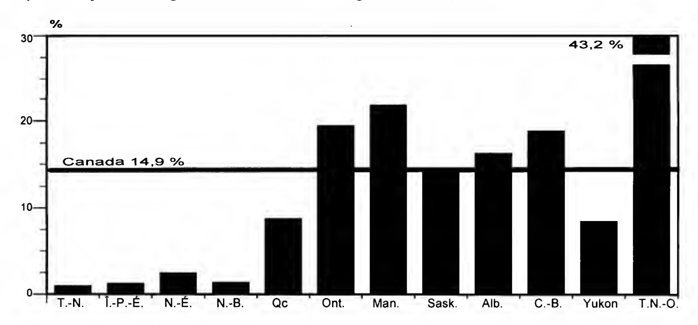
Cette diminution continue est en grande partie attribuable à la faible fécondité des francophones depuis le milieu des années 60 et à l'immigration au Canada de personnes dont la langue maternelle est autre que le français.

La proportion que représentent les francophones variait beaucoup d'une province ou d'un territoire à l'autre. Le Québec détenait la plus forte proportion d'habitants dont la langue maternelle est le français (83,3 % ayant déclaré le français et 81,2 % le français seulement); il était suivi du Nouveau-Brunswick (34,6 % ayant déclaré le français et 32,7 % le français seulement). Les francophones représentaient moins de 6 % de la population dans l'ensemble des autres provinces et territoires, l'Ontario ayant la plus forte proportion (5,4 %) et Terre-Neuve la plus faible (moins de 1 %).

La population francophone du Canada était fortement concentrée au Québec. En 1991 comme en 1986, environ 85 % des francophones du pays vivaient dans cette province. Par contre, seulement 4 % des anglophones du pays résidaient au Québec. Parmi les provinces et les territoires, à l'exclusion du Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick avaient le plus grand nombre de personnes ayant déclaré le français comme langue maternelle : 547 000 en Ontario et 250 000 au Nouveau-Brunswick. Ces deux provinces rassemblaient les trois quarts (75,8 %) de tous les francophones hors Québec.



Population ayant une langue non officielle comme langue maternelle, 1991[1]



1. Comprend les réponses uniques et les réponses multiples déclarées à la question sur la langue maternelle.

Langues non officielles parmi les provinces et les territoires

En 1991, la population ayant déclaré une langue non officielle comme langue maternelle était concentrée dans quatre provinces : 49 % vivait en Ontario, 15 % en Colombie-Britannique, 15 % au Québec et 10 % en Alberta.

Parmi l'ensemble des provinces et des territoires, les Territoires du Nord-Ouest avaient le pourcentage le plus élevé d'habitants ayant déclaré une langue maternelle autre que le français ou l'anglais (43 %). La majorité de ce groupe a déclaré l'inuktitut comme langue maternelle. Le Manitoba connaissait la deuxième plus forte proportion (22 %), puis venaient l'Ontario (20 %), la Colombie-Britannique (19 %), l'Alberta (16 %) et la Saskatchewan (15 %).

La proportion de la population ayant déclaré une langue non officielle comme langue maternelle s'établissait à moins de 10 % dans les autres provinces et au Yukon, les proportions allant de 9 % au Québec à 1 % à Terre-Neuve. Les faibles proportions observées à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick s'expliquent principalement par la tendance des immigrants à s'établir dans d'autres régions du pays.

La répartition des principaux groupes de langue non officielle dans l'ensemble du pays tend à refléter les changements des lieux d'origine et de destination des différentes vagues d'immigrants. Par conséquent, la concentration de ces principaux groupes variait considérablement selon les provinces. Les personnes de langue maternelle italienne se concentraient dans le centre du Canada : en 1991, 63 % d'entre elles vivaient en Ontario et 27 % au Québec. Par ailleurs, 46 % des personnes ayant indiqué le chinois avaient élu domicile en Ontario et 31 % en Colombie-Britannique. Plus de la moitié des personnes ayant déclaré l'allemand comme langue maternelle vivaient dans les provinces de l'Ouest : 15 % au Manitoba, 9 % en Saskatchewan, 17 % en Alberta et 19 % en Colombie-Britannique. En outre, 35 % habitaient en Ontario.

Répartition des principaux groupes de langue non officielle, 1991[1]

	Toutes les langues non officielles	Italien	Chinois	Allemand	Portugais	Polonais
Canada	**4 099 890**	**512 005**	**492 400**	**475 710**	**211 040**	**196 895**
Canada	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Terre-Neuve	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1
Île-du-Prince-Édouard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nouvelle-Écosse	0,6	0,2	0,3	0,5	0,2	0,6
Nouveau-Brunswick	0,2	0,1	0,2	0,3	0,1	0,1
Québec	14,9	26,7	6,5	4,4	16,1	10,2
Ontario	48,6	63,1	46,1	34,8	70,6	62,4
Manitoba	5,9	1,1	1,9	14,7	3,6	6,7
Saskatchewan	3,5	0,2	1,3	9,1	0,2	2,3
Alberta	10,2	2,8	12,2	17,1	2,9	10,7
Colombie-Britannique	15,3	5,8	31,1	18,9	6,2	7,1
Yukon	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Territoires du Nord-Ouest	0,6	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0

	Ukrainien	Langues autochtones	Espagnol	Néerlandais	Pendjabi	Grec
Canada	**196 160**	**192 765**	**186 255**	**138 755**	**134 685**	**129 685**
Canada	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Terre-Neuve	0,0	1,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Île-du-Prince-Édouard	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
Nouvelle-Écosse	0,2	2,0	0,3	1,5	0,3	0,7
Nouveau-Brunswick	0,1	0,9	0,2	0,7	0,0	0,2
Québec	3,6	14,7	30,4	2,8	2,7	35,8
Ontario	29,2	12,3	47,2	53,6	34,9	53,4
Manitoba	20,0	18,6	2,5	3,7	2,6	1,3
Saskatchewan	14,7	16,5	1,1	1,8	0,4	0,8
Alberta	23,2	14,4	8,7	14,7	8,8	2,4
Colombie-Britannique	8,9	7,1	9,3	20,3	50,1	5,3
Yukon	0,1	0,5	0,0	0,1	0,0	0,0
Territoires du Nord-Ouest	0,1	11,9	0,0	0,1	0,0	0,0

1. Comprend les réponses uniques et les réponses multiples déclarées à la question sur la langue maternelle.

Diversité linguistique dans les régions métropolitaines

La composition linguistique des régions métropolitaines de recensement au Canada variait considérablement. Certaines régions métropolitaines avaient des populations homogènes du point de vue linguistique. St. John's, Saint John et Halifax détenaient les plus fortes proportions d'habitants ayant déclaré l'anglais comme seule langue maternelle, soit 98 %, 93 % et 93 % respectivement. Chicoutimi-Jonquière, Trois-Rivières et Québec avaient les plus fortes proportions d'habitants ayant déclaré uniquement le français comme langue maternelle, soit 98 %, 97 % et 96 % respectivement.

En 1991, plus de la moitié (54 %) de ceux qui ont indiqué une langue non officielle comme langue maternelle vivaient à Toronto, à Vancouver ou à Montréal.

Population selon la langue maternelle, régions métropolitaines de recensement, 1991

	% ayant déclaré l'anglais		% ayant déclaré le français		% ayant déclaré une langue non officielle	
	Réponse unique	Toutes réponses[1]	Réponse unique	Toutes réponses[1]	Réponse unique	Toutes réponses[1]
Calgary	81,1	83,7	1,4	1,9	14,9	17,0
Chicoutimi-Jonquière	0,9	1,5	98,0	98,7	0,3	0,4
Edmonton	77,9	80,8	2,3	3,0	16,8	19,2
Halifax	93,1	94,1	2,7	3,3	3,1	3,6
Hamilton	79,5	82,0	1,4	1,9	16,5	18,7
Kitchener	79,4	81,9	1,3	1,7	16,8	18,9
London	84,9	86,9	1,1	1,6	11,9	13,6
Montréal	14,2	17,3	66,9	70,3	14,7	17,1
Oshawa	87,3	88,9	2,1	2,6	9,0	10,2
Ottawa-Hull	53,5	56,6	32,9	35,3	10,2	11,6
Québec	1,7	2,6	95,9	97,0	1,2	1,5
Regina	87,2	89,2	1,3	1,7	9,5	11,2
Saint John	93,3	94,4	4,4	5,3	1,2	1,4
Saskatoon	84,0	86,5	1,6	2,1	11,9	14,0
Sherbrooke	6,1	7,5	90,4	92,0	1,9	2,2
St. Catharines-Niagara	80,6	83,1	3,7	4,5	13,1	15,0
St. John's	98,1	98,4	0,3	0,4	1,3	1,5
Sudbury	59,8	64,3	27,5	30,8	8,2	9,5
Thunder Bay	80,7	83,4	2,3	2,9	14,3	16,5
Toronto	66,4	70,2	1,3	1,8	28,5	32,0
Trois-Rivières	1,2	1,9	97,3	98,1	0,6	0,8
Vancouver	71,9	74,7	1,3	1,7	23,9	26,5
Victoria	88,1	89,5	1,4	1,8	9,0	10,1
Windsor	76,0	79,8	4,7	6,2	15,4	17,9
Winnipeg	73,8	77,8	4,5	5,4	17,6	20,9

1. Comprend les réponses uniques et les réponses multiples déclarées à la question sur la langue maternelle.

Toronto détenait le pourcentage le plus élevé d'habitants (32 %) à avoir indiqué une langue maternelle autre que l'anglais ou le français. L'italien et le chinois étaient les langues déclarées le plus souvent, chacune représentant à peu prés le sixiéme (environ 200 000 personnes) de l'ensemble de la population de langue non officielle.

Vancouver venait au deuxiéme rang du point de vue de la proportion de la population ayant indiqué une langue non officielle (27 %). Dans cette région métropolitaine, le tiers des personnes dont la langue maternelle n'est pas une langue officielle ont déclaré le chinois.

À Montréal, 70 % de la population a déclaré le français comme langue maternelle, 17 % a indiqué l'anglais et 17 % a indiqué une langue non officielle. Parmi ceux qui ont déclaré une langue non officielle, environ le quart ont indiqué l'italien, troisiéme langue en importance, aprés le français et l'anglais.

Ottawa-Hull est la région métropolitaine de recensement où la composition linguistique de la population était le plus semblable à celle de l'ensemble du Canada : 57 % de la population a déclaré l'anglais comme langue maternelle, 35 % a déclaré le français et 12 % a déclaré une langue non officielle.

Les jeunes et les aînés : des différences entre les groupes linguistiques

La proportion des enfants âgés de 0 à 14 ans au sein des divers groupes linguistiques variait beaucoup. Cette diversité est attribuable à plusieurs facteurs, notamment le caractére récent de l'immigration au

Canada, la fécondité différentielle et les écarts dans la propension à transmettre une langue comme langue maternelle à la génération suivante.

Dans l'ensemble, les enfants de 0 à 14 ans représentaient 21 % de la population canadienne en 1991. Ils formaient 23 % du groupe de langue anglaise, 20 % du groupe de langue française et 12 % du groupe de langue non officielle. Le faible pourcentage de jeunes ayant une langue non officielle comme langue maternelle reflète la tendance des parents à transmettre l'anglais ou le français à leurs enfants.

Parmi les 15 plus grands groupes de langue non officielle, le groupe de langue cri avait le plus fort pourcentage de sa population parmi les 0 à 14 ans (29 %). Venaient ensuite le pendjabi (22 %), le vietnamien (22 %) et l'espagnol (21 %). Ces trois dernières langues étaient souvent déclarées par les immigrants arrivés récemment au Canada. La proportion des enfants était beaucoup plus faible dans quatre groupes linguistiques plus fortement représentés dans les périodes d'immigration antérieures : le néerlandais (2 %), l'ukrainien (3 %), le hongrois (4 %) et l'italien (6 %).

L'évolution des tendances de l'immigration ont influé également sur la proportion des personnes âgées (65 ans et plus) appartenant aux divers groupes linguistiques. Dans l'ensemble, 12 % de la population canadienne était âgée de 65 ans et plus en 1991. Les groupes de langue anglaise et de langue française comptaient tous deux 11 % de personnes âgées, tandis que le groupe de langue non officielle en comptait 15 %.

La proportion des personnes âgées appartenant à certains groupes de langue non officielle variait considérablement en 1991, en partie à cause de la composition des vagues d'immigrants qui sont arrivés au Canada à diverses périodes. Parmi les 15 plus grands groupes de langue non officielle, l'ukrainien avait la plus forte proportion de sa population parmi les aînés (42 %). Venaient ensuite le hongrois (25 %), l'allemand (23 %), le polonais (22 %) et le néerlandais (22 %). Les plus faibles proportions de personnes âgées se retrouvaient au sein de trois groupes ayant immigré au Canada récemment : le vietnamien (4 %), l'espagnol (4 %) et l'arabe (5 %).

Langue maternelle, 1991[1]

		Pourcentage de la population de 0 à 14 ans
Population totale		**20,9**
Langues officielles		
	Anglais	23,2
	Français	19,7
Langues non officielles		**12,1**
	Cri	28,9
	Pendjabi	22,3
	Vietnamien	22,0
	Espagnol	21,4
	Arabe	19,8
	Chinois	16,1
	Portugais	14,6
	Polonais	12,5
	Grec	11,3
	Tagalog	7,6
	Allemand	7,0
	Italien	5,9
	Hongrois	4,3
	Ukrainien	2,5
	Néerlandais	2,2

1. *Déterminé à partir des personnes ayant déclaré une seule langue maternelle. Ce tableau comprend les 15 plus grands groupes de langue non officielle.*

La majorité des couples est formée de partenaires ayant la même langue maternelle

En 1991, le Canada comptait 6,4 millions de couples époux-épouse (personnes mariées ou vivant en union libre). Parmi ces couples, la majorité des partenaires avaient la même langue maternelle : 3,4 millions de couples anglophones, 1,4 million de couples francophones et 800 000 couples formés de partenaires ayant indiqué une langue non officielle comme langue maternelle. Les anglophones et les francophones étaient plus susceptibles de former une union avec des personnes de même langue maternelle : 92 % des anglophones avaient un partenaire de langue maternelle anglaise et 91 % des francophones avaient un partenaire de langue maternelle française. Par comparaison, 80 % des allophones du Canada (dont la langue maternelle déclarée n'est pas une langue officielle) avaient un partenaire ayant une langue maternelle non officielle.

Langue maternelle, 1991[1]

		Pourcentage de la population de 65 ans et plus
Population totale		**11,6**
Langues officielles		
	Anglais	11,0
	Français	11,0
Langues non officielles		**15,3**
	Ukrainien	42,3
	Hongrois	25,4
	Allemand	23,3
	Polonais	22,3
	Néerlandais	21,7
	Italien	15,5
	Chinois	9,4
	Grec	8,5
	Tagalog	7,8
	Portugais	6,8
	Pendjabi	6,8
	Cri	6,6
	Arabe	5,3
	Espagnol	3,8
	Vietnamien	3,8

1. *Déterminé à partir des personnes ayant déclaré une seule langue maternelle. Ce tableau comprend les 15 plus grands groupes de langue non officielle.*

Les minorités de langue officielle (c'est-à-dire les francophones hors Québec et les anglophones au Québec) étaient plus souvent susceptibles de former une union avec un partenaire de langue maternelle différente. Parmi les anglophones du Québec, 26 % avaient un partenaire de langue maternelle française, 68 %, un partenaire de langue maternelle anglaise et 6 %, un partenaire dont la langue maternelle n'était ni l'anglais ni le français. Parmi les francophones du Nouveau-Brunswick, 13 % vivaient avec un conjoint ayant déclaré l'anglais comme langue maternelle, tandis qu'en Ontario cette proportion était de 36 %.

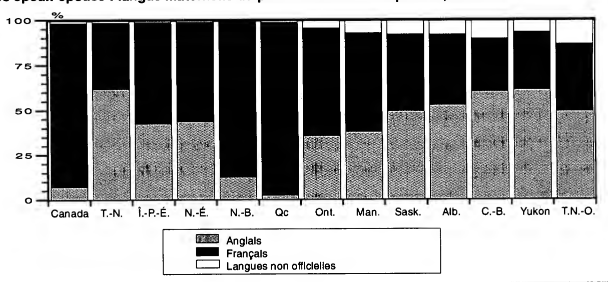
Dans l'ensemble du pays, 17 % des allophones avaient un partenaire de langue maternelle anglaise et 2 % de langue maternelle française. Parmi les allophones du Québec, 11 % avaient un partenaire de langue maternelle française et 6 % de langue maternelle anglaise.

Parents de même langue maternelle

Les couples ayant comme langue maternelle la même langue officielle transmettaient presque toujours celle-ci à leurs enfants comme seule langue maternelle (99,7 % chez les couples anglophones et 98,9 % chez les couples francophones). À l'extérieur du Québec, 93 % des enfants issus des couples francophones avaient le français comme langue maternelle. Au Québec, 98 % des enfants issus de couples anglophones avaient l'anglais comme langue maternelle.

Les enfants des couples formés de partenaires ayant tous deux une langue non officielle comme langue maternelle ont adopté l'anglais comme unique langue maternelle dans 33 % des cas et le français dans 1 % des cas. Au Québec, 12 % des enfants de ces couples ont adopté l'anglais comme langue maternelle et 9 % le français.

Couples époux-épouse : langue maternelle du partenaire des francophones, 1991



Parents de langues maternelles différentes

Parmi l'ensemble des enfants vivant dans des familles époux-épouse dans lesquelles les deux partenaires ont une seule langue maternelle, identique ou différente, 10 % (551 000) résidaient dans une famille formée d'un couple mixte. Cette proportion atteignait un maximum au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest (15 %). Venaient ensuite le Yukon (14 %) et l'Ontario (12 %). Des proportions relativement faibles s'observaient à Terre-Neuve (1 %), en Nouvelle-Écosse (6 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (6 %) et au Québec (7 %).

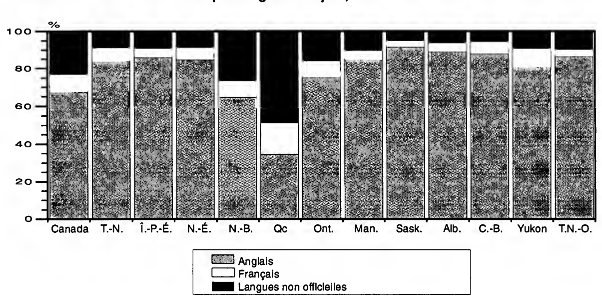
La langue maternelle des enfants issus des couples anglais-français variait considérablement selon les provinces. Au Québec, 49 % de ces enfants avaient le français comme langue maternelle unique, 34 % avaient l'anglais et 17 % avaient les deux langues. En Ontario, 75 % des enfants de couples anglais-français avaient l'anglais comme seule langue maternelle et 16 % le français seulement; au Nouveau-Brunswick, 65 % avaient l'anglais seulement et 26 % le français seulement.

Les enfants des couples dont un partenaire était de langue maternelle anglaise et l'autre de langue maternelle non officielle ont appris l'anglais comme langue maternelle dans la grande majorité des cas (96 %). Au Québec, les enfants de couples francophone-allophone avaient le français comme seule langue maternelle dans 75 % des cas, l'anglais dans 10 % des cas et une langue non officielle dans 6 % des cas.

La langue maternelle de la mère était adoptée plus souvent

Toutes choses égales d'ailleurs, les enfants de couples dont les conjoints sont de langues maternelles différentes étaient plus susceptibles d'avoir la langue maternelle de leur mère que celle de leur père. Par conséquent, les enfants des couples anglais-français avaient davantage tendance à apprendre le français comme langue maternelle, lorsque l'épouse était francophone que lorsque l'époux était francophone. Par exemple, au Québec, les enfants d'une mère francophone et d'un père anglophone avaient le français comme langue maternelle dans 58 % des cas, l'anglais dans 24 % des cas et les deux langues dans 18 % des cas. En revanche, les enfants d'une mère anglophone et d'un père francophone avaient l'anglais comme langue maternelle dans 44 % des cas, le français dans 40 % des cas et les deux langues dans 16 % des cas. On a observé un phénomène semblable chez les autres couples mixtes.

Langue maternelle des enfants des couples anglais-français, 1991



Langue maternelle des enfants de moins de 18 ans vivant dans une famille époux-épouse, 1991

Langue maternelle de l'enfant	Langue mat. de l'époux	Langue maternelle de l'épouse: Anglais			Français			Langue non officielle		
		Anglais	Français	Non off.	Anglais	Français	Non off.	Anglais	Français	Non off.
Canada										
Anglais seulement		100	75	97	59	1	28	94	39	33
Indiquant l'anglais		100	83	98	71	1	34	96	45	40
Français seulement		0	17	0	29	99	60	0	41	1
Indiquant le français		0	25	0	41	99	69	0	50	2
Langue non officielle seul.		0	0	1	0	0	3	4	10	59
Indiquant une lang. non off.		0	0	2	0	0	7	6	15	65
Québec										
Anglais seulement		98	44	91	24	0	7	83	14	12
Indiquant l'anglais		99	60	95	42	0	12	88	19	15
Français seulement		1	40	2	58	100	81	3	63	9
Indiquant le français		2	56	4	76	100	89	4	73	13
Langue non officielle seul.		0	0	3	0	0	4	9	12	74
Indiquant une lang. non off.		0	0	6	0	0	8	13	19	79
Autres provinces et territoires										
Anglais seulement		100	86	98	72	6	65	94	75	37
Indiquant l'anglais		100	92	99	81	7	74	96	81	44
Français seulement		0	8	0	19	93	23	0	11	0
Indiquant le français		0	14	0	28	94	32	0	17	0
Langue non officielle seul.		0	0	1	0	0	3	4	7	56
Indiquant une lang. non off.		0	0	2	0	0	5	6	11	63

Considérations relatives aux données

Lors du Recensement da 1991, on a apporté deux changements importants afin da miaux refléter la situation linguistiqua du Canada. La premiar, effactué au questionnaira détaillé (rempli par un échantillon de 20 % des ménages), fut d'ajouter une question portant sur la connaissance des langues autres qua le français ou l'anglais. Le second, et le plus significatif, a été de regrouper, sur le questionnaire détaillé, toutes les questions d'ordre linguistiqua plutôt que de poursuivre la pratique des recensements précédents où la question sur la langue maternelle était poséa séparément des autres questions relatives à la langue parlée à la maison et à la connaissance des langues officielles.

Ce second changement a été fait à la suite d'essais ayant révélé que le regroupement des questions sur la questionnaira détaillé apportait une meilleure compréhansion des questions par las répondants et, par conséquent, améliorait la précision des réponses fournias. Lorsque l'on pose la quastion sur la langua maternelle séparément, las répondants sont plus susceptibles de déclarer daux langues ou plus (réponses multiples). Les évaluations faites lors des recensements précédents ont montré qu'une proportion importante de ces réponses étaient incorrectes et qu'une seula langue maternelle aurait dû être déclarée.

Les résultats du Recensement de 1991 montrent clairement que, lorsque la langue maternelle fait partie d'une série de questions d'ordre linguistiqua, on obtient beaucoup moins de réponses multiplas; 3,0 % des répondants ont fourni des réponsas multiplas sur le questionnaira abrégé, où la langua maternalle était la saula quastion linguistique posée, comparativement à saulemant 1,2 % de ceux ayant répondu au questionnaire détaillé.

Étant donné ces différences dans les réponses, on a produit deux publications sur la langue maternelle. Les données de la publication Langue maternelle, *n° 93-313 au catalogua, portent sur les réponses combinées, obtenues auprés de tous les répondants, qua ce soit à l'aida du quastionnaira abrégé ou du questionnaire détaillé. Ces données se prêtent bien à des comparaisons chronologiques, étant donné qu'elles s'apparantant davantaga aux donnéas recuaillies lors des racansemants antériaurs, qu'aux astimations tirées des ransaignements sur la langua maternella racueillis à l'aida du questionnaire détaillé (c'ast-à-dire l'échantillon de 20 % des ménages). La seconde publication (*Langue maternelle : données-échantillon (20 %), *n° 93-333) contient les données obtenues à l'aide du questionnaire détaillé et permet de faire des analyses plus précises de ce qu'était la langue maternelle des Canadiens an juin 1991.*

Réponses uniques et réponses multiples

Depuis le Recensement de 1986, le questionnaire parmet aux Canadiens da déclarar plus d'una langua maternalla. En 1991, la plupart des répondants (97 %) ont déclaré une seule langue maternelle (réponses uniquas), tandis que 3 % ont déclaré plus d'une langue (réponses multiples). En 1986, quelque 4 % des répondants déclaraient avoir plus d'une langue maternelle. Ensemble, les réponses uniques et les réponses multiples totalisaient un nombre de réponses supérieur à celui de la population totala. Par example, la population du Canada était da 27,3 millions en 1991, alors que plus da 28,0 millions de réponses apparaissaient à la quastion sur la langue maternella. C'est pourquoi les pourcentages de la population ayant déclaré l'anglais, le français ou una langua non officialla comma langua maternelle excèdent 100 %.

Dans ce communiqué, lorsqua figura le nombre total (ou le pourcentage) de personnes ayant déclaré une langue donnée comme langue maternelle, ce nombre comprend les réponses multiples, sauf avis contraire.

La baisse dans la proportion des réponses multiples (de 4 % en 1986 à 3 % en 1991) est principalement attribuable à deux changaments importants apportés à l'occasion du Recensament de 1991 qui touchent principalamant le questionnaire détaillé du recensement rempli par 20 % des ménages. Le pramier fut d'ajouter una nouvelle question sur la connaissanca das langues autras qua la français et l'anglais. Le sacond, et le plus significatif, a été de regrouper, sur le questionnaire détaillé, toutes les questions d'ordre linguistique plutôt que da poursuivre la pratique antérieure selon laquelle la question sur la langue maternelle était posée séparément. Ces changements, tout en permettant da recueillir des rensaignemants plus nombreux et da meilleure qualité sur les caractéristiques linguistiques de la population, rendent plus complexe la tâche de comparer les données de 1991 sur la langue maternelle aux données du Recensement de 1986 et des recansements antérieurs.

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 8 décembre 1992

IMMIGRATION ET CITOYENNETÉ

FAITS SAILLANTS

- Les immigrants au Canada : leur proportion est demeurée stable
- L'Ontario a continué d'attirer la majorité des immigrants
- La majorité des immigrants étaient nés en Europe; cependant, la situation change
- De plus en plus d'immigrants ont choisi d'obtenir la citoyenneté canadienne
- On a dénombré les résidents non permanents pour la première fois

Immigration et citoyenneté

La publication *Immigration et citoyenneté* (93-316, 40 $) fournit des données tirées du Recensement de 1991 sur la citoyenneté, la période d'immigration, l'âge au moment de l'immigration et sur la population immigrante et non immigrante selon le lieu de naissance. Elle comporte aussi des données sur les résidents non permanents.

Les données sont présentées à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires; trois des neuf tableaux offrent aussi des données à l'échelle des régions métropolitaines de recensement. Toutes les données sont recoupées selon le sexe. Un tableau fait la comparaison des données de 1986 et de 1991 sur le lieu de naissance des immigrants.



Statistique Canada Statistics Canada



Ce communiqué montre le lieu de naissance des habitants, à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. De même, il présente d'autres caractéristiques des immigrants au Canada, notamment le moment de leur arrivée au pays, leur lieu de résidence, leur âge, leur citoyenneté.

En plus des renseignements sur l'ensemble de la population immigrante, Statistique Canada a recueilli, pour la première fois en 1991, des données sur les résidents non permanents au Canada. Il s'agit des personnes qui détiennent un permis de séjour pour étudier, un permis de travail ou un permis ministériel et des personnes qui revendiquent le statut de réfugié. Ce communiqué fournit également des renseignements sur ce groupe de la population.

Définitions

Population des immigrants *: personnes ayant le statut d'immigrant reçu au Canada ou l'ayant déjà eu. Un immigrant reçu est une personne qui n'a pas la citoyenneté canadienne par naissance, mais à qui les autorités canadiennes de l'immigration ont accordé le droit de vivre au Canada en permanence.*

Population des non-immigrants *: personnes qui sont citoyens canadiens de naissance.*

Résidents non permanents *: personnes qui détiennent un permis de séjour pour étudier, un permis de travail ou un permis ministériel ou qui revendiquent le statut de réfugié.*

Les personnes nées au Canada résidaient près de leur lieu de naissance

Selon le Recensement de 1991, 85 % des personnes nées au Canada et qui vivent toujours au pays résidaient dans leur province ou territoire de naissance. Ce pourcentage est demeuré pratiquement inchangé par rapport au Recensement de 1971.

En 1991, environ 90 % des résidents canadiens qui sont nés au Québec ou en Ontario résidaient toujours dans leur province de naissance. De toutes les provinces et les territoires, le Yukon (46 %) et la Saskatchewan (59 %) comptaient les plus faibles pourcentages de personnes nées dans une province ou un territoire et y vivant toujours.

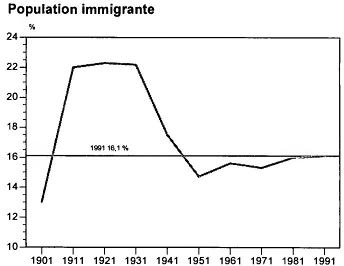
La proportion de personnes nées à Terre-Neuve et y vivant toujours était de 74 % en 1991. Le pourcentage était le même qu'en 1986, mais il représente une baisse considérable par rapport à 1981 (80 %) et à 1971 (84 %).

Les immigrants au Canada : leur proportion est demeurée stable

Les résultats du recensement révélent que la part de la population d'immigrants est demeurée relativement stable au cours des derniéres décennies. On a observé toutefois un changement majeur quant aux pays d'origine des immigrants au fil des ans. De même, comme les immigrants tendent à s'établir dans certaines régions, leur influence se ressent inégalement parmi les diverses régions du pays. En 1991, on dénombrait 4,3 millions d'immigrants dans l'ensemble du Canada. Ils représentaient 16,1 % de la population totale, soit une légére hausse par rapport à 15,6 % lors du Recensement de 1986. Depuis le Recensement de 1951, les immigrants représentent à peu prés la même proportion, soit 16 % de la population.

La proportion que forment les immigrants au sein de la population totale a été le plus élevée au cours de la premiére moitié du siécle. En 1901, les immigrants représentaient 13 % de la population. À la suite de l'arrivée massive d'immigrants au début des années 1900, la proportion d'immigrants s'est accrue pour atteindre 22 % en 1911 et elle est demeurée inchangée jusqu'à la fin de 1931. Pendant la Deuxiéme Guerre mondiale, le Bureau fédéral de la statistique a enregistré une baisse de la proportion d'immigrants au Canada, celle-ci étant passée à 17 %. Depuis, leur proportion est demeurée stable.

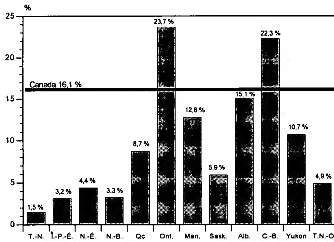
Population immigrante



L'Ontario a continué d'attirer la majorité des immigrants

Au cours des années, on a constaté que les immigrants préfèrent s'établir dans certaines régions. Les résultats du Recensement de 1991 montrent que 94 % des immigrants résidaient dans quatre provinces seulement : l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta. Plus de la moitié de tous les immigrants au Canada (55 %) se sont établis en Ontario.

Population immigrante, 1991



En 1991, les immigrants représentaient près de 25 % des populations de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, 15 % de celle de l'Alberta, 13 % de celle du Manitoba et 11 % de celle du territoire du Yukon. Par contre, ils constituaient 9 % de la population du Québec, 6 % de celle de la Saskatchewan et moins de 5 % de celle de chacune des provinces de l'Atlantique et des Territoires du Nord-Ouest.

Les immigrants préféraient s'établir dans les régions urbaines

Les immigrants sont plus susceptibles que les personnes nées au Canada de s'établir dans les grands centres urbains. En 1991, moins du tiers de la population du Canada vivait dans les régions métropolitaines de recensement que sont Toronto, Montréal et Vancouver, tandis que plus de la moitié des immigrants vivaient dans l'une de ces trois régions. En fait, les immigrants représentaient 38 % (1,5 million) des résidents de la région métropolitaine de Toronto. Leur proportion s'établissait à 30 % à Vancouver et à 17 % à Montréal.

Les immigrants semblent plus attirés par les principales régions métropolitaines du Québec : 45 % de la population de la province vivait à Montréal et 88 % des immigrants de la province y vivaient également.

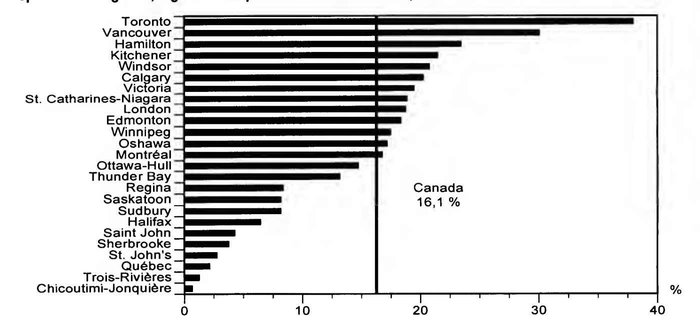
En Colombie-Britannique, 66 % de la population immigrante vivait à Vancouver, comparativement à 49 % dans l'ensemble de la population de cette province. On a observé une tendance semblable en Ontario, où 62 % de la population immigrante vivait dans la région métropolitaine de recensement de Toronto, comparativement à 39 % des résidents de cette province.

Au fil des ans, les principaux centres urbains du sud de l'Ontario et des provinces de l'Ouest ont également attiré bon nombre d'immigrants. En Ontario, ces derniers représentaient 24 % de la population de Hamilton, 22 % de celle de Kitchener, 21 % de celle de Windsor et 19 % de celles de London et de St. Catharines-Niagara. Dans l'ouest du pays (à l'exception de Vancouver), les villes de Calgary et de Victoria ont enregistré la plus forte proportion d'immigrants (20 %), suivies d'Edmonton et de Winnipeg (chacune 18 %) et de Regina et de Saskatoon (chacune 8 %).

Par contre, les immigrants représentaient une part moins élevée des populations des grands centres urbains au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. À l'est de Montréal, seule la ville de Halifax (7 %) a dénombré une population immigrante de plus de 5 %. Venaient ensuite les villes de Saint John et de Sherbrooke (4 % chacune) et la ville de St. John's (3 %).



Population immigrante, régions métropolitaines de recensement, 1991



Presque la moitié des immigrants étaient arrivés avant les années 70

Près de la moitié de la population immigrante du Canada vit au pays depuis plus de 20 ans. La proportion d'immigrants est répartie presque également entre ceux qui sont arrivés avant les années 70 et ceux qui sont arrivés au pays après. En 1991, on a observé que 48 % des immigrants sont arrivés avant 1971, 24 % sont arrivés de 1971 à 1980 et 28 % sont arrivés de 1981 à 1991.

La majorité des immigrants étaient nés en Europe...

En 1991, les Européens formaient toujours la plus forte proportion d'immigrants au Canada; ils représentaient 54 % de toute la population immigrante. Cette proportion a chuté, pour passer de 67 % au Recensement de 1981 à 62 % au Recensement de 1986. Par contre, la proportion d'immigrants qui sont nés en Asie s'est accrue, pour passer de 14 % en 1981 à 18 % en 1986 et à 25 % en 1991. En 1991 également, on a observé que 6 % de tous les immigrants sont nés aux États-Unis, 5 % dans les Antilles, 5 % en Amérique centrale et en Amérique du Sud, 4 % en Afrique et 1 % en Océanie (Australie, Nouvelle-Zélande et Îles du Pacifique).

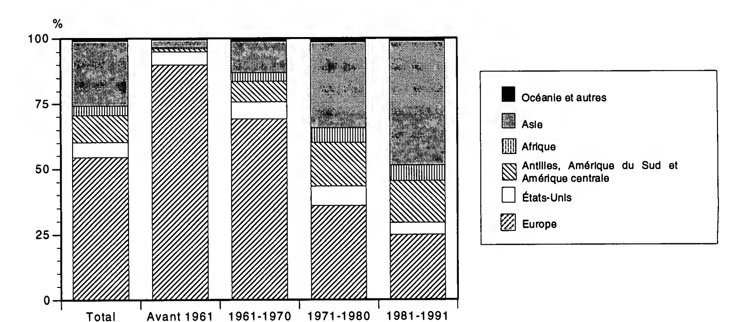
... mais la situation change

Même si les Européens dominaient toujours au sein de la population immigrante en 1991, la proportion de ceux qui sont arrivés au Canada depuis 1961 continuait de baisser. Les Européens représentaient 90 % des immigrants qui sont arrivés au pays avant 1961. Cette proportion a toutefois régressé pour passer à 69 % des personnes qui ont immigré au Canada de 1961 à 1970, à 36 % de celles qui ont immigré au pays de 1971 à 1980 et à 25 % de celles qui sont arrivées de 1981 à 1991.

La proportion d'immigrants européens a diminué, mais celle des immigrants qui sont nés en Asie et dans d'autres régions non européennes a progressé. Les personnes de pays asiatiques représentaient près de la moitié des immigrants qui sont arrivés au Canada de 1981 à 1991. Les Européens représentaient le deuxième groupe en importance (25 %) des immigrants qui sont arrivés au pays au cours de la même période. Par ailleurs, parmi les immigrants qui sont entrés récemment au pays, 10 % sont nés en Amérique centrale et en Amérique du Sud, 6 % dans les Antilles, 6 % en Afrique, 4 % aux États-Unis et 1 % en Océanie (Australie, Nouvelle-Zélande et Îles du Pacifique).



Population immigrante selon le lieu de naissance et la période d'immigration, 1991



Bien que la proportion d'immigrants de pays asiatiques ait augmenté considérablement au cours des dernières années, les pays asiatiques ne représentaient que 3 des 10 lieux de naissance les plus souvent déclarés parmi la population immigrante. Les cinq pays de naissance les plus souvent déclarés par les immigrants au Canada demeurent le Royaume-Uni, l'Italie, les États-Unis, la Pologne et l'Allemagne. L'Inde occupait la sixième place comme lieu de naissance des immigrants et représentait le lieu de naissance de la plupart des immigrants de pays asiatiques. Le Portugal, la République populaire de Chine, Hong Kong et les Pays-Bas complétaient la liste des 10 premiers pays.

On trouvait un pourcentage plus élevé de personnes âgées parmi les immigrants

L'âge de la population immigrante diffère considérablement de celui de la population non immigrante. La population immigrante était plus âgée, car la majorité des personnes qui immigrent au Canada le font lorsqu'elles sont de jeunes adultes. Parmi l'ensemble des immigrants, 62 % avaient 20 ans ou plus lorsqu'ils sont arrivés au Canada, 11 % avaient quatre ans et moins et 27 % avaient de cinq à 19 ans. La population immigrante était aussi âgée parce que les enfants qui naissent après l'arrivée de leurs parents au Canada ne sont pas dénombrés comme faisant partie de la population immigrante.

Par rapport aux non-immigrants, les immigrants comptaient une proportion plus élevée de personnes âgées et une proportion moins élevée d'enfants. En 1991, 5 % des immigrants étaient âgés de moins de 15 ans, comparativement à 24 % chez les non-immigrants. La situation est inverse à l'autre extrémité de l'échelle : 18 % des immigrants étaient âgés de 65 ans ou plus, comparativement à 10 % seulement des non-immigrants de ce groupe d'âge. En fait, en 1991, une personne sur quatre ayant 65 ans ou plus était une personne immigrante. La proportion des immigrants chez les personnes âgées a diminué un peu depuis le Recensement de 1981, alors que trois personnes sur 10 âgées de 65 ans ou plus étaient des personnes immigrées.

Immigrants et non-immigrants selon les groupes d'âge, 1991

Groupes d'âge	Non-immigrants		Immigrants	
	Nombre	%	Nombre	%
Total	**22 427 745**	**100,0**	**4 342 885**	**100,0**
0 à 14 ans	5 427 645	24,2	230 825	5,3
15 à 24 ans	3 380 580	15,1	402 780	9,3
25 à 44 ans	7 489 570	33,4	1 590 545	36,6
45 à 64 ans	3 973 650	17,7	1 352 035	31,1
65 ans ou plus	2 156 295	9,6	766 705	17,7

Par contre, les immigrants représentaient une plus faible proportion des personnes de moins de 15 ans. Au Canada, 4 % de la population âgée de moins de 15 ans était immigrée. Ces jeunes immigrants (de moins de 15 ans) représentaient 6 % des enfants qui vivent en Ontario et 5 % des enfants qui vivent en Colombie-Britannique.

94 % des personnes qui vivaient au Canada avaient la citoyenneté canadienne

En 1991, 94 % de la population vivant au Canada se composait de citoyens canadiens. La majorité de ces personnes ont obtenu leur citoyenneté à la naissance, tandis que 12 % ont été naturalisées. Par ailleurs, en 1991, les personnes qui n'avaient pas la citoyenneté canadienne représentaient 6 % de la population. Ces personnes sont des immigrants reçus qui soit ne sont pas admissibles à la citoyenneté, soit ont choisi de ne pas soumettre leur demande ou elles sont des résidents non permanents.

Les provinces de l'Atlantique comptaient la plus forte proportion de citoyens canadiens (99 %). On observait les plus faibles proportions en Ontario (91 %) et en Colombie-Britannique (93 %).

Environ 2 % de la population avait deux citoyennetés ou plus. La majorité de ces personnes (57 %) sont des citoyens canadiens par naturalisation qui avaient conservé la citoyenneté de leur pays d'origine.

De plus en plus d'immigrants choisissent d'obtenir la citoyenneté canadienne

Parmi les immigrants, en 1991, 81 % de ceux qui étaient admissibles à la citoyenneté étaient devenus citoyens canadiens. Cette proportion s'est accrue, pour passer de 75 % en 1981 à 79 % en 1986. Les immigrants doivent résider au Canada pendant au moins trois ans avant d'être admissibles à la citoyenneté canadienne.

Premier dénombrement des résidents non permanents

Le Recensement de 1991 a permis de déterminer non seulement le nombre total d'immigrants, mais le nombre de résidents non permanents (223 410), c'est-à-dire les personnes qui détiennent un permis de séjour pour étudier, un permis de travail ou un permis ministériel ou qui revendiquent le statut de réfugié. Ce nombre représentait un peu moins de 1 % de la population totale dénombrée lors du recensement. (Pour obtenir plus de renseignements, voir la note sur la comparabilité des données à la page 211.)

Les résidents non permanents s'établissent en Ontario

Plus de la moitié des résidents non permanents dénombrés lors du recensement vivaient en Ontario (56 %), au Québec (20 %), en Colombie-Britannique (13 %) et en Alberta (6 %). Cinq pour cent vivaient dans les autres provinces et territoires.

Près de 72 % des résidents non permanents vivaient dans les trois plus grandes régions métropolitaines (Toronto, Montréal et Vancouver). Toronto comptait le plus grand nombre de résidents non permanents. En 1991, 44 % de tous les résidents non permanents au Canada vivaient à Toronto, 18 % à Montréal et 10 % à Vancouver.

Ainsi, les résidents non permanents formaient une forte proportion de la population de ces villes. Bien qu'ils ne représentaient que 0,8 % de la population totale du Canada, ils constituaient plus de 2,5 % de la population totale à Toronto, 1,3 % à Montréal et 1,4 % à Vancouver.

Résidents non permanents, 1991

Régions métropolitaines de recensement	Population totale	Résidents non permanents	% de la population
Canada	**26 994 045**	**223 410**	**0,8**
Toronto	3 863 110	98 105	2,5
Vancouver	1 584 120	22 345	1,4
Montréal	3 091 115	40 050	1,3
Windsor	259 290	2 220	0,9
Hamilton	593 805	4 500	0,8
Kitchener	353 110	2 680	0,8
Ottawa-Hull	912 095	7 285	0,8
Calgary	748 215	5 380	0,7
Edmonton	832 155	5 895	0,7
London	376 725	2 215	0,6
Saskatoon	207 825	1 200	0,6
Winnipeg	645 610	3 230	0,5
St. Catharines-Niagara	359 990	1 700	0,5
Victoria	283 630	1 350	0,5
Oshawa	238 030	875	0,4
Sherbrooke	136 710	475	0,3
St. John's	169 810	580	0,3
Halifax	317 630	1 060	0,3
Regina	189 445	615	0,3
Québec	637 755	1 200	0,2
Thunder Bay	122 860	240	0,2
Sudbury	156 125	210	0,1
Saint John	123 605	160	0,1
Trois-Rivières	134 890	135	0,1
Chicoutimi-Jonquière	159 600	105	0,1

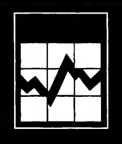
À l'extérieur des trois plus grandes villes du Canada, la répartition des résidents non permanents est diffuse. En 1991, Ottawa-Hull et Edmonton comptaient chacune 3 % de tous les résidents non permanents, Calgary et Hamilton, chacune 2 % et les régions métropolitaines de recensement de Kitchener, Winnipeg, London, Windsor et St. Catharines-Niagara, chacune environ 1 %.

Les immigrants de pays asiatiques formaient le plus grand groupe de résidents non permanents

Les immigrants de l'Asie représentaient 44 % des résidents non permanents dénombrés, venaient ensuite ceux de l'Europe (19 %), de l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud (11 %), de l'Afrique (9 %), des États-Unis (8 %), des Antilles (7 %) et de l'Océanie (Australie, Nouvelle-Zélande et Îles du Pacifique) (2 %).

Les principaux pays d'origine des résidents non permanents diffèrent de ceux des plus récents immigrants. Chez les résidents non permanents, les lieux de naissance les plus souvent déclarés sont les États-Unis, les Philippines, le Sri Lanka, Hong Kong et la République populaire de Chine. Par contre, Hong Kong était le principal lieu d'origine des immigrants qui sont arrivés au Canada de 1981 à 1991. Venaient ensuite la Pologne, la République populaire de Chine, l'Inde et le Royaume-Uni. Les cinq premiers pays de naissance sont ceux d'environ 30 % de tous les résidents non permanents et des immigrants récents.

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 12 janvier 1993

LANGUE PARLÉE À LA MAISON, LANGUE MATERNELLE ET CONNAISSANCE DES LANGUES

FAITS SAILLANTS

- Plus de Canadiens parlaient à la maison une langue autre que l'anglais ou le français
- Peu de changement dans la proportion que représente la langue d'usage anglaise
- Plus de personnes avaient le français comme langue d'usage à la maison, mais leur proportion continue de baisser
- Le bilinguisme anglais-français s'est accru dans presque toutes les provinces
- Les taux de transfert parmi les minorités de langue officielle ont augmenté
- Au Québec, les transferts linguistiques s'orientaient plus vers le français que par le passé

Langue parlée à la maison et langue maternelle
Connaissance des langues

Langue parlée à la maison et langue maternelle (93-317, 40 $) et *Connaissance des langues* (93-318, 40 $) contiennent des données recueillies auprès d'un échantillon de 20 % des ménages lors du Recensement du Canada de 1991. Elles fournissent des renseignements sur la langue parlée le plus souvent à la maison, la langue maternelle et la connaissance des langues.

Chacune de ces deux publications contient des tableaux à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires et, dans certains cas, des régions métropolitaines de recensement. Ensemble, ces publications constituent une mine de renseignements sur les langues anglaise et française et sur les langues non officielles au Canada.

Ce communiqué porte sur la langue parlée le plus souvent à la maison, sur la langue maternelle et sur la connaissance des langues. Il ajoute ainsi d'autres détails au nouveau portrait du Canada et des Canadiens.

Plus de Canadiens parlaient à la maison une langue autre que l'anglais ou le français

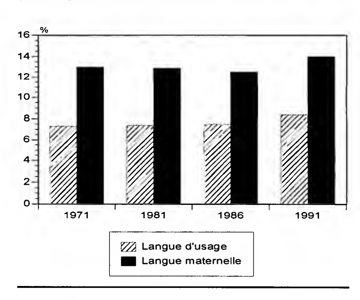
De 1986 à 1991, le nombre de personnes dont la langue d'usage à la maison était autre que l'anglais ou le français est passé de 1,9 million (7,5 % de la population) à 2,3 millions (8,4 %).

Cette hausse est principalement attribuable au nombre accru d'immigrants récents dont la langue d'usage n'est ni l'anglais ni le français et au fait que l'on a inclus, pour la première fois au Recensement de 1991, les résidents non permanents. Si l'on exclut les résidents non permanents de la comparaison, la proportion de la population ayant déclaré des langues d'usage autres que l'anglais ou le français passe de 7,5 % en 1986 à 8,0 % en 1991. La hausse de cette proportion ne se retrouve que dans les quatre provinces qui ont reçu le plus d'immigrants : l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Québec et l'Alberta.

De 1971 à 1991, les rangs des principales langues d'usage autres que l'anglais ou le français ont été bouleversés. En 1971, les trois premières langues d'usage étaient l'italien (parlé par 425 000 personnes), l'allemand (213 000 personnes) et l'ukrainien (145 000 personnes). Au cours des 20 dernières années, le chinois (parlé par 430 000 personnes en 1991) grimpait du cinquième au premier rang. L'italien, langue d'usage de 288 000 personnes en 1991, passait de la première à la deuxième place, tandis que le portugais (parlé par 153 000 personnes en 1991) progressait de la sixième à la troisième place. Un nombre considérablement inférieur de personnes ont déclaré l'ukrainien comme langue d'usage en 1991 (50 000), de telle sorte qu'il s'est retrouvé au douzième rang.

La comparaison des données des Recensements de 1971 et de 1991 montre que le nombre de personnes qui parlaient une langue autochtone comme langue d'usage était sensiblement le même en 1971 (137 000 personnes) et en 1991 (138 000). En raison du dénombrement incomplet de certaines réserves indiennes, le nombre des locuteurs usuels de ces langues peut être sous-estimé (pour avoir plus de renseignements, voir la note sur la comparabilité des données à la page 211).

Langues maternelles et langues d'usage autres que l'anglais ou le français



La variation observée dans le nombre de personnes ayant déclaré des langues autres que l'anglais ou le français s'explique par l'immigration internationale et les transferts linguistiques, c'est-à-dire l'adoption de l'anglais ou du français en tant que langue d'usage à la maison. Un groupe linguistique dont les membres immigrent en grands nombres connaît d'ordinaire une croissance rapide. Le rythme d'augmentation va ensuite en s'atténuant à mesure que les transferts à l'anglais ou au français prennent de l'ampleur, même si l'immigration reste élevée. Enfin, lorsque l'immigration devient plus faible, le nombre de personnes parlant le plus souvent à la maison la langue du groupe diminue en raison notamment de son faible transfert d'une génération à la suivante. C'est ainsi que les groupes chinois, espagnol et pendjabi se trouvent en période de croissance rapide, tandis que les groupes italien, allemand et ukrainien sont entrés dans une période de déclin.

Les langues autres que l'anglais ou le français étaient moins fréquemment déclarées comme langue d'usage qu'elles ne l'étaient comme langue maternelle. En 1991, le nombre de locuteurs usuels du chinois (430 000 personnes) était nettement moins élevé que la population de langue maternelle chinoise (517 000); l'écart était bien plus prononcé pour l'allemand : 134 000 locuteurs usuels comparativement à une population de langue maternelle allemande de 491 000.

Les 10 principales langues d'usage autres que l'anglais ou le français

1971			1991		
Langue d'usage	Nombre	%	Langue d'usage	Nombre	%
Italien	425 230	2,0	Chinois	430 090	1,6
Allemand	213 350	1,0	Italien	288 290	1,1
Ukrainien	144 755	0,7	Portugais	152 530	0,6
Grec	86 830	0,4	Espagnol	145 050	0,5
Chinois	77 895	0,4	Allemand	134 460	0,5
Portugais	74 765	0,3	Pendjabi	123 775	0,5
Polonais	70 960	0,3	Polonais	117 150	0,4
Magyar (hongrois)	50 675	0,2	Grec	93 160	0,3
Néerlandais	36 170	0,2	Arabe	82 450	0,3
Yiddish	26 330	0,1	Vietnamien	79 585	0,3

Nota : *En 1991, les réponses uniques et les réponses multiples ont été combinées. Voir la note sur les réponses uniques et les réponses multiples à la page 58.*

Langue d'usage, 1991

Langue d'usage		Canada		Québec		Autres provinces et territoires	
		Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%
Total	1991	26 994	100	6 810	100	20 184	100
	1991 a	26 771	100	6 766	100	20 004	100
	1986	25 022	100	6 455	100	18 568	100
	1981	24 083	100	6 369	100	17 714	100
	1971	21 568	100	6 028	100	15 541	100
Anglais	1991	18 439	68,3	759	11,1	17 680	87,6
	1991 a	18 348	68,5	750	11,1	17 598	88,0
	1986	17 122	68,4	763	11,8	16 359	88,1
	1981	16 355	67,9	784	12,3	15 571	87,9
	1971	14 446	67,0	888	14,7	13 558	87,2
Français	1991	6 290	23,3	5 655	83,0	635	3,1
	1991 a	6 280	23,5	5 646	83,4	634	3,2
	1986	6 032	24,1	5 364	83,1	668	3,6
	1981	5 940	24,7	5 276	82,8	664	3,7
	1971	5 546	25,7	4 870	80,8	676	4,3
Autres langues	1991	2 265	8,4	397	5,8	1 868	9,3
	1991 a	2 143	8,0	371	5,5	1 772	8,9
	1986	1 868	7,5	328	5,1	1 540	8,3
	1981	1 788	7,4	309	4,9	1 479	8,3
	1971	1 576	7,3	270	4,5	1 306	8,4

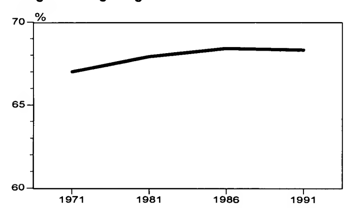
Nota : *Sauf pour 1971, les données ont été conciliées (voir la note sur la conciliation des données à la page 58), et les réponses multiples ont été réparties également entre les langues indiquées.*

1991 a *Les résidents non permanents sont exclus afin de faciliter la comparaison aux années antérieures.*

Peu de changement dans la proportion que représente la langue d'usage anglaise

Le nombre de personnes de langue d'usage anglaise est passé de 17,1 millions en 1986 à 18,4 millions en 1991, ce qui correspond à une légère baisse de sa proportion au sein de la population (de 68,4 % en 1986 à 68,3 % en 1991). Cette baisse se transforme en légère hausse lorsque l'on exclut de la comparaison les résidents non permanents (de 68,4 % en 1986 à 68,5 % en 1991). En raison de la forte immigration au cours de la dernière période quinquennale, la hausse observée de 1986 à 1991 est en retrait par rapport aux augmentations constatées depuis 1971, premier recensement où l'on a posé la question sur la langue parlée le plus souvent à la maison.

Langue d'usage anglaise



Au Québec, le nombre de personnes de langue d'usage anglaise est passé de 763 000 en 1986 (11,8 % de la population) à 759 000 en 1991 (11,1 %). Cette faible diminution fait suite à des baisses beaucoup plus prononcées survenues au cours des 15 années précédentes. De 888 000 (14,7 % de la population) en 1971, le nombre de personnes de langue d'usage anglaise a chuté à 784 000 (12,3 %) en 1981 et à 763 000 (11,8 %) en 1986.

Dans le reste du pays, le nombre de personnes de langue d'usage anglaise continuait de s'accroître à un rythme rapide, encore que leur proportion soit passée de 88,1 % en 1986 à 87,6 % en 1991. Cette baisse est surtout attribuable au fait d'avoir inclus les résidents non permanents en 1991. En effet, si on les exclut de la comparaison, la proportion relevée en 1991 (88,0 %) n'est alors que légèrement inférieure à celle observée en 1986 (88,1 %).

De 1981 à 1991, à l'extérieur du Québec, la proportion que représentent les personnes de langue d'usage anglaise a diminué en Ontario et en Colombie-Britannique, en raison de la forte immigration qu'ont connue ces provinces. Dans les autres provinces et territoires, cette proportion a plutôt augmenté ou est demeurée stationnaire.

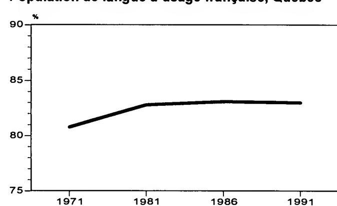
Plus de personnes avaient le français comme langue d'usage, mais leur proportion continue de baisser

La population formée des personnes de langue d'usage française a augmenté de 4,3 % de 1986 à 1991, passant de 6,0 millions à 6,3 millions. Malgré la hausse du nombre, la proportion qu'elle représente poursuit sa baisse, pour passer de 24,1 % en 1986 à 23,3 % en 1991 (23,5 % si l'on exclut les résidents non permanents).

La proportion de personnes au Québec dont la langue d'usage est le français a diminué, pour passer de 83,1 % en 1986 (5,4 millions de personnes) à 83,0 % en 1991 (5,7 millions), du fait d'avoir inclus les résidents non permanents lors du Recensement de 1991. Cette légère baisse se transforme en augmentation si l'on exclut les résidents non permanents : la proportion du français, langue d'usage, est passée de 83,1 % à 83,4 %.

À l'extérieur du Québec, la population de langue d'usage française est passée de 664 000 personnes en 1981 à 635 000 en 1991, soit une réduction de 4,3 % en 10 ans. La baisse de son importance relative s'est poursuivie : sa proportion a atteint 3,1 % de la population en 1991 (3,2 % si l'on exclut les résidents non permanents). La population de langue d'usage française ainsi que la proportion qu'elle représente ont diminué dans la plupart des provinces. Cependant, au Nouveau-Brunswick, l'effectif du français, langue d'usage, est passé de 217 000 en 1981 à 223 000 en 1991.

Population de langue d'usage française, Québec



Langue d'usage

		Total		Anglais		Français		Autres langues	
		Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%
Canada	**1981**	**24 083**	**100**	**16 355**	**67,9**	**5 940**	**24,7**	**1 788**	7,4
	1991	**26 994**	**100**	**18 439**	68,3	**6 290**	**23,3**	**2 265**	8,4
Terre-Neuve	1981	564	100	560	99,3	1	0,3	3	0,4
	1991	564	100	560	99,2	1	0,2	3	0,5
Île-du-Prince-Édouard	1981	121	100	117	96,6	4	3,1	0	0,4
	1991	128	100	125	97,3	3	2,4	0	0,3
Nouvelle-Écosse	1981	840	100	807	96,1	24	2,9	9	1,1
	1991	891	100	858	96,3	22	2,5	11	1,2
Nouveau-Brunswick	1981	689	100	468	67,9	217	31,5	5	0,7
	1991	716	100	489	68,2	223	31,2	5	0,7
Québec	1981	6 369	100	784	12,3	5 276	82,8	309	4,9
	1991	6 810	100	759	11,1	5 655	83,0	397	5,8
Ontario	1981	8 534	100	7 311	85,7	332	3,9	891	10,4
	1991	9 977	100	8 500	85,2	318	3,2	1 159	11,6
Manitoba	1981	1 014	100	868	85,7	31	3,1	114	11,3
	1991	1 079	100	947	87,7	25	2,3	107	9,9
Saskatchewan	1981	956	100	885	92,5	10	1,1	61	6,4
	1991	976	100	921	94,4	7	0,7	48	4,9
Alberta	1981	2 214	100	2 025	91,5	29	1,3	160	7,2
	1991	2 519	100	2 305	91,5	20	0,8	194	7,7
Colombie-Britannique	1981	2 714	100	2 480	91,4	15	0,5	219	8,1
	1991	3 248	100	2 910	89,6	15	0,4	323	9,9
Yukon	1981	23	100	22	95,7	0	1,0	1	3,3
	1991	28	100	27	96,7	0	1,4	1	1,9
Territoires du Nord-Ouest	1981	46	100	29	63,0	1	1,4	16	35,7
	1991	57	100	38	66,8	1	1,6	18	32,0

Nota : *Les données ont été conciliées, et les réponses multiples ont été réparties également entre les langues indiquées. Voir la note sur la conciliation des données à la page 58.*

Les grandes agglomérations urbaines ont une composition linguistique plus diversifiée

Les plus fortes proportions de personnes de langue d'usage autre que l'anglais ou le français étaient observées à Toronto (21 %) et à Vancouver (16 %). Dans ces deux agglomérations prédominait la langue d'usage anglaise (78 % et 83 % respectivement), alors que moins de 1 % de la population était de langue d'usage française. Ottawa-Hull et Sudbury étaient caractérisées par la prépondérance de la langue d'usage anglaise (62 % et 76 % respectivement), la forte présence de la minorité de langue d'usage française (31 % et 21 %) et une assez faible proportion de personnes de langue d'usage autre que l'anglais ou le français (7 % et 3 %). La langue d'usage française prédominait dans la région de Montréal (69 %), tandis qu'on y trouvait une forte minorité de langue d'usage anglaise (19 %) et qu'une proportion importante de la population avait une langue d'usage autre que l'anglais ou le français (11 %).

Population selon la langue d'usage, régions métropolitaines de recensement, 1991

	Total		Anglais		Français		Autres langues	
	Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%	Nombre (en milliers)	%
Calgary	748	100	677	90,4	4	0,5	68	9,1
Chicoutimi-Jonquière	160	100	2	1,0	158	98,8	0	0,2
Edmonton	832	100	748	89,9	7	0,9	77	9,3
Halifax	318	100	309	97,2	3	1,1	6	1,8
Hamilton	594	100	533	89,8	3	0,6	57	9,6
Kitchener	353	100	315	89,1	2	0,5	37	10,4
London	377	100	349	92,6	1	0,3	26	7,0
Montréal	3 091	100	596	19,3	2 144	69,4	351	11,3
Oshawa	238	100	226	94,8	2	1,0	10	4,2
Ottawa-Hull	912	100	569	62,4	281	30,8	62	6,8
Québec	638	100	10	1,6	623	97,6	5	0,7
Regina	189	100	182	96,2	1	0,5	6	3,3
Saint John	124	100	121	97,6	2	1,8	1	0,6
Saskatoon	208	100	197	95,0	1	0,6	9	4,4
Sherbrooke	137	100	9	6,4	126	92,3	2	1,4
St. Catharines - Niagara	360	100	333	92,4	7	1,9	21	5,8
St. John's	170	100	168	99,2	0	0,1	1	0,7
Sudbury	156	100	119	76,1	32	20,5	5	3,4
Thunder Bay	123	100	114	92,8	1	1,1	7	6,1
Toronto	3 863	100	3 021	78,2	22	0,6	820	21,2
Trois-Rivières	135	100	1	1,0	133	98,6	0	0,4
Vancouver	1 584	100	1 319	83,3	7	0,4	258	16,3
Victoria	284	100	271	95,7	1	0,5	11	3,8
Windsor	259	100	229	88,2	5	1,8	26	10,1
Winnipeg	646	100	571	88,4	15	2,4	60	9,2

Nota : Les données n'ont pas été conciliées, mais les réponses multiples ont été réparties également entre les langues indiquées.

Les autres régions métropolitaines révélaient une moins grande diversité linguistique. Dans quatre d'entre elles, toutes situées au Québec, la proportion que représente la langue d'usage française était supérieure ou égale à 92 % en 1991; la part de l'anglais, langue d'usage, y était inférieure à 7 %. Les 16 autres régions métropolitaines avaient une population composée de 88 % ou plus de personnes de langue d'usage anglaise; la proportion que représente la langue d'usage française y était partout inférieure à 3 %.

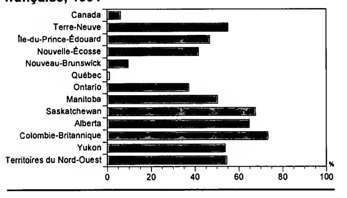
Presque tous les Canadiens pouvaient parler leur langue maternelle

En 1991, 83 % de la population pouvait soutenir une conversation en anglais (22,5 millions de personnes), 32 % en français (8,5 millions) et 18 % dans une langue autre que l'anglais ou le français (5,0 millions). Les langues non officielles les plus répandues étaient : l'italien (702 000 personnes, soit 2,6 % de la population), l'allemand (685 000 personnes, soit 2,5 %), le chinois (557 000 personnes, soit 2,1 %) et l'espagnol (402 000 personnes, soit 1,5 %).

Même lorsqu'une autre langue est parlée plus souvent à la maison que la langue maternelle, celle-ci peut presque toujours être encore parlée. C'est le cas pour les personnes de langue maternelle française : 99,9 % d'entre elles au Québec et 96,5 % dans le reste du pays pouvaient toujours parler le français. Parmi les personnes dont la langue maternelle est autre que l'anglais ou le français, 96,9 % ont déclaré pouvoir soutenir une conversation dans au moins une langue non officielle, le plus souvent leur langue maternelle.

Avec l'anglais et le français, l'espagnol était la langue la plus répandue comme langue seconde. On peut estimer à 214 000 le nombre de personnes pouvant parler espagnol à titre de langue seconde en 1991. Cette estimation correspond à la différence entre le nombre de personnes capables de parler l'espagnol (402 000 personnes) et l'effectif de la population de langue maternelle espagnole (188 000 personnes).

Taux de transfert du groupe de langue maternelle française, 1991



Les langues autres que l'anglais ou le français se préservaient mieux au Québec qu'ailleurs au pays

Dans l'ensemble du pays, les transferts parmi la population dont la langue maternelle est autre que l'anglais ou le français sont demeurés stables (44 %) de 1981 à 1991. Au Québec, le taux a augmenté légèrement pour atteindre 33 % en 1991 (comparativement à 30 % en 1981), niveau encore bien inférieur au taux observé dans l'ensemble des autres provinces et territoires (46 %).

Le taux de transfert varie selon le groupe linguistique en fonction notamment de la durée de présence au pays des membres de chaque groupe. Les groupes dont l'immigration a ralenti au cours des dernières décennies avaient fréquemment des taux de transfert élevés : 87 % dans la population de langue maternelle néerlandaise, 76 % dans celle de langue maternelle ukrainienne et 73 % dans le groupe de langue maternelle allemande. À l'opposé, les groupes qui connaissent une forte immigration avaient d'ordinaire des taux de transfert plus faibles : 18 % dans le groupe pendjabi, 19 % dans le groupe chinois et 26 % dans le groupe espagnol.

Au Québec, les transferts linguistiques s'orientaient plus vers le français que par le passé

En 1991, au Québec, les transferts effectués par les personnes de langue maternelle autre que l'anglais ou le français s'orientaient à 63 % vers l'anglais et à 37 % vers le français. La part du français était de 29 % en 1986 et de 28 % en 1981.

Taux de transfert des principaux groupes de langue maternelle autre que l'anglais ou le français, Canada, 1991

Langue maternelle	Taux de transfert (%)
Italien	48,0
Chinois	18,5
Allemand	72,7
Portugais	32,8
Polonais	40,9
Ukrainien	75,5
Espagnol	26,4
Néerlandais	86,8
Pendjabi	17,9
Grec	31,5
Arabe	33,8
Tagalog	41,8

Orientation vers l'anglais ou le français des transferts des 10 principaux groupes de langue maternelle autre que l'anglais ou le français, Québec, 1991

Langue maternelle	Anglais (%)	Français (%)
Italien	73	27
Espagnol	28	72
Arabe	30	70
Grec	90	10
Portugais	43	57
Chinois	79	21
Langues créoles	3	97
Allemand	81	19
Polonais	79	21
Vietnamien	12	88

La part du français dans les transferts variait d'un groupe à un autre. Elle était supérieure à 50 % dans la plupart des groupes dont la croissance, suscitée par l'immigration, a commencé dans les 15 ou 20 dernières années; on retrouvait parmi ceux-ci les groupes de langues maternelles créoles (97 %), vietnamienne (88 %), espagnole (72 %), arabe (70 %) et portugaise (57 %).

La langue maternelle et la langue d'usage

Par langue maternelle, on entend la première langue qu'une personne a apprise à la maison dans son enfance et qu'elle comprend encore au moment du recensement. Quant à la langue d'usage, elle correspond à la langue parlée le plus souvent à la maison dans la période qui précède immédiatement le recensement. Les deux notions font référence aux pratiques langagières au sein de la famille : la première dans l'enfance, la seconde au moment de la collecte des données.

Lorsqu'une personne indique parler le plus souvent à la maison une langue différente de sa langue maternelle, cela ne signifie pas nécessairement qu'elle ne parle jamais sa langue maternelle à la maison. Elle peut en effet la parler au sein de la famille, mais moins souvent qu'une autre langue.

La connaissance des langues

Dans le recensement, la connaissance de l'anglais ou du français était établie à l'aide d'une question sur la capacité de soutenir une conversation dans l'une ou l'autre, ou dans les deux langues. Une seconde question, posée pour la première fois en 1991, portait sur la capacité de soutenir une conversation dans une ou plusieurs langues autres que l'anglais ou le français. Les répondants évaluaient eux-mêmes le seuil à partir duquel ils pouvaient soutenir une conversation dans une langue.

Réponses uniques et réponses multiples

Depuis le Recensement de 1986, le questionnaire permet aux Canadiens de déclarer plus d'une langue aux questions sur la langue maternelle et sur la langue parlée le plus souvent à la maison. En 1991, la plupart des répondants ont indiqué une langue maternelle unique (98,8 %), alors que 1,2 % ont indiqué plus d'une langue maternelle. La proportion de réponses multiples était un peu plus élevée à la question sur la langue d'usage (1,8 %). En 1986, les réponses multiples étaient beaucoup plus fréquentes tant pour la langue maternelle (3,4 %) que pour la langue d'usage (4,6 %). En 1981, même si les questions précisaient explicitement de n'indiquer qu'une langue, la proportion de réponses multiples (2,2 % aux deux questions) était un peu plus élevée qu'en 1991.

Il ne serait pas approprié, sauf circonstances particulières, de ne prendre en considération que les réponses uniques pour suivre l'évolution, de 1986 à 1991, du nombre ou de la proportion d'un groupe linguistique particulier. En effet, la grandeur observée en 1991 serait surestimée par rapport à celle tirée des données du Recensement de 1986, car les réponses uniques étaient beaucoup plus fréquentes en 1991 qu'en 1986. En revanche, si toutes les mentions de la langue du groupe étudié (réponses uniques et réponses multiples) sont mises ensemble, le Recensement de 1991, par rapport à celui de 1986, sous-estimera l'importance du groupe. En toute rigueur, les deux méthodes devraient être utilisées concurremment.

Pour présenter simplement l'évolution de la répartition selon la langue d'usage, on a eu recours à une méthode intermédiaire qui repose sur l'égale répartition, aux trois derniers recensements, des réponses multiples entre les langues indiquées. Acceptable pour comparer les Recensements de 1981 et de 1991, cette méthode n'assure pas toujours une bonne comparabilité avec le Recensement de 1986, en raison de la proportion de réponses multiples beaucoup plus élevée en 1986.

Conciliation des données

Au recensement, comme à la plupart des grandes enquêtes, un petit nombre de répondants fournissent des renseignements incohérents. Dans la quasi-totalité des cas, ces données sont corrigées lors de la vérification du fichier. Dans certains cas, en raison du caractère délicat ou complexe de la variable, les données ne sont pas corrigées afin de laisser le soin aux analystes de procéder ou non à une rectification. C'est ainsi que, au Recensement de 1986, parmi les 73 000 personnes au Québec ayant déclaré le français, langue maternelle, et l'anglais, langue d'usage, 26 000 ont indiqué pouvoir soutenir une conversation en français mais non en anglais; en outre, ailleurs au pays, parmi les 16 000 personnes ayant déclaré l'anglais comme langue maternelle et le français comme langue d'usage, 6 000 ont indiqué pouvoir soutenir une conversation en anglais mais non en français (voir Rétention et transfert linguistique, *n° 93-153 au catalogue). Ces situations incohérentes se retrouvaient également, avec une importance quelque peu réduite, au Recensement de 1981.*

Au Recensement de 1991, en raison de l'amélioration apportée à la conception du questionnaire, le nombre de cas incohérents était beaucoup plus faible. Ainsi, au Québec, parmi les 58 000 personnes ayant déclaré le français, langue maternelle, et l'anglais, langue d'usage, seulement 3 000 ont indiqué pouvoir soutenir une conversation en français mais non en anglais. On observe du reste une réduction de l'importance de toutes les autres situations incohérentes de même nature, au Québec comme ailleurs au pays.

Afin d'améliorer la comparabilité des données des trois derniers recensements, la langue d'usage a été modifiée, à l'intention de ce communiqué, dans tous les cas incohérents, en accordant crédit à la déclaration relative à la connaissance des langues officielles. Ces corrections ne touchent que les langues d'usage anglaise et française. Après égale répartition des réponses multiples parmi les langues indiquées, la proportion que représente la langue d'usage française au Québec est identique avant et après la rectification en 1991 (83,0 %), en raison du faible nombre de cas incohérents. Le changement est plus sensible en 1981 (82,5 % avant la rectification, 82,8 % après) et en 1986 (82,7 % avant, 83,1 % après).

Les 20 langues les plus répandues, 1991

Langue	Capacité de parler	%	Langue maternelle*	%	Langue d'usage*	%
Anglais	22 505 420	83,4	16 454 515	61,0	18 664 635	69,1
Français	8 508 955	31,5	6 623 235	24,5	6 369 360	23,6
Langues non officielles	4 981 605	18,5	4 229 405	15,8	2 449 440	9,1
Italien	701 910	2,6	538 690	2,0	288 290	1,1
Allemand	684 950	2,5	490 650	1,8	134 460	0,5
Chinois	557 300	2,1	516 875	1,9	430 090	1,6
Espagnol	402 435	1,5	187 615	0,7	145 045	0,5
Portugais	254 465	0,9	220 630	0,8	152 530	0,6
Ukrainien	249 535	0,9	201 315	0,7	49 995	0,2
Polonais	239 580	0,9	200 395	0,7	117 150	0,4
Néerlandais	173 290	0,6	146 420	0,5	19 915	0,1
Pendjabi	167 930	0,6	147 265	0,5	123 775	0,5
Arabe	164 380	0,6	119 255	0,4	82 450	0,3
Grec	161 325	0,6	132 980	0,5	93 160	0,3
Tagalog	136 975	0,5	115 980	0,4	75 390	0,3
Vietnamien	113 115	0,4	83 630	0,3	79 585	0,3
Hindi	111 965	0,4	40 575	0,2	26 285	0,1
Hongrois	97 410	0,4	83 915	0,3	31 175	0,1
Cri	93 825	0,3	82 070	0,3	60 855	0,2
Russe	84 055	0,3	38 030	0,1	17 165	0,1
Gujarati	54 210	0,2	42 175	0,2	29 030	0,1

* *Comprend les réponses uniques et les réponses multiples. Voir la note sur les réponses uniques et les réponses multiples à la page 58.*

Peu de personnes de langue maternelle anglaise ou française connaissaient des langues non officielles

Parmi les personnes de langue maternelle anglaise ou française, 3,9 % ont déclaré pouvoir tenir une conversation dans une autre langue. La proportion était plus élevée dans la population de langue maternelle anglaise (4,5 %) que dans celle de langue maternelle française (2,6 %). Cette différence découle de la fraction plus élevée de personnes de langue maternelle anglaise qui sont issues de familles au sein desquelles on parlait une deuxième langue (autre que le français).

Le bilinguisme anglais-français a augmenté dans presque toutes les provinces

En 1991, 67,1 % de la population a déclaré pouvoir parler l'anglais mais non le français (18,1 millions de personnes), 15,2 % le français mais non l'anglais (4,1 millions), 16,3 % les deux langues officielles (4,4 millions) et 1,4 % a indiqué ne pouvoir parler ni l'anglais ni le français (378 000). Le Québec était toujours la province où le pourcentage de bilingues était le plus élevé (35,4 %); venaient ensuite le Nouveau-Brunswick (29,5 %) et l'Ontario (11,4 %).

Dans l'ensemble du pays, l'augmentation du bilinguisme de 1986 (16,2 %) à 1991 (16,3 %) a été presque négligeable. On observe néanmoins une hausse notable dans toutes les provinces, sauf en Ontario où le taux de bilinguisme a diminué, pour passer de 11,7 % en 1986 à 11,4 % en 1991. Cette légère baisse s'explique par la forte immigration survenue pendant cette période et par le fait d'avoir inclus les résidents non permanents en 1991. La diminution du pourcentage de bilingues dans la population de langue maternelle autre que l'anglais ou le français (6,3 % en 1991, comparativement à 7,1 % en 1986) a surclassé l'effet combiné des augmentations survenues dans la population de langue maternelle anglaise (7,5 % en 1991, contre 7,2 % en 1986) et dans celle de langue maternelle française (86,7 % en 1991, comparativement à 84,6 % en 1986).

Taux de bilinguisme anglais-français

	1971 %	1981 %	1986 %	1991 %
Canada	**13,4**	**15,3**	**16,2**	**16,3**
Terre-Neuve	1,8	2,3	2,6	3,3
Île-du-Prince-Édouard	8,2	8,1	9,4	10,1
Nouvelle-Écosse	6,7	7,4	8,1	8,6
Nouveau-Brunswick	21,4	26,5	29,1	29,5
Québec	27,6	32,4	34,5	35,4
Ontario	9,3	10,8	11,7	11,4
Manitoba	8,2	7,9	8,8	9,2
Saskatchewan	5,0	4,6	4,7	5,2
Alberta	5,0	6,4	6,4	6,6
Colombie-Britannique	4,6	5,7	6,2	6,4
Yukon	6,6	7,9	8,6	9,3
Territoires du Nord-Ouest	6,1	6,1	6,7	6,1

Au Québec, la hausse du bilinguisme a été accompagnée d'une augmentation du pourcentage de la population ayant déclaré pouvoir parler anglais, soit de 40,2 % en 1986 à 40,9 % en 1991. La hausse du pourcentage de personnes parlant anglais parmi la population de langue maternelle française (de 29,7 % en 1986 à 31,4 % en 1991) a compensé la baisse survenue dans la population dont la langue maternelle est autre que l'anglais ou le français (67,5 % en 1991, comparativement à 69,8 % en 1986). Le pourcentage de personnes parlant français a peu varié de 1986 (93,5 %) à 1991 (93,6 %), malgré la hausse observée dans la population de langue maternelle ni anglaise ni française (68,3 % en 1991, contre 66,4 % en 1986).

Les taux de transfert des minorités de langue officielle ont augmenté

En 1991, 6,1 % des personnes de langue maternelle française parlaient une autre langue que le français le plus souvent à la maison, presque toujours l'anglais. Ce taux de transfert du groupe français était plus élevé qu'en 1981 (5,1 %). La hausse, faible au Québec (1,2 % en 1991, comparativement à 1,1 % en 1981), était plus prononcée à l'extérieur du Québec, où le taux de transfert du groupe français est passé de 29 % en 1981 à 35 % en 1991. Cette hausse se retrouvait dans chacune des provinces. Il est possible qu'une partie de l'augmentation soit attribuable à l'amélioration de la qualité des données obtenues aux questions linguistiques (voir la note sur les considérations relatives au contenu à la page 59).

À Terre-Neuve et dans les provinces de l'Ouest, la majorité de la population de langue maternelle française utilisait plus souvent l'anglais que le français à la maison. À l'extérieur du Québec, le Nouveau-Brunswick avait le plus faible taux de transfert dans la population de langue maternelle française (10 %), suivi par l'Ontario (37 %).

Au Québec, le taux de transfert de la population de langue maternelle anglaise a aussi augmenté; il est passé de 7 % en 1981 à 10 % en 1991. Les transferts de l'anglais, langue maternelle, au français, langue d'usage (54 000), étaient toutefois d'un même ordre de grandeur que les transferts inverses, du français à l'anglais (55 000).

Taux de transfert selon la langue maternelle

		%		
Langue maternelle		Canada	Québec	Autres provinces et territoires
Anglais	1981	0,8	7,3	0,5
	1991	0,7	9,8	0,4
Français	1981	5,1	1,1	28,5
	1991	6,1	1,2	35,1
Autre	1981	43,8	29,8	46,0
	1991	43,8	33,1	45,6

Nota : Les taux ont été calculés d'après les données conciliées. Voir la note sur la conciliation des données à la page 58.

Considérations relatives au contenu

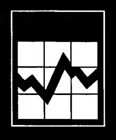
Changements apportés à la collecte. *Lors du Recensement de 1991, on a apporté deux changements importants au questionnaire détaillé rempli par un échantillon de 20 % des ménages afin de mieux refléter la situation linguistique du Canada. Le premier fut d'ajouter une question portant sur la connaissance des langues autres que le français ou l'anglais. Le second, et le plus significatif, a été de regrouper, dans le questionnaire détaillé, toutes les questions d'ordre linguistique et de changer leur ordre d'apparition. Ainsi, les questions sur la langue parlée le plus souvent à la maison (langue d'usage) et sur la langue maternelle furent posées à la suite des deux questions sur la connaissance des langues.*

Ce second changement a été fait à la suite d'essais ayant révélé que le regroupement des questions sur le questionnaire détaillé apportait une meilleure compréhension des questions par les répondants et, par conséquent, améliorait la précision des réponses fournies. Les résultats du Recensement de 1991 montrent clairement qu'on obtient beaucoup moins de réponses multiples lorsque la langue maternelle fait partie d'une série de questions d'ordre linguistique; 3,0 % des répondants ont fourni des réponses multiples dans le questionnaire abrégé, où la langue maternelle était la seule question posée, comparativement à seulement 1,2 % de ceux ayant répondu au questionnaire détaillé.

Les résultats présentés dans ce communiqué proviennent tous du questionnaire détaillé. On observe une baisse marquée du nombre et de la proportion de réponses multiples de 1986 à 1991, tant pour la langue d'usage que pour la langue maternelle, principalement en raison des changements indiqués ci-dessus. Toutefois, bien qu'ils permettent de recueillir des renseignements plus nombreux et de meilleure qualité, les changements apportés rendent fort complexe la tâche de comparer les données du Recensement de 1991 sur la langue maternelle et sur la langue d'usage aux données du Recensement de 1986.

Exclusion des pensionnaires d'un établissement institutionnel. *L'analyse porte sur les données recueillies auprés d'un échantillon de 20 % des ménages, qui ont rempli un questionnaire détaillé. Comme lors des Recensements de 1986 et de 1981, les données excluent les pensionnaires d'un établissement institutionnel. Le nombre total, aprés pondération (26 994 000), est légérement inférieur à celui des données intégrales (27 297 000).*

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 23 février 1993

ORIGINE ETHNIQUE ET LOGEMENTS PRIVÉS OCCUPÉS

FAITS SAILLANTS

- Environ un répondant sur trois a déclaré des origines ethniques autres que britanniques ou françaises
- Les trois quarts de la population du Québec ont indiqué seulement des origines françaises
- En Ontario : une diversité de groupes ethniques
- Un résident sur neuf en Colombie-Britannique était d'origines asiatiques
- La moitié de tous les logements occupés au Canada ont été construits après 1970

Origine ethnique
Logements privés occupés

Origine ethnique (93-315, 40 $) contient des renseignements tirés du Recensement de 1991 sur les antécédents ethniques à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires et, dans certains cas, des régions métropolitaines de recensement. Elle comprend une liste des origines ethniques recueillies lors des Recensements de 1991, de 1986 et de 1981.

Logements privés occupés (93-314, 40 $) présente des données sur les caractéristiques des logements à partir de l'échantillon de 20 % des ménages tiré lors du Recensement de 1991. Les données sont fournies à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires ainsi que des régions métropolitaines de recensement. Elle contient aussi certaines variables recoupées sur les ménages.



Statistique Canada Statistics Canada



Ce communiqué présente les données sur l'origine ethnique des personnes au Canada et sur l'état des logements au Canada.

QUI NOUS SOMMES

Définition de l'origine ethnique

L'origine ethnique, telle qu'elle est définie dans le recensement, renvoie au(x) groupe(s) ethnique(s) ou culturel(s) au(x)quel(s) appartenaient les ancêtres du répondant. Elle renvoie aux «racines» ou aux origines de la population et ne doit pas être confondue avec le lieu de naissance, la citoyenneté ou la nationalité.

Les données du recensement révèlent que, même si la part de la population d'immigrants est demeurée relativement stable, soit d'environ 16 %, au cours des dernières décennies, on observait un changement majeur quant aux pays d'origine des immigrants, ce qui explique la diversité ethnique et culturelle croissante de la population du Canada.

En 1991, 19,2 millions de personnes, ou 71 % de la population, ont déclaré seulement une origine ethnique, une légère baisse par rapport à 72 % en 1986. Prés de huit millions de personnes, ou 29 % de la population, ont déclaré plus d'une origine ethnique, indiquant ainsi que leurs ancêtres appartenaient à différents groupes ethniques.

On a observé des écarts considérables entre les régions au Canada quant aux réponses uniques et multiples sur l'origine ethnique. Le Québec a enregistré la plus forte proportion de réponses uniques, 92 % de la population ayant déclaré une seule origine ethnique. Par contre, le Territoire du Yukon a enregistré la plus forte proportion de réponses multiples, prés de la moitié de la population (49 %) ayant déclaré plus d'une origine ethnique.

Les réponses uniques et multiples variaient selon les groupes ethniques. Ainsi, 81 % des personnes qui ont déclaré l'origine irlandaise et 79 % des personnes qui ont déclaré l'origine écossaise ont également déclaré d'autres origines ethniques. Les réponses multiples étaient plus fréquentes chez les groupes

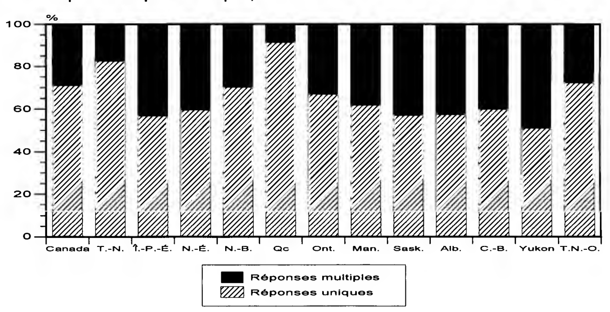
Réponses unique et multiple

*Lorsqu'un répondant n'indique qu'une seule origine ethnique, il s'agit d'une **réponse unique**. Par exemple, en 1991, 750 055 personnes au Canada ont indiqué «Italien» comme seule origine ethnique.*

*Quand un répondant indique plus d'une origine ethnique, il donne une **réponse multiple**. En 1991, 397 720 personnes ont indiqué «Italien» et une ou plusieurs autres origines ethniques ou culturelles.*

En 1986 et en 1991, afin de mieux cerner la diversité ethnique de la population canadienne, on a indiqué aux répondants de déclarer plus d'une origine ethnique, s'il y a lieu. En 1986, 28 % de la population a déclaré des origines multiples. En 1991, 29 % de la population a déclaré plus d'une origine ethnique. De ce groupe, 17 % ont déclaré deux origines, 7 % en ont donné trois et 5 % en ont déclaré quatre ou plus.

Proportion des réponses uniques et multiples, 1991



ethniques qui venaient de l'Europe septentrionale, de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale. La proportion de réponses multiples chez ces groupes européens dépassait souvent 50 %. Ainsi, 82 % des Suédois, 78 % des Norvégiens, 76 % des Russes, 67 % des Allemands, 63 % de chacun des Polonais et Hollandais et 61 % des Ukrainiens ont fourni des réponses multiples.

Par contre, on a enregistré moins de réponses multiples chez les personnes d'origines françaises et sud-européennes. En 1991, 16 % des Portugais, 21 % des Grecs, 27 % des Français et 35 % des Italiens ont fourni des réponses multiples.

Les groupes ethniques qui ont connu récemment une forte immigration étaient plus susceptibles d'indiquer des antécédents ethniques uniques plutôt que multiples. Ainsi, 4 % des Coréens, 7 % des Afghans, 9 % des Cambodgiens et 10 % des Chinois ont déclaré deux origines ethniques ou plus.

Définition des origines britanniques et françaises

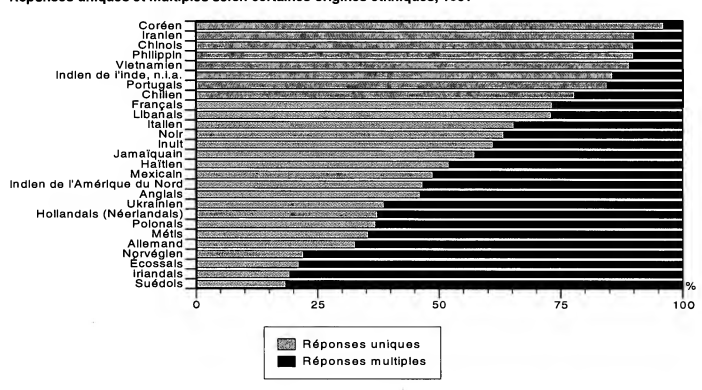
Les origines «Britanniques seulement» comprennent les réponses uniques Anglais, Irlandais, Écossais, Gallois et autres britanniques et les réponses multiples Britanniques seulement, soit les personnes qui ont déclaré plus d'une origine parmi les suivantes : Anglais, Irlandais, Écossais, Gallois et autres britanniques. Les origines «Français seulement» comprennent les origines uniques Français, Acadien, Québécois et les réponses multiples Français seulement, soit les personnes qui ont déclaré plus d'une origine parmi les suivantes : Français, Acadien et Québécois. Ainsi, dans cet article, Britanniques et Français renvoient à ces groupes, à moins d'avis contraire.

Britanniques et Français demeuraient les groupes ethniques les plus importants au Canada

Les premiers immigrants au Canada provenaient principalement de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Selon le Recensement de 1991, les groupes qui avaient des antécédents britanniques et français étaient toujours les groupes les plus importants au Canada.

En 1991, 28 % de la population a déclaré seulement des origines britanniques, comparativement à 34 % en 1986. Cela représente une baisse, de 8,4 millions en 1986 à 7,6 millions en 1991, qui peut s'expliquer par une hausse du nombre de personnes ayant déclaré l'origine canadienne plutôt que britannique.

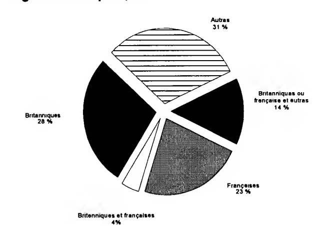
Réponses uniques et multiples selon certaines origines ethniques, 1991



En 1991, 23 % de la population a déclaré seulement des origines françaises, ce qui représente une diminution par rapport à 24 % en 1986. Toutefois, le nombre de personnes qui ont déclaré des antécédents français a progressé, pour passer de 6 099 095 en 1986 à 6 158 665 en 1991.

Par ailleurs, 4 % de la population a déclaré des origines mixtes britanniques et françaises, tandis que 14 % a déclaré des antécédents britanniques ou français et d'autres antécédents. Ces pourcentages sont semblables à ceux observés au Recensement de 1986.

Origines ethniques, 1991



Une plus grande diversité parmi la mosaïque canadienne

Même si les personnes ayant des antécédents britanniques ou français étaient toujours les groupes ethniques les plus nombreux, ni l'un ni l'autre de ces groupes ne représentaient la majorité de la population. En 1991, 31 % de la population a déclaré des origines ethniques autres que britanniques ou françaises. Il s'agit d'une hausse par rapport à 1986, alors que le quart de la population avait déclaré des origines autres que britanniques ou françaises.

En 1991, la proportion plus élevée de personnes d'origines autres que britanniques ou françaises était en partie attribuable au nombre accru de récents immigrants d'origines ethniques ni britanniques ni françaises et au fait d'avoir inclus les résidents non permanents, pour la première fois lors du Recensement de 1991. La hausse était également attribuable au nombre accru de personnes qui, en 1991, ont déclaré des origines canadienne et autochtones.

Les personnes qui ont déclaré des antécédents européens ont toujours représenté la plus forte proportion de personnes ayant des origines autres que britanniques ou françaises. En 1991, les personnes ayant déclaré seulement des origines européennes représentaient 15 % de la population totale, pourcentage pratiquement inchangé depuis le Recensement de 1986. Les trois plus grands groupes ethniques d'origines européennes (réponse unique) étaient les Allemands, les Italiens et les Ukrainiens, qui représentaient 3,4 %, 2,8 % et 1,5 % respectivement de la population totale en 1991.

À la suite de l'immigration accrue de Non-Européens au Canada dans les années 70 et 80, on a observé, en 1991, un nombre plus élevé de personnes qui ont déclaré des antécédents non européens. Les personnes qui ont déclaré des origines asiatiques (soit des origines uniques sud-asiatiques et asiatiques d'Est et du Sud-Est) formaient 5,1 % de la population totale en 1991, une hausse par rapport à 3,5 % en 1986. Les plus grands groupes de réponses asiatiques uniques en 1991 étaient les Chinois (2,2 % de la population totale) et les Indiens de l'Inde (1,2 %).

De plus, les personnes ayant des origines des Caraïbes et de l'Amérique latine, centrale et du Sud représentaient 0,7 % de la population totale en 1991; par ailleurs, 0,8 % de la population a déclaré une seule origine noire. Le nombre de personnes ayant déclaré seulement des origines des Caraïbes ou de l'Amérique latine, centrale et du Sud est passé de 80 715 en 1986 à 179 925 en 1991. De même, le nombre de personnes qui ont indiqué une seule origine noire a progressé, pour passer de 174 970 en 1986 à 224 620 en 1991.

Les antécédents ethniques variaient selon les régions

La composition ethnique de la population variait considérablement à l'échelle du Canada, ce qui traduit en grande partie la destination des immigrants au cours des années.

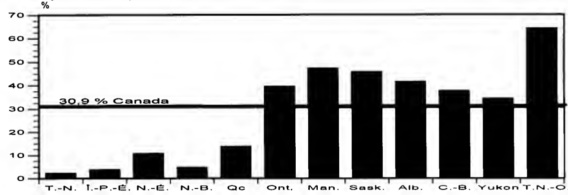
De fortes racines britanniques dans la région de l'Atlantique

Les provinces de l'Atlantique ont enregistré la plus forte proportion de personnes qui ont des ancêtres britanniques. Terre-Neuve a enregistré le plus haut pourcentage de personnes ayant seulement des origines britanniques (88 %). À l'Île-du-Prince-Édouard, 66 % de la population a déclaré des antécédents britanniques seulement, comparativement à 58 % de la population de la Nouvelle-Écosse et à 44 % de celle du Nouveau-Brunswick.

En 1991, les personnes d'origines françaises seulement représentaient le tiers de la population du



Origines autres que britanniques ou françaises, 1991



Nouveau-Brunswick. La proportion de personnes ayant déclaré des origines françaises seulement était beaucoup moins élevée dans les autres provinces de l'Atlantique, allant de 9 % à l'Île-du-Prince-Édouard, à 6 % en Nouvelle-Écosse et à 2 % à Terre-Neuve.

Parmi les quatre provinces de l'Atlantique, la Nouvelle-Écosse a enregistré la proportion la plus élevée de personnes qui ont déclaré des origines autres que britanniques et françaises : 11 % par rapport à 5 % au Nouveau-Brunswick, à 4 % à l'Île-du-Prince-Édouard et à 3 % à Terre-Neuve.

Les personnes qui ont déclaré une seule origine noire représentaient 1,2 % de la population de la Nouvelle-Écosse et elles formaient le quatriéme plus important groupe (réponse unique) dans cette province. En 1991, 67 % des personnes ayant déclaré une seule origine noire habitaient dans la région métropolitaine de recensement de Halifax.

Les trois quarts de la population du Québec ont indiqué seulement des origines françaises

Le Québec avait la plus forte proportion (75 %) de la population ayant déclaré des origines françaises seulement, ce qui constitue une baisse par rapport à 1986, alors que 78 % de la population du Québec avait déclaré des origines françaises.

Un certain nombre de groupes ethniques d'origines autres que britanniques ou françaises ont élu domicile au Québec. En 1991, 44 % des personnes ayant déclaré une seule origine arabe résidaient au Québec, ce qui constituait la plus importante communauté arabe au Canada. Le Québec comptait également la plus importante communauté haïtienne : 95 % des personnes au Canada ayant déclaré une seule origine haïtienne vivaient dans cette province. À part l'Ontario, le Québec comptait les plus grandes communautés de personnes d'origines italienne, juive, grecque, portugaise, noire, indochinoise, d'Asie occidentale, de l'Amérique latine, centrale et du Sud et des Caraïbes.

Au Québec, la région métropolitaine de Montréal avait la plus forte concentration de groupes ethniques. En fait, 85 % de tous les résidents de la province qui ont indiqué des origines autres que françaises ou britanniques résidaient dans la région de Montréal. Outre les groupes français et britanniques, le troisiéme plus grand groupe (réponse unique) vivant à Montréal était celui d'origine italienne (5,4 % de la population); puis venaient les groupes d'origines juive (2,5 %), grecque (1,6 %), noire (1,3 %), chinoise (1,1 %) et portugaise (1,0 %). Les groupes d'origines libanaise (0,9 %) et haïtienne (0,7 %) complétaient la liste des 10 principaux groupes dans cette région urbaine. Les plus importantes communautés libanaise et haïtienne du Canada se trouvaient à Montréal.

Une diversité de groupes ethniques en Ontario

En 1991, plus de la moitié de la population immigrante du Canada habitait en Ontario. L'attrait de l'Ontario auprés des immigrants se traduit par la diversité des groupes ethniques qui y vivent. En 1991, 40 % de la population de l'Ontario a déclaré des origines ethniques autres que britanniques ou françaises. En fait, prés de la moitié des personnes au Canada qui ont déclaré des origines autres que britanniques ou françaises résidaient en Ontario.

L'Ontario était la province de résidence de certaines des plus grandes communautés ethniques au Canada. Plus de la moitié des personnes qui ont déclaré une origine unique sud-asiatique (55 %), africaine (70 %), noire (67 %) de l'Asie occidentale (54 %) et des Caraïbes (63 %) résidaient en Ontario.

Les personnes d'origines britanniques seulement représentaient 35 % de la population de l'Ontario, tandis que les personnes d'origines françaises seulement formaient 5 %. Mis à part le Québec, l'Ontario comptait le plus grand nombre de personnes ayant des origines françaises.

Parmi toutes les régions métropolitaines, Toronto a enregistré la plus forte proportion de personnes

d'origines autres que britanniques ou françaises. En 1991, 59 % de la population de Toronto ont déclaré des origines ethniques autres que britanniques ou françaises, une hausse par rapport à 45 % en 1986. La hausse observée en 1991 est en partie attribuable à l'augmentation du nombre de nouveaux immigrants qui se sont établis à Toronto depuis 1986 et au fait d'avoir inclus les résidents non permanents lors du Recensement de 1991. La hausse vient également de l'augmentation du nombre de Torontois qui ont déclaré «Canadien» comme origine ethnique : 7 % en 1991, comparativement à moins de 1 % en 1986.

Les personnes qui ont déclaré une seule origine européenne représentaient 26 % de la population de Toronto. Celles qui ont déclaré une seule origine asiatique formaient 14 % de la population et celles qui ont déclaré une seule origine noire représentaient 3 %. Certaines des plus grandes communautés ethniques ou culturelles se trouvaient dans la région métropolitaine de Toronto, notamment les communautés italienne, portugaise, grecque, polonaise, juive, chinoise, sud-asiatique, philippine, noire et des Caraïbes.

Les Prairies : reflet des vagues d'immigration antérieures

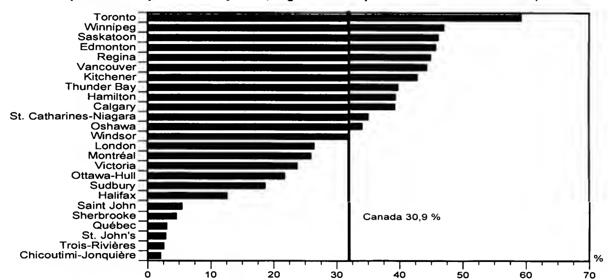
Les provinces des Prairies comptaient les plus fortes proportions de personnes d'origines autres que britanniques (à l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest). Le groupe non britannique et non français représentait 47 % de la population du Manitoba, 46 % de celle de la Saskatchewan et 41 % de celle de l'Alberta.

Dans les trois provinces des Prairies, les personnes d'origines européennes représentaient la plus forte proportion de personnes d'origines autres que britanniques : 26 % au Manitoba et en Saskatchewan et 21 % en Alberta. Dans ces provinces, il restait de fortes concentrations de groupes ethniques ayant immigré au pays plus tôt au cours de l'histoire du Canada. Ainsi, les personnes qui ont déclaré l'origine allemande (réponse unique) représentaient 9 % de la population du Manitoba, 12 % de celle de la Saskatchewan et 7 % de celle de l'Alberta. De même, les personnes d'origine ukrainienne (réponse unique) représentaient 7 % de la population du Manitoba, 6 % de celle de la Saskatchewan et 4 % de celle de l'Alberta.

Les personnes qui ont déclaré des origines autochtones constituaient une plus forte proportion de la population des trois provinces des Prairies que celle de toute autre région (à l'exception des territoires). Les personnes ayant déclaré une seule origine autochtone représentaient 7 % des populations du Manitoba et de la Saskatchewan et 3 % de celle de l'Alberta. Dans les autres provinces, ces personnes formaient 1 % ou moins de la population (sauf en Colombie-Britannique où elles comptaient pour 2 %).

Dans l'ensemble, les personnes d'origines britanniques seulement représentaient environ le quart de la population des trois provinces des Prairies. Les personnes d'origines françaises représentaient 5 % de la population du Manitoba et 3 % de celle de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Origines autres que britanniques ou françaises, régions métropolitaines de recensement, 1991



Un résident sur neuf en Colombie-Britannique était d'origines asiatiques

En 1991, 38 % de la population de la Colombie-Britannique a déclaré des origines autres que britanniques ou françaises, 35 % a déclaré des ancêtres britanniques, 22 % a indiqué des origines britanniques ou françaises et d'autres origines et 2 % a déclaré des origines françaises seulement. Les personnes d'origines européennes (réponse unique) formaient les plus importants groupes autres que britanniques ou français et représentaient 17 % de la population de la province.

Les personnes d'origines asiatiques représentaient toutefois le deuxième plus important groupe en Colombie-Britannique (11 % de la population en 1991, comparativement à 8 % en 1986). En 1991, 6 % des résidents de la province ont déclaré «Chinois» et 3 % ont déclaré «Indien de l'Inde» comme origine unique. La seule autre province à compter une population asiatique aussi nombreuse était l'Ontario, où 7 % de la population a indiqué une origine asiatique unique.

À Vancouver, les personnes d'origines autres que britanniques ou françaises représentaient le groupe le plus important (44 % de la population), suivies des personnes d'origines britanniques (33 % de la population). C'est dans la région métropolitaine de Vancouver que se sont concentrés les récents mouvements migratoires en provenance de l'Asie. Ce phénoméne se traduit par une proportion croissante de groupes ethniques asiatiques. En 1991, les personnes qui ont déclaré seulement des origines asiatiques représentaient 19 % de la population, comparativement à 13 % en 1986. Aprés le groupe britannique, les groupes chinois et Indien de l'Inde étaient les plus importants à Vancouver. Les personnes qui ont déclaré une seule origine chinoise formaient 11 % de la population de Vancouver, tandis que les Indiens de l'Inde représentaient 4 %.

Les personnes d'origines autochtones constituaient la majorité de la population des Territoires du Nord-Ouest

Les Territoires du Nord-Ouest étaient la seule région où les groupes britanniques et français ne formaient pas les plus grands groupes ethniques. En 1991, plus de la moitié (51 %) de la population a déclaré une seule origine autochtone. Prés du tiers (32 %) de la population a déclaré une origine inuit unique, 15 % a déclaré une origine unique Indien de l'Amérique du Nord et 4 % a déclaré une origine métisse unique.

Au Yukon, 34 % de la population a déclaré des origines autres que britanniques ou françaises; 30 % ont déclaré des antécédents britanniques, tandis que 29 % ont indiqué des origines britanniques ou françaises en plus d'autres origines.

En 1991, 14 % de la population du Yukon ont déclaré des origines autochtones uniques, ce qui représentait le groupe le plus important (réponse unique) aprés les origines britanniques.

Hausse du nombre de personnes ayant déclaré des origines autochtones

En 1991, 470 615 personnes ont déclaré des origines autochtones uniques, ce qui représente une hausse de 26 % par rapport à 1986 (373 265). Par ailleurs, 532 060 personnes ont déclaré des origines autochtones et d'autres origines, ce qui constitue une augmentation de 57 % par rapport à 1986 (338 460). Parmi les personnes qui ont déclaré des origines autochtones multiples en 1991, environ 10 000 ont déclaré des origines multiples autochtones seulement (c'est-à-dire plus d'une origine parmi les suivantes : Indien de l'Amérique du Nord, Métis et Inuit) et environ 522 000 ont déclaré des origines autochtones et d'autres origines. Dans l'ensemble, en 1991, un peu plus d'un million de personnes au Canada ont déclaré une origine autochtone ou plus, en hausse par rapport à prés de trois quarts de million de personnes en 1986.

Les hausses du nombre de personnes ayant déclaré des origines autochtones uniques étaient les plus élevées à Terre-Neuve (40 % ou 1 500 personnes), au Manitoba (34 % ou 19 000 personnes), au Québec (33 % ou 16 000 personnes), en Alberta (32 % ou 17 000 personnes) et les plus faibles dans les Territoires du Nord-Ouest (8 % ou 2 000 personnes) et au Nouveau-Brunswick (10 % ou 400 personnes). Par contre, l'augmentation du nombre de personnes ayant déclaré des origines autochtones multiples était la plus élevée au Québec (128 % ou 41 000 personnes) et dans les Territoires du Nord-Ouest (78 % ou 3 000 personnes) et la plus faible à Terre-Neuve (36 % ou 2 000 personnes), en Saskatchewan (38 % ou 8 000 personnes), au Manitoba (40 % ou 12 000 personnes) et en Colombie-Britannique (44 % ou 29 000 personnes). Pour de plus amples renseignements sur les origines autochtones, voir la note à la page 72.

Augmentation du nombre de personnes ayant déclaré l'origine ethnique canadienne

Une partie de la population a toujours déclaré son origine ethnique comme canadienne. Dés 1951, année où ont été diffusés pour la première fois des résultats du recensement sur l'origine ethnique canadienne, 71 759 personnes avaient déclaré l'origine canadienne. En 1986, 69 065 personnes ont déclaré une origine canadienne unique et 43 765 autres personnes ont

déclaré une origine canadienne et d'autres origines ethniques.

Le Recensement de 1991 révéle une hausse considérable du nombre de répondants qui ont déclaré l'origine ethnique canadienne. Quelque 765 095 personnes (soit 3 % de la population) ont déclaré une origine canadienne unique et 267 935 personnes ont déclaré une origine canadienne et d'autres origines. À l'échelle nationale, prés d'un million de répondants (ou 4 % de la population totale) ont déclaré des antécédents canadiens (réponses uniques et multiples).

La répartition des personnes ayant déclaré des antécédents canadiens (réponses uniques et multiples) variait selon les provinces. Les deux tiers d'entre elles (67 %) vivaient en Ontario, 12 % en Alberta, 8 % en Colombie-Britannique, 4 % en Saskatchewan, 3 % au Québec et 6 % dans les autres provinces et territoires.

La plupart des personnes qui ont déclaré l'origine ethnique canadienne étaient nées au Canada (97 %). Parmi les personnes nées à l'extérieur du Canada (3 %), 10 575 venaient du Royaume-Uni et 4 925 des États-Unis, les deux principaux pays de naissance déclarés. Par ailleurs, la plupart des répondants qui ont déclaré être d'origine canadienne avaient l'anglais comme langue maternelle (92 %); puis venaient le français (4 %) et d'autres langues (4 %).

Les personnes ayant déclaré des antécédents canadiens forment maintenant un des 10 principaux groupes (réponse unique) dans toutes les provinces, sauf au Québec.

Les 10 principaux groupes ethniques

En 1991, on observe des écarts importants entre les régions quant aux 10 groupes ethniques (réponse unique) les plus souvent déclarés. Le groupe d'origines britanniques était le plus important groupe (réponse unique) dans chaque région, sauf au Québec et dans les Territoires du Nord-Ouest. Au Québec, le groupe d'origines françaises était le plus nombreux, tandis que le groupe d'origines autochtones occupait le premier rang dans les Territoires du Nord-Ouest. Le groupe d'origines françaises se trouvait parmi les 10 premiers groupes dans toutes les provinces et tous les territoires, occupant le deuxième rang dans les provinces de l'Atlantique et en Ontario. De même, le groupe d'origines autochtones se classait parmi les 10 premiers groupes (réponse unique) dans toutes les provinces, sauf en Ontario.

Un certain nombre de groupes d'origines européennes se trouvaient également parmi les 10 premiers groupes ethniques au Canada. Ainsi, les groupes d'origines allemande et hollandaise se trouvaient parmi les 10 premiers groupes dans toutes les provinces et tous les territoires, sauf au Québec. Les personnes qui ont déclaré une origine ukrainienne unique représentaient une part importante de la population des provinces de l'Ouest. Les groupes d'origines italienne et portugaise (réponse unique) constituaient 4,9 % et 1,8 % respectivement de la population de l'Ontario et 2,6 % et 0,5 % de celle du Québec.

Le groupe de personnes ayant déclaré une origine noire unique occupait le quatrième rang en Nouvelle-Écosse, le septiéme au Québec et le neuviéme au Nouveau-Brunswick.

Les groupes qui ont connu une forte immigration récemment forment des communautés un peu partout au pays. Ainsi, le groupe chinois occupaient le deuxième rang en Colombie-Britannique et le sixième rang en Alberta et en Ontario. Le groupe des Indiens de l'Inde occupait le quatriéme rang en Colombie-Britannique, le septiéme à Terre-Neuve, le neuviéme en Ontario et le dixiéme en Alberta et à l'Île-du-Prince-Édouard. Le groupe ayant déclaré des antécédents philippins se classait septiéme au Manitoba.

Comparabilité des données de 1986 et de 1991 sur l'origine ethnique

Le question sur l'origine ethnique posée lors du Recensement de 1991 éteit sembleble à celle posée eu Recensement de 1986. Afin d'expliquer cleirement que le but de le question est de conneître les origines ethniques de le population du Cenade, la formulation de la question posée en 1991 a été quelque peu modifiée, et une note a été ajoutéa au questionneire pour résumer le but de le question. Ces modifications ne davraient pas influer sur la comparabilité des données sur l'origine ethnique de 1986 et de 1991.

Il faut toutefois feire preuve de prudence lorsque l'on compere. Les mesures de l'origine ethnique sont complexes et peuvent subir les effets des changements epportés au milieu dens lequel les questions sont posées, ainsi qua das chengements dans la compréhension qua las répondants ont de le question ou dans leurs vues sur le question. Das changements eu niveeu da factaurs comme la conneissenca das entécédents familiaux ou le tamps écoulé depuis l'immigretion peuvent influer sur les réponses à le question, ainsi qua la confusion entre le concept d'origine ethnique et d'eutres concepts comme la citoyennaté, la nationalité, la langue at l'idantité culturalla. Dans le cas du Racensement da 1991, il est possible qua l'intérêt public accru eccordé eux questions autochtonas au cours da l'année ayant précédé le recansemant ait contribué à accroître la nombre da déclarations d'origines eutochtones. Par eillaurs, la publicité visent à encoureger le populetion à déclerer «Canadien» comme signe d'identité netionele lors du recensement e entreîné une hausse considéreble du nombre de personnes eyant fourni cette réponse et une beisse du nombre de personnes ayant décleré d'eutres originas, particuliérement des origines britanniques.

Les 10 principaux groupes ethniques (réponses uniques), 1991

Canada	Nombre	%
Population totale	**26 994 045**	**100,0**
Réponses uniques	19 199 795	71,1
1. Français(2)	6 146 605	22,8
2. Britannique(1)	5 611 050	20,8
3. Allemand	911 560	3,4
4. Canadien	765 095	2,8
5. Italien	750 055	2,8
6. Chinois	586 645	2,2
7. Autochtone(3)	470 615	1,7
8. Ukrainien	406 645	1,5
9. Hollandais(Néerlandais)	358 185	1,3
10. Indien de l'Inde, n.i.a.	324 840	1,2
Réponses multiples	7 794 250	28,9

Terre-Neuve	Nombre	%
Population totale	**563 940**	**100,0**
Réponses uniques	465 645	82,6
1. Britannique(1)	442 810	78,5
2. Français(2)	9 700	1,7
3. Autochtone(3)	5 345	0,9
4. Allemand	1 315	0,2
5. Canadien	1 225	0,2
6. Chinois	740	0,1
7. Indien de l'Inde, n.i.a.	710	0,1
8. Hollandais(Néerlandais)	440	0,1
9. Italien	295	0,1
10. Libanais	230	0,0
Réponses multiples	98 290	17,4

Île-du-Prince-Édouard	Nombre	%
Population totale	**128 100**	**100,0**
Réponses uniques	72 930	56,9
1. Britannique(1)	56 405	44,0
2. Français(2)	11 845	9,2
3. Hollandais(Néerlandais)	1 250	1,0
4. Canadien	795	0,6
5. Allemand	645	0,5
6. Autochtone(3)	400	0,3
7. Libanais	255	0,2
8. Polonais	145	0,1
9. Danois	120	0,1
10. Indien de l'Inde, n.i.a.	95	0,1
Réponses multiples	55 170	43,1

Nouvelle-Écosse	Nombre	%
Population totale	**890 950**	**100,0**
Réponses uniques	532 845	59,8
1. Britannique(1)	391 805	44,0
2. Français(2)	55 310	6,2
3. Allemand	24 825	2,8
4. Noir(4)	10 825	1,2
5. Canadien	9 675	1,1
6. Hollandais(Néerlandais)	8 960	1,0
7. Autochtone(3)	7 530	0,8
8. Italien	2 715	0,3
9. Polonais	2 360	0,3
10. Libanais	2 335	0,3
Réponses multiples	358 105	40,2

Nouveau-Brunswick	Nombre	%
Population totale	**716 495**	**100,0**
Réponses uniques	503 820	70,3
1. Britannique(1)	236 385	33,0
2. Français(2)	235 010	32,8
3. Canadien	9 325	1,3
4. Allemand	4 480	0,6
5. Autochtone(3)	4 270	0,6
6. Hollandais(Néerlandais)	3 045	0,4
7. Italien	1 320	0,2
8. Chinois	1 255	0,2
9. Noir(4)	1 050	0,1
10. Danois	850	0,1
Réponses multiples	212 675	29,7

Québec	Nombre	%
Population totale	**6 810 300**	**100,0**
Réponses uniques	6 237 905	91,6
1. Français(2)	5 077 825	74,6
2. Britannique(1)	286 075	4,2
3. Italien	174 525	2,6
4. Juif	77 600	1,1
5. Autochtone(3)	65 405	1,0
6. Grec	49 890	0,7
7. Noir(4)	41 165	0,6
8. Portugais	37 165	0,5
9. Chinois	36 815	0,5
10. Libanais	31 580	0,5
Réponses multiples	572 395	8,4

Ontario	Nombre	%
Population totale	**9 977 050**	**100,0**
Réponses uniques	6 698 995	67,1
1. Britannique(1)	2 536 515	25,4
2. Français(2)	527 580	5,3
3. Canadien	525 240	5,3
4. Italien	486 760	4,9
5. Allemand	289 420	2,9
6. Chinois	273 870	2,7
7. Hollandais(Néerlandais)	179 760	1,8
8. Portugais	176 300	1,8
9. Indien de l'Inde, n.i.a.	172 960	1,7
10. Polonais	154 150	1,5
Réponses multiples	3 278 055	32,9

Manitoba	Nombre	%
Population totale	**1 079 395**	**100,0**
Réponses uniques	669 405	62,0
1. Britannique(1)	183 490	17,0
2. Allemand	93 995	8,7
3. Autochtone(3)	74 340	6,9
4. Ukrainien	74 285	6,9
5. Français(2)	53 580	5,0
6. Hollandais(Néerlandais)	24 465	2,3
7. Philippin	22 045	2,0
8. Polonais	21 600	2,0
9. Canadien	15 375	1,4
10. Juif	12 265	1,1
Réponses multiples	409 985	38,0

Les 10 principaux groupes ethniques (réponses uniques), 1991 - fin

Saskatchewan	Nombre	%
Population totale	**976 035**	**100,0**
Réponses uniques	558 675	57,2
1. Britannique(1)	160 725	16,5
2. Allemand	121 305	12,4
3. Autochtone(3)	66 270	6,8
4. Ukrainien	55 955	5,7
5. Français(2)	30 075	3,1
6. Canadien	28 850	3,0
7. Norvégien	13 105	1,3
8. Polonais	11 770	1,2
9. Hollandais(Néerlandais)	11 285	1,2
10. Hongrois(Magyar)	7 920	0,8
Réponses multiples	417 360	42,8

Alberta	Nombre	%
Population totale	**2 519 185**	**100,0**
Réponses uniques	1 451 000	57,6
1. Britannique(1)	493 195	19,6
2. Allemand	185 630	7,4
3. Ukrainien	104 350	4,1
4. Canadien	92 490	3,7
5. Français(2)	74 615	3,0
6. Chinois	71 635	2,8
7. Autochtone(3)	68 445	2,7
8. Hollandais(Néerlandais)	54 750	2,2
9. Polonais	32 840	1,3
10. Indien de l'Inde, n.i.a.	32 240	1,3
Réponses multiples	1 068 180	42,4

Colombie-Britannique		
Population totale	**3 247 505**	**100,0**
Réponses uniques	1 952 850	60,1
1. Britannique(1)	812 470	25,0
2. Chinois	181 185	5,6
3. Allemand	156 635	4,8
4. Indien de l'Inde, n.i.a.	89 265	2,7
5. Autochtone(3)	74 420	2,3
6. Français(2)	68 795	2,1
7. Hollandais(Néerlandais)	66 525	2,0
8. Canadien	60 320	1,9
9. Ukrainien	52 760	1,6
10. Italien	49 265	1,5
Réponses multiples	1 294 650	39,9

Territoire du Yukon		
Population totale	**27 660**	**100,0**
Réponses uniques	14 160	51,2
1. Britannique(1)	5 300	19,2
2. Autochtone(3)	3 780	13,7
3. Allemand	1 060	3,8
4. Français(2)	875	3,2
5. Canadien	735	2,7
6. Ukrainien	390	1,4
7. Hollandais(Néerlandais)	295	1,1
8. Norvégien	180	0,7
9. Hongrois(Magyar)	140	0,5
10. Italien	135	0,5
Réponses multiples	13 495	48,8

Territoires du Nord-Ouest		
Population totale	**57 435**	**100,0**
Réponses uniques	41 545	72,3
1. Autochtone(3)	29 415	51,2
2. Britannique(1)	5 885	10,2
3. Français(2)	1 395	2,4
4. Canadien	1 035	1,8
5. Allemand	885	1,5
6. Ukrainien	445	0,8
7. Hollandais(Néerlandais)	305	0,5
8. Chinois	270	0,5
9. Philippin	210	0,4
10. Italien	160	0,3
Réponses multiples	15 890	27,7

Note :
1. *«Britennique» comprend les réponses uniques Angleis, Irlendeis, Écosseis, Gellois, eutres britenniques et n.i.e.*
2. *«Français» comprend les réponses uniques Français, Acadien et Québécois.*
3. *«Autochtone» comprend les réponses uniques Inuit, Métis et Indien de l'Amérique du Nord.*
4. *«Noir» comprend les réponses uniques Noir, Noir efricain, n.i.e. et Ghenéen.*

n.i.a. = non inclus eilleurs

Ces données portent sur le populetion totele excluent les pensionneires d'éteblissements institutionnels. Voir le note à le pege 211.

OÙ NOUS VIVONS : UNE ANALYSE DU PARC IMMOBILIER CANADIEN

La moitié des logements occupés au Canada ont été construits après 1970

Le jour du Recensement de 1991, prés de la moitié des logements occupés au Canada avaient été construits après 1970. Les Territoires du Nord-Ouest ont enregistré la plus forte proportion de nouveaux logements, 72 % des logements ayant été construits au cours des 21 derniéres années; venaient ensuite le Yukon (63 %), l'Alberta (58 %) et la Colombie-Britannique (54 %).

Quant aux principaux centres urbains, un logement sur quatre à Ottawa-Hull et à Vancouver a été construit de 1981 à 1991. À Toronto, 22 % des logements ont été construits pendant cette même décennie et 20 % des logements l'ont été à Montréal. Le parc de logements plus anciens (c'est-à-dire les logements construits avant 1921) ne représentait environ que 8 % de tous les logements occupés au Canada. Quelque 20 % des logements à l'Île-du-Prince-Édouard ont été construits avant 1921, comparativement à 3 % des logements en Alberta.

La plupart des logements étaient en bon état

Au Canada, les occupants de la majorité des logements privés occupés par leur propriétaire ont déclaré que leur logement ne nécessitait qu'un entretien normal et des réparations mineures (par exemple, de remplacer des tuiles au plancher, des briques ou des bardeaux, de réparer des marches, etc.). En 1991, 8,2 % seulement de tous les ménages ont déclaré que leur logement nécessitait des réparations majeures comme remplacer des fils électriques ou des tuyaux défectueux ou de réparer la structure de murs, de planchers ou de plafonds. Parmi les logements occupés par leur propriétaire, 7,5 % ont été déclarés comme nécessitant des réparations majeures, comparativement à 9 % des logements occupés par des locataires.

Parmi les plus importantes régions métropolitaines de recensement, Montréal a enregistré le plus fort pourcentage de logements nécessitant des réparations de base, soit 7,3 % par rapport à 6,9 % des logements à Toronto, 6,4 % des logements à Ottawa-Hull et 6 % des logements à Vancouver.

En ce qui concerne les logements occupés par des locataires parmi les logements nécessitant des réparations majeures, Toronto connaissait la plus forte proportion, soit 62 %, comparativement à 59 % à Montréal, 58 % à Ottawa-Hull et 54 % à Vancouver.

Les propriétaires occupaient de plus grands logements

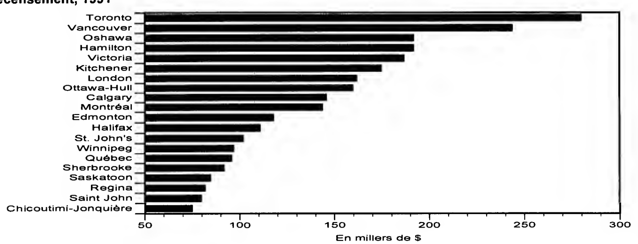
En 1991, le logement moyen au Canada comptait six piéces et un ménage moyen comptait 2,7 personnes. Deux tendances se poursuivent : l'augmentation de la taille des logements et la réduction de la taille des ménages. En 1986, le logement moyen au Canada comptait 5,8 piéces et le ménage moyen 2,8 personnes. Les propriétaires avaient tendance à occuper de plus grands logements qui comptaient en moyenne sept pièces (comprenant trois chambres à coucher). Les logements occupés par des locataires comptaient en moyenne 4,5 piéces (comprenant deux chambres à coucher).

La valeur des logements : plus élevée en Ontario

Les propriétaires de logements en Ontario ont déclaré la valeur estimative moyenne la plus élevée, soit 197 967 $, ce qui représente une hausse de 93 904 $ par rapport à la valeur moyenne enregistrée en 1986. Viennent ensuite les propriétaires de logements en Colombie-Britannique, dont la valeur moyenne atteint 175 559 $ et ceux de l'Alberta, dont la valeur moyenne est de 114 548 $. En 1986, les valeurs étaient de 98 850 $ et de 84 936 $ respectivement. Les valeurs déclarées au recensement traduisent la perception des répondants et ne sont pas nécessairement fondées sur la valeur du marché ou sur la vente de biens immobiliers.

Les propriétaires de logements dans la région métropolitaine de Toronto ont déclaré la valeur moyenne estimative la plus élevée, soit 280 390 $, ce qui représente une hausse de 138 108 $ par rapport à 1986. Vancouver occupe le deuxiéme rang quant à la valeur moyenne estimative des logements (244 539 $). Viennent ensuite Hamilton (192 018 $) et Victoria (187 149 $).

Valeur estimative moyenne des logements privés occupés* par leur propriétaire, régions métropolitaines de recensement, 1991



* *logements hors réserve et hors ferme.*

La question du Recensement de 1991 relative à l'origine ethnique

15. À quel(s) groupe(s) ethnique(s) ou culturel(s) les ancêtres de cette personne appartenaient-ils?

■ Cochez ou précisez plus d'un groupe, s'il y a lieu.

Nota :

Bien que la plupart des habitants du Canada se considèrent comme Canadiens, on recueille des renseignements sur leurs origines ancestrales depuis le Recensement de 1901 afin de retracer l'évolution de la composition de la population canadienne. Ces renseignements sont nécessaires pour garantir que chacun, quel que soit son milieu ethnique ou culturel, ait une chance égale de participer à part entière à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays. Cette question porte donc sur les origines **ancestrales**.

Consultez le Guide.

Exemples d'autres groupes ethniques ou culturels :
Portugais, Grec, Indien de l'Inde, Pakistanais, Philippin, Vietnamien, Japonais, Libanais, Haïtien, etc.



08 ○ Français
09 ○ Anglais
10 ○ Allemand
11 ○ Écossais
12 ○ Italien
13 ○ Irlandais
14 ○ Ukrainien
15 ○ Chinois
16 ○ Hollandais(Néerlandais)
17 ○ Juif
18 ○ Polonais
19 ○ Noir
20 ○ Indien de l'Amérique du Nord
21 ○ Métis
22 ○ Inuit/Esquimau
Autre(s) groupe(s) ethnique(s) ou culturel(s)
- *Précisez*

23 ☐

24 ☐

Données sur l'identité ou les origines autochtones

Le question du Recensement de 1991 sur les origines ethniques ou culturelles e permis d'obtenir des renseignements sur le nombre de personnes qui ont décleré comme origine «Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit», soit comme réponse unique, soit en association avec d'autres origines. Le questionneire e également permis d'obtenir des renseignements sur le nombre de personnes qui éteient des Indiens inscrits conformément à la Loi sur les Indiens *et sur leur effiliation à une bande ou à une Première netion.*

Une fois le recensement effectué, on e mené une enquête d'envergure auprès d'un échantillon de personnes qui ont déclaré des origines autochtones ou être des Indiens inscrits conformément à la Loi sur les Indiens. *L'Enquête auprès des peuples autochtones a été élaborée de concert avec les organismes représentant les Autochtones; cette enquête a été conçue de façon à fournir une grande variété de données détaillées sur l'emploi, la scolarité, le langue, la culture, le logement et d'autres caractéristiques des peuples autochtones.*

Les résultats de l'Enquête euprés des peuples autochtones révèlent que, parmi le million et plus de personnes ayant déclaré être d'origine autochtone lors du Recensement, environ 626 000 ont déclaré qu'elles s'identifiaient à leur origine autochtone, c'est-à-dire qu'elles se considéraient comme Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit ou étaient des Indiens inscrits.

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 2 mars 1993

POPULATION ACTIVE, INDUSTRIE, CATÉGORIE DE TRAVAILLEURS ET PROFESSION

FAITS SAILLANTS

- Le nombre des travailleurs autonomes, notamment les femmes, s'accroît toujours
- On trouvait moins de travailleurs dans les industries manufacturières
- Les professions des directeurs, gérants et administrateurs se sont accrues
- Davantage de mères travaillaient à l'extérieur du foyer
- Sept travailleurs sur 10 oeuvraient au sein de l'industrie des services
- L'activité chez les femmes a encore augmenté de 1986 à 1991

Activité
Activité des femmes selon la présence d'enfants
Industrie et catégorie de travailleurs
Profession

Activité (93-324, 40 $) présente des données du Recensement de 1991 sur l'activité et le travail en 1990.

Activité des femmes selon la présence d'enfants (93-325, 40 $) contient des renseignements du Recensement de 1991 sur l'activité des femmes ayant des enfants à la maison et sans enfants à la maison, selon l'état matrimonial et l'âge.

Industrie et catégorie de travailleurs (93-326, 40 $) présente en détail les industries (selon la Classification type des industries de 1980) et les catégories de travailleurs, selon le sexe, à partir des données des Recensements de 1986 et de 1991.

Profession (93-327, 40 $) contient des données détaillées sur la profession selon le sexe (en fonction de la Classification type des professions de 1980), à partir des données des Recensements de 1986 et de 1991.

Les données figurant dans ces publications proviennent de l'échantillon de 20 % des ménages. Elles sont présentées à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires.


Statistique Canada Statistics Canada



Ce communiqué porte sur la population active, l'industrie, la catégorie des travailleurs et la profession.

Croissance de la population active et de la population en âge de travailler

De 1986 à 1991, la population canadienne en âge de travailler (l'ensemble des personnes de 15 ans et plus) a augmenté de 8,5 %, tandis que la population active (les personnes de 15 ans et plus occupées ou en chômage) s'est accrue de 12 %. Près des deux tiers (63 %) de la hausse s'expliquaient par l'accroissement du nombre de femmes dans la main-d'oeuvre rémunérée.

Le taux d'activité a poursuivi sa croissance

Le taux d'activité atteignait 68 % en 1991, une hausse par rapport à 66 % en 1986. En 1971, 58 % des personnes de 15 ans et plus étaient actives.

Au cours des deux dernières décennies, l'accroissement de la taille de la population active a connu des fluctuations, qui sont le reflet de changements démographiques et économiques. Pendant les années 70, elle s'est accrue rapidement, de 16 % au cours de la période 1971-1976 et de 20 % de 1976 à 1981, étant donné le nombre des *baby-boomers* ayant atteint l'âge de travailler et le nombre des femmes de tout âge faisant leur entrée sur le marché du travail. Pendant la période de recensement suivante, soit 1981-1986, la population active s'est accrue de 7 % seulement. Ce ralentissement du taux de croissance s'explique par la récession de 1981-1982.

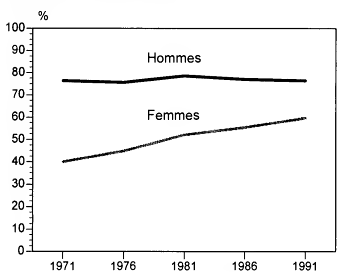
La hausse soutenue du taux d'activité chez les femmes constitue l'une des principales tendances du marché du travail au cours des 20 dernières années. En 1971, le taux d'activité chez les femmes était de 40 %. Les données des recensements effectués depuis 1971 montrent un taux de croissance constant et, en 1991, le taux d'activité des femmes atteignait 60 %. Dans l'ensemble, les femmes représentaient 45 % de la population active totale en 1991, en hausse par rapport à 35 % en 1971.

Chez les hommes de 15 ans et plus, par contre, le taux d'activité est demeuré sensiblement le même pendant les deux dernières périodes de recensement, pour passer de 78 % en 1981 à 77 % en 1986 et à 77 % en 1991. Au Recensement de 1971, il atteignait 76 %.

Pendant les 20 dernières années, le taux d'activité a varié fortement tant chez les jeunes que chez les travailleurs plus âgés. Chez les jeunes (âgés de 15 à 19 ans), il est passé de 42 % en 1971 à 55 % en 1991, passant de 47 % à 56 % chez les hommes et de 37 % à 54 % chez les femmes. Le groupe des 15 à 19 ans est aussi le groupe parmi lequel les taux d'activité chez les hommes et chez les femmes se rapprochaient le plus.

De fortes variations, mais en sens contraire, s'observaient à l'autre extrémité de la pyramide d'âge. Depuis 1971, le taux d'activité des personnes de 60 à 64 ans est passé de 51 % à 40 %. Presque toute cette diminution s'explique par la baisse du taux d'activité chez les hommes, soit de 74 % à 54 %. Toutefois, chez les femmes de ce groupe d'âge, le taux d'activité déjà faible n'a fléchi que légèrement, soit de 29 % en 1971 à 28 % en 1991.

Taux d'activité selon le sexe



Données du recensement sur l'activité

Population active. *La population active totale regroupe les personnes de 15 ans et plus qui étaient occupées ou en chômage pendant la semaine ayant précédé le recensement (la semaine de référence). Les personnes employées sont celles qui détiennent un emploi rémunéré ou qui sont travailleurs autonomes au sein du marché du travail rémunéré, c'est-à-dire qu'elles participent à la production de biens ou à la prestation de services compris dans les différentes mesures du Systéme de comptabilité nationale, comme le produit intérieur brut. Les personnes employées désignent aussi celles qui étaient absentes de leur travail au cours de la semaine de référence. Les chômeurs sont les personnes sans emploi rémunéré, qui en cherchent un, qui ont été temporairement mises à pied ou qui entreront dans un nouvel emploi au cours des quatre prochaines semaines.*

Taux d'activité. *Il désigne le pourcentage de la population active totale (personnes occupées ou chômeuses) pendant la semaine ayant précédé le recensement (la semaine de référence) par rapport à la population âgée de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'établissements institutionnels. Ainsi, un taux d'activité de 67,9 % indique que 67,9 % de la population était active pendant la période de référence.*

Comparaisons chronologiques. *Le Recensement de 1971 a fait appel à une définition quelque peu différente de la population active, comparativement à 1991. Ainsi, les résultats du Recensement de 1991 sur l'activité, dans le contexte de comparaisons chronologiques, différeront des autres résultats du Recensement de 1991 sur l'activité, l'industrie, la profession ou la catégorie de travailleurs figurant dans les publications.*

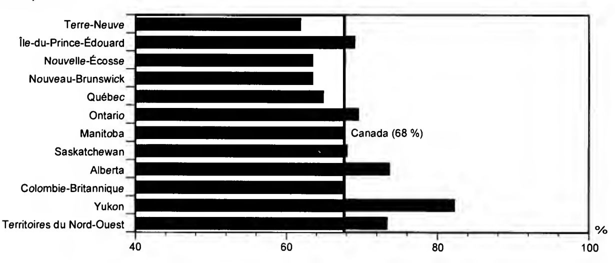
Pour connaître les définitions complètes et pour avoir d'autres observations, voir la section «Documents de référence» de Activité *(n° 93-324) ou le* Dictionnaire du Recensement de 1991 *(n° 92-301F).*

À la grandeur du pays

Les taux d'activité variaient selon les provinces et les territoires en 1991. Ils étaient les plus élevés au Yukon (82 %), en Alberta (74 %), dans les Territoires du Nord-Ouest (73 %) et en Ontario (70 %) et les plus faibles à Terre-Neuve (62 %), au Nouveau- Brunswick (63 %) et en Nouvelle-Écosse (63 %). Ces sommets et ces creux sont inchangés par rapport à 1986.

En 1991, les taux d'activité dans l'ensemble des provinces et des territoires étaient supérieurs à ceux de 1986, l'accroissement allant d'un peu plus d'un point de pourcentage (en Ontario) à près de quatre points de pourcentage (dans les Territoires du Nord-Ouest).

Taux d'activité, 1991



Les mères dans la population active

On observait une croissance continue du nombre de femmes ayant des enfants à la maison qui avaient des emplois rémunérés ou qui cherchaient du travail rémunéré. En 1991, 68 % des femmes ayant des enfants à la maison faisaient partie de la main-d'oeuvre rémunérée, en hausse par rapport à 61 % en 1986 et à 52 % en 1981. Depuis 1981, le taux d'activité a fortement augmenté chez les femmes mariées vivant avec leur conjoint, quel que soit l'âge des enfants. Le taux d'activité a grimpé de 49 % en 1981 à 69 % en 1991 chez les femmes vivant avec leur conjoint et dont tous les enfants avaient moins de 6 ans. Pendant la même période, il est passé de 45 % à 65 % chez les femmes vivant avec leur conjoint et ayant des enfants de moins de 6 ans ainsi que des enfants âgés de plus de 6 ans. En comparaison, le taux d'activité des femmes sans enfants n'affichait qu'une légére hausse en 10 ans, se fixant à 54 % en 1991 par rapport à 51 % en 1981.

Taux d'activité chez les femmes ayant des enfants à la maison*

	Ayant des enfants à la maison	Tous les enfants de moins de 6 ans	Certains enfants de moins de 6 ans	Tous les enfants de 6 ans et plus
Tous les états matrimoniaux				
1981	52,4	50,0	44,8	54,9
1986	60,6	61,7	55,4	61,4
1991	68,4	67,2	63,9	69,8
Célibataire				
1981	50,1	45,3	32,9	61,1
1986	54,4	51,5	37,6	62,7
1991	54,5	47,3	39,8	67,2
Mariée dont le conjoint est absent**				
1981	62,8	60,8	51,8	65,5
1986	67,7	64,7	56,5	70,6
1991	69,2	63,1	57,3	73,4
Mariée dont le conjoint est présent***				
1981	52,1	49,4	44,6	55,0
1986	61,2	62,1	55,8	62,1
1991	70,1	69,0	65,3	71,6
Veuve				
1981	35,3	53,1	36,6	35,1
1986	33,9	57,5	46,6	33,4
1991	33,0	56,5	52,5	32,5
Divorcée				
1981	68,7	64,8	45,8	71,4
1986	71,9	68,5	54,3	73,7
1991	75,9	68,0	57,2	78,2

** Comprend les femmes dans les ménages privés seulement.*
*** Comprend les séparés ou les partenaires en union libre étant absents.*
**** Comprend les partenaires en union libre étant présents.*

À plein temps ou à temps partiel

Chez les personnes occupées en 1990, les femmes étaient beaucoup plus susceptibles que les hommes d'avoir travaillé surtout à temps partiel. Près de 30 % des femmes avaient travaillé surtout à temps partiel, comparativement à seulement 12 % des hommes.

Cependant, parmi l'ensemble des femmes occupées en 1990, 45 % travaillaient à plein temps pendant toute l'année, par rapport à 59 % chez les hommes. Les personnes occupées à plein temps pendant toute l'année sont celles qui travaillent surtout à plein temps (30 heures ou plus par semaine) de 49 à 52 semaines par année.

Davantage de travailleurs autonomes

Au pays, neuf personnes actives sur 10 travaillaient au compte de quelqu'un d'autre, mais le nombre de travailleurs autonomes a continué sa progression. Ceux-ci représentaient une part plutôt faible (10 %) de la population active totale, mais ils ont connu une hausse de 16 % de 1986 à 1991, par rapport à 10 % pendant les cinq années précédentes. Le nombre de personnes qui sont employées a par ailleurs grimpé de 11 % de 1986 à 1991.

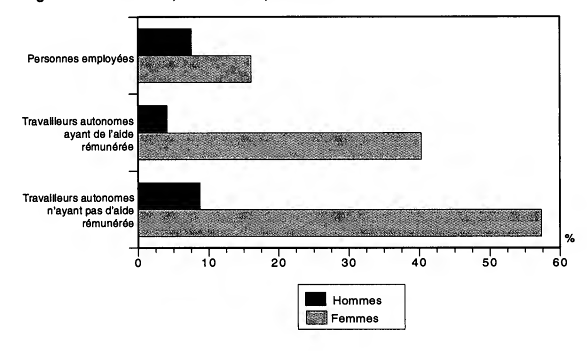
Plus de femmes sont employeurs

Dans toutes les catégories de travailleurs autonomes (constitués ou non en société, avec ou sans personnel rémunéré), la progression était plus rapide chez les femmes que chez les hommes. On observait une hausse particulièrement significative (40 %) dans le nombre de femmes étant travailleuses autonomes et ayant un personnel rémunéré (femmes employeurs).

Sept personnes sur 10 travaillaient dans les services

En 1991, on trouvait 72 % des travailleurs canadiens dans les industries des services, en hausse par rapport à 69 % en 1986 (les industries productrices de services sont définies au tableau de la page 78). Même si l'économie dans son ensemble a commencé à ralentir au début des années 90, la population active des industries de services s'est accrue de 16 % de 1986 à 1991, après avoir grimpé de 11 % pendant la première moitié des années 80.

Variation des catégories de travailleurs, selon le sexe, 1986-1991



Population active expérimentée selon la division d'industries

	Les deux sexes			Hommes			Femmes		
	1986	1991	Variation en %	1986	1991	Variation en %	1986	1991	Variation en %
Population active expérimentée	**12 740 225**	**14 220 235**	**11,6**	**7 294 215**	**7 839 245**	**7,5**	**5 446 010**	**6 380 990**	**17,2**
Ind. agricoles	512 695	521 335	1,7	365 640	343 340	-6,1	147 060	177 995	21,0
Pêche et piégeage	46 495	48 165	3,6	39 860	40 295	1,1	6 635	7 875	18,7
Exploit. forestière	112 980	106 485	-5,7	98 510	90 610	-8,0	14 470	15 875	9,7
Mines	193 340	192 030	-0,7	164 350	161 455	-1,8	28 990	30 575	5,5
Ind. manufacturières	2 196 745	2 084 115	-5,1	1 555 085	1 466 000	-5,7	641 660	618 115	-3,7
Construction	759 165	933 425	23,0	679 820	826 195	21,5	79 345	107 230	35,1
Transport et entreposage	565 725	581 810	2,8	471 075	468 455	-0,6	94 655	113 355	19,8
Communications et autres serv. publ.	411 880	479 185	16,3	275 215	312 300	13,5	136 665	166 880	22,1
Commerce de gros	584 840	614 345	5,0	415 830	429 075	3,2	169 010	185 265	9,6
Commerce de détail	1 606 010	1 831 350	14,0	800 705	904 850	13,0	805 305	926 500	15,0
Interm. financiers et assur.	464 825	576 860	24,1	153 510	189 265	23,3	311 310	387 600	24,5
Serv. immob. et agences d'assur.	226 075	233 705	3,4	117 225	119 270	1,7	108 850	114 430	5,1
Serv. aux entreprises	588 670	802 405	36,3	322 570	439 925	36,4	266 100	362 475	36,2
Serv. gouvernementaux	969 280	1 111 385	14,7	583 200	639 730	9,7	386 080	471 660	22,2
Serv. d'enseignement	838 075	972 520	16,0	345 070	370 315	7,3	493 005	602 205	22,1
Soins de santé et serv. sociaux	1 041 450	1 277 340	22,7	221 950	255 110	14,9	819 495	1 022 225	24,7
Hébergement et restauration	806 035	909 710	12,9	326 580	374 730	14,7	479 455	534 980	11,6
Autres industries de serv.	815 950	944 065	15,7	358 025	408 325	14,0	457 925	535 745	17,0
Productrices de biens[1]	3 958 585	4 042 895	2,1	3 014 530	3 050 455	1,2	944 055	992 445	5,1
Productrices de services[2]	8 781 640	10 177 340	15,9	4 279 685	4 788 790	11,9	4 501 955	5 388 545	19,7

1. *Les industries productrices de biens comprennent les divisions d'industries suivantes : agricoles et de services connexes, de la pêche et du piégaage, de l'exploitation forestière at das sarvices forestiers, des mines, industries manufacturières, de la construction, da même que la grand groupe autras industries de sarvices publics da la division des industries des communications et autres services publics.*

2. *Les industrias productrices de services comprennent les divisions d'industrias suivantes : du transport at da l'entreposage, du commerce da gros, du commerca da détail, das intermédiaires financiers et des assurances, des services immobiliers et agances d'assurances, des services aux entreprises, des services gouvernementaux, des services d'enseignement, des soins de santé et des services sociaux, de l'hébergement et de la restauration, d'autres industries de services, ainsi que le grand groupe communications de la division des industries des communications et autres services publics.*

Dans l'ensemble, neuf des 10 divisions d'industries (18 en tout) qui ont évolué le plus rapidement faisaient partie des services. La croissance était menée par une hausse de 36 % dans les industries des services aux entreprises. Les huit grands groupes qui composent la division des services aux entreprises ont progressé de plus de 15 %. On observait de fortes hausses parmi les services d'informatique et services connexes (69 %), les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et autres services scientifiques et techniques (35 %) et les services de comptabilité et de tenue de livres (32 %).

Faible croissance dans les industries productrices de biens

De 1986 à 1991, la population active a augmenté de 2 % seulement dans les industries productrices de biens (les industries productrices de biens sont définies au tableau de la page 78). D'entre elles, seule l'industrie de la construction (23 %) et les autres services publics (15 %) ont connu des hausses marquées de leur population active de 1986 à 1991.

Les industries manufacturières sont demeurées premières... mais leur nombre a diminué

Les industries manufacturiéres demeuraient encore la plus grande division d'industries, leur population active excédant un peu plus les 2 millions de personnes en 1991. De 1986 à 1991, toutefois, elles ont enregistré une baisse de 5 %, à l'échelle de la division d'industries, baisse qui se situe juste derrière celle de l'exploitation forestière et les services forestiers (6 %). Les autres divisions d'industries productrices de biens ont aussi connu de faibles croissances ou diminutions.

Croissance des secteurs des industries, 1986-1991

	Toutes les industries	Industries des biens	Industries des services
Canada	**11,6**	**2,1**	**15,9**
Terre-Neuve	9,2	3,2	12,1
Île-du-Prince-Édouard	8,5	3,9	10,8
Nouvelle-Écosse	8,3	0,8	11,2
Nouveau-Brunswick	9,6	4,8	11,7
Québec	11,6	5,1	14,5
Ontario	11,8	-2,6	18,9
Manitoba	4,9	-2,8	8,1
Saskatchewan	1,3	-4,6	4,5
Alberta	10,2	5,8	12,1
Colombie-Britannique	19,9	14,9	21,7
Yukon	23,8	26,9	23,1
Territoires du Nord-Ouest	16,7	-3,0	22,1

Données du recensement sur l'industrie

Par industrie, on entend la nature générale de l'activité de l'établissement où travaille la personne. Les données sur l'industrie portent sur les personnes âgées de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'un établissement institutionnel.

Si la personne n'avait pas d'emploi au cours de la semaine ayant précédé le recensement, les données portent sur l'emploi qu'elle avait occupé le plus longtemps depuis le 1er janvier 1990.

Dans ce communiqué, les données sur l'industrie sont fournies pour la ***population active expérimentée*** *uniquement. La population active expérimentée exclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé ou ayant travaillé seulement avant le 1er janvier 1990.*

Aussi, les données sur l'industrie sont présentées à trois niveaux : la division, le grand groupe et le groupe. On trouve 18 divisions qui se subdivisent en 75 grands groupes et en 296 groupes. Les personnes à qui la classification type n'est pas familière devraient noter que certaines divisions d'industries ne comportent qu'un seul grand groupe, par exemple, la division des services aux entreprises. D'autres renseignements sur cette classification des industries figurent dans Industrie et catégorie de travailleurs *(no 93-326).*

À l'échelle du pays

Dans l'ensemble, les tendances à la hausse et à la baisse observées dans les divisions d'industries étaient généralement semblables entre les provinces et les territoires, à quelques exceptions prés.

Parmi les cinq provinces ayant enregistré une baisse dans les industries manufacturiéres, l'Ontario a connu la plus forte diminution (-12 %). En Colombie-Britannique, elle était toutefois en hausse de 8 %.

Le Manitoba et la Saskatchewan étaient les deux seules provinces où les industries de la construction ont diminué, les baisses se situant à -5 % et à -13 % respectivement.

Parmi les provinces et les territoires, le Manitoba affichait la plus faible augmentation dans les services aux entreprises (15 %). Cette augmentation est plutôt faible en comparaison à la hausse de plus de 40 % enregistrée dans l'industrie des services aux entreprises en Ontario, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Vu de plus près

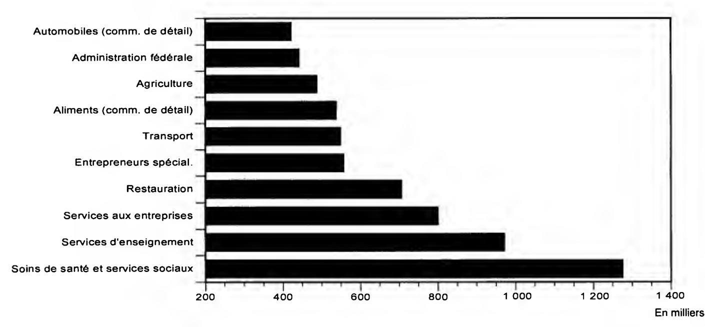
À l'échelle détaillée, le classement des 10 principaux grands groupes d'industries selon leur population active en 1991 montre encore l'importance des industries de services. Seulement deux grands groupes sur les 10 produisent des biens : les industries des entrepreneurs spécialisés se classent au cinquième rang et les industries agricoles au huitième. Il convient de noter qu'un travailleur sur six se trouve dans un des deux principaux grands groupes (les services d'enseignement ainsi que les soins de santé et les services sociaux).

Ce qu'étaient les emplois

Le nombre de travailleurs a grimpé plus rapidement dans le groupe directeurs, gérants et administrateurs (qui englobe les comptables, les chefs des ressources humaines et les directeurs des ventes et de la publicité) que dans tout autre groupe, l'augmentation ayant atteint 30 % de 1986 à 1991. Le nombre de femmes dans ce groupe s'est accru plus vite que le nombre d'hommes, soit 55 % contre 18 %. Parmi les autres groupes ayant progressé rapidement chez les deux sexes, on trouvait les sciences sociales (en hausse de 28 % par rapport à 1986) et les sciences naturelles, le génie et les mathématiques (également en hausse de 28 %). En comparaison, comme on l'a dit précédemment, la population active expérimentée a augmenté de 12 % seulement pendant cette période.

Des 22 grands groupes de professions, les trois principaux étaient les employés de bureau, les travailleurs spécialisés dans les services et les directeurs, gérants et administrateurs. Ces trois groupes formaient 43 % de la population active expérimentée du pays en 1991, soit un peu plus que le taux observé en 1986 (41 %).

Grands groupes d'industries, selon la taille de la population active, 1991



Et ce qu'ils n'étaient pas

De 1986 à 1991, la population active expérimentée a diminué dans huit groupes de professions. Les baisses les plus prononcées ont été observées chez les travailleurs forestiers et les bûcherons (-9 %), les travailleurs des industries de la transformation (-8 %), les travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation de produits (-7 %) ainsi que les agriculteurs (-7 %). Les professions figurant dans chacun de ces groupes sont étroitement rattachées aux industries productrices de biens.

Dans trois groupes de professions en baisse, soit les agriculteurs, les travailleurs forestiers et les mineurs, la proportion de personnes actives a régressé chez les hommes, mais elle a augmenté chez les femmes.

Population active expérimentée selon les grands groupes de professions

	Total			Hommes			Femmes		
	1986	1991	Variation en %	1986	1991	Variation en %	1986	1991	Variation en %
Population active expérimentée	**12 740 225**	**14 220 235**	**11,6**	**7 294 215**	**7 839 245**	**7,5**	**5 446 015**	**6 380 985**	**17,2**
Directeurs, gérants, administrateurs	1 341 970	1 739 165	29,6	919 690	1 086 150	18,1	422 280	653 015	54,6
Sciences naturelles, du génie	447 800	572 515	27,9	369 420	458 325	24,1	78 380	114 190	45,7
Sciences sociales	246 465	316 365	28,4	103 895	122 650	18,1	142 565	193 715	35,9
Enseignement	543 640	626 520	15,2	207 450	224 730	8,3	336 190	401 790	19,5
Médecine et santé	614 095	727 335	18,4	130 275	151 490	16,3	483 820	575 845	19,0
Religieux, artistique, littéraire	241 890	279 195	15,4	146 100	162 665	11,3	95 785	116 535	21,7
Employés de bureau	2 318 620	2 573 060	11,0	494 415	556 395	12,5	1 824 210	2 016 665	10,6
Vente	1 153 160	1 308 705	13,5	641 750	707 085	10,2	511 410	601 625	17,6
Services	1 617 520	1 818 375	12,4	742 615	795 030	7,1	874 905	1 023 345	17,0
Agriculture, horticulture	508 310	474 360	-6,7	383 970	342 310	-10,8	124 340	132 050	6,2
Pêcheurs, trappeurs, trav. forestiers, mineurs	202 840	195 955	-3,4	191 045	180 890	-5,3	11 795	15 060	27,7
Trav. ind. de transformation	446 800	410 665	-8,1	336 980	304 495	-9,6	109 820	106 170	-3,3
Usineurs	280 735	266 185	-5,2	261 000	249 435	-4,4	19 730	16 750	-15,1
Trav. fabrication, montage	955 155	888 985	-6,9	725 160	690 055	-4,8	229 995	198 930	-13,5
Trav. bâtiment	753 485	843 345	11,9	735 390	820 530	11,6	18 095	22 815	26,1
Personnel exploitation transports	468 830	508 565	8,5	432 435	461 760	6,8	36 385	46 805	28,6
Manutentionnaires	236 480	225 660	-4,6	182 190	173 280	-4,9	54 290	52 375	-3,5
Autres[1]	362 455	445 270	22,8	290 440	351 970	21,2	72 020	93 300	29,5

1. *Comprend las autres ouvriars qualifiés et conducteurs da machinas at las travaillaurs non classés aillaurs.*

Les professions chez les femmes

En 1991, les trois plus importants groupes chez les femmes étaient ceux des employés de bureau, des travailleurs spécialisés dans les services et des directeurs, gérants et administrateurs. À eux seuls, ces groupes représentaient 58 % de la population active expérimentée chez les femmes. De 1986 à 1991, la proportion de la population active expérimentée chez les femmes s'est maintenue autour de 16 % dans le groupe des travailleurs spécialisés dans les services, tandis qu'elle est montée de 8 % à 10 % dans celui des directeurs, gérants et administrateurs et qu'elle est passée de 34 % à 32 % dans le groupe des employés de bureau.

Chez les femmes, les employées de bureau et les travailleuses spécialisées dans les services venaient en première et deuxième places dans l'ensemble des provinces et des territoires. La troisième place variait : en Ontario, au Québec, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, on trouvait les directrices, gérantes et administratrices; en Colombie-Britannique et en Alberta, les travailleuses spécialisées dans la vente; et, dans les autres provinces, les travailleuses spécialisées en médecine et en santé.

Données sur la profession tirées du recensement

La profession désigne le genre de travail que la personne exerçait pendant la semaine de référence, comme le définissent le genre d'emploi déclaré et la description des tâches les plus importantes qui s'y rattachent. Si la personne n'avait pas d'emploi pendant la semaine ayant précédé le recensement, les données portent sur l'emploi qu'elle avait occupé le plus longtemps depuis le 1er janvier 1990.

Les données sur la profession présentées dans ce communiqué sont présentées pour la ***population active expérimentée*** *seulement. La* ***population active expérimentée*** *exclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé ou ayant travaillé seulement avant le 1er janvier 1990.*

Les données sur la profession viennent de la Classification type des professions de 1980, qui est structurée en trois niveaux : 22 grands groupes sont répartis en 80 sous-groupes qui, à leur tour, comprennent 514 groupes de base. Ce communiqué présente des données au niveau des grands groupes (appelés ici les groupes) et les groupes de base (appelés ici les professions ou désignés par un nom, comme urbanistes. D'autres détails sur la classification des professions figurent dans Profession *(n° 93-327).*

Et chez les hommes

Les trois plus importants groupes de professions chez les hommes sont demeurés inchangés par rapport à 1986 : celui des directeurs, gérants et administrateurs, celui des travailleurs du bâtiment et celui des travailleurs spécialisés dans les services. Ensemble, ces groupes formaient 35 % de la population active expérimentée chez les hommes. En général, les hommes étaient plus répartis parmi les groupes de professions que les femmes.

À l'échelle des provinces et des territoires, on observait des variations importantes parmi les principaux groupes chez les hommes. En Nouvelle-Écosse, le plus important était celui des travailleurs spécialisés dans les services; en Saskatchewan, celui des agriculteurs; en Ontario, au Québec, au Manitoba, en Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest, celui des directeurs, gérants et administrateurs; et à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Colombie-Britannique et au Yukon, celui des travailleurs du bâtiment.

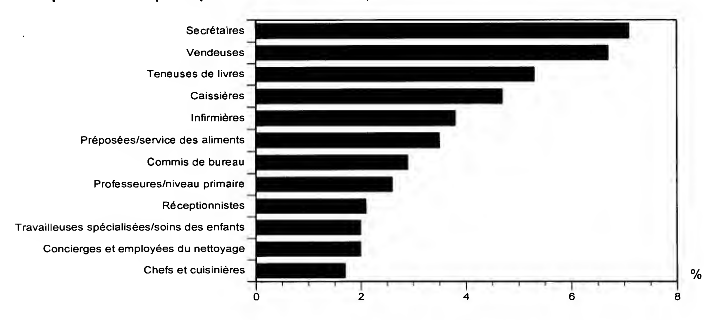
Plus de femmes en gestion et en sciences

Étudiées à une échelle plus détaillée, les données sur la profession donnent davantage de renseignements sur les tendances dans ce domaine.

Un bon nombre de professions ont vu augmenter la taille de leur population active féminine, mais il s'est produit des hausses marquées dans certaines professions qui demandent davantage de scolarité. De 1986 à 1991, la proportion de femmes a progressé de 65 % chez les économistes, de 49 % chez les travailleuses sociales, de 71 % chez les avocates et notaires, de 59 % chez les conseillères en orientation pédagogique ou professionnelle et de 42 % chez les comptables et les vérificatrices. Les femmes ont aussi marqué de fortes hausses chez les juges et les magistrates (82 %), bien que leur nombre soit demeuré relativement petit. Leur nombre a plus que doublé chez les architectes, les ingénieures et les urbanistes de 1986 à 1991, même si elles représentaient encore un faible pourcentage.

Les quatre professions les plus répandues chez les femmes sont restées les mêmes en 1991 qu'en 1986 : secrétaires et sténographes, vendeuses, teneuses de livres et caissières. Regroupées, ces professions formaient 23 % de la population active expérimentée chez les femmes en 1991, soit un peu moins que les 25 % enregistrés en 1986.

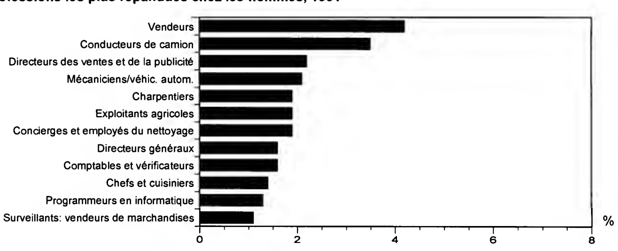
Les 12 professions les plus répandues chez les femmes, 1991



Les emplois de haute technologie chez les hommes

La population active masculine a affiché des hausses spectaculaires dans plusieurs professions des sciences naturelles, du génie et des mathématiques ainsi que des sciences sociales. De 1986 à 1991, la proportion des hommes s'est accrue de 68 % chez les urbanistes, de 58 % chez les ingénieurs en aérospatiale et de 51 % chez les analystes de systèmes et les programmeurs en informatique. Les hausses étaient moins prononcées chez les ingénieurs civils (29 %), les architectes (28 %) ainsi que le personnel des services sociaux et communautaires (26 %).

Les 12 professions les plus répandues chez les hommes, 1991



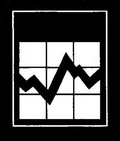
Les quatre professions les plus répandues chez les femmes représentaient 23 % de la population active féminine en 1991, tandis que le taux correspondant chez les hommes était de 12 % seulement. Les quatre professions les plus répandues chez les hommes étaient : vendeurs, conducteurs de camion, directeurs des ventes et de la publicité et mécaniciens de véhicules automobiles. La baisse qui s'est poursuivie dans les professions agricoles a fait passer les agriculteurs du troisième rang en 1986 au sixième en 1991.

Une nouvelle profession à prédominance féminine

De 1986 à 1991, le nombre de femmes s'est accru de 38 % chez les opticiens. Cet accroissement, joint à une baisse de 2 % chez les hommes dans cette profession, a entraîné un plus grand nombre de femmes (2 665) que d'hommes (2 090) parmi les opticiens en 1991.

La profession de pharmacien a varié de façon similaire de 1981 à 1986. La proportion des femmes atteignait 51 % en 1986, contre 42 % en 1981. La tendance a continué en 1991, près de 56 % des pharmaciens étant des femmes.

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 30 mars 1993

DONNÉES SUR LES AUTOCHTONES – ÂGE ET SEXE

FAITS SAILLANTS

Le Recensement de 1991 révèle que :

- Plus d'un million de personnes ont déclaré des origines autochtones
- Un peu plus de la moitié des personnes ayant déclaré des origines autochtones ont aussi déclaré des origines non autochtones
- Dans les Territoires du Nord-Ouest, la majorité de la population a déclaré des origines autochtones

L'Enquête auprès des peuples autochtones de 1991 révèle que :

- 626 000 personnes s'identifiaient à un groupe autochtone
- Les personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone avaient tendance à être plus jeunes que la moyenne canadienne
- La majorité des personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone vivaient à l'ouest de l'Ontario
- Plus de la moitié des personnes qui s'identifiaient comme «Inuit» vivaient dans les Territoires du Nord-Ouest

Âge et sexe
Données sur les autochtones

Âge et sexe (94-327, 30 $) porte sur la population autochtone du Canada. Les données qu'elle contient ont été recueillies lors du Recensement du Canada de 1991 et de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 1991.

La population touchée par le recensement est celle formée des personnes qui ont déclaré au moins une origine autochtone (c'est-à-dire Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit) sur le questionnaire détaillé du recensement. La publication présente les données du recensement selon les réponses uniques et multiples sur les origines autochtones et selon les groupes autochtones.

L'EAPA comprend les personnes qui s'identifiaient à au moins un groupe autochtone (Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit ou à un groupe spécifique, comme Cri ou Inuvialuit) ou qui étaient des Indiens inscrits en vertu de la *Loi sur les Indiens* du Canada.

Ces deux sources de données présentent les variations selon l'âge et le sexe à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires et des régions métropolitaines de recensement.



Statistique Canada / Statistics Canada



À la suite du Recensement de 1991, Statistique Canada a mené la première Enquête auprès des peuples autochtones. Ce communiqué diffuse des renseignements sur l'âge, le sexe et la répartition géographique des peuples autochtones, renseignements provenant du recensement et de l'enquête.

Le Recensement de 1991 a recueilli des données sur environ un million de personnes qui ont déclaré des origines autochtones. De son côté, l'EAPA de 1991 a recueilli des données uniquement sur les personnes (quelque 626 000) qui s'identifiaient à leurs origines autochtones ou qui étaient des Indiens inscrits conformément à la *Loi sur les Indiens* du Canada.

Recensement de 1991
Antécédents autochtones

La question du Recensement de 1991 sur les origines ethniques ou culturelles a permis d'obtenir des renseignements sur le nombre de personnes qui ont indiqué «Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit» comme origines, soit comme réponse unique, soit en plus d'autres origines. La population autochtone telle que la définit le recensement comprend les personnes qui ont déclaré au moins une origine autochtone. Pour avoir plus de renseignements sur la comparabilité chronologique des données sur l'origine ethnique, voir la note à la page 89.

Plus d'un million de personnes ont des origines autochtones

Lors du Recensement de 1991, 1 002 675 personnes ont indiqué des origines autochtones, soit comme origine unique ou en plus d'autres origines. Il s'agit d'une hausse de 41 % par rapport à 1986, alors que le nombre des personnes ayant déclaré des origines autochtones atteignait 711 720. À eux seuls, des facteurs démographiques comme les changements dans la fécondité et la mortalité ne peuvent expliquer une hausse aussi élevée pendant une période de cinq ans. De toute évidence, un nombre considérable de personnes qui n'avaient pas déclaré des origines autochtones auparavant l'ont fait en 1991. Ce nombre accru est probablement attribuable à la sensibilisation aux questions autochtones à la suite des longs débats publics sur le sujet au cours de la période qui a précédé le Recensement de 1991.

L'augmentation des déclarations d'origines autochtones variait selon les provinces et les territoires. Au Québec, où la hausse a été la plus élevée, le nombre de personnes qui ont déclaré avoir des origines autochtones a augmenté de 70 %, principalement en raison du nombre accru de personnes qui ont déclaré des origines autochtones en plus d'autres origines. Les Territoires du Nord-Ouest ont enregistré la plus faible augmentation (16 %); celle-ci est aussi en grande partie attribuable à l'augmentation du nombre de personnes qui ont déclaré des origines autochtones en plus d'autres origines.

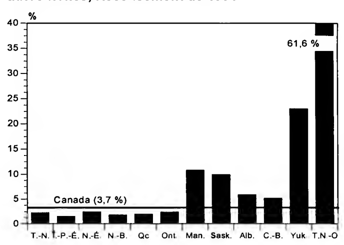
Dans l'ensemble, la proportion de la population du Canada ayant déclaré des origines autochtones est passée de 2,8 % en 1986 à 3,7 % en 1991.

Les Territoires du Nord-Ouest étaient la seule région où les personnes ayant déclaré des origines autochtones représentaient la majorité (62 %) de la population. Les personnes ayant des origines autochtones représentaient près du quart (23 %) de la population du Yukon, 11 % de celle du Manitoba, 10 % de celle de la Saskatchewan, 6 % de celle de

Population totale ayant déclaré des origines autochtones, Recensements de 1986 et de 1991

	1986	1991	Variation en %
Canada	**711 720**	**1 002 675**	**41**
Terre-Neuve	9 555	13 110	37
Île-du-Prince-Édouard	1 290	1 880	46
Nouvelle-Écosse	14 225	21 885	54
Nouveau-Brunswick	9 375	12 815	37
Québec	80 945	137 615	70
Ontario	167 375	243 550	46
Manitoba	85 235	116 200	36
Saskatchewan	77 650	96 580	24
Alberta	103 925	148 220	43
Colombie-Britannique	126 625	169 035	33
Yukon	4 995	6 390	28
Territoires du Nord-Ouest	30 530	35 390	16

Population ayant déclaré des origines autochtones, Recensement de 1991



l'Alberta et 5 % de celle de la Colombie-Britannique. Dans chacune des provinces situées à l'est du Manitoba, la population ayant des origines autochtones représentait moins de 3 % de l'ensemble de la population.

Un peu plus de la moitié des personnes ayant déclaré des origines autochtones ont aussi déclaré des origines non autochtones

Parmi les personnes ayant des origines autochtones, 47 % ont déclaré une origine unique, tandis que 53 % ont déclaré des origines multiples. Parmi les personnes ayant indiqué des origines multiples, la majorité (98 %) a déclaré des origines autochtones en plus d'origines non autochtones. Les deux autres pour cent ont déclaré des origines autochtones multiples seulement, par exemple Indien de l'Amérique du Nord et Inuit.

Au cours de la période allant de 1986 à 1991, le nombre de personnes qui ont déclaré une origine autochtone en plus d'autres origines s'est accru plus rapidement que le nombre de personnes ayant indiqué une origine autochtone unique. En 1991, 532 060 personnes ont déclaré des origines autochtones en plus d'autres origines, soit une hausse de 57 % par rapport à 1986. Au cours de la même période, le nombre de personnes qui ont indiqué une origine autochtone unique a progressé de 26 %, pour passer de 373 260 en 1986 à 470 615 en 1991.

Réponses uniques et réponses multiples

*Lorsqu'un répondant n'indique qu'une seule origine ethnique, il s'agit d'une **réponse unique**. Ainsi, 365 375 personnes ont déclaré «Indien de l'Amérique du Nord» comme origine unique.*

*Quand un répondant indique plus d'une origine ethnique, il donne une **réponse multiple**. En 1991, 532 060 personnes ont déclaré **au moins** deux des types de réponses suivantes : Indien de l'Amérique du Nord, Métis, Inuit et non autochtone.*

En réponse à la question du recensement sur l'origine ethnique, certaines personnes ont déclaré des origines autochtones et non autochtones. Ces réponses sont comptées dans chaque groupe pertinent d'origines autochtones. Ainsi, le nombre total des différentes réponses d'origines autochtones dépasse le nombre total de personnes qui ont déclaré avoir des ancêtres autochtones.

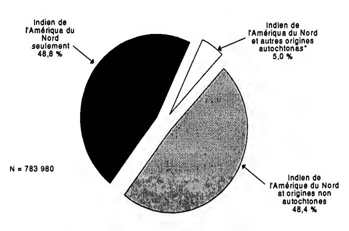
Population totale ayant déclaré des origines autochtones, Recensements de 1986 et de 1991

	Réponses uniques			Réponses multiples		
	1986	1991	Variation en %	1986	1991	Variation en %
Canada	**373 260**	**470 615**	**26,1**	**338 460**	**532 060**	**57,2**
Terre-Neuve	3 825	5 340	39,6	5 730	7 770	35,6
Île-du-Prince-Édouard	410	395	–	875	1 480	69,1
Nouvelle-Écosse	5 960	7 530	26,3	8 260	14 355	73,8
Nouveau-Brunswick	3 880	4 270	10,1	5 500	8 550	55,5
Québec	49 325	65 405	32,6	31 620	72 210	128,4
Ontario	55 560	71 005	27,8	111 815	172 545	54,3
Manitoba	55 410	74 345	34,2	29 820	41 855	40,4
Saskatchewan	55 645	66 270	19,1	22 005	30 310	37,7
Alberta	51 665	68 445	32,5	52 265	79 780	52,6
Colombie-Britannique	61 130	74 420	21,7	65 495	94 620	44,5
Yukon	3 280	3 775	15,1	1 715	2 610	52,2
Territoires du Nord-Ouest	27 175	29 415	8,2	3 355	5 970	77,9

Davantage de réponses parmi le groupe «Indien de l'Amérique du Nord»

Plus des trois quarts (78 %) des 1 002 675 personnes ayant des origines autochtones ont déclaré des réponses «Indien de l'Amérique du Nord». Lorsque l'on regroupe les réponses uniques et les réponses multiples, on observe que 783 980 personnes ont déclaré «Indien de l'Amérique du Nord», 212 650 ont déclaré «Métis» et 49 255 ont déclaré «Inuit».

Personnes ayant déclaré «Indien de l'Amérique du Nord», Recensement de 1991

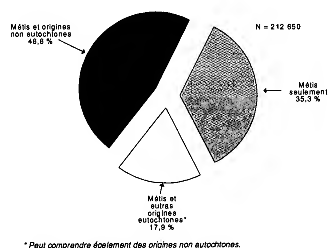


* Peut comprendre également des origines non autochtones.

Certaines personnes ont déclaré diverses origines autochtones et non autochtones. Ces réponses sont comptées dans chaque groupe pertinent d'origines autochtones. Ainsi, le nombre total de différentes réponses d'origines autochtones (1 045 885) dépasse légèrement le nombre total de personnes qui ont déclaré avoir des antécédents autochtones (1 002 675).

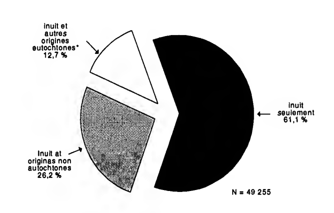
Parmi les trois groupes autochtones, les personnes ayant indiqué une origine «Inuit» étaient les moins susceptibles de déclarer une autre origine : 61 % des personnes ayant déclaré l'origine «Inuit» ont déclaré avoir une origine «Inuit» seulement. Parmi les personnes qui ont indiqué l'origine «Indien de l'Amérique du Nord», le nombre ayant déclaré également d'autres origines non autochtones (379 470 personnes) était un peu plus élevé que celui ayant déclaré seulement l'origine «Indien de l'Amérique du Nord» (365 375 personnes). La situation était semblable chez les personnes ayant déclaré des origines «Métis» : 99 560 personnes ont déclaré une origine «Métis» et des origines non autochtones, tandis que 75 150 personnes ont déclaré l'origine «Métis» seulement.

Personnes ayant déclaré «Métis», Recensement de 1991



* Peut comprendre également des origines non autochtones.

Personnes ayant déclaré «Inuit», Recensement de 1991



* Peut comprendre également des origines non autochtones.

Réserves indiennes et établissements indiens

Au Recensement de 1991, on a dénombré 207 470 personnes qui vivaient au sein de réserves indiennes et d'établissements indiens au Canada. De ce nombre, 188 270 personnes ont déclaré des origines autochtones. Une forte proportion (86 %) de celles qui vivaient au sein de réserves et d'établissements indiens en 1991 a déclaré une seule origine autochtone.

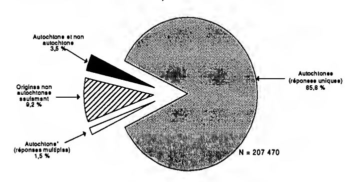
Lors du Recensement de 1991, bien que la majorité des réserves indiennes et des établissements indiens au Canada aient été dénombrés, le dénombrement n'a pas été permis, a été interrompu avant qu'il ne soit complété, a été effectué en retard ou la qualité des données a été jugée inadéquate dans quelque 78 réserves et établissements indiens (sur environ 950 territoires occupés et non occupés). On estime à environ 38 000 le nombre des personnes omises dans les réserves et les établissements indiens partiellement dénombrés. Pour avoir plus de renseignements, voir la note à la page 93.

Parmi les personnes qui vivaient au sein de réserves indiennes et d'établissements indiens et qui ont déclaré des origines autochtones, la majorité (94 %) a déclaré «Indien de l'Amérique du Nord» comme origine unique. Une très faible proportion (4 %) a déclaré une seule origine autochtone (Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit) et une origine non autochtone.

Dans l'ensemble, 48 % (176 620) des personnes qui ont indiqué «Indien de l'Amérique du Nord» comme seule origine vivaient au sein de réserves et d'établissements indiens. En comparaison, 2 % des personnes qui ont déclaré «Métis» comme seule origine et moins de 1 % de celles qui ont déclaré «Inuit» comme seule origine vivaient au sein de réserves indiennes et d'établissements indiens.

Le Recensement de 1991 a aussi recueilli des renseignements sur le nombre des personnes qui étaient des Indiens inscrits selon la *Loi sur les Indiens* du Canada. Quelque 386 000 personnes ont déclaré être inscrites en vertu de cette loi. Ce nombre exclut les personnes qui vivaient dans des réserves indiennes et établissements indiens où le dénombrement n'a pas été permis, a été interrompu, a été fait trop tard pour que le compte soit inclus, ou dont les données recueillies ont été jugées inadéquates. Ce nombre exclut aussi les Indiens inscrits vivant dans des établissements institutionnels et ceux qui ont pu être omis du recensement pour différentes raisons.

Population des réserves indiennes et établissements indiens, Recensement de 1991



* Peut comprendre des origines non autochtones.

Comparabilité des données de 1986 et de 1991 sur l'origine ethnique

La question sur l'origine ethnique posée lors du Recensement de 1991 était semblable à celle posée au Recensement de 1986. Afin d'expliquer clairement que le but de la question est de connaître les origines ethniques de la population du Canada, la formulation de la question posée en 1991 a été quelque peu modifiée, et une note a été ajoutée au questionnaire pour résumer le but de la question. Ces modifications ne devraient pas influer sur la comparabilité des données sur l'origine ethnique de 1986 et de 1991.

Il faut toutefois faire preuve de prudence lorsque l'on compare. Les mesures de l'origine ethnique sont complexes et peuvent subir les effets des changements apportés au milieu dans lequel les questions sont posées, ainsi que des changements dans la compréhension que les répondants ont de la question ou dans leurs vues sur la question. Des changements sur le plan de facteurs comme la connaissance des antécédents familiaux ou le temps écoulé depuis l'immigration peuvent influer sur les réponses à la question, ainsi que la confusion entre le concept d'origine ethnique et d'autres concepts comme la citoyenneté, la nationalité, la langue et l'identité culturelle. Dans le cas du Recensement de 1991, il est possible que l'intérêt public accru accordé aux questions autochtones au cours de l'année ayant précédé le recensement ait contribué à accroître le nombre de déclarations d'origines autochtones. Par ailleurs, la publicité visant à encourager la population à déclarer «Canadien» comme signe d'identité nationale lors du recensement a entraîné une hausse considérable du nombre de personnes ayant fourni cette réponse et une baisse du nombre de personnes ayant déclaré d'autres origines, particulièrement des origines britanniques.

La majorité s'identifiait à un groupe autochtone

L'Enquête auprès des peuples autochtones menée en 1991 révèle que 625 710 personnes ayant déclaré des origines autochtones ou être inscrites en vertu de la *Loi sur les Indiens* du Canada s'identifiaient à un groupe autochtone. La grande majorité (99 %) d'entre elles s'identifiaient à un seul groupe autochtone : Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit.

Les personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone étaient beaucoup moins susceptibles de vivre dans une agglomération urbaine que la population canadienne en général. Dans l'ensemble, 26 % des personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone vivaient dans les 11 régions métropolitaines de recensement visées par l'Enquête auprès des peuples autochtones. À titre de comparaison, 47 % de la population totale du Canada vivait dans ces 11 régions métropolitaines de recensement.

Sept sur 10 vivaient à l'ouest de l'Ontario

Parmi les personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone, environ 69 % vivaient à l'ouest de l'Ontario, comparativement à 29 % de la population totale du Canada. La différence était plus apparente dans les provinces des Prairies. En 1991, presque la moitié (46 %) des personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone vivaient au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, comparativement à 17 % seulement de l'ensemble de la population du Canada. Les Territoires du Nord-Ouest, qui comptaient moins de 1 % de l'ensemble de la population du Canada, regroupaient près de 6 % des personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone.

Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

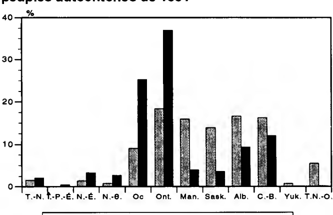
Après le Recensement de 1991, une enquête d'envergure a été menée auprès des personnes qui ont déclaré des origines autochtones ou être inscrites en vertu de la Loi sur les Indiens du Canada. L'Enquête auprès des peuples autochtones a été mise au point en collaboration avec des organismes autochtones et des ministères gouvernementaux. L'enquête a permis de recueillir des renseignements sur l'emploi, la scolarité, la langue, la santé et la mobilité des personnes qui s'identifient comme «Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit».

Il faut noter que quelque 181 réserves indiennes et établissements indiens (environ 20 000 personnes) ainsi que 14 communautés autochtones (environ 2 000 personnes) ayant participé au Recensement de 1991 n'ont pas participé à l'Enquête auprès des peuples autochtones. Pour obtenir plus de renseignements sur les réserves indiennes et les établissements indiens non dénombrés lors de l'Enquête auprès des peuples autochtones, voir la note à la page 93.

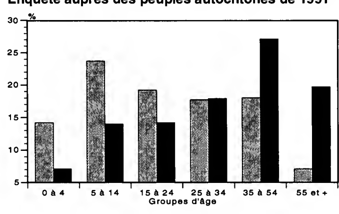
Une population jeune

La répartition selon l'âge révèle d'autres différences entre l'ensemble de la population du Canada et les personnes qui s'identifient à un groupe autochtone. Selon l'Enquête auprès des peuples autochtones, les personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone avaient tendance à être plus jeunes que la population totale du Canada : 38 % avaient moins de 15 ans, comparativement à 21 % pour l'ensemble de la population du Canada. De plus, 7 % seulement des personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone avaient 55 ans et plus, par rapport à 20 % pour l'ensemble de la population du Canada.

Répartition de la population, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991



Répartition de la population selon le groupe d'âge, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991



Indien de l'Amérique du Nord

Selon l'Enquête auprés des peuples autochtones, 460 680 personnes ont déclaré «Indien de l'Amérique du Nord». De ce nombre, 64 % vivaient hors réserve et 36 % vivaient dans une réserve. Il faut noter que 181 réserves indiennes et établissements indiens (représentant environ 20 000 personnes) et 14 communautés autochtones (représentant environ 2 000 personnes) ayant participé au Recensement de 1991 n'ont pas participé à l'Enquête auprés des peuples autochtones. Pour obtenir plus de renseignements sur les réserves indiennes et les établissements indiens n'ayant pas participé à l'Enquête auprés des peuples autochtones, voir la note à la page 93.

Répartition de la population, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

	Population totale du Canada %	Population s'identifiant comme «Indien de l'Amérique du Nord» %
Canada	**100,0**	**100,0**
Nombre	**26 994 045**	**460 680**
Terre-Neuve	2,1	0,8
Île-du-Prince-Édouard	0,5	0,2
Nouvelle-Écosse	3,3	1,9
Nouveau-Brunswick	2,7	1,1
Québec	25,2	9,0
Ontario	37,0	22,3
Manitoba	4,0	14,4
Saskatchewan	3,6	13,0
Alberta	9,3	14,1
Colombie-Britannique	12,0	20,2
Yukon	0,1	0,9
Territoires du Nord-Ouest	0,2	2,1

Sur le plan géographique, les personnes qui ont indiqué «Indien de l'Amérique du Nord» étaient en majorité réparties dans cinq provinces : l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Ensemble, ces provinces étaient le lieu de résidence de 84 % des personnes ayant déclaré «Indien de l'Amérique du Nord».

Par rapport à l'ensemble de la population du Canada, les personnes qui s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord» étaient deux fois et demie plus susceptibles de vivre au Manitoba, en Saskatchewan ou en Alberta. Ces provinces regroupaient prés de 42 % des personnes qui s'identifiaient à ce groupe autochtone, par rapport à 17 % seulement de la population totale du Canada.

Répartition selon le groupe d'âge, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Groupes d'âge	Population totale du Canada %	Population s'identifiant comme «Indien de l'Amérique du Nord» %
Total	**100,0**	**100,0**
0 à 4 ans	7,1	14,0
5 à 14 ans	14,0	23,4
15 à 24 ans	14,2	19,4
25 à 34 ans	17,9	17,6
35 à 54 ans	27,1	18,4
55 ans et +	19,7	7,2

Parmi les 11 régions métropolitaines de recensement visées par l'Enquête auprès des peuples autochtones, Regina comptait la plus forte concentration de personnes qui s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord» (3,9 %), alors que Saskatoon et Winnipeg suivaient (3,1 % s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord»).

Selon l'EAPA, prés du quart (23 %) des personnes qui s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord» étaient âgées de 5 à 14 ans en 1991, comparativement à 14 % seulement de l'ensemble de la population du Canada. Quelque 14 % des personnes qui s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord» avaient moins de 5 ans, par rapport à 7 % de l'ensemble de la population du Canada.

Si l'on examine tous les groupes d'âge, on constate que l'écart le plus important entre les personnes qui s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord» et l'ensemble de la population du Canada se situe chez les plus de 55 ans : seulement 7 % des «Indiens de l'Amérique du Nord» appartenaient à ce groupe d'âge, par rapport à 20 % de la population totale du Canada.

Métis

Selon l'Enquête auprès des peuples autochtones, parmi les 625 710 personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone, 135 265 s'identifiaient comme «Métis».

Par rapport à l'ensemble de la population du Canada, les personnes qui s'identifiaient comme «Métis» étaient plus susceptibles de vivre au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. En effet, prés des trois quarts (73 %) vivaient dans ces trois provinces, comparativement à 17 % seulement de la

Répartition de la population, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

	Population totale du Canada %	Population s'identifiant comme «Métis» %
Canada	**100,0**	**100,0**
Nombre	**26 994 045**	**135 265**
Terre-Neuve	2,1	1,5
Île-du-Prince-Édouard	0,5	-
Nouvelle-Écosse	3,3	0,2
Nouveau-Brunswick	2,7	0,1
Québec	25,2	6,4
Ontario	37,0	8,9
Manitoba	4,0	24,6
Saskatchewan	3,6	20,0
Alberta	9,3	28,6
Colombie-Britannique	12,0	6,7
Yukon	0,1	0,1
Territoires du Nord-Ouest	0,2	2,9

population du Canada. Tandis que 25 % de la population canadienne vivait au Québec et 37 % en Ontario, ces deux provinces regroupaient seulement 6 % et 9 % respectivement des personnes qui s'identifiaient comme «Métis».

Par rapport aux personnes qui s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord», celles qui s'identifiaient comme «Métis» étaient plus susceptibles de vivre dans une agglomération urbaine. Tandis qu'environ le quart (24 %) des «Indiens de l'Amérique du Nord» vivaient dans les 11 régions métropolitaines de recensement visées par l'Enquête auprès des peuples autochtones menée en 1991, près de 38 % des «Métis» vivaient dans ces agglomérations. Dans l'ensemble, 47 % de la population du Canada vivait dans ces 11 régions métropolitaines de recensement.

Parmi les 11 régions métropolitaines de recensement visées par l'Enquête auprès des peuples autochtones, Saskatoon comptait la plus forte concentration de personnes qui s'identifiaient comme «Métis» (2,7 %); venaient ensuite Winnipeg (2,3 %), Regina (2,0 %) et Edmonton (1,6 %).

La structure par âge des personnes qui s'identifiaient comme «Métis» était semblable à celle des personnes qui s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord». En grande partie (38 %), les personnes qui s'identifiaient comme «Métis» avaient moins de 15 ans et 7 % avaient plus de 55 ans. Dans l'ensemble de la population canadienne, 21 % étaient âgées de moins de 15 ans et 20 % étaient âgées de 55 ans et plus.

Répartition selon le groupe d'âge, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Groupes d'âge	Population totale du Canada %	Population s'identifiant comme «Métis» %
Total	**100,0**	**100,0**
0 à 4 ans	7,1	14,1
5 à 14 ans	14,0	23,7
15 à 24 ans	14,2	18,6
25 à 34 ans	17,9	18,4
35 à 54 ans	27,1	18,3
55 ans et +	19,7	6,9

Inuit

Selon l'Enquête auprès des peuples autochtones, 36 215 personnes s'identifiaient comme «Inuit».

Près de 91 % des personnes qui s'identifiaient comme «Inuit» vivaient dans les Territoires du Nord-Ouest, au Québec (principalement les régions du Nord de la province), à Terre-Neuve et au Labrador. À titre de comparaison, 28 % de la population du Canada vivait dans ces régions.

Répartition de la population, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

	Population totale du Canada %	Population s'identifiant comme «Inuit» %
Canada	**100,0**	**100,0**
Nombre	**26 994 045**	**36 215**
Terre-Neuve	2,1	13,0
Île-du-Prince-Édouard	0,5	-
Nouvelle-Écosse	3,3	0,2
Nouveau-Brunswick	2,7	0,2
Québec	25,2	19,4
Ontario	37,0	2,2
Manitoba	4,0	1,3
Saskatchewan	3,6	0,4
Alberta	9,3	3,7
Colombie-Britannique	12,0	1,4
Yukon	0,1	0,2
Territoires du Nord-Ouest	0,2	58,1

Personnes s'identifiant comme «Métis» et «Indien de l'Amérique du Nord» au sein de certaines régions métropolitaines de recensement, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

	Population totale du Canada	Population s'identifiant comme :			
		Métis		Indien de l'Amérique du Nord	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%
Halifax	317 630	–	–	1 135	0,4
Montréal	3 091 115	1 675	0,1	5 400	0,2
Ottawa-Hull	912 100	1 425	0,2	5 195	0,6
Toronto	3 863 105	1 430	0,1	12 920	0,3
Winnipeg	645 610	14 990	2,3	20 255	3,1
Regina	189 440	3 720	2,0	7 300	3,9
Saskatoon	207 825	5 585	2,7	6 380	3,1
Calgary	748 210	4 285	0,6	9 870	1,3
Edmonton	832 155	13 515	1,6	15 910	1,9
Vancouver	1 584 115	4 070	0,3	21 845	1,4
Victoria	283 630	345	0,1	4 130	1,5

Bien que les proportions de personnes âgées de moins de 15 ans chez les «Indiens de l'Amérique du Nord» et les «Métis» soient plus élevées que dans l'ensemble de la population canadienne, l'écart était beaucoup plus élevé chez les «Inuit» : près de 43 % d'entre eux avaient moins de 15 ans, par rapport à 37 % chez les «Indiens de l'Amérique du Nord», 38 % chez les «Métis» et 21 % de l'ensemble de la population du Canada.

Comparativement aux deux autres groupes autochtones, une proportion un peu plus petite, soit 6 %, de personnes s'identifiant comme «Inuit» étaient âgées de plus de 55 ans, comparativement à environ 7 % des personnes qui s'identifiaient comme «Indien de l'Amérique du Nord» ou «Métis».

Répartition selon le groupe d'âge, Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Groupes d'âge	Population totale du Canada %	Population s'identifiant comme «Inuit» %
Total	**100,0**	**100,0**
0 à 4 ans	7,1	17,0
5 à 14 ans	14,0	25,5
15 à 24 ans	14,2	20,3
25 à 34 ans	17,9	16,6
35 à 54 ans	27,1	14,2
55 ans et +	19,7	6,3

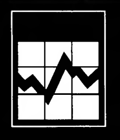
Réserves indiennes partiellement dénombrées : Recensement de 1991 et Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Quelque 78 réserves indiennes et établissements indiens ont été partiellement dénombrés eu Recensement de 1991. Par conséquent, les données de 1991 sur ces réserves et éteblissements ne sont pes disponibles. À ceuse de ces données menquentes, les utilisateurs devraient savoir que, pour les régions touchées, la comparaison (par exemple, la variation en pourcentege) entre les données de 1986 et celles de 1991 ne peut être exacte. À l'échelle des régions géographiques plus grandes (comme le Canada, les provinces et les territoires ou les régions métropoliteines de recensement), les répercussions que pourraient avoir les données manquantes sont minimes.

Comme l'échantillon de l'Enquête euprès des peuples eutochtones a été tiré du Recensement de 1991, ces 78 réserves indiennes et éteblissements indiens ne font égelement pes partie de l'Enquête. Au cours de l'EAPA, 181 eutres réserves et établissements indiens (regroupant quelque 20 000 personnes) ont été partiellement dénombrés parce que le dénombrement n'a pas été autorisé ou qu'il e été interrompu evant que tous les questionnaires ne soient remplis.

La publicetion Âge et sexe (n° 94-327) comporte une liste des réserves indiennes et des éteblissements indiens partiellement dénombrés.

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 13 avril 1993

REVENU

FAITS SAILLANTS

- Le revenu réel de la famille s'est accru dans chaque province et territoire, de 1985 à 1990, atténuant en majeure partie les pertes enregistrées au cours de la récession du début des années 80
- Les femmes représentaient 20 % des salariés dans les 10 professions les mieux rémunérées en 1990, en hausse par rapport à 14 % en 1985. Les femmes représentaient également trois salariés sur quatre dans les 10 professions les moins rémunérées
- Près de la moitié des salariés dans les 10 professions les mieux rémunérées occupaient des postes de directeurs généraux ou cadres supérieurs; d'entre eux, huit sur 10 étaient des hommes
- Le plus faible revenu moyen d'emploi en 1990 se trouvait parmi les professions des travailleurs spécialisés dans le soin des enfants (13 518 $)
- Après ajustement en fonction de l'inflation, le salaire moyen des femmes a augmenté de 11 % de 1985 à 1990, tandis que celui des hommes s'est accru de 3 % seulement

Certaines statistiques du revenu
Revenu d'emploi selon la profession

La publication *Certaines statistiques du revenu* (93-331, 40 $)présente des renseignements sur le revenu total et le revenu d'emploi, en 1985 et en 1990, des particuliers de 15 ans et plus, selon le sexe, l'âge, le travail et l'état matrimonial; elle présente aussi des données sur le revenu, en 1985 et en 1990, des familles et des ménages selon la structure, la composition des bénéficiaires d'un revenu, le genre de ménage et la taille, de même que sur la fréquence de faible revenu chez les familles, les personnes hors famille économique et la population en 1985 et en 1990.

Revenu d'emploi selon la profession (93-332, 40 $) contient de l'information sur le revenu moyen d'emploi, en 1985 et en 1990, de la population de 15 ans et plus et de la population ayant travaillé à plein temps toute l'année, selon le sexe et les groupes de base de professions.

Ces deux publications portent sur les données recueillies lors du Recensement du Canada de 1991 auprès d'un échantillon de 20 % des ménages; ces données sont présentées à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires. Des données figurent aussi à l'échelle des régions métropolitaines de recensement selon certaines statistiques du revenu.



Statistique Canada Statistics Canada



Ce communiqué présente certains des changements survenus dans la répartition du revenu et des données sur le revenu des particuliers, des familles et des ménages au pays. Comme le Recensement de 1991 a été effectué au milieu de l'année, il a recueilli les données sur le revenu de 1990. De la même façon, le Recensement de 1986 a mesuré les données sur le revenu en 1985.

Bien que Statistique Canada ait diffusé des données d'enquêtes plus récentes sur le revenu en 1991 à l'échelle provinciale et nationale, le recensement est la seule source de données qui permet d'analyser le revenu à l'échelle de régions géographiques plus petites (comme les données des régions métropolitaines) et de sous-groupes précis de la population (comme les familles monoparentales, les nouveaux immigrants, les personnes âgées et les personnes ayant une incapacité). Fait tout aussi important, les données du recensement permettent d'étudier le revenu en fonction d'un grand nombre de facteurs, comme la scolarité, la profession et la connaissance des langues, qui influent sur les échelons de revenu.

Incidence de l'inflation

Toutes les données sur le revenu contenues dans ce communiqué sont présentées en dollars constants de 1990. Les résultats des recensements antérieurs ont été ajustés, en fonction de l'Indice des prix à la consommation, pour tenir compte des variations dans les prix des produits et des services.

Par exemple, le revenu moyen d'une famille de recensement était de 51 300 $ en 1990 comparativement à 37 800 $ en 1985, une hausse de 36 % avant ajustement. Si l'on tient compte de la variation des prix, le revenu réel de la famille (en dollars constants) n'augmente que de 9 % par rapport à 1985.

Le revenu au début des années 90

En 1990, on a dénombré 19,4 millions de bénéficiaires d'un revenu dont 49 % étaient des femmes. Le revenu agrégé des particuliers tiré de diverses sources atteignait 466 milliards de dollars en 1990. Le revenu moyen de toutes sources chez les hommes était de 30 205 $, en hausse de 4,3 % par rapport à 1985; chez les femmes, il était de 17 577 $, en hausse de 11,9 %. En 1990, le revenu total moyen de tous les bénéficiaires était de 24 001 $.

La récession du début des années 80 a eu une incidence majeure sur le revenu des Canadiens. Le Recensement de 1986 révélait que le revenu réel des particuliers et des familles était en moyenne moins élevé en 1985 qu'en 1980. En 1990, ce revenu égalait presque ou dépassait les niveaux d'avant la récession. Toutefois, des données d'enquêtes plus récentes indiquent un nouveau recul du revenu en 1991, recul engendré par la récession.

Le revenu de la plupart des familles a augmenté au cours de la deuxième moitié des années 80

En 1990, le revenu moyen de la famille était de 51 342 $. Après avoir connu une baisse de 1 % de 1980 à 1985, puis une hausse de 9 % au cours de la deuxième moitié de la décennie, le revenu moyen de la famille a progressé de 8 % de 1980 à 1990. La plus forte augmentation en pourcentage du revenu de la famille, au cours de la deuxiéme moitié des années 80, est survenue chez les familles monoparentales dont le parent est une femme (environ 788 000 familles). Après avoir chuté de près de 3 % de 1980 à 1985, leur revenu moyen a augmenté de 11 % au cours des années 1985 à 1990. À 26 550 $, il ne représentait encore que 52 % de l'ensemble du revenu moyen de la famille. Les familles monoparentales dont le parent est un homme (165 000) ont connu la plus forte baisse du revenu moyen de la famille de 1980 à 1985. Leur revenu moyen, de 40 792 $ en 1990, était de 1,3 % inférieur au sommet observé en 1980.

La majorité des Canadiens vivaient dans des familles époux-épouse (6,4 millions). Dans l'ensemble, le revenu moyen de la famille (54 667 $) chez ce groupe était de 9 % supérieur au niveau de 1980, après avoir enregistré une chute, puis une reprise au cours des première et deuxième moitiés des années 80. Le revenu des familles époux-épouse variait considérablement selon que l'épouse avait un revenu d'emploi ou n'en avait pas. Les 4,2 millions de familles époux-épouse dont l'épouse touchait un revenu d'emploi ont été les seules familles à maintenir leurs niveaux de revenu de 1980 à 1985; elles ont ensuite connu une hausse de 9 % pour atteindre une moyenne de 61 950 $ en 1990. Cependant, le revenu moyen des 2,2 millions de familles où l'épouse ne touchait pas de revenu d'emploi devait encore rattraper la baisse de leur revenu moyen enregistrée de 1980 à 1985. En 1990, le revenu moyen de ces familles (40 568 $) était de 1,4 % inférieur à ce qu'il était en 1980.

Les hausses du revenu variaient selon les régions

De 1980 à 1985, le revenu moyen de la famille a baissé au Yukon et dans cinq provinces. Dans les autres provinces et dans les Territoires du Nord-Ouest, il est demeuré inchangé ou a augmenté légérement.

De 1985 à 1990, le revenu de la famille s'est accru dans chaque province et territoire. Le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta ont enregistré la plus faible croissance du revenu, soit de 2 % à 4 %, tandis que la Nouvelle-Écosse et le Québec ont enregistré un gain de 7 % à 8 %. Dans les autres provinces et territoires, le revenu moyen de la famille a progressé de 10 % à 14 %.

Les effets de cette croissance, associés aux baisses du début des années 80, ont entraîné des variations importantes du revenu de la famille dans les provinces et les territoires de 1980 à 1990. Au cours de la décennie (1980-1990), les familles des Territoires du Nord-Ouest ont connu les gains les plus élevés (20 %), suivies de celles de l'Île-du-Prince-Édouard (18 %), de l'Ontario (15 %) et de la Nouvelle-Écosse (13 %). En 1990, le revenu de la famille au Yukon, en Alberta et en Saskatchewan était toujours inférieur à celui enregistré en 1980.

Les disparités régionales s'atténuent encore

Depuis toujours, le revenu de la famille varie grandement entre les provinces et les territoires. En 1970, le Yukon affichait le revenu moyen de la famille le plus élevé et Terre-Neuve, le revenu le moins élevé; on observait un écart de 68 % entre les deux niveaux. En 1980, l'écart entre les régions était passé à 54 %, le Yukon affichant le revenu moyen de la famille le plus élevé et l'Île-du-Prince-Édouard, le revenu le moins élevé. En 1990, l'écart entre le revenu le plus élevé (Ontario) et le revenu le moins élevé (Terre-Neuve) était réduit à 40 %.

Famille de recensement

La familla da racensamant ast constituée d'un couple époux-épousa actuallament marié (avac ou sans fils ou filles jamais mariés des daux conjoints ou de l'un deux), un coupla vivant an union libre (avac ou sans fils ou fillas jamais mariés des deux partenaires ou de l'un d'aux) ou un parent seul (peu importa son état matrimonial) avec au moins un fils ou filla jamais mariés vivant dans la même logament.

De plus en plus de familles gagnaient un revenu plus élevé

La répartition des familles selon le groupe de revenu a changé de 1985 à 1990, de plus en plus de familles se situant dans le groupe de revenu plus élevé. La proportion de familles ayant un revenu total de 80 000 $ ou plus a progressé, pour passer de 11,3 %

Nombre et revenu moyen, en dollars constants de 1990, des familles de recensement

	Nombre de familles de recensement				
	1980	1985	1990	Variation en % 1980-1985	Variation en % 1985-1990
Toutes les familles	**6 325 315**	**6 733 845**	**7 355 730**	**6,5**	**9,2**
Familles époux-épouse	5 611 495	5 880 550	6 402 090	4,8	8,9
Épouse ayant un revenu d'emploi	3 101 375	3 464 815	4 221 510	11,7	21,8
Épouse sans un revenu d'emploi	2 510 125	2 415 735	2 180 575	-3,8	-9,7
Familles monoparentales	713 815	853 300	953 645	19,5	11,8
Parent masculin	124 380	151 485	165 245	21,8	9,1
Parent féminin	589 435	701 815	788 400	19,1	12,3
	Revenu moyen de la famille				
	1980 $	1985 $	1990 $	Variation en % 1980-1985	Variation en % 1985-1990
Toutes les familles	**47 565**	**47 087**	**51 342**	**-1,0**	**9,0**
Familles époux-épouse	50 124	50 068	54 667	-0,1	9,2
Épouse ayant un revenu d'emploi	57 396	57 536	61 950	0,2	7,7
Épouse sans un revenu d'emploi	41 139	39 358	40 568	-4,3	3,1
Familles monoparentales	27 452	26 540	29 018	-3,3	9,3
Parent masculin	41 333	38 903	40 792	-5,9	4,9
Parent féminin	24 523	23 871	26 550	-2,7	11,2

en 1985 à 14,6 % en 1990 (1,1 million de familles). Par contre, la proportion de familles ayant un revenu total de moins de 20 000 $ a chuté, pour passer de 18,6 % en 1985 à 15,8 % en 1990 (1,2 million de familles).

Cette tendance a été observée chez toutes les catégories de familles de 1985 à 1990. Ainsi, la proportion des familles monoparentales dont le parent est un homme et dont le revenu est de moins de 20 000 $ a diminué, pour passer de 27,6 % en 1985 à 23,7 % en 1990. Chez les familles monoparentales dont le parent est une femme, la proportion est passée de 52,8 % à 47 % au cours de la même période.

Incidence du nombre de salariés sur le revenu de la famille

Le revenu de la famille variait grandement selon le nombre de bénéficiaires d'un revenu d'emploi et selon leur composition au sein de la famille. En 1985, 55 % des familles époux-épouse ont déclaré un revenu d'emploi pour chacun des époux. En 1990, cette proportion était passée à 62 %. Leur revenu moyen familial, de 63 451 $ en 1990, était de 57 % supérieur au revenu de toutes les autres familles époux-épouse.

Les familles époux-épouse au sein desquelles aucune personne ne touchait un revenu d'emploi avaient un revenu moyen de 27 665 $; quatre familles sur 10 avaient un revenu de moins de 20 000 $. De l'autre côté se trouvaient les familles dont l'époux, l'épouse et au moins un enfant recevaient un revenu d'emploi en 1990. Le revenu moyen était de 78 372 $; deux familles sur 10 avaient un revenu d'au moins 100 000 $.

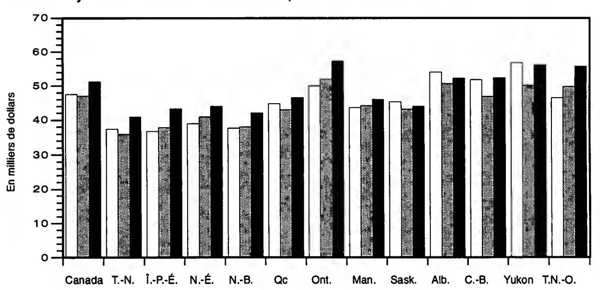
En 1990, chez les familles monoparentales qui ne comptaient pas de bénéficiaires d'un revenu, le revenu moyen était de 11 319 $ chez celles dont le parent était une femme et de 14 109 $ chez celles dont le parent était un homme. Celles qui comptaient un bénéficiaire de revenu avaient un revenu moyen de 31 474 $ chez les femmes parents et de 44 089 $ chez les hommes.

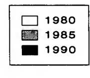
Le revenu du ménage a augmenté dans les principales régions métropolitaines

De 1985 à 1990, le revenu moyen du ménage a augmenté dans presque toutes les régions métropolitaines. Les hausses allaient de 1 % à Regina à près de 18 % à Sudbury. Saskatoon était la seule région métropolitaine où le revenu moyen du ménage a diminué légèrement (-0,4 %) par rapport à 1985. Neuf régions ont enregistré des hausses supérieures au taux national de 8,2 % (Sudbury, Victoria, Vancouver, Kitchener, Saint John, Toronto, Hamilton, Oshawa et London).

Selon le groupe de revenu moyen du ménage, les familles vivant à Toronto ont enregistré le revenu le plus élevé (59 450 $), suivies des familles vivant à

Revenu moyen des familles de recensement, en dollars constants de 1990

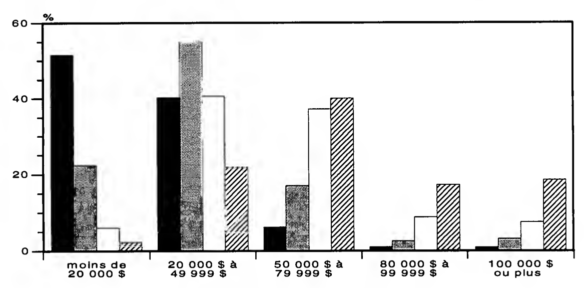


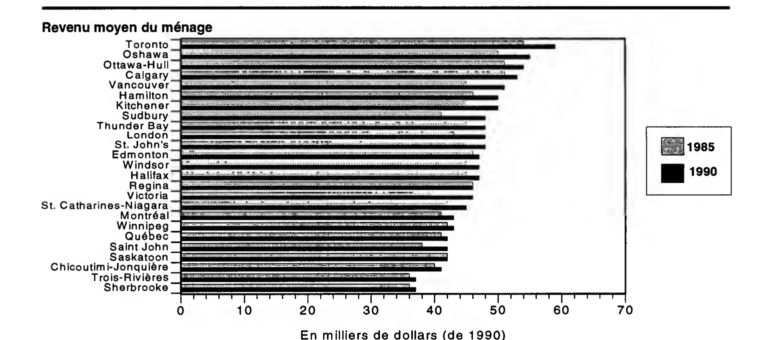


Familles de recensement selon la structure de la famille et la composition des bénéficiaires d'un revenu et selon les tranches de revenu de la famille, 1990

Composition des bénéficiaires d'un revenu	Nombre	Revenu de la famille en 1990						
		Moins de 20 000 $	20 000 $ à 39 999 $	40 000 $ à 59 999 $	60 000 $ à 79 999 $	80 000 $ à 99 999 $	100 000 $ et +	Revenu moyen
	(en milliers)	%						$
Toutes les familles	7 356	15,8	27,2	26,3	16,1	7,5	7,2	51 342
Familles époux-épouse								
Époux-épouse et enfant	899	1,9	9,6	23,4	27,1	18,2	19,7	78 372
Époux et épouse	3 063	5,3	22,3	33,4	21,8	9,2	7,9	59 069
Époux et enfant	257	3,8	19,8	32,3	22,3	10,6	11,3	64 925
Époux seulement	958	13,9	39,2	29,3	9,7	3,3	4,5	44 894
Épouse et enfant	58	7,8	28,9	32,0	17,5	8,0	5,8	52 681
Épouse seulement	201	25,5	43,4	20,4	6,6	2,2	2,0	35 031
Enfant seulement	111	13,9	34,5	28,1	13,6	5,8	4,2	46 185
Aucun bénéficiaire	855	42,0	40,6	11,3	3,6	1,3	1,2	27 665
Familles monoparentales								
Hommes								
Ayant un revenu d'emploi	147	16,8	36,1	27,9	11,2	4,0	3,9	44 089
Sans revenu d'emploi	18	80,0	15,5	3,0	0,7	0,4	0,3	14 109
Femmes								
Femme parent seul et enfant	187	14,1	41,2	28,6	10,7	3,3	2,1	41 298
Femme parent seul seulement	287	47,0	41,2	9,5	1,6	0,4	0,4	23 689
Enfant seulement	122	28,9	39,3	20,3	7,1	2,6	1,9	34 748
Aucun bénéficiaire	193	90,7	7,8	1,0	0,3	0,1	0,1	11 319

Familles selon les tranches de revenu et le nombre de bénéficiaires d'un revenu, 1990





Oshawa, à Ottawa-Hull et à Calgary. Même si ces quatre régions se trouvaient parmi les premières en 1985, la région d'Oshawa est passée du quatrième au deuxième rang en 1990. De l'autre côté, les régions dont le revenu moyen du ménage était le moins élevé en 1990 étaient Sherbrooke (36 611 $), Trois-Rivières, Chicoutimi-Jonquière et Saskatoon.

Le revenu des ménages d'une personne a augmenté également

Près du quart (22,8 %) de tous les ménages étaient formés d'une seule personne en 1990. Leur revenu moyen, de 23 716 $, représentait un peu plus de la moitié de celui de l'ensemble des ménages (46 137 $), qui comptaient en moyenne 2,7 personnes par ménage. Dans les régions métropolitaines, les augmentations du revenu moyen des ménages d'une personne allaient de 3 % à Calgary à 15 % à St. Catharines-Niagara de 1985 à 1990. Saskatoon était la seule région où le revenu moyen du ménage d'une personne a diminué (-1 %). En 1990, le revenu moyen du ménage d'une personne était le moins élevé à Trois-Rivières (18 650 $) et le plus élevé à Toronto (30 527 $).

Davantage de Canadiens ont déclaré un revenu d'emploi

Près de 15 millions de Canadiens ont déclaré un revenu d'emploi (traitements et salaires et revenu agricole et non agricole net provenant d'un travail autonome) en 1990, soit 2 millions de plus qu'en 1985. De ce nombre, 52 %, soit 7,7 millions, travaillaient à plein temps toute l'année. Environ 61 % des travailleurs à plein temps toute l'année étaient des hommes, ce qui représente une baisse par rapport à 1985 (65 %), et 39 % étaient des femmes, ce qui représente une hausse par rapport à 35 % en 1985.

La situation des femmes était meilleure que celle des hommes

De 1985 à 1990, les gains moyens des femmes ont augmenté de 11 % et ceux des hommes de 3 %. Ainsi, le revenu moyen d'emploi chez les femmes en pourcentage du revenu moyen d'emploi chez les hommes s'est légèrement accru chez les travailleurs employés à plein temps toute l'année ainsi que chez l'ensemble des travailleurs; cette tendance de l'accroissement du ratio des gains des femmes et des hommes se poursuit depuis 1970.

Le revenu d'emploi s'est accru dans la plupart des régions métropolitaines

De 1985 à 1990, le revenu moyen d'emploi a augmenté dans 17 régions métropolitaines au Canada, allant de 0,3 % à Québec à 13 % à Sudbury. Les cinq régions métropolitaines des Prairies (Winnipeg, Regina, Saskatoon, Calgary et Edmonton), deux du Québec (Chicoutimi-Jonquière et

Sherbrooke) et une région de l'Ontario (Windsor) ont connu une baisse du revenu moyen d'emploi.

Les régions métropolitaines de Toronto, d'Ottawa-Hull et d'Oshawa ont enregistré le revenu moyen d'emploi le plus élevé en 1990, tandis que celles de Sherbrooke et de Saskatoon ont affiché le revenu le moins élevé.

Les gains moyens des femmes ont augmenté dans toutes les régions métropolitaines, soit de 15 % à 20 % dans six régions, de 21 % à Hamilton et de 23 % à Oshawa. Les gains moyens des hommes ont diminué dans huit régions métropolitaines, notamment dans toutes celles des Prairies. Les gains des hommes se sont accrus dans les régions métropolitaines de la Colombie-Britannique et de la région de l'Atlantique, tandis que Windsor (Ontario) a enregistré la plus forte baisse (-3,6 %).

Professions les mieux rémunérées et les moins rémunérées

Plus d'un quart de million (268 200) de travailleurs employés à plein temps toute l'année occupaient un emploi parmi les 10 professions les mieux rémunérées, tandis que 235 500 travailleurs avaient un emploi parmi les 10 professions les moins rémunérées. (Il existe des données sur le revenu d'emploi dans 514 catégories de professions.)

Les juges et les magistrats ont affiché les gains moyens les plus élevés (102 646 $) en 1990, suivis des médecins et des chirurgiens (102 370 $) et des dentistes (95 776 $). Les directeurs généraux et autres cadres supérieurs, dont le revenu s'établissait à 67 997 $, représentaient 48 % de toutes les personnes occupant un emploi au sein des 10 professions les mieux rémunérées.

Les femmes se sont taillé une place importante parmi les professions les mieux rémunérées

Les femmes formaient 20 % des travailleurs employés dans les 10 professions les mieux rémunérées. Il s'agit d'une augmentation importante par rapport à 1985, alors que les femmes représentaient 14 % des travailleurs dans ces professions.

De 1985 à 1990, le nombre d'hommes au sein de ces professions a diminué d'un point en raison d'une baisse de 13 % chez les directeurs généraux et autres cadres supérieurs du sexe masculin. Par contre, le nombre de femmes s'est accru de 53 %, et ce, à l'échelle des 10 professions.

Revenu moyen d'emploi selon le travail, en dollars constants de 1990

Population de 15 ans et plus ayant un revenu d'emploi	Nombre			Revenu moyen d'emploi		
	1985	1990	Variation en %	1985	1990	Variation en %
Les deux sexes	**13 074 460**	**14 905 395**	**14,0**	**23 319**	**24 329**	**4,3**
Ayant travaillé à plein temps toute l'année[1]	6 580 875	7 718 780	17,3	33 337	33 714	1,1
Ayant travaillé à temps partiel ou une partie de l'année	6 493 580	7 186 610	10,7	13 166	14 248	8,2
Hommes	**7 386 820**	**8 105 020**	**9,7**	**28 918**	**29 847**	**3,2**
Ayant travaillé à plein temps toute l'année[1]	4 249 365	4 699 895	10,6	37 972	38 648	1,8
Ayant travaillé à temps partiel ou une partie de l'année	3 137 455	3 405 125	8,5	16 655	17 701	6,3
Femmes	**5 687 640**	**6 800 370**	**19,6**	**16 047**	**17 751**	**10,6**
Ayant travaillé à plein temps toute l'année[1]	2 331 515	3 018 885	29,5	24 890	26 033	4,6
Ayant travaillé à temps partiel ou une partie de l'année	3 356 125	3 781 485	12,7	9 904	11 139	12,5

1. Ayant travaillé de 49 à 52 semaines au cours de l'année de référence, surtout à plein temps.

Bien que la plus forte augmentation relative soit survenue chez les ostéopathes et les chiropracteurs, la plus forte augmentation en nombre a été enregistrée dans les postes de directrices générales et autres cadres supérieures, où le nombre de femmes s'est accru de 44 %, pour passer de 17 100 en 1985 à 24 600 en 1990.

En 1985, l'ensemble des gains des femmes exerçant ces professions représentait 60,2 % des gains des hommes. Ce ratio a augmenté, pour atteindre 61,2 % en 1990, le revenu moyen d'emploi chez les femmes s'établissant à 48 609 $ par rapport à 79 463 $ chez les hommes.

Trois travailleurs sur quatre dans les professions les moins rémunérées étaient des femmes

En 1990, l'ensemble des gains moyens des travailleurs employés à plein temps toute l'année dans les professions les moins rémunérées atteignait 15 092 $. Les gains moyens dans chacune des 10 professions de ce groupe ne différaient pas beaucoup de l'ensemble des gains. Le plus faible revenu moyen d'emploi se trouvait parmi les professions des travailleurs spécialisés dans le soin des enfants (13 518 $), tandis que le plus élevé était parmi les ouvriers agricoles de l'élevage (16 600 $).

Les gains moyens des femmes (13 673 $) au sein de ces professions représentaient 72,8 % du revenu moyen des hommes (18 794 $). En 1990, près des trois quarts des travailleurs employés à plein temps toute l'année dans les 10 professions les moins rémunérées étaient des femmes.

Le salaire des femmes a augmenté beaucoup plus rapidement que celui des hommes

En 1990, environ 13,5 millions de personnes ont déclaré recevoir un salaire ou un traitement. Le nombre de salariés s'est accru trois fois plus vite au

Revenu moyen d'emploi des bénéficiaires d'un revenu, en dollars constants de 1990

Régions métropolitaines de recensement	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	1990	Variation en % depuis 1985	1990	Variation en % depuis 1985	1990	Variation en % depuis 1985
Canada	**24 329**	**4,3**	**29 847**	**3,2**	**17 751**	**10,6**
Sudbury	25 990	13,0	33 574	13,4	17 119	16,9
Toronto	29 133	10,0	35 451	7,0	22 082	17,9
Kitchener	24 872	9,7	31 309	7,6	17 437	17,9
London	24 961	8,1	30 942	5,9	18 499	15,6
Saint John	22 944	8,0	29 337	9,7	15 352	8,3
Hamilton	26 306	7,6	33 029	4,0	18 494	21,2
Oshawa	27 971	6,9	35 180	3,4	19 342	23,4
Victoria	23 727	6,8	29 119	4,6	17 788	14,0
Ottawa-Hull	28 248	3,8	33 870	1,7	21 954	10,1
Vancouver	26 217	3,5	32 335	2,1	19 180	8,8
Thunder Bay	25 085	3,2	31 478	0,4	17 511	15,2
St. Catharines-Niagara	23 379	2,9	30 129	0,9	15 416	15,4
St. John's	22 496	2,8	27 779	3,5	16 650	5,4
Halifax	24 155	2,1	29 866	1,0	17 603	8,0
Montréal	24 969	1,8	30 153	0,7	18 865	7,4
Trois-Rivières	23 035	0,7	28 949	1,0	15 299	6,0
Québec	24 314	0,3	29 417	-0,4	18 267	5,8
Sherbrooke	21 605	-0,2	26 340	-0,8	16 182	4,2
Winnipeg	22 773	-0,6	27 818	-3,3	17 147	7,3
Chicoutimi-Jonquière	24 576	-1,2	30 588	0,4	15 934	2,4
Edmonton	24 285	-1,2	30 022	-1,8	17 643	2,1
Windsor	25 139	-1,3	31 335	-3,6	17 690	9,4
Calgary	26 595	-1,4	33 142	-2,0	19 027	2,1
Saskatoon	22 147	-2,8	27 722	-3,6	15 961	2,2
Regina	23 794	-2,9	29 395	-3,6	17 668	0,5

cours de la deuxième moitié qu'au cours de la première moitié des années 80. Il a augmenté de 520 000 seulement de 1980 à 1985, mais de 1,5 million de 1985 à 1990. Au cours des deux périodes, le taux de croissance a été plus rapide chez les femmes que chez les hommes. Au cours de la dernière décennie, le nombre d'hommes salariés a augmenté de 10,5 %, tandis que le nombre de femmes salariées s'est accru d'environ 28 %.

Il est encore plus intéressant de noter les changements sur le plan des salaires des hommes et des femmes au cours de cette période. Les hommes salariés ont plus ressenti les effets de la récession du début des années 80 que les femmes salariées. De 1980 à 1985, le salaire moyen des femmes s'est accru de 3 %, tandis que celui des hommes a diminué de 3 %. De 1985 à 1990, le salaire moyen des hommes a augmenté de 3 %, pour passer à 29 757 $, et celui des femmes s'est accru de 11 %, pour atteindre 17 933 $. Ainsi, au cours de la décennie, le salaire réel des femmes rémunérées a augmenté de 14 %. En 1990, en moyenne, la situation des hommes salariés était la même qu'en 1980.

Gains moyens des travailleurs masculins et féminins à plein temps toute l'année[1] au sein des 10 professions les mieux rémunérées et des 10 professions les moins rémunérées, 1990

Professions*	Nombre de bénéficiaires d'un revenu			Gains moyens		
	Total	Hommes	Femmes	Total $	Hommes $	Femmes $
TOTAL	**7 718 780**	**4 699 895**	**3 018 885**	**33 714**	**38 648**	**26 033**
10 professions les mieux rémunérées	**268 220**	**214 755**	**53 460**	**73 313**	**79 463**	**48 609**
Juges et magistrats	2 135	1 660	475	102 646	109 313	79 204
Médecins et chirurgiens	31 435	24 120	7 320	102 370	111 261	73 071
Dentistes	6 775	6 015	760	95 776	99 280	67 997
Avocats et notaires	41 180	30 755	10 430	76 966	86 108	50 012
Directeurs généraux et autres cadres supérieurs	129 225	104 645	24 580	67 997	74 425	40 633
Autres directeurs et administrateurs; mineurs, carriers et foreurs de puits	3 870	2 915	950	64 893	73 281	39 151
Pilotes d'avions, navigateurs et mécaniciens navigants	7 490	7 110	375	64 316	66 087	31 026
Ostéopathes et chiropracteurs	2 470	2 030	440	64 299	68 404	45 368
Directeurs, sciences naturelles et génie	14 305	12 520	1 785	63 566	66 668	41 800
Professeurs d'université	29 335	22 985	6 350	62 064	65 671	49 000
10 professions les moins rémunérées	**235 455**	**65 225**	**170 230**	**15 092**	**18 794**	**13 673**
Ouvriers agricoles de l'élevage	16 215	10 415	5 795	16 600	19 279	11 788
Opérateurs de machine à coudre, les produits en textile et le matériel connexe	32 130	2 765	29 370	16 540	22 991	15 933
Autres travailleurs en agriculture, en horticulture et en élevage	25 180	13 860	11 320	16 227	19 537	12 174
Ouvriers agricoles de culture de plein champ	11 790	6 015	5 780	16 191	19 814	12 421
Barmen	13 765	6 320	7 440	16 067	18 558	13 952
Préposés à l'entretien, à l'exception des domestiques	7 965	1 060	6 910	15 718	19 238	15 178
Commis de station-service	10 435	8 370	2 065	15 586	16 135	13 359
Bonnes à tout faire, domestiques et travailleurs assimilés	13 825	1 145	12 680	14 479	19 210	14 053
Préposés au service des aliments et boissons	62 350	13 845	48 505	14 100	17 822	13 037
Travailleurs spécialisés dans le soin des enfants	41 800	1 440	40 365	13 518	20 987	13 252
Toutes les autres professions	**7 215 105**	**4 419 915**	**2 795 195**	**32 850**	**36 957**	**26 354**

* *Bien que les athlètes se trouvent parmi les 10 professions les mieux rémunérées et que les trappeurs et les fabricants de chapeaux se trouvent parmi les 10 professions les moins rémunérées, leurs faibles nombres rendent les données sur leur revenu peu fiables. Par conséquent, les personnes occupant ces trois professions ont été exclues des groupes «mieux» et «moins» rémunérés et font partie de «Toutes les autres professions».*

1. *Ayant travaillé de 49 à 52 semaines en 1990, surtout à plein temps.*

Faible revenu

Un «feible revenu» indique que le revenu de la famille ou de le personne hors famille économique éteit inférieur, en 1990, aux seuils de faible revenu établis par Statistique Ceneda pour cette année. Les limites du revenu ont été fixées en fonction de ce que les femilles et les personnes hors famille économique eyent un revenu inférieur à ces limites eveient consacré en moyenne 56,2 % ou plus de leur revenu à l'achet d'eliments, au logement et à l'habillement. Le seuil de feible revenu est un niveeu relatif établi à pertir des tendances du revenu et des dépenses des différentes catégories de famille. Ces limites varient selon le taille du secteur de résidence et la taille de la famille. Il ne s'agit pas cependent d'une mesure de le «pauvreté».

Étant donné que l'enquête à partir de laquelle les seuils de faible revenu ont été établis excluait le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et les réserves indiennes, les estimations fournies dans cette section les excluent égelement.

Diminution de la fréquence de faible revenu

De 1985 à 1990, la fréquence de faible revenu a chuté chez les familles et chez les personnes hors famille économique, dans chaque province et chaque région métropolitaine du pays. Bien que le nombre de familles époux-épouse se soit accru de 492 000 au cours de cette période, le nombre de familles à faible revenu a en réalité diminué de 96 000, ce qui a entraîné une baisse de la fréquence de faible revenu, qui est passée de 11,7 % en 1985 à 9,3 % en 1990.

Parmi les familles autres que les familles époux-épouse, la fréquence de faible revenu a aussi diminué, même si le taux chez les familles monoparentales dont le parent est une femme est demeuré très élevé (45 % en 1990, comparativement à 51 % en 1985). Chez les personnes hors famille économique, la fréquence de faible revenu a chuté et est passée de 41 % en 1985 à 36,5 % en 1990.

La fréquence de faible revenu a régressé chez les enfants de moins de six ans; elle est passée à environ 20 % en 1990, une baisse de 2,1 points par rapport à 1985. Le nombre d'enfants de moins de 15 ans en situation de faible revenu a également diminué de 83 000, pour passer à environ un million en 1990.

De l'autre côté, la proportion de personnes âgées de 70 ans et plus vivant sous les seuils de faible revenu a diminué davantage, passant ainsi de 26 % en 1985 à 21 % en 1990. Toutefois, une personne âgée sur cinq touchait un revenu inférieur aux seuils de faible revenu établis par Statistique Canada.

Parmi les régions métropolitaines, Montréal a enregistré le pourcentage de faible revenu le plus élevé; ainsi, deux personnes sur 10 vivaient sous les seuils de faible revenu en 1990. Oshawa a affiché le pourcentage le moins élevé, moins d'une personne sur 10 vivait sous les seuils de faible revenu. La plus forte baisse du nombre de personnes vivant en situation de faible revenu a été observée à Victoria où le taux est passé de 18,5 % en 1985 à 13,6 % en 1990.

Fréquence de faible revenu chez les familles économiques, les personnes hors famille économique et la population

	1985 %	1990 %
Familles économiques	**15,9**	**13,2**
Familles époux-épouse	11,7	9,3
Familles autres que époux-épouse	39,7	35,5
Familles monoparentales-hommes	21,6	18,8
Familles monoparentales-femmes	50,6	44,7
Toutes les autres familles autres que époux-épouse	24,1	21,4
Personnes hors famille économique	**41,3**	**36,5**
Hommes	35,5	31,8
Femmes	46,1	40,6
Population	**18,3**	**15,8**
Moins de 6 ans	21,9	19,8
6 à 14 ans	19,8	16,9
15 à 17 ans	19,0	16,2
18 à 24 ans	22,0	20,5
25 à 34 ans	16,5	15,0
35 à 44 ans	13,7	12,0
45 à 54 ans	13,3	10,9
55 à 64 ans	18,6	15,7
65 à 69 ans	19,1	15,6
70 ans et plus	26,2	20,8

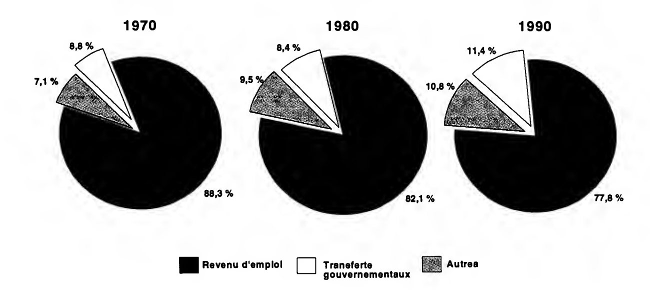
La composition du revenu a continué de changer

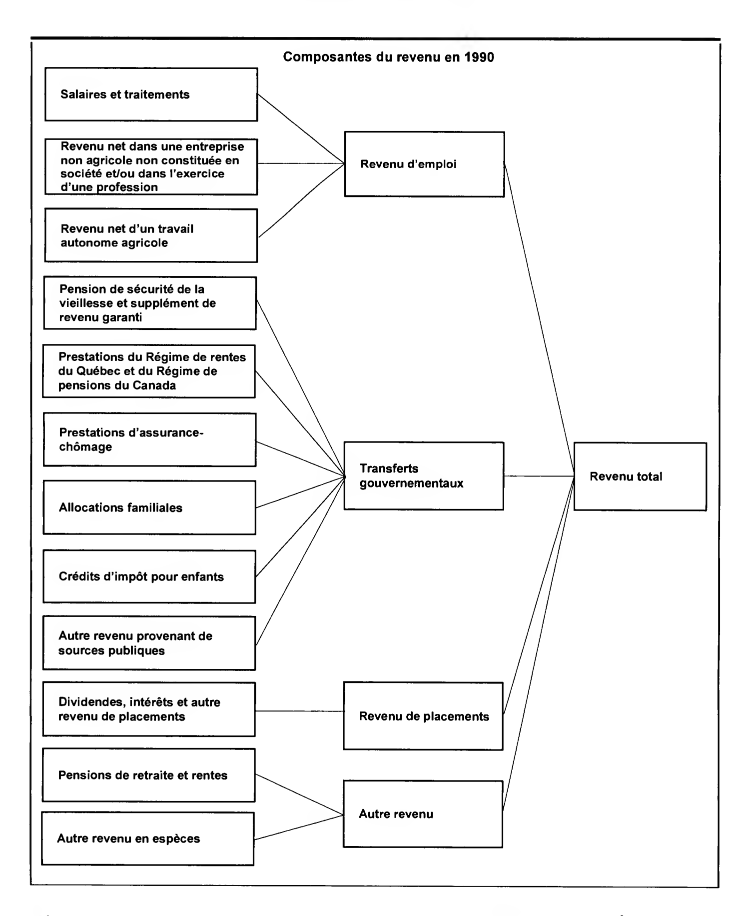
Depuis 1970, les sources de revenu ont changé considérablement. En 1990, la part du revenu d'emploi au revenu total représentait en moyenne 78 cents de chaque dollar de revenu, une baisse par rapport à 82 cents en 1980 et à 86 cents en 1970. En 1990, la part du revenu d'emploi variait grandement selon les provinces et les territoires. Les proportions les plus élevées ont été enregistrées dans les Territoires du Nord-Ouest (90 %), au Yukon (87 %) et en Alberta (81 %).

Les transferts gouvernementaux, comme les pensions de vieillesse, l'assurance-chômage et les allocations familiales, représentaient 11,4 cents du dollar moyen de revenu en 1990, en hausse par rapport à moins de 7 cents en 1970. Au cours de cette période, la population âgée de 65 ans et plus (qui recevait des paiements de la sécurité de la vieillesse) s'est accrue en nombre et en pourcentage de la population totale. La part des transferts gouvernementaux au revenu total était la plus élevée à Terre-Neuve (21,1 %) et la moins élevée dans les Territoires du Nord-Ouest (7,5 %).

D'autres sources de revenu, comme les revenus de placements et de retraite, représentaient un peu moins de 11 cents de chaque dollar moyen de revenu en 1990, une hausse par rapport à 10 cents en 1980 et à 7 cents en 1970. Au cours de cette période, le nombre de personnes âgées s'est accru, de même que les versements des régimes de retraite. Parmi les provinces et les territoires, la Saskatchewan (13,5 %), la Colombie-Britannique (13 %) et le Manitoba (11,6 %) ont enregistré la part la plus élevée de revenu provenant d'autres sources, tandis que les Territoires du Nord-Ouest (2,4 %) et le Yukon (5,3 %) ont enregistré la part la moins élevée en 1990.

Source de revenu




Composantes du revenu en 1990
Salaires et traitements
Revenu net dans une entreprise non agricole non constituée en société et/ou dans l'exercice d'une profession
Revenu net d'un travail autonome agricole
Revenu d'emploi
Pension de sécurité de la vieillesse et supplément de revenu garanti
Prestations du Régime de rentes du Québec et du Régime de pensions du Canada
Prestations d'assurance-chômage
Allocations familiales
Crédits d'impôt pour enfants
Autre revenu provenant de sources publiques
Transferts gouvernementaux
Revenu total
Dividendes, intérêts et autre revenu de placements
Revenu de placements
Pensions de retraite et rentes
Autre revenu en espèces
Autre revenu

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 11 mai 1993

ÉDUCATION, MOBILITÉ ET MIGRATION, ET COÛTS D'HABITATION

FAITS SAILLANTS

Éducation

- Plus d'un Canadien sur 10 avait un grade universitaire en 1991
- Le nombre de femmes titulaires d'un grade universitaire s'est accru de 86 %
- La fréquentation scolaire en 1990-1991 a augmenté au sein de tous les groupes d'âge

Mobilité et migration

- Près de la moitié de la population du Canada a déménagé de 1986 à 1991
- Seulement la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Yukon ont enregistré des gains de population à la suite de la migration interprovinciale
- La Colombie-Britannique a gagné le plus grand nombre de personnes à la suite des mouvements migratoires entre les provinces

Coûts d'habitation

- 2,2 millions de ménages consacraient 30 % ou plus de leur revenu au logement en 1991
- Les coûts d'habitation des locataires et des propriétaires étaient les plus élevés dans la région métropolitaine de Toronto
- Les condominiums étaient une option de plus en plus populaire en 1991


Statistique Canada Statistics Canada



Mobilité et migration
Principaux domaines d'études des diplômés postsecondaires
Niveau de scolarité et fréquentation scolaire
Coûts d'habitation et autres caractéristiques des ménages au Canada

Mobilité et migration (93-322, 40 $) contient un grand nombre de tableaux sur les tendances en matière de mobilité et de migration des Canadiens, à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires ainsi que des régions métropolitaines de recensement. Certains des tableaux croisent des données selon le plus haut niveau de scolarité, la langue maternelle, l'activité, la profession et l'industrie. Les données proviennent du Recensement de 1991, qui demandait aux répondants d'indiquer leur lieu de résidence cinq ans auparavant et un an auparavant.

Niveau de scolarité et fréquentation scolaire (93-328, 40 $) porte sur les données du Recensement de 1991 relatives au niveau de scolarité et à la fréquentation scolaire chez les personnes âgées de 15 ans et plus. Cette publication contient aussi, à des fins de comparaison, des données des Recensements de 1971 et de 1981. Parmi les 10 tableaux qu'elle comporte, on trouve un tableau contenant des données chronologiques remontant à 1951 et un autre montrant la fréquentation scolaire chez les résidents non permanents. D'autres tableaux croisent des données selon le plus haut niveau de scolarité, le sexe et les groupes d'âge, et un tableau illustre le lien entre la fréquentation scolaire et l'activité à partir des données des Recensements de 1971, de 1981 et de 1991.

La publication *Principaux domaines d'études des diplômés postsecondaires* (93-329, 40 $) présente des résultats du Recensement de 1991 sur les principaux domaines d'études des personnes âgées de 15 ans et plus ayant fait des études postsecondaires. Elle comporte aussi certaines données du Recensement de 1986. Deux des sept tableaux montrent les données à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires, et un autre tableau montre les principaux domaines d'études des résidents non permanents.

La publication *Coûts d'habitation et autres caractéristiques des ménages au Canada* (93-330, 40 $) fournit des statistiques provenant du Recensement de 1991 sur les coûts d'habitation et des données-échantillon sur les caractéristiques des ménages privés au Canada, dans les provinces et les territoires et, pour certains tableaux, dans les régions métropolitaines de recensement. Les 12 tableaux présentent diverses caractéristiques des ménages et des logements, comme le mode d'occupation, le type de construction, le nombre moyen de pièces et les coûts moyens d'habitation des ménages privés. Certaines données sont croisées selon l'âge et le sexe et selon le principal soutien du ménage.

Ce communiqué présente des renseignements sur le niveau de scolarité et les principaux domaines d'études, la mobilité et les dépenses liées au logement.

DAVANTAGE DE CANADIENS ONT UN NIVEAU DE SCOLARITÉ PLUS ÉLEVÉ

Les Canadiens étaient plus instruits

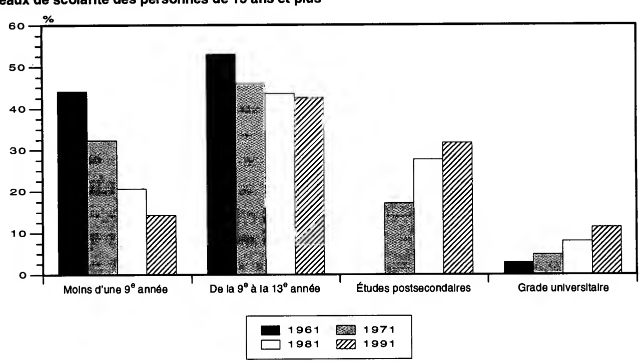
Le nombre de Canadiens dont le niveau d'instruction dépassait les études secondaires a atteint un sommet historique en 1991 : 43 % de toutes les personnes âgées de 15 ans et plus possédaient un grade universitaire ou avaient fait d'autres études postsecondaires, comparativement à 36 % lors du Recensement de 1981. Cette augmentation au niveau des études postsecondaires excédait, et de loin, la croissance de la population : le nombre de personnes ayant fait des études postsecondaires a augmenté de 38 % de 1981 à 1991, tandis que la taille de la population âgée de 15 ans et plus s'est accrue de 14 % seulement au cours de la même période.

De 1981 à 1991, le nombre de titulaires d'un grade universitaire s'est accru de près d'un million pour atteindre 2,4 millions. Cette hausse s'est fait sentir à tous les niveaux : le nombre de bacheliers a augmenté de 63 %, le nombre des titulaires de maîtrise de 78 % et le nombre des titulaires d'un doctorat acquis de 49 %. Dans l'ensemble, 11 % des personnes âgées de 15 ans et plus possédaient un grade universitaire en 1991.

Presque la moitié (45 %) des titulaires d'un diplôme universitaire en 1991 étaient des femmes, cette proportion ayant progressivement augmenté depuis au moins 1961. En fait, le plus fort de l'augmentation du nombre de titulaires d'un diplôme universitaire est attribuable, proportionnellement, au plus grand nombre de femmes ayant obtenu un grade. De 1981 à 1991, le nombre de femmes qui détenaient un grade universitaire a augmenté de plus d'un demi-million pour s'établir à 1,1 million (soit une augmentation de 86 %). En comparaison, le nombre d'hommes de ce groupe n'a progressé que d'environ 428 000, pour atteindre 1,3 million (soit une hausse de 47 %). Au cours de la décennie antérieure, de 1971 à 1981, le nombre de titulaires d'un diplôme universitaire s'est accru de 157 % chez les femmes et de 85 % chez les hommes.

Le nombre des diplômés d'autres établissements postsecondaires, comme les écoles de métiers et les collèges, a également augmenté au cours de la dernière moitié des années 1980. Le nombre de titulaires d'un certificat professionnel s'est accru de 15 %, pour passer de 2,0 millions en 1981 à 2,3 millions en 1991; le nombre de titulaires d'un certificat d'études non universitaires (collèges) s'est accru de 47 %, pour passer de 1,7 million à 2,5 millions.

Niveaux de scolarité des personnes de 15 ans et plus



Fréquentation scolaire à la hausse

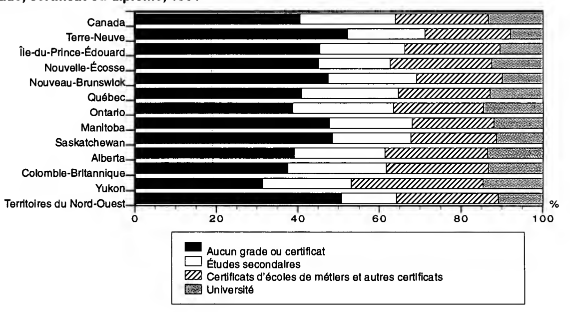
La proportion des jeunes et des jeunes adultes canadiens qui fréquentaient l'école à plein temps a considérablement augmenté de 1981 à 1991. Bien que le nombre de personnes âgées de 15 à 19 ans ait diminué dans l'ensemble, pour passer de 2,3 millions à 1,9 million, la proportion des personnes de ce groupe d'âge qui fréquentaient l'école à plein temps s'est accrue, de 66 % à 80 % au cours de la décennie. Chez les 20 à 24 ans, l'augmentation parmi les personnes qui fréquentaient l'école à plein temps était encore plus élevée : 32 % en 1991, comparativement à 19 % en 1981. Cet accroissement pourrait être en partie attribuable à l'état du marché du travail, c'est-à-dire à la croissance du chômage chez les personnes âgées de 20 à 24 ans, à la pénurie, réelle ou perçue, d'emplois ou au besoin de parfaire sa formation.

Au cours de la décennie, il est devenu de plus en plus fréquent chez les 20 à 24 ans de travailler et d'étudier en même temps. En 1991, 30 % des personnes de ce groupe d'âge ayant un emploi étudiaient à plein temps, soit le double du taux observé en 1981 (15 %). Cette hausse était plus forte chez les femmes (de 14 % en 1981 à 30 % en 1991) que chez les hommes (de 17 % à 29 %). Parmi les étudiants à temps partiel âgés de 20 à 24 ans, on n'observe pratiquement aucune augmentation de la proportion de ceux qui travaillaient et étudiaient : en 1991 comme en 1981, 10 % des personnes qui avaient un emploi étudiaient également à temps partiel.

Taux de fréquentation scolaire

Groupes d'âge	À plein temps		À temps partiel	
	1981 %	1991 %	1981 %	1991 %
Population totale âgée de 15 ans et plus	11,7	11,9	5,8	5,8
15 à 19 ans	65,9	79,6	2,7	3,2
20 à 24 ans	18,6	32,3	8,9	9,1
25 à 44 ans	2,6	4,0	9,1	8,9
45 à 64 ans	0,5	0,7	3,0	3,1
65 ans et plus	0,2	0,2	0,6	0,5

Plus haut grade, certificat ou diplôme, 1991



Ce que nous avons étudié

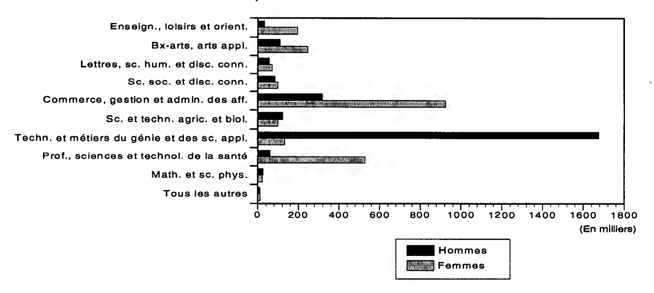
En 1991, dans l'ensemble des diplômés postsecondaires (universités, colléges et écoles de métiers), les deux domaines d'études les plus populaires étaient celui des techniques et métiers du génie et des sciences appliquées (1,8 million de diplômés), dont font partie 49 secteurs différents comme le dessin architectural, la programmation d'ordinateurs et l'élaboration de logiciels, la climatisation et réfrigération et la fabrication d'outils et de matrices, et celui du commerce, de la gestion et de l'administration des affaires (1,7 million de diplômés). Ces deux domaines ensemble représentaient presque la moitié (soit 45 %) de toutes les personnes qui avaient fait des études postsecondaires. Les professions, sciences et technologies de la santé venaient beaucoup plus loin au troisiéme rang (885 000 diplômés). En 1991, le domaine des mathématiques et sciences physiques comptait le plus petit nombre de diplômés (249 000). Ce classement n'a pas changé depuis 1986.

Études postsecondaires, population de 15 ans et plus

Domaines d'études (Grands groupes)	Diplômés universitaires			Diplômés d'écoles de métiers et autres diplômés non universitaires		
	Nombre de diplômés		% de variation	Nombre de diplômés		% de variation
	1986	1991	1986-1991	1986	1991	1986-1991
Total	**2 260 065**	**2 860 950**	**26,6**	**4 004 115**	**4 836 565**	**20,8**
Enseignement, loisirs et orientation	419 760	567 755	35,3	209 925	229 400	9,3
Beaux-arts et arts appliqués	62 680	77 240	23,2	295 980	357 490	20,8
Lettres, sciences humaines et disciplines connexes	304 995	340 150	11,5	101 760	127 750	25,5
Sciences sociales et disciplines connexes	377 695	475 110	25,8	127 250	184 845	45,3
Commerce, gestion et administration des affaires	354 555	475 305	34,1	1 052 925	1 244 975	18,2
Sciences et techniques agricoles et biologiques	124 895	139 410	11,6	184 650	220 475	19,4
Génie et sciences appliquées[1]	221 285	287 300	29,8	1 481 880	1 809 130	22,1
Professions, sciences et technologies de la santé	227 525	294 360	29,4	491 340	590 130	20,1
Mathématiques et sciences physiques	158 720	199 770	25,8	44 210	49 235	11,4

1. «Techniques et métiers du génie et des sciences appliquées» pour les autres diplômés non universitaires.

Principaux domaines d'études des hommes et des femmes titulaires d'un certificat d'écoles de métiers ou d'un autre établissement non universitaire, 1991



Diplômes et certificats

La majeure partie des 4,8 millions de personnes qui, en 1991, avaient obtenu un diplôme ou un certificat d'un collège communautaire, d'un cégep, d'un établissement technique ou d'un autre établissement, avaient choisi d'étudier les techniques et métiers du génie et des sciences appliquées (37 % détenaient un diplôme ou un certificat dans ce domaine). Bien que ce domaine soit demeuré à prédominance masculine, de 1986 à 1991, on constate une faible augmentation de la proportion de diplômées, qui est passée de 6,8 % à 7,3 %. Le deuxième domaine d'études le plus populaire était celui du commerce, de la gestion et de l'administration des affaires (26 %), suivi des professions, des sciences et des technologies de la santé (12 %).

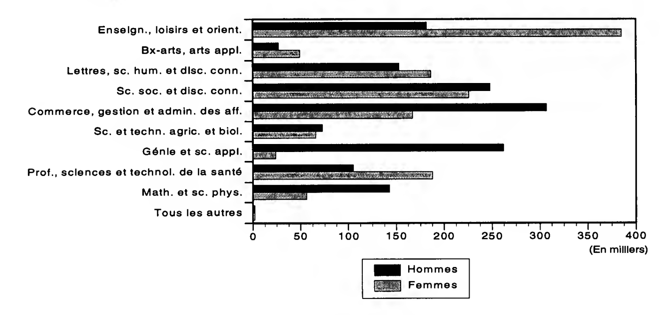
Même s'il occupait le septième rang, sur neuf, en ce qui a trait au nombre total de titulaires d'un diplôme ou d'un certificat en 1986 et en 1991, le domaine des sciences sociales et disciplines connexes a connu la plus forte croissance (45 %) au cours de la période allant de 1986 à 1991. Les taux de croissance étaient particulièrement élevés dans deux secteurs de ce domaine d'études : les services d'aide à l'enfance, services aux jeunes (56 %) et les techniques policières et parajudiciaires (54 %).

Grades et certificats

Chez les 2,9 millions de titulaires d'un grade ou d'un certificat universitaire, on observait moins de concentration dans les domaines d'études que chez les titulaires d'un diplôme ou d'un certificat d'études non universitaires : les trois domaines d'études les plus répandus ne représentaient que la moitié de l'ensemble des titulaires d'un grade universitaire, comparativement aux trois quarts chez les diplômés des collèges, cégeps, écoles de métiers et techniques. En 1991, 20 % de tous les diplômés universitaires avaient étudié dans le domaine de l'enseignement, loisirs et orientation, 17 % dans celui des sciences sociales et disciplines connexes et 17 % également dans le domaine du commerce, gestion et administration des affaires.

De 1986 à 1991, la proportion des diplômées universitaires dans le domaine du génie et des sciences appliquées a légèrement augmenté, pour passer de 7 % à 9 %, tandis que la proportion des femmes qui avaient obtenu un diplôme en commerce, gestion et administration des affaires est passée de 30 % à 35 %.

Principaux domaines d'études des hommes et des femmes titulaires d'un grade universitaire, 1991



Personnes qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires

Le Recensement de 1991 révèle que 33 % des personnes de 15 ans et plus n'avaient pas terminé leurs études secondaires, ne fréquentaient plus l'école et n'avaient pas suivi d'autres cours, même si cette proportion variait considérablement selon divers groupes d'âge et selon les provinces et les territoires.

La proportion de la population de 15 ans et plus qui n'avait pas terminé l'école secondaire était plus élevée chez les personnes âgées de 65 ans et plus (64 %) et plus faible chez les 15 à 24 ans (15 %). Le taux élevé parmi les personnes de 65 ans et plus peut s'expliquer par le nombre d'entre elles qui ont fait leurs études à une époque où les systèmes d'éducation et les attentes étaient très différents.

Étudiants étrangers

Le Recensement de 1991 révèle qu'il y avait au Canada 43 460 étudiants étrangers âgés de 15 ans ou plus qui étudiaient à plein temps et 23 610 qui étudiaient à temps partiel. Les étudiants originaires de l'Asie de l'Est, qui comprend la Chine, Hong Kong et le Japon, formaient le groupe le plus important d'étudiants à plein temps (14 400). La majorité des étudiants à temps partiel (6 115) provenaient de l'Asie du Sud-est, formée du Vietnam, des Philippines et de la Malaisie.

Dans l'ensemble, le nombre d'étudiants à plein temps était supérieur à celui des étudiantes à plein temps dans un ratio de 5 à 4, même si celui-ci variait selon le pays d'origine des étudiants : parmi les étudiants à plein temps originaires d'Amérique du Sud, le nombre de femmes dépassait par une faible marge (9 comparativement à 8) celui des hommes, tandis que le nombre d'étudiants à plein temps originaires d'Afrique excédait celui des étudiantes dans une proportion de presque 2 pour 1.

UNE NATION QUI BOUGE

Migrants et personnes ayant déménagé

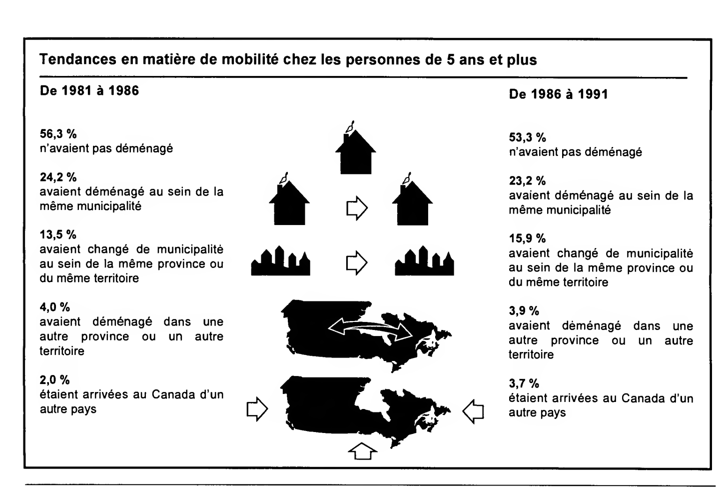
Traditionnellement, la population du Canada a toujours été très mobile : au cours de chaque période de recensement depuis 1961, près de la moitié de la population a déménagé d'un quartier, d'une ville, d'une section urbaine, d'une province ou d'un territoire pour aller s'établir ailleurs. En 1991, 47 % des Canadiens vivaient dans un logement différent de celui qu'ils habitaient cinq ans auparavant, en hausse par rapport à la période de recensement antérieure, soit de 1981 à 1986, alors que 44 % d'entre eux avaient déménagé. En majeure partie, cet accroissement observé de 1986 à 1991 était attribuable à la croissance du nombre de personnes ayant déménagé d'une municipalité à une autre.

Juste au coin de la rue

Le groupe le plus important de personnes ayant déménagé (50 %) avaient changé d'adresse, mais vivaient encore dans la même municipalité que celle où elles habitaient en 1986. Les personnes qui vivaient dans une municipalité différente, mais qui étaient demeurées dans la même province ou le même territoire formaient le deuxième plus important groupe (34 %). Les personnes qui étaient passées d'une province à une autre, ou d'un territoire à un autre, de même que celles qui étaient venues au Canada en provenance d'un autre pays constituaient les plus petits groupes de personnes ayant déménagé, soit chacun environ 8 % de toutes les personnes ayant déménagé de 1986 à 1991.

Les jeunes adultes étaient plus susceptibles de déménager

En 1991, le groupe le plus mobile au Canada était formé des personnes âgées de 25 à 29 ans; sept personnes sur 10 dans ce groupe d'âge avaient déclaré, en 1991, avoir changé d'adresse depuis 1986. À partir de ce sommet, la mobilité diminuait graduellement avec l'âge selon une tendance similaire à celle observée lors des recensements antérieurs. Parmi les 65 ans et plus, seulement une personne sur 10 avait changé d'adresse de 1986 à 1991.



Parmi l'ensemble des provinces et des territoires, les Territoires du Nord-Ouest avaient la population la plus mobile en 1991 : presque sept personnes sur 10 âgées de cinq ans ou plus avaient changé de résidence au cours de la période de recensement. Parmi les provinces, les personnes vivant en Colombie-Britannique et en Alberta étaient les plus susceptibles d'avoir déménagé. En 1991, six habitants de la Colombie-Britannique sur 10 et cinq Albertains sur 10 avaient déménagé au cours des cinq années précédentes. La population de Terre-Neuve était la moins mobile, seulement trois personnes sur 10 ayant déménagé. De façon générale, la mobilité au Canada s'accroissait d'est en ouest, la population des parties au nord du pays étant la plus mobile.

La Colombie-Britannique était la destination

En 1991, presque un million de personnes (977 000) habitaient dans une province ou un territoire différent d'en 1986. Au terme d'une période de recensement, certaines provinces accuseront des pertes de population en raison de la migration interprovinciale, alors que d'autres enregistreront des gains. Bien sûr, d'autres facteurs, comme les naissances, les décès et l'immigration, influent également sur les tendances démographiques provinciales. Par ailleurs, la conjoncture économique des provinces influence le niveau de migration interprovinciale et l'orientation des mouvements migratoires.

Données du recensement sur la mobilité (lieu de résidence un an auparavant)

En 1991, le recensement comportait deux questions sur la mobilité : une sur le lieu de résidence en 1986 et une autre sur le lieu de résidence en 1990. Ce communiqué présente les résultats obtenus à la question sur la mobilité depuis cinq ans. Les données recueillies sur le lieu de résidence des répondants en 1990 figurent aux tableaux 1B et 2B de la publication Mobilité et migration *(n° 93-332 au catalogue).*

Les données sur la mobilité depuis un an révèlent que, de 1990 à 1991 :

- *environ 16 % de la population canadienne a déménagé;*
- *les mouvements les plus importants ont été de l'Alberta vers la Colombie-Britannique (28 000 personnes), de l'Ontario vers la Colombie-Britannique (25 000 personnes) et du Québec vers l'Ontario (23 000 personnes);*
- *l'Ontario a connu les pertes de population les plus fortes attribuables à la migration interprovinciale (22 000 personnes);*
- *la Colombie-Britannique a enregistré les gains de population les plus importants attribuables à la migration interprovinciale (37 000 personnes).*

De 1986 à 1991, seulement la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Yukon avaient connu des gains de population attribuables à la migration interprovinciale. En Colombie-Britannique, le gain net

Migration interprovinciale nette

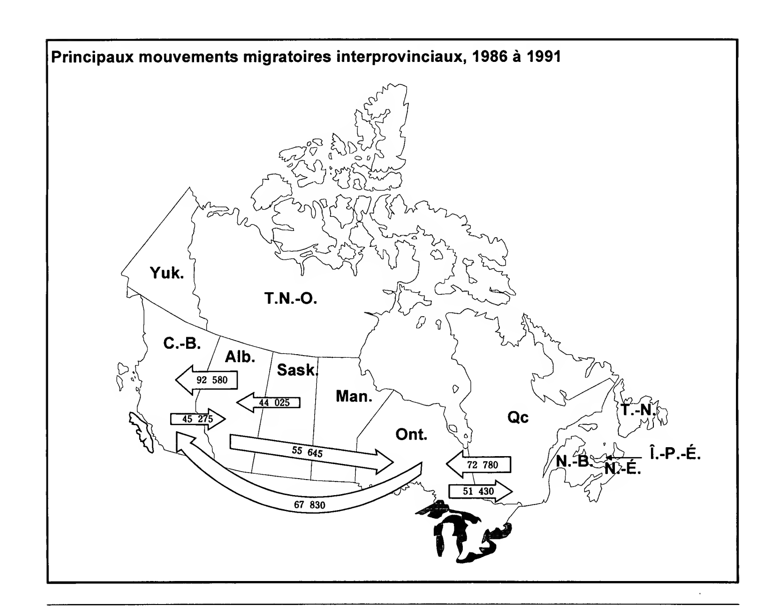
	1986-1991				
	Entrants (1)	Sortants (2)	Migration interprovinciale nette (1 - 2)	Migration interprovinciale nette 1981-1986	Migration interprovinciale nette 1976-1981
Terre-Neuve	20 735	34 690	-13 960	-16 550	-19 835
Île-du-Prince-Édouard	8 790	9 640	-855	1 530	-10
Nouvelle-Écosse	53 265	58 140	-4 870	6 280	-8 420
Nouveau-Brunswick	35 830	41 895	-6 070	-1 370	-8 510
Québec	81 995	107 550	-25 550	-63 300	-141 725
Ontario	269 980	223 030	46 955	99 350	-78 065
Manitoba	44 050	79 310	-35 245	-1 550	-43 585
Saskatchewan	38 220	98 580	-60 350	-2 820	-5 825
Alberta	170 015	195 025	-25 015	-27 670	197 650
Colombie-Britannique	238 175	112 295	125 880	9 500	110 930
Yukon	6 460	5 685	780	-2 660	-550
Territoires du Nord-Ouest	9 535	11 235	-1 700	-755	-2 055

(126 000 personnes) était plus de deux fois et demie supérieur à celui de l'Ontario (47 000 personnes), tandis que le gain net du Yukon était très faible (780 personnes).

La Colombie-Britannique avait attiré 238 000 migrants d'un peu partout au pays, tandis que seulement 112 000 personnes avaient quitté cette province au cours des cinq années écoulées depuis le dernier recensement. La plupart des entrants (soit 67 %) vivaient en Alberta ou en Ontario en 1986. Une autre part (20 %) de ces personnes vivaient au Manitoba ou en Saskatchewan. L'Alberta et l'Ontario constituaient les principales destinations des personnes qui étaient parties de la Colombie-Britannique : des 112 000 personnes qui avaient quitté la Colombie-Britannique de 1986 à 1991, 74 % avaient déménagé en Alberta ou en Ontario.

Beaucoup plus de migrants interprovinciaux avaient choisi de s'installer en Ontario que dans toute autre province ou tout autre territoire (soit 270 000 personnes). Toutefois, c'est également dans cette province qu'on enregistrait le plus important exode de population vers d'autres provinces (223 000 personnes). Le gain de population relativement faible de l'Ontario découlant de la migration interprovinciale s'explique surtout par la perte de population obtenue à la suite des échanges avec la Colombie-Britannique (c'est-à-dire que le nombre de personnes qui ont quitté l'Ontario pour s'installer en Colombie-Britannique était supérieur à celui des personnes qui

Principaux mouvements migratoires interprovinciaux, 1986 à 1991



ont quitté la Colombie-Britannique pour aller s'établir en Ontario).

De 1986 à 1991, chacune des provinces des Prairies enregistrait des pertes de population attribuables à la migration interprovinciale. Les importants exodes de migrants vers l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, jumelés au nombre relativement faible d'entrants, ont entraîné des pertes migratoires nettes en Saskatchewan et au Manitoba : la Saskatchewan a perdu 60 000 personnes et le Manitoba 35 000. Ces pertes représentent des hausses considérables par rapport à celles enregistrées lors des recensements antérieurs. De 1986 à 1991, l'Alberta a perdu 25 000 personnes en raison de la migration interprovinciale, soit une perte d'environ le même ordre qu'au cours de la période antérieure de cinq ans (28 000 personnes). Bien que 170 000 migrants interprovinciaux se soient installés en Alberta (troisième destination la plus populaire après l'Ontario et la Colombie-Britannique), un grand nombre de personnes ont quitté cette province pour aller en Colombie-Britannique (93 000), en Ontario (56 000) et en Saskatchewan (15 000).

De 1976 à 1991, les pertes du Québec en raison de la migration interprovinciale ont diminué considérablement. Au cours de la période allant de 1976 à 1981, le nombre de personnes ayant quitté le Québec excédait largement celui des personnes s'y étant installées, ce qui avait entraîné une perte nette de 142 000 personnes. Pendant la période de recensement ayant suivi, soit celle de 1981 à 1986, la perte était beaucoup plus faible (63 000 personnes) et, au cours de la période de recensement la plus récente, de 1986 à 1991, seulement 26 000 personnes (perte nette) avaient quitté le Québec. Dans ce dernier cas, la perte était principalement attribuable à une hausse de sortants vers l'Ontario et la Colombie-Britannique.

L'Ontario était encore la principale destination des migrants interprovinciaux originaires du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve. Au cours de la période allant de 1986 à 1991, ces quatre provinces enregistraient des pertes de population vers l'Ontario : près de 64 000 personnes ont quitté l'une des quatre provinces de l'Atlantique pour déménager en Ontario, alors que seulement 43 000 ont fait le mouvement inverse.

La scolarité et le chômage ont influencé les migrants interprovinciaux

Alors que seulement 11 % de la population du Canada possédait un diplôme universitaire en 1991, 20 % de l'ensemble des migrants interprovinciaux étaient titulaires d'un diplôme universitaire. Dans l'ensemble, 68 diplômés universitaires sur 1 000 avaient changé de province de 1986 à 1991, comparativement à 34 personnes sur 1 000 qui avaient atteint d'autres niveaux de scolarité.

En 1991, le taux de migration des chômeurs était plus élevé que celui des travailleurs : 55 chômeurs sur 1 000 avaient déménagé d'une province à une autre ou d'un territoire à un autre, de 1986 à 1991, comparativement à 43 travailleurs sur 1 000.

La migration a touché les régions métropolitaines

En raison de la migration, certaines régions métropolitaines de recensement ont enregistré des pertes de population. Toronto, par exemple, a connu une perte de 115 000 personnes, qui sont parties principalement vers d'autres endroits en Ontario. Montréal a aussi connu une perte, de 30 000 personnes. D'un autre côté, Vancouver a enregistré des gains de 40 000 personnes, suivie de Ottawa-Hull (25 000 personnes).

COÛTS D'HABITATION DES PROPRIÉTAIRES ET DES LOCATAIRES

Accessibilité du logement

En 1991, plus de 2,2 millions de ménages ont consacré 30 % ou plus de leur revenu total au logement, en hausse de 16 % par rapport à 1,9 million en 1986. Les ménages locataires formaient la majorité (58 %) de ces ménages. Trente-six pour cent des ménages propriétaires avaient une hypothèque et 6 % n'en avaient pas. La proportion du revenu qu'un ménage consacrait au logement dépendait de facteurs comme la taille du revenu, l'emplacement, le type de logement et sa taille, de même que du fait de louer ou de posséder le logement, avec ou sans hypothèque.

Dans l'ensemble, 35 % de tous les ménages locataires avaient consacré 30 % ou plus de leur revenu aux coûts d'habitation, comparativement à environ 25 % des ménages propriétaires ayant une hypothèque et seulement 5 % des ménages propriétaires n'ayant pas d'hypothèque. Plusieurs facteurs expliquaient cette différence. Même si les coûts moyens d'habitation des ménages locataires étaient inférieurs à ceux des ménages propriétaires (546 $ par mois comparativement à 682 $ pour les propriétaires), les ménages locataires avaient également un revenu moyen inférieur (31 302 $) à celui des ménages propriétaires (55 801 $).

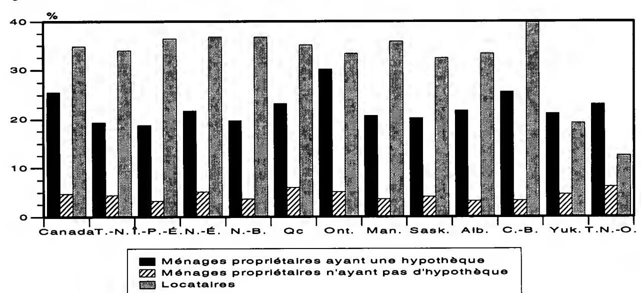
Coûts d'habitation

Les coûts mensuels d'habitation comprennent l'électricité, le gaz, l'huile à chauffage ou autres combustibles, l'eau et les autres services municipaux, le loyer, les taxes foncières, l'hypothèque et les frais de copropriété.

L'allocation de 30 % ou plus du revenu d'un ménage aux coûts d'habitation est souvent utilisée comme seuil pour déterminer l'accessibilité du logement. Lorsque les ménages, en particulier les ménages à faible revenu, consacrent 30 % ou plus de leur revenu au logement, ceci signifie que, dans certains cas du moins, ils ne disposent pas des fonds adéquats à consacrer à d'autres achats essentiels, comme la nourriture, l'habillement et le transport.

On prend aussi souvent en considération la marque de 30 % au moment d'établir les critères d'admissibilité hypothécaire, comme le maximum qu'un ménage devrait consacrer aux impôts fonciers et aux capital et intérêts hypothécaires.

Ménages consacrant 30 % ou plus de leur revenu au logement, 1991

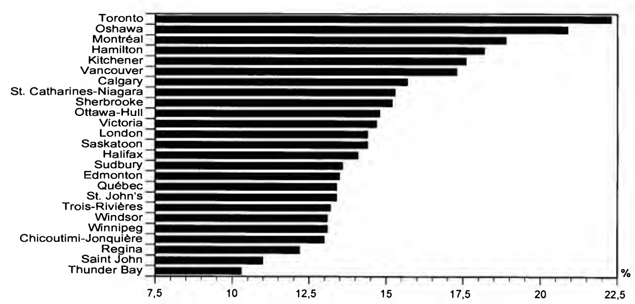


Vivre seul

Les personnes vivant seules étaient plus susceptibles de consacrer plus de 30 % de leur revenu au logement. Environ 44 % des personnes qui vivaient seules et qui louaient leur logement consacraient 30 % ou plus de leur revenu au logement. Chez les personnes vivant seules et propriétaires de leur logement sans hypothéque, cette proportion atteignait 13 %. Chez les personnes propriétaires qui avaient une hypothéque, cette proportion augmentait considérablement, pour passer à 51 %. Dans une vaste mesure, ces proportions relativement élevées témoignent des revenus moyens inférieurs des ménages formés d'une seule personne, comparativement à la moyenne de l'ensemble des ménages. Parmi les locataires, les ménages d'une seule personne avaient un revenu moyen de 21 592 $, comparativement à 31 302 $ pour l'ensemble des locataires. Pour les propriétaires, le revenu moyen des ménages d'une personne était de 28 527 $, comparativement à 55 801 $ pour l'ensemble des propriétaires.

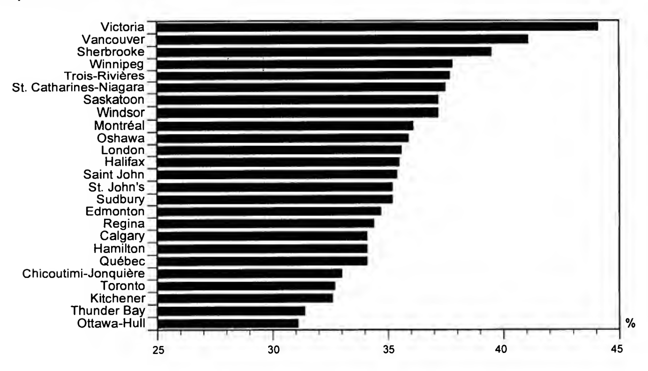
La proportion des personnes qui vivaient seules et qui consacraient 30 % ou plus de leur revenu au logement était beaucoup plus élevée dans certaines régions métropolitaines que d'autres. Parmi les personnes vivant seules et assumant une hypothéque, la proportion de celles qui consacraient 30 % ou plus de leur revenu au logement atteignait un sommet à Oshawa (64 %) et à Toronto (64 %), mais n'atteignait que 41 % à Regina. Montréal enregistrait la plus forte proportion (25 %) de personnes vivant seules dans un logement dont elles étaient propriétaires sans avoir d'hypothèque et consacrant 30 % ou plus de leur revenu au logement et Victoria enregistrait la plus faible proportion (7 %).

Propriétaires consacrant 30 % ou plus de leur revenu moyen du ménage au logement, régions métropolitaines de recensement, 1991





Locataires consacrant 30 % ou plus de leur revenu moyen du ménage au logement, régions métropolitaines de recensement, 1991



Trois familles locataires sur 10 consacraient 30 % ou plus au logement

Même si les coûts d'habitation mensuels moyens des familles locataires étaient généralement inférieurs à ceux des familles propriétaires, les familles locataires étaient plus susceptibles de consacrer 30 % ou plus de leur revenu au logement que les familles propriétaires. Dans l'ensemble, 29 % des ménages composés d'une famille locataire consacraient 30 % ou plus de leur revenu au logement, comparativement à 23 % des ménages composés d'une famille propriétaire avec une hypothèque et à seulement 3 % des ménages composés d'une famille propriétaire sans hypothèque.

Même si environ 30 % des ménages canadiens composés d'une famille locataire consacraient 30 % ou plus de leur revenu, cette proportion était bien inférieure dans les Territoires du Nord-Ouest (11 %) et au Yukon (18 %). Ces proportions inférieures étaient principalement attribuables au revenu moyen plus élevé des ménages composés d'une famille dans ces deux territoires, comparativement à la moyenne nationale. La plus forte proportion de ménages composés d'une famille locataire se trouvait en Colombie-Britannique (33 %).

C'est en Ontario que l'on retrouvait la plus forte proportion de familles propriétaires de leur logement avec une hypothèque (28 %), plus précisément dans la région métropolitaine de Toronto (35 %). Seulement de très faibles proportions de familles propriétaires sans hypothèque consacraient 30 % ou plus de leur revenu au logement : parmi les provinces et les territoires, les Territoires du Nord-Ouest enregistraient la proportion la plus forte (5 %) et, parmi les régions métropolitaines de recensement, Montréal connaissait la plus forte proportion (également 5 %).

Les coûts d'habitation variaient considérablement

Même si les propriétaires d'une maison se constituaient un avoir, leurs paiements mensuels au titre du logement étaient supérieurs à ceux des locataires : les coûts d'habitation mensuels moyens des propriétaires atteignaient 682 $, tandis que ceux des locataires s'élevaient à 546 $. Les logements loués entraînent des coûts d'habitation moins élevés étant donné qu'ils ont tendance à se trouver dans un immeuble d'habitation, qu'ils sont plus petits et qu'ils sont plus susceptibles d'être visés par des réglements locatifs.

Coûts d'habitation mensuels moyens, 1991

	Propriétaires $	Locataires $
Canada	**682**	**546**
Terre-Neuve	418	459
Île-du-Prince-Édouard	473	467
Nouvelle-Écosse	523	501
Nouveau-Brunswick	455	428
Québec	636	480
Ontario	808	618
Manitoba	565	455
Saskatchewan	519	422
Alberta	678	531
Colombie-Britannique	637	606
Yukon	678	550
Territoires du Nord-Ouest	900	524

Les coûts mensuels d'habitation des propriétaires étaient les plus élevés dans les Territoires du Nord-Ouest (900 $) et en Ontario (808 $), tandis qu'ils étaient les plus faibles à Terre-Neuve (418 $), au Nouveau-Brunswick (455 $) et à l'Île-du-Prince-Édouard (473 $). C'est en Ontario (618 $) et en Colombie-Britannique (606 $) que les coûts de location étaient les plus élevés et en Saskatchewan (422 $) et au Nouveau-Brunswick (428 $) qu'ils étaient les plus faibles.

Les coûts d'habitation élevés en Ontario et en Colombie-Britannique témoignent, en partie, du fait que ces coûts étaient supérieurs dans les plus importantes villes de ces deux provinces, tout comme le combus- tible à chauffage et l'électricité, plus chers dans les Territoires du Nord-Ouest, expliquent les coûts élevés dans cette région. Les coûts d'habitation relativement faibles tant pour les propriétaires que pour les locataires à Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan s'expliquent à la fois par la conjoncture économique et par les plus fortes proportions de propriétaires qui n'avaient pas d'hypothéque.

En 1991, Toronto était la région métropolitaine où ces coûts étaient les plus élevés : en moyenne, les propriétaires consacraient chaque mois 1 003 $ au logement et les locataires, 703 $. À l'extérieur de Toronto, c'est à Oshawa (944 $) et à Ottawa-Hull (888 $) que les propriétaires devaient payer les coûts d'habitation les plus élevés, tandis que les locataires de Vancouver (665 $) et d'Oshawa (658 $) devaient assumer les coûts les plus élevés.

Les condominiums : une option de plus en plus populaire

En 1991, on dénombrait 367 765 condominiums occupés par leur propriétaire, comparativement à 234 000 en 1986, soit une hausse de 64 %. Dans l'ensemble, les condominiums représentaient 6 % de tous les logements occupés par leur propriétaire en 1991, comparativement à 4 % en 1986.

Les propriétaires de condominiums étaient concentrés dans les grandes régions métropolitaines du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Plus de la moitié (64 %) de tous les condominiums occupés par leur propriétaire étaient situés dans les quatre régions métropolitaines de Toronto (104 895), Vancouver (61 205), Montréal (43 785) et Ottawa-Hull (23 465). En comparaison, ces quatre régions métropolitaines représentaient 36 % de tous les logements occupés.

De 1986 à 1991, le nombre de condominiums a presque doublé au Québec, la hausse atteignant presque 99 % (30 550 unités de plus). C'est en Ontario qu'on a observé la plus forte augmentation du nombre réel de condominiums (42 980 unités de plus). La Colombie-Britannique vient juste derrière au deuxième rang (42 790 unités de plus).

Les condominiums deviennent de plus en plus une option populaire auprès des gens qui vivent seuls ou des couples mariés qui n'ont pas d'enfants à la maison. En 1991, 32 % de tous les condominiums occupés par leur propriétaire abritaient des personnes vivant seules, comparativement à 28 % en 1986. Les couples mariés sans enfants à la maison constituaient 30 %, en 1991, en hausse par rapport à 27 % en 1986.

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 1er juin 1993

RELIGION, FAMILLES, FÉCONDITÉ ET LIEU DE TRAVAIL

FAITS SAILLANTS

RELIGION

- Les catholiques formaient toujours le plus grand groupe religieux au Canada
- Les grandes confessions protestantes continuaient de diminuer
- Le nombre des membres de religions non chrétiennes orientales, telles que l'islamisme, le bouddhisme, l'hindouisme et la religion sikh, de même que celui des personnes sans appartenance religieuse se sont accrus considérablement

FAMILLES

- Le nombre de familles n'ayant plus d'enfants à la maison s'est accru de 40 % de 1981 à 1991
- Les familles monoparentales dont le parent était une femme occupaient des logements plus petits, à plus forte densité

FÉCONDITÉ

- Le nombre de femmes mariées âgées de 35 à 39 ans qui n'ont jamais eu d'enfants s'est accru, de 7 % en 1971 à 13 % en 1991
- Une femme célibataire sur 10 a eu un enfant ou plus
- Les femmes nées à l'extérieur du Canada avaient un peu plus d'enfants que les femmes nées au Canada

LIEU DE TRAVAIL

- 1,1 million de personnes au sein de la population active occupée travaillaient à la maison
- Les Canadiens qui vivaient et qui travaillaient dans une région métropolitaine parcouraient en moyenne 10 kilomètres pour se rendre à leur lieu de travail


Statistique Canada Statistics Canada



Religions au Canada
Familles : caractéristiques sociales et économiques
Fécondité
Lieu de travail

La publication *Religions au Canada* (93-319, 40 $) présente la répartition des religions à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires et, dans certains cas, des régions métropolitaines de recensement. Les données sur la religion sont classées selon sept grands groupes de religions qui sont ensuite subdivisés. Ces sept grands groupes sont : catholique, protestant, orthodoxe oriental, juif, non chrétien oriental, parareligieux et aucune appartenance religieuse. Certains tableaux comprennent aussi des données de 1981 pour en faire la comparaison.

Familles : caractéristiques sociales et économiques (93-320, 40 $) contient des données sur les caractéristiques socio-économiques des familles de recensement selon leur structure. Les caractéristiques portant sur le statut d'immigrant, le lieu de naissance, le plus haut niveau de scolarité et l'activité font partie de trois des huit tableaux de données. Un tableau comporte des données sur la structure détaillée des familles pour 1981 et 1991.

Fécondité (93-321, 40 $) fournit des données sur le nombre d'enfants nés de femmes âgées de 15 ans et plus. Les données sont présentées à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires et, dans certains cas, des régions métropolitaines de recensement. Certains tableaux comportent des données de 1981 pour en faire la comparaison.

Lieu de travail (93-323, 40 $) comporte des statistiques sur le lieu de résidence et le lieu de travail de la population active occupée canadienne. Les tableaux de données montrent les mouvements des navetteurs entre les subdivisions de recensement au sein des régions métropolitaines de recensement (RMR) selon le lieu habituel de travail et de même que le nombre de personnes qui travaillent à la maison, qui n'ont pas de lieu habituel de travail et qui travaillent à l'extérieur du Canada.

Ces publications ont été produites à partir des données-échantillon (20 %) du Recensement de 1991.

Ce communiqué présente des renseignements sur les caractéristiques sociales et économiques des familles, la religion, la fécondité et le lieu de travail.

RELIGION

Le déclin des religions catholique et protestante se poursuivait

Les Canadiens ont été et demeurent majoritairement chrétiens, les protestants et les catholiques formant la plus grande partie de la population. Pendant plus de 100 ans, les protestants ont été plus nombreux que les catholiques. En 1971 toutefois, pour la première fois depuis la Confédération, le nombre de catholiques a dépassé celui des protestants. En 1991, les catholiques étaient toujours le groupe religieux le plus important au Canada, soit 12,3 millions de personnes, une augmentation par rapport à 11,4 millions en 1981. Dans l'ensemble, les catholiques représentaient 46 % de la population canadienne, soit une légère baisse par rapport à 47 % en 1981. D'une région à l'autre du pays, la proportion de catholiques variait considérablement, allant de 19 % en Colombie-Britannique à 86 % au Québec.

Les confessions protestantes formaient le deuxième plus grand groupe religieux en 1991; elles représentaient 36 % de la population. Il s'agit toutefois d'une baisse par rapport à 1981 (41 %) et à 1971 (44 %). Le plus fort de la variation a été observé dans les six confessions protestantes les plus nombreuses au Canada. Dans cinq des six religions, le nombre de membres a diminué de 1981 à 1991 : presbytérienne (-22 %), Église unie (-18 %), anglicane (-10 %), luthérienne (-9 %) et baptiste (-5 %). La seule grande confession protestante à contrer cette tendance était l'Église pentecôtiste, qui a augmenté de 29 %. Le nombre de membres des religions juive et orthodoxe orientale a augmenté d'environ 7 % depuis 1981.

Appartenance religieuse

Religion	1891	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1961	1971	1981	1991
	Répartition (%)										
Catholique	41,6	41,7	39,4	38,7	41,3	43,4	44,7	46,7	47,3	47,3	45,7
Catholique romaine	41,6	41,7	39,4	38,7	39,5	41,8	43,3	45,7	46,2	46,5	45,2
Catholique ukrainienne	--	--	--	--	1,8	1,6	1,4	1,0	1,1	0,8	0,5
Protestante	56,5	55,6	55,9	56,0	54,4	52,2	50,9	48,9	44,4	41,2	36,2
Église unie[1]	--	--	--	0,1	19,5	19,2	20,5	20,1	17,5	15,6	11,5
Anglicane	13,7	12,8	14,5	16,1	15,8	15,2	14,7	13,2	11,8	10,1	8,1
Presbytérienne[1]	15,9	15,8	15,6	16,1	8,4	7,2	5,6	4,5	4,0	3,4	2,4
Luthérienne	1,4	1,8	3,2	3,3	3,8	3,5	3,2	3,6	3,3	2,9	2,4
Baptiste	6,4	5,9	5,3	4,8	4,3	4,2	3,7	3,3	3,1	2,9	2,5
Pentecôtiste	--	--	--	0,1	0,3	0,5	0,7	0,8	1,0	1,4	1,6
Protestante, autres[2]	19,1	19,3	17,3	15,5	2,3	2,4	2,5	3,4	3,7	4,9	7,9
Orthodoxe orientale	--	0,3	1,2	1,9	1,0	1,2	1,2	1,3	1,5	1,5	1,4
Juive	0,1	0,3	1,0	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4	1,3	1,2	1,2
Aucune religion[3]		0,1	0,4	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	4,3	7,3	12,4
Autres[4]	1,8	1,9	2,0	1,9	1,6	1,5	1,4	1,2	1,2	1,5	3,2

1. *De 1911 à 1931, le confession de l'Église unie éteit formée d'un ensemble des méthodistes, des congrégationalistes et d'environ le moitié du groupe presbytérien. À pertir de 1931, les données pour le groupe presbytérien renvoient eu segment qui ne s'est pas joint à l'Église unie.*
2. *Les eutres confessions protestantes comprennent les méthodistes et les congrégationalistes, et ce, jusqu'en 1921, einsi que d'eutres confessions comme les adventistes, l'Église des disciples du Christ et l'Armée du Salut. Le groupe «Autres» comprend eussi une certeine proportion de confessions protestentes plus petites.*
3. *En 1891, le groupe «Aucune religion» était inclus dans «Autres». En 1971, l'errivée de le méthode d'autodénombrement peut en pertie avoir entraîné la forte augmentetion de le proportion de la population n'ayant déclaré «Aucune religion». Toutefois, les données de ce groupe en 1971, 1981 et 1991 sont comparables.*
4. *En 1981, plusieurs de ces plus petites confessions ont été désegrégées et elles ont été comptées au sein du groupe «protestant, autres». Le reste du groupe «Autres» comprend les religions non chrétiennes orientales.*

Les plus petits groupes religieux ont fortement augmenté

Contrairement aux grandes confessions, la plupart des petites confessions protestantes ont enregistré des hausses allant de moyennes à élevées. Parmi celles qui ont connu les augmentations les plus marquées par rapport à 1981, on observe les religions spiritualiste (93 %), évangélique (76 %) et alliance chrétienne et missionnaire (75 %).

De même que les tendances sur le plan de l'immigration ont tourné vers davantage d'immigrants en provenance de l'Asie, les religions non chrétiennes orientales ont augmenté de 144 % de 1981 à 1991, pour passer à 747 000 personnes. Dans ce groupe, les plus fortes hausses ont été observées chez les bouddhistes (215 %), les islamiques (158 %), les hindous (126 %) et les sikhs (118 %).

Les religions dans le monde

La composition religieuse du Canada est très proche de celle de l'Europe, des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Toutefois, par rapport au reste du monde, on y trouve moins de personnes de religions non chrétiennes orientales, telles que l'islamisme, le bouddhisme et l'hindouisme, et moins de personnes appartenant à des groupes parareligieux ou n'ayant aucune religion. Moins du tiers de la population mondiale est chrétienne, alors que plus de 80 % de celle de l'Europe, des États-Unis et du Canada l'est. De la même façon, 38 % de la population mondiale est de religions non chrétiennes orientales (comparativement à 3 % de la population canadienne) et plus de 20 % n'a aucune religion, comparativement à 13 % de la population canadienne.

Source : 1992 Britannica Book of the Year

Répartition des religions, 1991

	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yuk.	T.N.-O.
						Répartition (%)							
Catholique	45,7	37,0	47,3	37,2	54,0	86,1	35,5	30,4	32,5	26,5	18,6	20,2	38,2
Catholique romaine	45,2	37,0	47,3	37,2	53,9	86,0	35,1	27,2	30,4	25,4	18,3	20,0	38,0
Catholique ukrainienne	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,4	3,1	2,1	1,0	0,2	0,2	0,1
Protestante	36,2	61,0	48,4	54,1	40,1	5,9	44,4	51,0	53,4	48,4	44,5	43,0	49,9
Église unie	11,5	17,3	20,3	17,2	10,5	0,9	14,1	18,6	22,8	16,7	13,0	8,7	5,7
Anglicane	8,1	26,2	5,2	14,4	8,5	1,4	10,6	8,7	7,2	6,9	10,1	14,8	32,0
Presbytérienne	2,4	0,4	8,6	3,5	1,4	0,3	4,2	1,5	1,2	1,9	2,0	1,3	0,7
Luthérienne	2,4	0,1	0,1	1,3	0,2	0,2	2,3	5,1	8,4	5,4	3,3	2,4	1,2
Baptiste	2,5	0,2	4,1	11,1	11,3	0,4	2,7	1,9	1,6	2,5	2,6	3,6	1,2
Pentecôtiste	1,6	7,1	1,0	1,2	3,2	0,4	1,7	2,0	1,8	2,1	2,2	2,2	3,9
Protestante, autres	7,9	9,8	9,0	5,5	4,9	2,2	8,8	13,2	10,5	12,9	11,4	10,2	5,2
Orthodoxe orientale	1,4	0,1	0,1	0,3	0,1	1,3	1,9	1,9	2,0	1,7	0,7	0,3	0,3
Juive	1,2	0,0	0,1	0,2	0,1	1,4	1,8	1,3	0,1	0,4	0,5	0,2	0,1
Non chrétienne orientale	2,8	0,2	0,3	0,5	0,2	1,4	3,8	1,5	0,7	3,1	4,9	1,1	0,9
Islamique	0,9	0,1	0,0	0,2	0,0	0,7	1,5	0,3	0,1	1,2	0,8	0,1	0,1
Hindouiste	0,6	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	1,1	0,3	0,2	0,4	0,6	0,1	0,1
Bouddhiste	0,6	0,0	0,0	0,2	0,1	0,5	0,7	0,5	0,2	0,8	1,1	0,1	0,1
Sikh	0,5	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,5	0,3	0,1	0,5	2,3	0,1	0,1
Non chrétienne orientale, autres	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,7	0,4
Aucune religion [1]	12,7	1,7	3,8	7,7	5,5	3,9	12,6	14,0	11,3	19,9	30,7	35,2	10,7

1. Comprend les groupes parareligieux et les autres groupes non classés ailleurs.

Le plus petit groupe religieux, qui comprend les sectes, les cultes et divers groupes parareligieux, s'est accru de 109 % de 1981 à 1991. Ce groupe représentait 28 160 personnes, soit 0,1 % de la population.

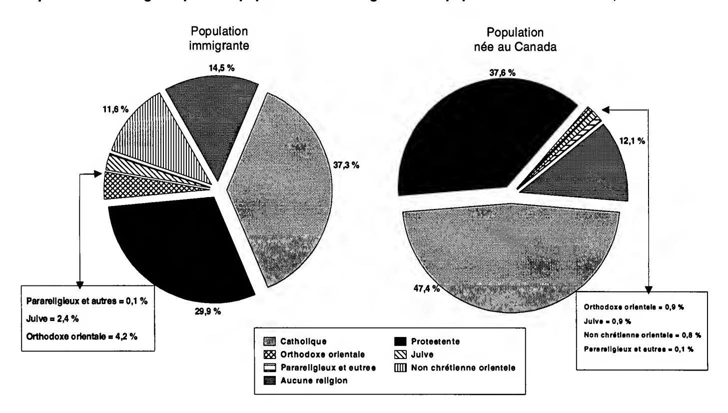
Croissance du nombre de personnes ayant indiqué «Aucune religion»

Avant 1971, moins de 1 % de la population canadienne déclarait n'avoir aucune religion. Depuis, le Canada s'est sécularisé, un nombre toujours croissant de gens se déclarant sans religion. En 1991, 13 % de la population (3,4 millions de personnes) n'a déclaré aucune appartenance religieuse, soit 90 % de plus qu'en 1981. La catégorie «aucune religion» comprend 21 970 agnostiques et 13 510 athées. En Colombie-Britannique et au Yukon, environ une personne sur trois a dit être sans appartenance religieuse. À l'autre extrémité du pays, Terre-Neuve a enregistré la plus faible proportion de gens sans religion, soit 2 %. L'Île-du-Prince-Édouard et le Québec venaient ensuite, avec 4 %.

L'immigration a contribué à changer les tendances

Bien que les confessions chrétiennes prédominent au Canada, la composition religieuse a évolué en grande partie sous l'effet des tendances récentes sur le plan de l'immigration. En 1991, la population immigrante au Canada présentait une appartenance moins forte au catholicisme (37 %) et au protestantisme (30 %) que la population née au Canada (47 % de catholiques et 38 % de protestants). L'appartenance à toutes les autres grandes religions était aussi proportionnellement beaucoup plus forte chez la population immigrante que chez la population née au Canada. En particulier, 12 % de la population immigrante adhérait aux religions non chrétiennes orientales, comparativement à moins de 1 % de la population née au Canada, ce qui s'explique par le nombre accru d'immigrants récents en provenance de l'Asie orientale.

Répartition des religions parmi la population des immigrants et la population née au Canada, 1991



Les religions en expansion avaient souvent de plus jeunes membres

En 1991, l'âge moyen au Canada était de 34,5 ans. Les religions qui ont montré les plus fortes croissances de 1981 à 1991 avaient tendance à être constituées de membres plus jeunes. Par exemple, l'âge moyen chez les membres des religions non chrétiennes orientales était d'un peu moins de 30 ans et celui chez les personnes sans religion, de 29 ans.

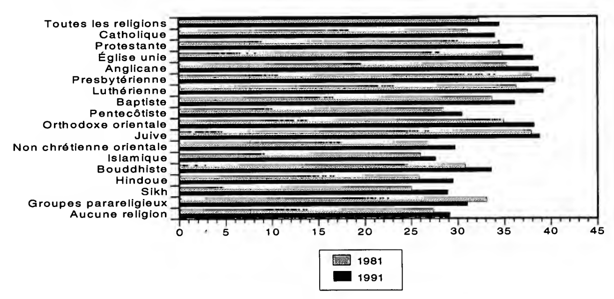
L'âge moyen a augmenté au sein de presque tous les grands groupes religieux de 1981 à 1991; il s'est accru le plus chez les membres des religions orthodoxes orientales, soit de 35 à 38 ans. Viennent ensuite les catholiques, dont l'âge moyen est passé de 31 à 34 ans. Les groupes parareligieux ont fait exception en inscrivant un âge moyen de 31 ans en 1991, contre 33 ans en 1981. Les groupes religieux qui ont connu une croissance de 1981 à 1991 avaient souvent dans leurs rangs une plus forte proportion de jeunes de 0 à 14 ans (religions non chrétiennes orientales 25 %; aucune religion 26 %; groupes parareligieux 21 %) que les religions qui ont connu une baisse (presbytérienne 16 %; luthérienne 17 %; anglicane 17 %).

L'appartenance religieuse variait selon l'origine ethnique

La diversité des origines ethniques influe sur la composition religieuse. Parmi les six principaux groupes ethniques au Canada, on observe que 64 % des personnes d'origine britannique et allemande ont déclaré une appartenance protestante en 1991, alors que 94 % des personnes d'origine française et italienne ont indiqué être catholiques. Ces groupes ethniques représentaient 13,4 millions de personnes.

Parmi les 600 000 personnes ayant déclaré des origines chinoise, 59 % ont déclaré n'avoir aucune appartenance religieuse en 1991, comparativement à 13 % de la population en général. Quelque 51 % des personnes ayant déclaré des origines autochtones uniques étaient catholiques, comparativement à 46 % de l'ensemble de la population.

Âge moyen selon les principaux groupes religieux



Religions, selon les groupes d'âge, 1991

	Population totale	Groupes d'âge				
		Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 ans et plus
		(%)				
Toutes les religions	**26 994 040**	**21**	**14**	**34**	**20**	**11**
Catholique	12 335 255	21	15	35	20	10
Protestante	9 780 715	19	13	32	21	14
Église unie	3 093 120	19	12	32	22	16
Anglicane	2 188 110	17	13	32	23	16
Presbytérienne	636 295	16	11	30	24	19
Luthérienne	636 205	17	12	30	25	16
Baptiste	663 360	20	14	32	20	14
Pentecôtiste	436 435	27	17	33	16	7
Orthodoxe orientale	387 390	16	15	30	25	14
Juive	318 070	20	12	30	20	19
Non chrétienne orientale	747 455	25	16	38	16	5
Islamique	253 260	28	16	39	14	3
Bouddhiste	163 415	19	16	39	18	9
Hindoue	157 010	24	16	40	17	4
Sikh	147 440	29	16	35	15	5
Groupes parareligieux	28 160	21	15	44	15	5
Aucune religion	3 386 365	26	16	39	14	5

Répartition des religions, selon certaines origines ethniques uniques, 1991

	Total	Catholique	Protestante	Aucune religion	Autres religions
		(%)			
Population totale	**26 994 040**	**46**	36	13	**5**
Origines britanniques	5 611 050	21	64	14	1
Origines françaises	6 146 605	94	3	3	-
Allemande	911 560	24	64	12	-
Italienne	750 055	94	4	2	-
Chinoise	586 645	13	16	59	12
Autochtone	470 615	51	34	13	2
Ukrainienne	406 645	43	25	13	19

FAMILLES

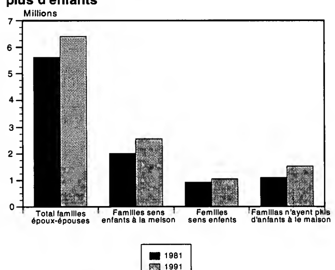
En 1991, cinq Canadiens sur six (84 %) vivaient au sein d'une famille en tant que époux, épouse, partenaire en union libre, parent seul ou enfant. Un peu plus de la moitié de toutes les familles (52 %) étaient formées d'un époux, d'une épouse et d'un enfant ou plus. Cependant, 13 % de toutes les familles ne comptaient qu'un parent et 35 % étaient sans enfants.

Le nombre de familles sans enfants s'est accru

Plus d'un million de familles (14 %) étaient sans enfants (n'avaient jamais eu d'enfants) et près de 21 % n'avaient plus d'enfants, c'est-à-dire que les enfants avaient quitté la maison. Chez 21 % des familles sans enfants, l'épouse était âgée de 45 ans ou plus, un âge plus avancé que celui où les femmes ont habituellement des enfants.

Tandis que le nombre des familles s'est accru de 16 % de 1981 à 1991, le nombre de familles qui n'avaient plus d'enfants s'est accru considérablement, soit de 40 %, au cours de la même période; il est passé de 1 million à 1,5 million. Ce reflet de la population vieillissante a aussi accompagné un accroissement parmi le nombre de familles n'ayant plus d'enfants parmi les familles époux-épouse, de 19 % en 1981 à près de 24 % en 1991.

Familles sans enfants et familles ne comptant plus d'enfants



Les Territoires du Nord-Ouest ont enregistré la plus faible proportion de familles sans enfants à la maison : 12 % n'avaient jamais eu d'enfants et 9 % n'avaient plus d'enfants. Terre-Neuve connaissait aussi de faibles proportions de familles sans enfants à la maison : 9 % étaient sans enfants et 16 % n'avaient plus d'enfants.

Cependant, le Yukon (16 %), le Québec (16 %) et la Colombie-Britannique (15 %) enregistraient les plus fortes proportions de familles sans enfants. En Saskatchewan (26 %) et en Colombie-Britannique (25 %), plus du quart des familles n'avaient plus d'enfants. Ainsi, en Colombie-Britannique, 40 % de toutes les familles n'avaient pas d'enfants à la maison en 1991.

Les familles propriétaires étaient plus nombreuses que les familles locataires, dans un rapport de près de trois à un

Près des trois quarts de toutes les familles vivaient dans un logement dont elles étaient propriétaires, tandis qu'un peu plus du quart vivait dans un logement loué. Cependant, l'accession à la propriété variait considérablement selon la structure des familles.

Les familles monoparentales dont le parent était une femme occupaient des logements plus petits, à plus forte densité

Parmi les familles monoparentales dont le parent était de sexe féminin, 60 % vivaient dans un logement loué, comparativement à 20 % des familles époux-épouse ayant des enfants à la maison et à 29 % des familles sans enfants à la maison. Les familles monoparentales dont le parent était une femme étaient aussi plus susceptibles d'avoir un revenu plus bas et de consacrer une plus forte proportion de ce revenu au logement que ne l'étaient les familles époux-épouse. En 1990, le revenu moyen des familles monoparentales dont le parent était une femme était de 26 900 $, tandis qu'il était de 55 200 $ chez les familles époux-épouse.

Environ 56 % des familles monoparentales dont le parent était de sexe féminin qui louaient leur logement consacraient 30 % ou plus de leur revenu au logement, comparativement à 22 % chez les familles époux-épouse ayant des enfants et à 21 % chez les familles époux-épouse sans enfants.

Tandis que la majorité des familles canadiennes vivaient dans un logement individuel non attenant, les familles monoparentales dont le parent était une

Familles sans enfants à la maison

		Total des familles	Familles sans enfants		
			Total	N'ayant plus d'enfants	Sans enfants
Canada	**1981**	**6 325 315**	**2 012 635**	**1 090 835**	**921 810**
	1991	**7 355 730**	**2 571 825**	**1 529 170**	**1 042 655**
Terre-Neuve	1981	135 130	28 820	16 970	11 860
	1991	150 715	37 435	23 660	13 770
Île-du-Prince-Édouard	1981	30 285	8 315	5 025	3 290
	1991	33 900	10 240	6 655	3 580
Nouvelle-Écosse	1981	216 190	64 575	38 315	26 250
	1991	244 630	82 385	51 025	31 365
Nouveau-Brunswick	1981	176 630	48 575	28 715	19 860
	1991	198 010	62 875	39 220	23 650
Québec	1981	1 671 750	488 370	222 660	265 710
	1991	1 883 140	640 485	343 710	296 780
Ontario	1981	2 278 910	740 175	417 875	322 295
	1991	2 726 620	950 915	570 450	380 460
Manitoba	1981	262 235	89 075	54 330	34 750
	1991	285 895	101 910	64 930	36 980
Saskatchewan	1981	245 740	83 995	56 095	27 895
	1991	257 575	94 290	67 510	26 775
Alberta	1981	565 615	185 640	91 780	93 855
	1991	667 915	229 370	135 860	93 510
Colombie-Britannique	1981	727 685	271 520	157 845	113 685
	1991	887 505	357 030	223 865	133 155
Yukon	1981	5 675	1 760	580	1 175
	1991	7 105	2 295	1 170	1 135
Territoires du Nord-Ouest	1981	9 485	1 805	635	1 180
	1991	12 725	2 595	1 105	1 490

femme étaient plus susceptibles de vivre dans des logements à forte densité que ne l'étaient les familles époux-épouse. Par exemple, 9 % des familles monoparentales dont le parent était une femme vivaient dans des immeubles d'habitation de cinq étages ou plus, comparativement à 3 % des familles époux-épouse ayant des enfants.

Une forte proportion de familles monoparentales dont le parent était de sexe féminin vivaient dans des logements nécessitant des réparations majeures (12 % comparativement à 8 % des familles époux-épouse ayant des enfants et à 7 % des familles époux-épouse sans enfants à la maison).

Parmi les familles ayant des enfants, les familles monoparentales dont le parent était une femme étaient encore plus susceptibles d'occuper des logements plus petits que ne l'étaient les autres familles ayant des enfants.

Caractéristiques économiques des familles, selon certaines familles de recensement au sein de ménages privés, 1991

	Structure de la famille			
	Toutes les familles	Familles époux-épouse	Familles monoparentales	
			Parent masculin	Parent féminin
Nombre (en milliers)	6 512	5 774	111	628
Logement possédé (en milliers)	4 562	4 255	64	243
Avec hypothèque (en milliers)	2 491	2 336	34	121
Coûts d'habitation mensuels moyens (en dollars)	1 053	1 061	968	919
Sans hypothèque (en milliers)	2 071	1 919	30	122
Coûts d'habitation mensuels moyens (en dollars)	292	293	277	285
Logement loué (en milliers)	1 754	1 333	44	378
Coûts d'habitation mensuels moyens (en dollars)	580	596	579	525
Revenu familial (en dollars)	52 240	55 173	42 953	26 906

En fait, les familles monoparentales dont le parent était de sexe féminin consacraient généralement une proportion plus élevée de leur revenu au logement, mais elles occupaient des logements plus petits, de qualité inférieure et situés dans des secteurs à plus forte densité que les logements des autres familles.

La scolarité était moins élevée chez les femmes parents seuls

En 1991, davantage de femmes parents seuls (17 %) que d'époux (15 %) ou d'épouses (13 %) dans les familles époux-épouse avaient un niveau de scolarité inférieur à la 9e année. Également, les femmes parents seuls étaient moins susceptibles d'avoir fait des études universitaires (16 %) que les épouses (19 %) ou que les époux (22 %).

Les familles présentaient une grande diversité

Les familles époux-épouse représentaient 87 % des familles au Canada en 1991. Toutefois, les familles comptant un couple légalement marié ne représentaient que 77 % (5,7 millions de familles) de l'ensemble des familles en 1991, comparativement à 83 % en 1981. Cette baisse a été contrebalancée en partie par une hausse de la proportion de familles comptant un couple en union libre, de 6 % en 1981 à 10 % (720 000 familles) en 1991.

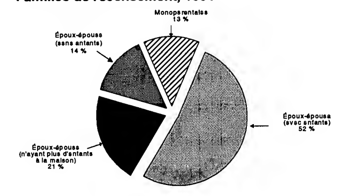
Les familles monoparentales ont poursuivi leur progression, tant en nombre absolu qu'en pourcentage, leur proportion atteignant 13 % en 1991, en hausse par rapport à 11 % en 1981.

L'activité chez les familles

Environ 60 % des femmes parents seuls faisaient partie de la population active en 1991. Parmi celles qui n'en faisaient pas partie, 40 % comptaient au moins un enfant au sein de la population active. À titre de comparaison, un peu plus de 63 % des épouses et près de 80 % des époux dans les familles époux-épouse faisaient partie de la population active.

Un peu plus de la moitié de toutes les familles époux-épouse comptaient deux personnes au sein de la population active, tandis que 20 % en comptaient une, 14 % trois ou plus et près de 15 % aucune.

Familles de recensement, 1991



Total des familles de recensement = 7 355 730

FÉCONDITÉ

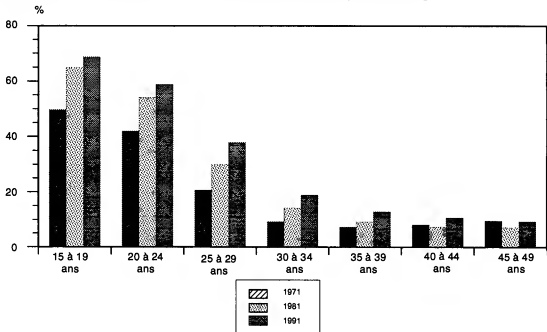
Les femmes retardaient encore la maternité

La proportion de femmes mariées ou ayant déjà été mariées mais n'ayant pas encore eu d'enfants a augmenté au Canada au cours des deux dernières décennies. En 1991, 38 % de ces femmes âgées de 25 à 29 ans n'avaient pas encore eu d'enfants, comparativement à 21 % en 1971. Chez les femmes de 35 à 39 ans, cette proportion passait de 7 % à 13 %. L'augmentation dans ce dernier groupe d'âge traduit sans doute un accroissement de l'infécondité au Canada, étant donné qu'il est peu habituel chez les femmes d'avoir un premier enfant après 39 ans.

Plusieurs indices peuvent servir à analyser les tendances de la fécondité. L'analyse présentée dans ce communiqué porte sur la fécondité telle qu'elle est définie habituellement aux fins du recensement. Selon cette définition, la fécondité est le nombre d'enfants nés vivants de femmes âgées de 15 ans et plus. Sont compris les enfants décédés après leur naissance, mais non les enfants mort-nés. Sont également exclus les enfants adoptés et les enfants d'un autre lit. Sauf indication contraire, les données du recensement sur la fécondité présentées ici font référence aux enfants nés de femmes déjà mariées (qui le sont toujours ou qui l'ont déjà été) âgées de 15 à 44 ans. On a choisi ce groupe de femmes afin de pouvoir comparer les données à celles de recensements antérieurs.

Bien qu'il ne soit pas utilisé dans le présent texte, l'indice synthétique de fécondité constitue un autre indicateur couramment employé dans les rapports de Statistique Canada, en particulier ceux du Centre canadien d'information sur la santé. L'indice synthétique de fécondité représente le nombre d'enfants qu'aurait une femme durant sa vie si elle suivait les tendances de la fécondité d'une période donnée.

Femmes mariées*, qui n'ont jamais eu d'enfants, selon certains groupes d'âge



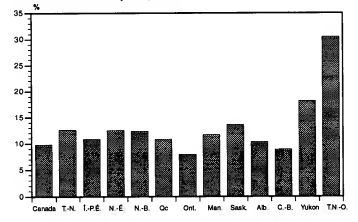
* *Les femmes mariées comprennent les femmes actuellement mariées ainsi que les femmes ayant déjà été mariées.*

Une femme célibataire sur 10 a eu au moins un enfant

Pour la première fois en 1991, le recensement a aussi recueilli de l'information sur la fécondité auprès des femmes n'ayant jamais été mariées et ne vivant pas en union libre, c'est-à-dire auprès des femmes célibataires. Le nombre moyen d'enfants nés pour 1 000 femmes célibataires âgées de 15 à 44 ans était de 145, comparativement à 1 622 pour 1 000 chez les femmes mariées et à 873 pour 1 000 chez les femmes vivant en union libre.

Chez les femmes célibataires en 1991, 10 % avaient eu au moins un enfant. Ce pourcentage variait d'une province ou d'un territoire à un autre, d'un creux de 8 % en Ontario à des niveaux considérablement plus élevés en Saskatchewan (14 %), au Yukon (18 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (30 %).

Femmes célibataires âgées de 15 à 44 ans, qui ont eu un enfant ou plus, 1991



Le nombre moyen d'enfants nés de femmes mariées a baissé

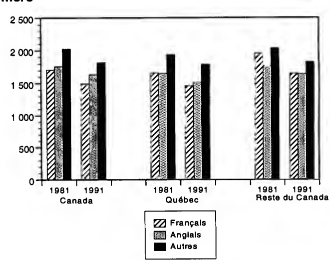
En 1991, le nombre moyen d'enfants nés de femmes âgées de 15 à 44 ans qui étaient ou qui avaient été mariées atteignait 1 628 pour 1 000, en baisse par rapport à 1981 (1 781 pour 1 000). Au cours de la même période, cette moyenne chez les femmes mariées ayant de 35 à 44 ans a également diminué, de 2 562 à 2 029.

C'est à Terre-Neuve que le recul a été le plus marqué de 1981 à 1991, de 2 371 enfants à 1 930 enfants pour 1 000 femmes mariées. Le Nouveau-Brunswick suivait de près, la moyenne étant passée de 2 050 à 1 733. L'Alberta a connu la plus faible baisse, de 1 746 à 1 715.

Langue maternelle et fécondité

À l'échelle nationale en 1991, le nombre d'enfants nés de femmes de langue maternelle anglaise (1 636 pour 1 000) était plus élevé que le nombre d'enfants nés de femmes de langue maternelle française (1 494). Toutefois, la différence entre les taux nationaux résultent davantage des variations régionales que des différences entre les deux groupes de langues officielles. L'écart entre le nombre d'enfants nés de femmes de langue maternelle française et de femmes de langue maternelle anglaise au Québec était faible (1 465 comparativement à 1 511 pour 1 000 respectivement) et il se révélait encore plus faible ailleurs au Canada (1 652 contre 1 640). Même si les taux ont diminué, de 1981 à 1991, tant chez les femmes de langue maternelle anglaise que chez celles de langue maternelle française (à l'intérieur comme à l'extérieur du Québec), la diminution a été plus rapide chez les femmes de langue maternelle française.

Enfants mis au monde pour 1 000 femmes mariées* âgées de 15 à 44 ans, selon la langue maternelle de la mère



* *Les femmes mariées comprennent les femmes actuellement mariées ainsi que les femmes ayant déjà été mariées.*

Activité et scolarité influent sur la fécondité

On observe un lien entre l'activité sur le marché du travail, de même que des niveaux de scolarité plus élevés, et les faibles niveaux de fécondité au Canada. Par exemple, la fécondité des femmes qui avaient fait partie récemment de la population active rémunérée était plus faible que celle des femmes qui n'en avaient pas fait partie. Chez les femmes mariées âgées de 25 à 44 ans ayant travaillé depuis janvier 1990, le nombre moyen d'enfants était de 1 627 pour 1 000. Chez celles qui n'avaient pas travaillé depuis ce moment, la moyenne était supérieure, soit de 2 236. De même, cette moyenne variait de 1 327 pour 1 000 chez les femmes titulaires d'un diplôme universitaire à un sommet de 2 461 chez celles ayant moins d'une 9e année.

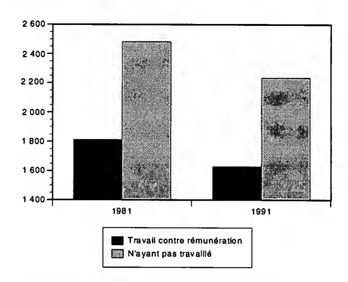
Au cours de la période allant de 1981 à 1991, on observe peu de convergence de la fécondité chez les femmes faisant partie de la population active rémunérée et celles n'en faisant pas partie (l'écart s'établissant à 37 % lors des Recensements de 1981 et de 1991). Cependant, la fécondité a quelque peu convergé chez les femmes de différents niveaux de scolarité. Par exemple, l'écart de fécondité entre les femmes détenant un diplôme universitaire et celles ayant moins d'une 9e année était de 85 % en 1991, en baisse par rapport à 127 % en 1981.

Les femmes immigrantes avaient un peu plus d'enfants

Le nombre moyen d'enfants chez les femmes immigrantes était légèrement plus élevé que chez les femmes nées au Canada. La moyenne a baissé chez les immigrantes, pour passer de 1 880 en 1981 à 1 755 en 1991, et elle a diminué encore plus chez les femmes nées au Canada, soit de 1 759 à 1 599. Au sein de la population canadienne, les femmes immigrantes avaient en moyenne 10 % plus d'enfants en 1991 que les femmes nées au Canada.

Chez les femmes immigrantes au Canada, celles d'Amérique centrale avaient le nombre moyen d'enfants le plus élevé (2 268 pour 1 000). Elles étaient suivies de près par les femmes immigrantes de l'Asie occidentale et du Moyen-Orient (2 004) et par celles de l'Europe méridionale (2 001). Les moyennes les plus basses en 1991 étaient observées chez les femmes immigrantes de l'Europe orientale (1 477) et de l'Asie orientale (1 518), qui étaient aussi celles chez qui la fécondité avait le plus diminué depuis 1981.

Enfants mis au monde pour 1 000 femmes mariées* âgées de 25 à 44 ans, selon les antécédents de travail



* *Les femmes mariées comprennent les femmes actuellement mariées ainsi que les femmes ayant déjà été mariées.*

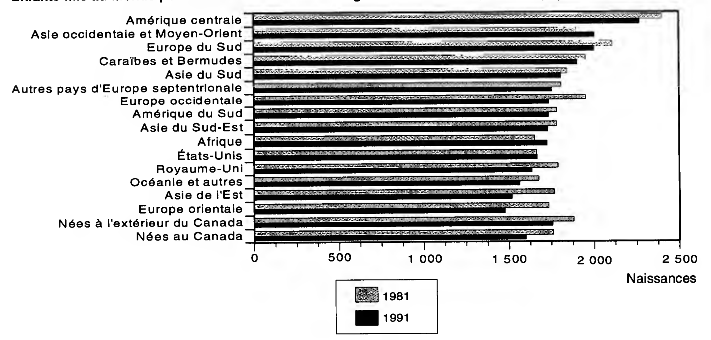
La fécondité variait selon l'origine ethnique

Parmi les 10 plus grands groupes ethniques (d'après les réponses uniques), on trouvait le plus faible nombre moyen d'enfants chez les femmes d'origine chinoise et française (1 495 et 1 505 respectivement). Cette moyenne était légèrement plus élevée chez les femmes d'origine ukrainienne (1 515), italienne (1 644), britannique (1 662) et hollandaise (1 934). Parmi les 10 plus grands groupes, les femmes d'origine autochtone avaient le plus grand nombre d'enfants (2 592 pour 1 000 femmes).

Au cours de la période allant de 1981 à 1991, les femmes d'origine italienne et chinoise ont enregistré les plus fortes baisses du nombre d'enfants (16 % et 13 % respectivement). Les femmes autochtones ont elles aussi connu une diminution importante (13 %), mais elles conservaient une moyenne considérablement supérieure à celle des autres principaux groupes ethniques au Canada.

L'infécondité (mesurée par le pourcentage du nombre de femmes âgées de 35 à 44 ans, mariées ou ayant déjà été mariées et n'ayant jamais eu d'enfants) était la plus élevée chez les Ukrainiennes (16 %) et la plus faible chez les Autochtones (5 %) et les femmes des Indes orientales (7 %).

Enfants mis au monde pour 1 000 femmes mariées* âgées de 15 à 44 ans, selon le pays de naissance



** Les femmes mariées comprennent les femmes actuellement mariées ainsi que les femmes ayant déjà été mariées.*

LIEU DE TRAVAIL

En 1991, 90 % des Canadiens occupés travaillaient à l'extérieur de leur domicile; 8 % (1,1 million de personnes) travaillaient à la maison; 1 % (152 000) n'avaient pas de lieu habituel de travail (notamment les travailleurs de la construction) et 0,4 % (46 000) travaillaient en dehors du Canada.

Près de 1,1 million de personnes au sein de la population active occupée travaillaient à domicile

En 1991, 8 % (1 078 880 personnes) de la population active occupée travaillait à domicile. C'est en Saskatchewan que l'on retrouvait la plus forte proportion de personnes travaillant à la maison (22 %). De façon générale, les provinces de l'Ouest enregistraient les plus fortes proportions de personnes travaillant à domicile, un grand nombre de répondants ayant déclaré vivre sur la ferme et y travailler. À l'échelle nationale, 26 % des Canadiens travaillant à domicile vivaient et travaillaient sur la ferme.

Le treveil à domicile peut se mesurer de différentes meniéres. La question sur le lieu de treveil posée lors du Recensement de 1991 ne mesure pas le «télétravail».

Le phénomène du télétrevail e été ebordé par l'Enquête sur les horaires et les conditions de treveil de Stetistique Caneda. Cette enquête, un supplément à l'Enquête sur le populetion active de novembre 1991, e ressemblé des données exheustives sur les routines des trevailleurs rémunérés seulement. Un peu plus de ***600 000*** *personnes employées ont déclaré effectuer à la meison certeines heures de leur horaire de trevail ou toutes leurs heures.*

Population active occupée selon le lieu de travail, 1991

	Lieu de travail									
	Total		Lieu de travail habituel		Travail à la maison		Pas de lieu habituel de travail		Travail à l'extérieur du Canada	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Canada	**13 005 505**	**100**	**11 729 265**	**90,2**	**1 078 880**	**8,3**	**151 530**	**1,2**	**45 830**	**0,4**
Terre-Neuve	192 890	100	172 940	89,7	17 030	8,8	2 035	1,1	880	0,5
Île-du-Prince-Édouard	59 070	100	51 485	87,2	6 230	10,5	1 155	2,0	195	0,3
Nouvelle-Écosse	390 785	100	357 500	91,5	25 405	6,5	6 070	1,6	1 810	0,5
Nouveau-Brunswick	300 965	100	276 295	91,8	19 910	6,6	3 145	1,0	1 610	0,5
Québec	3 110 795	100	2 858 670	91,9	219 180	7,0	24 085	0,8	8 855	0,3
Ontario	5 041 935	100	4 629 250	91,8	343 720	6,8	49 140	1,0	19 835	0,4
Manitoba	521 490	100	451 105	86,5	62 690	12,0	6 250	1,2	1 445	0,3
Saskatchewan	470 475	100	359 000	76,3	105 335	22,4	5 150	1,1	990	0,2
Alberta	1 308 795	100	1 136 250	86,8	149 070	11,4	19 695	1,5	3 780	0,3
Colombie-Britannique	1 568 780	100	1 400 130	89,2	127 740	8,1	34 530	2,2	6 385	0,4
Yukon	15 040	100	13 495	89,7	1 390	9,2	135	0,9	20	0,1
Territoires du Nord-Ouest	24 475	100	23 140	94,5	1 175	4,8	135	0,6	20	0,1

Distance moyenne* parcourue entre le lieu de résidence et le lieu de travail par les personnes occupées, 1991

	Vivaient et travaillaient dans une RMR	Vivaient en dehors d'une RMR/Travaillaient dans une RMR	Vivaient dans une RMR/ Travaillaient en dehors d'une RMR
		Distance en kilomètres	
Toutes les RMR	**10**	**50**	**59**
St. John's	6	58	59
Halifax	8	60	77
Saint John	10	71	61
Chicoutimi-Jonquière	7	62	77
Québec	8	62	61
Sherbrooke	5	39	34
Trois-Rivières	6	47	30
Montréal	10	48	59
Ottawa-Hull	10	54	43
Oshawa	7	43	84
Toronto	12	52	86
Hamilton	7	38	70
St. Catharines-Niagara	7	46	35
Kitchener	6	35	29
London	6	49	36
Windsor	7	34	23
Sudbury	10	57	65
Thunder Bay	7	37	126
Winnipeg	9	47	58
Regina	5	63	88
Saskatoon	6	81	89
Calgary	9	59	75
Edmonton	10	67	85
Vancouver	10	51	82
Victoria	7	58	70

* Calculée à partir des navetteurs parcourant 200 km ou moins.

Près de 46 000 Canadiens travaillaient à l'extérieur du Canada

Près de 46 000 personnes ont déclaré travailler en dehors du pays en 1991. De ce nombre, 15 000 vivaient et travaillaient à l'étranger (notamment les diplomates et le personnel des Forces armées canadiennes) au moment du recensement et 31 000 habitaient au Canada mais travaillaient à l'extérieur du pays.

Travailler «un peu plus loin»

Chez les personnes vivant et travaillant dans une région métropolitaine de recensement, la distance moyenne parcourue à l'aller était de 10 kilomètres.

Les personnes qui se rendaient dans une région métropolitaine pour travailler en 1991 parcouraient en moyenne 50 kilomètres (aller seulement). Toutefois, la distance parcourue variait considérablement d'une région métropolitaine à une autre. La distance parcourue par les navetteurs dans les régions métropolitaines de Saskatoon (81 km) et de Saint John (71 km) était plus du double de celle parcourue par les Canadiens qui se rendaient à Kitchener (35 km) ou à Windsor (34 km). Ceux qui se rendaient dans les régions métropolitaines de Chicoutimi-Jonquière, Québec, Regina et Edmonton parcouraient plus de 60 kilomètres en moyenne.

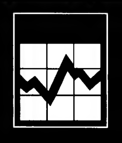
Parmi les gens qui vivaient au sein d'une région métropolitaine et qui travaillaient à l'extérieur de cette région, la distance moyenne parcourue à l'aller était de 59 kilomètres.

Lieu de travail

Les données sur le lieu de travail ont été recueillies auprès des Canadiens de 15 ans et plus (à l'exclusion des pensionnaires d'un établissement institutionnel) ayant travaillé depuis le 1er janvier 1990. L'information renvoie à l'emploi occupé au cours de la semaine ayant précédé le recensement. Toutefois, dans le cas des personnes qui n'avaient pas travaillé pendant la semaine de référence mais qui avaient travaillé depuis le 1er janvier 1990, les données portent sur l'emploi occupé le plus longtemps au cours de cette période.

Recensement de l'agriculture

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 juin 1992

RECENSEMENT DE L'AGRICULTURE DE 1991

FAITS SAILLANTS

- Le Recensement de l'agriculture de 1991 a dénombré 280 043 fermes de recensement, une diminution de 4,5 % depuis 1986
- Les fermes familiales représentaient 98 % des fermes de recensement, comparativement à 99 % en 1986
- Le nombre de tracteurs à quatre roues motrices s'est accru du tiers au Canada de 1986 à 1991
- De 1970 à 1985, le recours aux engrais chimiques et aux herbicides s'est accru de façon constante, une tendance qui a basculé au Recensement de 1991
- Le tiers des terres ensemencées au Canada avaient été préparées par un travail de conservation du sol ou sans travail préalable du sol
- La proportion d'exploitations agricoles qui utilisent un micro-ordinateur pour gérer leur entreprise a quadruplé de 1986 à 1991, pour passer de 2,6 % à 11 %

Aperçu de l'agriculture canadienne selon les données du recensement : 1971-1991

La publication *Aperçu de l'agriculture canadienne selon les données du recensement : 1971-1991* (93-348, 49$) présente une comparaison des données recueillies lors des Recensements de l'agriculture tenus de 1971 à 1991 à l'échelle du Canada et des provinces. Un ensemble de tableaux présente les chiffres de base, les totaux, les moyennes et les variations et répartitions en pourcentage pour un grand nombre de variables. Un deuxième ensemble de tableaux donne les répartitions par catégorie de taille pour certaines variables comme les cultures, le bétail, les catégories de revenu et le genre de ferme.





Le nombre de fermes a diminué mais leur taille a augmenté

Le Recensement de l'agriculture de 1991 a dénombré 280 043 fermes de recensement, ce qui représente 4,5 % de moins que les 293 089 fermes recensées en 1986. Ce recul s'inscrivait dans un mouvement à la baisse amorcé il y a 50 ans, en 1941, année où le nombre de fermes avait culminé à 732 832.

Alors que le nombre total de fermes a diminué, le nombre de grandes fermes (fermes ayant des recettes brutes de plus de 50 000 $ en dollars constants de 1990) s'est accru de 6 % de 1986 à 1991, pour passer de 111 414 à 118 365. À l'échelle provinciale, le nombre de grandes fermes a toutefois diminué à trois endroits : à l'Île-du-Prince-Édouard (-4 %), au Nouveau-Brunswick (-4 %) et en Ontario (-1 %).

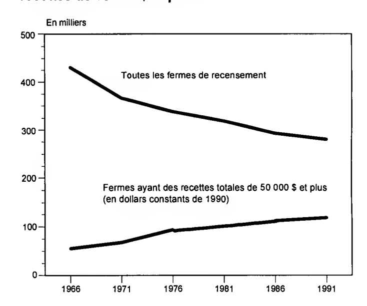
Depuis 1986, le nombre total de fermes de recensement n'a augmenté que dans deux provinces : en Colombie-Britannique (1 %) et à Terre-Neuve (11 %). Par contre, il a diminué à un rythme moindre que la moyenne nationale en Saskatchewan (-4 %) et en Alberta (-1 %).

Dans toutes les autres provinces, le nombre de fermes a davantage diminué que dans l'ensemble du pays. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard que le nombre de fermes de recensement a connu le recul le plus fort, soit une diminution de 17 %, poursuivant ainsi la tendance à la baisse dans les deux chiffres amorcée en 1961.

Ferme de recensement

Une ferme de recensement est une exploitation agricole dont les produits sont destinés à la vente. Cette définition générale sert à faire l'inventaire des produits et des ressources agricoles au Canada.

Fermes de recensement et fermes ayant des recettes de 50 000 $ et plus



Fermes de recensement

	Toutes les fermes recensées			Fermes ayant des recettes de 50 000 $ et plus		
	Nombre 1986	Nombre 1991	Variation en % depuis 1986	Nombre 1986	Nombre 1991	Variation en % depuis 1986
Canada	**293 089**	**280 043**	**-4,5**	**111 414**	**118 365**	**6,2**
Terre-Neuve	651	725	11,4	159	193	21,4
Île-du-Prince-Édouard	2 833	2 361	-16,7	1 117	1 072	-4,0
Nouvelle-Écosse	4 283	3 980	-7,1	1 107	1 172	5,9
Nouveau-Brunswick	3 554	3 252	-8,5	1 091	1 052	-3,6
Québec	41 448	38 076	-8,1	18 574	19 008	2,3
Ontario	72 713	68 633	-5,6	27 338	26 996	-1,3
Manitoba	27 336	25 706	-6,0	11 449	11 676	2,0
Saskatchewan	63 431	60 840	-4,1	25 316	28 509	12,6
Alberta	57 777	57 245	-0,9	21 357	24 269	13,6
Colombie-Britannique	19 063	19 225	0,8	3 906	4 418	13,1

Croissance soutenue de la superficie des terres améliorées

En 1991, la superficie totale des terres en culture atteignait 83 millions d'acres au Canada. Ce léger accroissement, par rapport à 1986, s'inscrivait dans une tendance à la hausse qui prévaut depuis deux décennies.

C'est la Saskatchewan qui possédait la plus grande part de la superficie des terres en culture au Canada en 1991, c'est-à-dire 33 millions d'acres ou 40 % de la superficie totale.

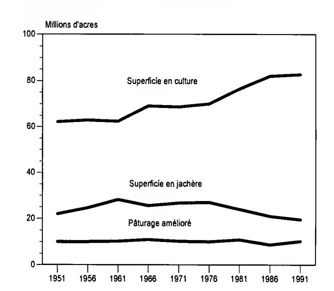
En 1991, la superficie des terres en jachère a de nouveau diminué au Canada. Elle a connu une baisse de 7 % par rapport à 1986, pour s'établir à 19,5 millions d'acres.

C'est la Saskatchewan qui possédait la plus grande part de la superficie des terres en jachère en 1991, soit 14 millions d'acres ou 72 % de la superficie totale au Canada.

Depuis 1971, la superficie totale des pâturages améliorés est demeurée relativement constante au Canada, soit à environ 10 millions d'acres. En 1986 cependant, cette superficie est descendue sous le seuil des 9 millions d'acres. En 1991, elle avait regagné le terrain perdu.

L'Alberta possédait la plus grande part des pâturages améliorés en 1991 (4,3 millions d'acres ou 42 % du total canadien), suivie de la Saskatchewan (2,7 millions d'acres ou 26 % du total).

Superficie des terres en culture, en jachère et des pâturages améliorés, 1951 à 1991



Superficie des terres en culture, en jachère et des pâturages améliorés (acres)

	En culture		En jachère		Pâturage amélioré		Total des terres améliorées	
	1986	1991	1986	1991	1986	1991	1986	1991
Canada	**81 992 625**	**82 799 535**	**21 001 527**	**19 573 092**	**8 795 013**	**10 233 180**	**111 789 165**	**112 605 807**
Terre-Neuve	12 049	15 503	951	359	9 444	11 382	22 444	27 244
Île-du-Prince-Édouard	386 715	380 796	6 541	2 464	55 899	47 636	449 155	430 896
Nouvelle-Écosse	270 609	262 503	9 663	2 930	89 542	75 918	369 814	341 351
Nouveau-Brunswick	319 940	302 079	10 599	3 833	67 222	61 896	397 761	367 808
Québec	4 310 496	4 048 706	78 586	36 355	744 115	669 468	5 133 197	4 754 529
Ontario	8 544 820	8 430 414	198 517	157 301	1 065 731	964 235	9 809 068	9 551 950
Manitoba	11 167 521	11 764 813	1 258 294	733 899	679 402	843 348	13 105 217	13 342 060
Saskatchewan	32 928 799	33 257 706	13 981 843	14 116 713	2 171 380	2 658 002	49 082 022	50 032 421
Alberta	22 641 092	22 961 142	5 255 965	4 377 212	3 402 183	4 305 760	31 299 240	31 644 114
Colombie-Britannique	1 410 584	1 375 873	200 568	142 026	510 095	595 535	2 121 247	2 113 434

Nombre croissant de tracteurs à quatre roues motrices

Au Canada, depuis 1986, le nombre de tracteurs à quatre roues motrices s'est accru du tiers, tandis que le nombre de tracteurs à deux roues motrices a diminué de 3 %.

En 1991, la moitié des tracteurs à quatre roues motrices étaient propulsés par un moteur d'au moins 100 chevaux-vapeur. Plus des trois quarts des tracteurs à deux roues motrices étaient dotés d'un moteur de moins de 100 chevaux-vapeur.

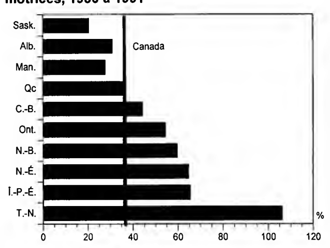
Le nombre de tracteurs à quatre roues motrices a plus que doublé à Terre-Neuve, ce qui représente la plus forte augmentation à l'échelle provinciale.

En 1991, les proportions les plus élevées de tracteurs à quatre roues motrices (par rapport au nombre total de tracteurs) ont été enregistrées à Terre-Neuve (31 %), puis en Nouvelle-Écosse (22 %) et au Québec (20 %). C'est en Ontario que l'on trouvait le plus grand nombre de tracteurs en 1991 (185 000).

Les fermes utilisaient davantage de presses à balles cylindriques

En 1991, le tiers des presses en usage au Canada étaient des presses à balles cylindriques. En 1986, cette proportion n'était que d'un cinquième.

Variation du nombre de tracteurs à 4 roues motrices, 1986 à 1991



Nombre de tracteurs à 2 ou 4 roues motrices

	Tracteurs à 2 roues motrices			Tracteurs à 4 roues motrices			Tracteurs à 4 roues motrices Province (%)	
	1986	1991	Variation en %	1986	1991	Variation en %	1986	1991
Canada	**648 648**	**626 865**	**-3,4**	**79 426**	**107 284**	**35,1**	**10,9**	**14,6**
Terre-Neuve	565	580	2,7	128	264	106,3	18,5	31,3
Île-du-Prince-Édouard	5 674	5 083	-10,4	391	647	65,5	6,4	11,3
Nouvelle-Écosse	6 663	6 076	-8,8	1 067	1 758	64,8	13,8	22,4
Nouveau-Brunswick	6 294	5 831	-7,4	811	1 296	59,8	11,4	18,2
Québec	81 936	76 650	-6,5	14 154	19 243	36,0	14,7	20,1
Ontario	172 905	162 728	-5,9	14 260	22 033	54,5	6,0	11,9
Manitoba	66 876	64 490	-3,6	7 069	9 033	27,8	9,6	12,3
Saskatchewan	148 427	146 592	-1,2	18 607	22 446	20,6	11,1	13,3
Alberta	131 341	130 796	-0,4	19 138	25 076	31,0	12,7	16,1
Colombie-Britannique	27 967	28 039	0,3	3 801	5 488	44,4	12,0	16,4

L'utilisation d'engrais chimiques et d'herbicides a diminué

De 1970 à 1985, le recours aux engrais chimiques et aux herbicides s'est accru de façon constante (tant en ce qui a trait au nombre de fermes déclarantes qu'à la superficie traitée), une tendance qui a basculé au Recensement de 1991.

Au Canada, le pourcentage de fermes de recensement qui ont déclaré avoir utilisé des engrais chimiques est passé de 66 % en 1985 à 59 % en 1990. En outre, 37 % des fermes de recensement du Canada ont déclaré avoir étendu du fumier sur plus de 5 millions d'acres. Plus de 60 % de ces terres se trouvaient dans l'Est canadien.

En 1990, l'Île-du-Prince-Édouard a enregistré le pourcentage le plus élevé de fermes utilisant des engrais chimiques (71 %) et la Colombie-Britannique, le pourcentage le moins élevé (45 %).

La proportion de terres en culture fertilisées est passée de 70 % en 1985 à 64 % en 1990, ce qui demeure nettement supérieur à la proportion de 25 % observée en 1970.

En 1990, Terre-Neuve possédait le plus fort pourcentage de terres en culture fertilisées (87 %) et la Saskatchewan, le plus faible pourcentage de ces terres (57 %).

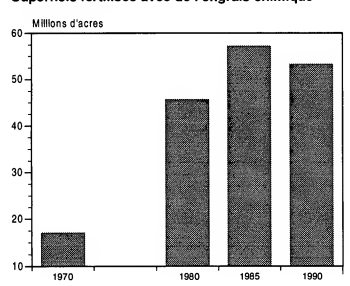
En 1990, 49 % des fermes de recensement canadiennes utilisaient des herbicides, ce qui était nettement inférieur à la proportion de 59 % enregistrée en 1985.

En 1990, la Saskatchewan détenait le pourcentage le plus élevé (68 %) de fermes utilisant des herbicides, tandis que Terre-Neuve avait le pourcentage le plus faible (16 %).

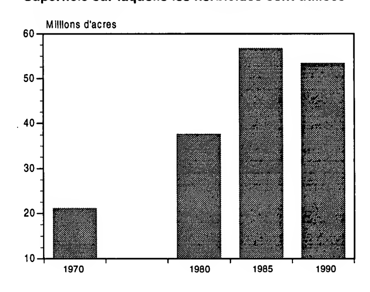
La proportion de la superficie totale des terres en culture et en jachère traitées aux herbicides a légèrement diminué. De 55 % en 1985, elle est descendue à 52 % en 1990, proportion qui est néanmoins deux fois plus élevée que celle de 22 % enregistrée en 1970.

Le Manitoba a présenté la proportion la plus élevée (65 %) de terres en culture et en jachère traitées aux herbicides en 1990, tandis que Terre-Neuve a enregistré la proportion la plus faible (9 %).

Superficie fertilisée avec de l'engrais chimique



Superficie sur laquelle les herbicides sont utilisés



Superficie des terres sur lesquelles il y avait de l'engrais chimique et des herbicides

	Engrais chimique				Herbicides			
	1970	1980	1985	1990	1970	1980	1985	1990
Canada	**17 121 551**	**45 727 345**	**57 199 888**	**53 280 448**	**21 179 650**	**37 610 448**	**56 708 354**	**53 371 080**
Terre-Neuve	5 684	10 906	11 755	13 427	912	1 234	1 660	1 414
Île-du-Prince-Édouard	138 657	265 494	279 964	252 336	106 608	202 104	211 455	182 322
Nouvelle-Écosse	94 271	218 779	210 145	203 287	38 467	51 553	61 145	55 310
Nouveau-Brunswick	91 879	187 792	207 688	193 079	72 659	99 334	113 171	98 495
Québec	1 159 810	2 731 505	2 938 659	2 462 953	410 316	990 475	1 337 461	1 394 491
Ontario	3 095 117	6 261 213	6 402 812	5 617 813	2 758 119	4 753 376	4 981 059	4 426 851
Manitoba	2 930 926	7 898 613	9 208 072	9 114 074	4 193 858	6 246 626	8 859 638	8 063 498
Saskatchewan	3 701 960	13 654 683	20 077 392	18 914 810	8 007 853	13 204 633	25 788 378	24 823 839
Alberta	5 583 003	13 603 578	16 938 768	15 690 907	5 454 426	11 761 734	15 005 557	14 012 340
Colombie-Britannique	320 244	894 782	924 633	817 762	136 432	299 379	348 830	312 520

Les fermes familiales étaient toujours prédominantes

En 1991, les fermes familiales représentaient 98 % des fermes de recensement au Canada, comparativement à 99 % en 1986. Les sociétés non familiales exploitaient 1 % de toutes les fermes en 1991. Les établissements institutionnels, les pâturages communautaires et les colonies huttérites constituaient le reste des fermes.

Un quart des fermes de recensement a fourni la majeure partie de la production

En 1991, le quart des fermes de recensement ont touché les trois quarts des recettes agricoles brutes. Cette situation n'a pratiquement pas changé au cours des trois derniers recensements.

On observait à l'échelle provinciale une variation considérable quant à la part des recettes agricoles brutes qu'a touchées le premier quart des fermes les plus importantes. À Terre-Neuve et en Colombie-Britannique, ces fermes touchaient 90 % des recettes agricoles provinciales, tandis qu'elles touchaient 62 % des recettes en Saskatchewan. Comme en Saskatchewan, la proportion des recettes que touchaient ces fermes au Québec et au Manitoba (72 %) était inférieure à la moyenne nationale.

Recettes agricoles brutes du premier quart des fermes les plus importantes

Année	% des recettes agricoles brutes
1966	68,7
1971	71,8
1981	74,2
1986	74,0
1991	75,5

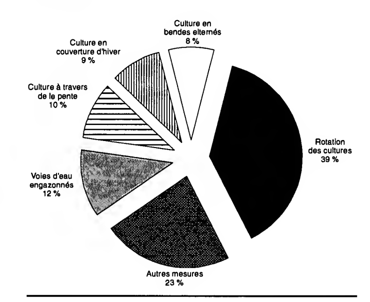
La rotation des cultures était la mesure la plus souvent utilisée pour contrôler l'érosion des sols

Une proportion de 37 % des exploitations agricoles canadiennes avaient recours à la rotation des cultures (trèfle, luzerne, etc.) en 1990 pour contrôler l'érosion des sols.

À l'Île-du-Prince-Édouard, 64 % des fermes pratiquaient la rotation des cultures, tandis que 17 % des fermes utilisaient cette méthode en Colombie-Britannique.

Pour contrôler l'érosion des sols, 18 % des fermes de l'Ontario avaient recours à la culture de couverture d'hiver, tandis que 15 % des fermes de l'Alberta préféraient l'utilisation de voies d'eau engazonnées. Quant aux fermes de la Saskatchewan, 20 % utilisaient la culture en bande alternante, tandis que 17 % s'en remettaient à la culture en courbes de niveau. Parmi les «autres mesures» employées, c'est le travail de conservation du sol qu'on a le plus couramment déclaré.

Mesures utilisées pour contrôler l'érosion des sols, 1990



Pourcentage des fermes déclarant des mesures de contrôle contre l'érosion des sols, 1990

	Rotation des cultures	Culture de couverture d'hiver	Voies d'eau engazonnées	Culture en bandes alternées	Culture à travers de la pente	Autres mesures
Canada	**37**	**9**	**11**	**8**	**9**	**22**
Terre-Neuve	24	4	3	1	5	8
Île-du-Prince-Édouard	64	8	10	4	9	14
Nouvelle-Écosse	28	10	7	2	6	6
Nouveau-Brunswick	35	8	7	4	7	7
Québec	42	3	3	2	3	7
Ontario	54	18	14	4	6	18
Manitoba	32	6	11	4	12	34
Saskatchewan	21	6	12	20	17	34
Alberta	38	6	15	8	10	26
Colombie-Britannique	17	8	7	1	4	9

Préparation des terres par un travail de conservation du sol et sans travail préalable

En 1991, le quart des terres ensemencées au Canada (17,5 millions d'acres) avaient été préparées par un travail de conservation du sol et 7 % l'avaient été sans travail préalable du sol.

Les méthodes dites «avec ou sans travail de conservation du sol» servant à préparer les terres en vue des semis ont été le plus souvent utilisées dans les provinces des Prairies, et ce, surtout en Saskatchewan où 36 % des terres avaient été préparées selon ces méthodes.

Salinité des sols

En 1991, pour la première fois, le Recensement de l'agriculture a questionné les exploitants agricoles sur la salinité des sols.

C'est dans les provinces des Prairies que l'on avait le plus fréquemment recours à des mesures de contrôle de la salinité des sols. En Saskatchewan, 24 % des fermes de recensement ont indiqué avoir employé de telles mesures, ce que déclaraient faire 15 % des fermes du Manitoba et 11 % de celles de l'Alberta.

Les fermes canadiennes ont utilisé des brise-vent

Le Recensement de 1991 a révélé que 13 % des fermes canadiennes (36 000) ont déclaré utiliser des brise-vent (rangées d'arbres) comme mesure de conservation des sols.

Les brise-vent s'étendaient sur 84 000 kilomètres, soit 2,3 kilomètres de brise-vent par exploitation. Plantés en ligne, ces arbres feraient deux fois le tour de l'équateur.

C'est dans les provinces des Prairies qu'on a déclaré le plus de brise-vent. En Saskatchewan, 18 % des fermes ont déclaré 34 000 kilomètres de brise-vent, ce qui équivalait à une moyenne de 3,2 kilomètres de brise-vent par ferme. En 1991, 21 % des fermes du Manitoba et 16 % de celles de l'Alberta ont déclaré avoir des brise-vent.

La superficie consacrée à la culture des légumes s'est accrue

La superficie consacrée à la culture des légumes s'est accrue de 15 000 acres (5 %) de 1986 à 1991. Elle a augmenté dans le cas de 14 variétés de légumes et a diminué dans le cas de 8 autres.

En 1991, trois variétés de légumes occupaient 55 % de la superficie des cultures légumières : le maïs sucré (29 %), les pois verts (16 %) et les tomates (10 %). De 1986 à 1991, la superficie consacrée à la culture du maïs sucré s'est accrue de 8 %, celle consacrée à la culture des pois verts, de 43 % (la plus forte augmentation de toutes les cultures légumières), tandis que la superficie consacrée à la culture des tomates a diminué de 20 %.

Certaines des plus petites cultures ont connu les changements les plus marqués de 1986 à 1991. La rhubarbe, le brocoli et la laitue ont vu leur superficie de culture s'accroître de 20 %, alors que l'asperge, le chou de Bruxelles et le concombre ont vu la leur décroître de plus de 20 %.

Proportion des méthodes employées à la préparation des terres pour les semis, 1991

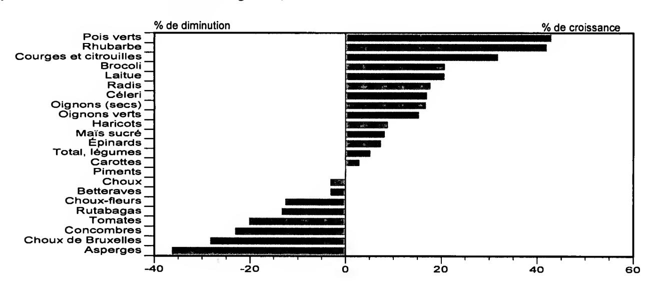
	Travail conventionnel du sol	Travail de conservation du sol	Sans travail
Canada	**68,9**	**24,4**	**6,7**
Terre-Neuve	84,1	7,7	8,2
Île-du-Prince-Édouard	91,2	7,9	0,9
Nouvelle-Écosse	88,3	7,8	3,8
Nouveau-Brunswick	85,3	12,5	2,2
Québec	85,2	12,3	2,5
Ontario	78,2	17,8	4,0
Manitoba	66,3	28,7	5,0
Saskatchewan	63,9	25,7	10,4
Alberta	72,6	24,3	3,1
Colombie-Britannique	83,5	11,9	4,6

Superficie totale des légumes[1]

	1986	1991	variation (%)
Canada	**288 058**	**302 936**	**5,2**
Terre-Neuve	970	1 199	23,6
Île-du-Prince-Édouard	2 773	3 059	10,3
Nouvelle-Écosse	8 916	9 462	6,1
Nouveau-Brunswick	8 079	7 145	-11,6
Québec	81 060	90 378	11,5
Ontario	154 046	154 493	0,3
Manitoba	3 400	4 174	22,8
Saskatchewan	1 213	1 044	-13,9
Alberta	8 895	11 536	29,7
Colombie-Britannique	18 702	20 447	9,3

1 *Le total du Canada ne représente pas nécessairement la somme exacte des provinces puisque les fractions ont été arrondies au nombre entier le plus proche.*

Superficie consacrée à la culture des légumes, 1986 à 1991

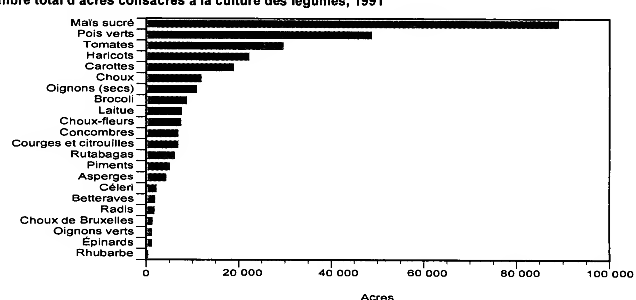


La superficie consacrée à la culture du maïs sucré s'est accrue dans toutes les provinces. On cultivait ce légume surtout en Ontario et au Québec, provinces qui comptaient respectivement 57 % et 31 % de la superficie consacrée à la culture de ce légume.

La superficie consacrée à la culture des pois verts s'est fortement accrue dans toutes les provinces de 1986 à 1991, sauf au Nouveau-Brunswick où elle a légèrement diminué (-2 %).

L'Ontario, qui comptait 89 % de la superficie consacrée à la culture de la tomate au Canada, a perdu 7 000 acres de terres à tomates (-20 %), ce qui explique la majeure partie de la diminution observée à l'échelle canadienne. Le Québec a également perdu plus de 20 % de ses terres à tomates et possédait 9 % de la superficie consacrée à cette culture au pays.

Nombre total d'acres consacrés à la culture des légumes, 1991



La superficie consacrée aux arbres fruitiers a diminué légèrement

En 1991, les arbres fruitiers occupaient une superficie de 113 000 acres au Canada, une diminution de 2 % par rapport à 1986.

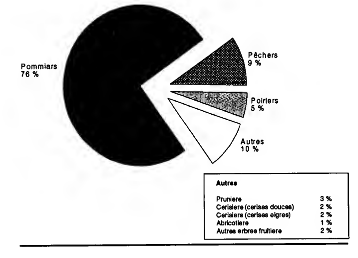
L'Ontario, la Colombie-Britannique, le Québec et la Nouvelle-Écosse possédaient 98 % de la superficie totale occupée par les arbres fruitiers au Canada en 1991. Mis à part le Québec, toutes ces provinces ont vu leur superficie consacrée aux arbres fruitiers diminuer légèrement de 1986 à 1991.

En 1991, le pommier était à nouveau l'arbre fruitier le plus cultivé au Canada. Les pommiers occupaient les trois quarts de la superficie consacrée à la culture des arbres fruitiers en 1991, soit 86 000 acres, ce qui représente une légère augmentation de 1 % par rapport à 1986.

En 1991, les pêchers couvraient la deuxième superficie en importance consacrée aux arbres fruitiers, soit 11 000 acres, ce qui représente une réduction de 10 % par rapport à 1986.

La superficie consacrée à la culture de cerisiers (cerises aigres) a subi la plus forte diminution (19 %) par rapport à 1986, pour atteindre 2 600 acres.

Superficie consacrée aux arbres fruitiers, 1991



La superficie consacrée à la culture des petits fruits a augmenté

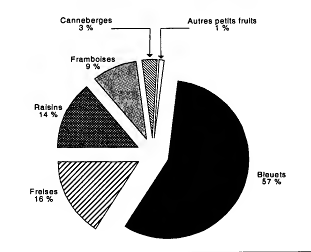
De 1986 à 1991, la superficie consacrée à la culture des petits fruits s'est accrue de 13 000 acres ou de 13 %, pour atteindre 110 millions d'acres.

Les trois variétés de petits fruits dont la culture occupait la plus grande superficie étaient le bleuet (57 % de la superficie consacrée aux petits fruits), la fraise (16 %) et le raisin (14 %).

Les seuls petits fruits dont la superficie de culture a diminué de 1986 à 1991 sont le raisin (-40 %) et la fraise (-14%).

De 1986 à 1991, la superficie consacrée à la culture de la canneberge au Canada a augmenté de 71 %, pour atteindre environ 3 400 acres. De ce nombre total d'acres, 84 % se trouvaient en Colombie-Britannique.

Superficie consacrée aux petits fruits, 1991



L'Île-du-Prince-Édouard cultivait encore la majorité des pommes de terre

En 1991, le Canada a cultivé des pommes de terre sur 302 000 acres, soit 10 % d'acres de plus qu'en 1986.

L'Ontario, qui comptait 37 % de la population canadienne en 1991, ne possédait que 12 % de la superficie totale consacrée à la culture de la pomme de terre. À titre de comparaison, l'Île-du-Prince-Édouard, où n'habitait que 0,5 % de la population, possédait 26 % de cette superficie.

Superficie totale de pommes de terre (acres)

	1951	1971	1991
Canada	**287 561**	**269 599**	**302 435**
Terre-Neuve	2 505	1 194	667
Île-du-Prince-Édouard	29 607	46 752	77 809
Nouvelle-Écosse	11 331	3 487	4 386
Nouveau-Brunswick	38 123	59 421	50 621
Québec	92 024	47 535	43 280
Ontario	54 894	40 055	35 070
Manitoba	15 846	32 678	49 478
Saskatchewan	15 709	3 255	4 461
Alberta	17 730	26 139	28 339
Colombie-Britannique	9 792	9 083	8 324

De 1971 à 1991, la part de la superficie totale consacrée à la culture de la pomme de terre détenue par l'Île-du-Prince-Édouard est passée de 17 % à 26 %. Les parts de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de la Saskatchewan ont aussi augmenté, alors que celles des autres provinces ont diminué.

En 1991, moins de 300 fermes (6 % des fermes cultivant la pomme de terre) produisaient prés de la moitié des pommes de terre au pays. Une proportion de 28 % (83) de ces grandes fermes étaient situées à l'Île-du-Prince-Édouard, 24 % (73) au Manitoba, 13 % (39) au Nouveau-Brunswick et 12 % (36) en Ontario.

La superficie des grandes cultures est demeurée constante

La superficie des grandes cultures est demeurée à un peu plus de 82 millions d'acres en 1991, soit une augmentation de 0,9 % par rapport à 1986.

Proportion de la superficie de pommes de terre parmi les provinces

	1951	1971	1991
Canada	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Terre-Neuve	0,9	0,4	0,2
Île-du-Prince-Édouard	10,3	17,3	25,7
Nouvelle-Écosse	3,9	1,3	1,5
Nouveau-Brunswick	13,3	22,0	16,7
Québec	32,0	17,6	14,3
Ontario	19,1	14,9	11,6
Manitoba	5,5	12,1	16,4
Saskatchewan	5,5	1,2	1,5
Alberta	6,2	9,7	9,4
Colombie-Britannique	3,4	3,4	2,8

Le blé occupait toujours la plus grande superficie en culture, c'est-à-dire 35 millions d'acres ou 43 % de la superficie consacrée aux grandes cultures. Le blé de printemps occupait 84 % de la superficie des terres à blé, suivi du blé durum (14 %) et du blé d'hiver (2 %).

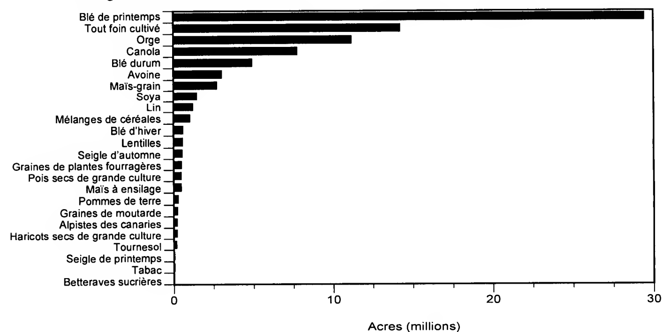
Le foin venait toujours au deuxiéme rang des grandes cultures, aprés le blé; il occupait 17 % de la superficie des grandes cultures (14,2 millions d'acres). C'est l'Alberta qui, de toutes les provinces, possédait le plus de terres consacrées à la culture du foin, soit 4,2 millions d'acres ou 30 % du total canadien. L'Ontario, la Saskatchewan et le Québec se classaient respectivement deuxiéme, troisiéme et quatriéme, avec un peu plus de 2 millions d'acres chacune.

Le tournesol a gagné le plus de terrain (189 %) de 1986 à 1991; on le cultivait sur 206 049 acres. Les neuf dixiémes de cette superficie se trouvaient au Manitoba.

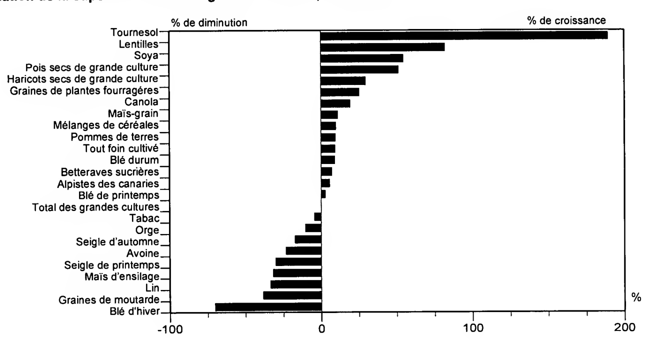
La superficie consacrée à la culture du soya s'est accrue dans deux grandes provinces productrices. Elle a augmenté de 50 % en Ontario en 1991, pour atteindre 1,4 million d'acres, et elle a presque sextuplé au Québec, pour passer à 62 445 acres.

La superficie des terres à tabac a fléchi de 5 % de 1986 à 1991, pour descendre à 74 000 acres. Elle n'a augmenté qu'en Ontario, qui possédait 90 % de la superficie consacrée à cette culture, où elle s'est accrue de 3 %, pour atteindre 67 000 acres.

Superficie totale des grandes cultures, 1991



Variation de la superficie totale des grandes cultures, 1986 à 1991



Les fermes utilisaient quatre fois plus de micro-ordinateurs

La proportion d'exploitations agricoles qui utilisaient un micro-ordinateur pour gérer leur entreprise a quadruplé de 1986 à 1991, pour passer de 2,6 % à 11 %.

Les fermes qui avaient réalisé des recettes de 500 000 $ et plus étaient plus susceptibles d'utiliser un micro-ordinateur dans leurs activités de gestion. En 1991, 43 % des fermes de cette catégorie ont déclaré utiliser un micro-ordinateur, contre seulement 19 % d'entre elles en 1986.

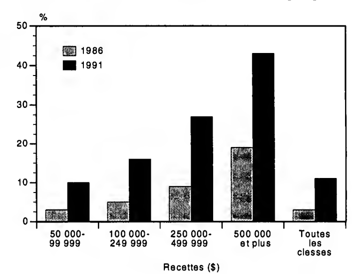
Parmi les provinces, la Colombie-Britannique a enregistré le plus fort pourcentage (14 %) de fermes utilisant un micro-ordinateur.

Les troupeaux de bovins, de porcs et de moutons ont augmenté

En 1991, ce sont les moutons qui, de toutes les catégories de bétail, ont vu leur nombre s'accroître le plus fortement par rapport à 1986; leur nombre a augmenté du tiers, pour atteindre 936 000.

On a dénombré 3,8 millions de vaches de boucherie en 1991, ce qui représente une augmentation de 18 % par rapport à 1986. L'Alberta possédait la plus grande partie du troupeau de vaches de boucherie (43 %), suivie de la Saskatchewan (23 %).

Utilisation de micro-ordinateurs dans les fermes

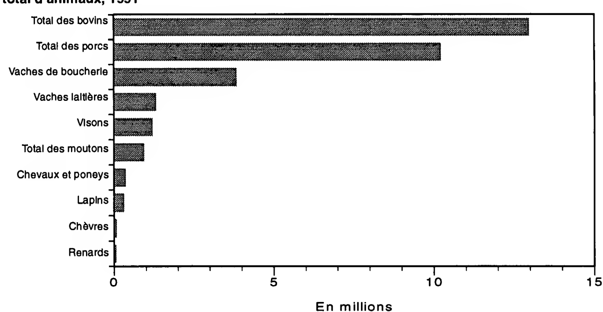


Outre les vaches de boucherie et les moutons, les chèvres, les lapins et les porcs ont aussi vu leur nombre augmenter au Canada, de 1986 à 1991.

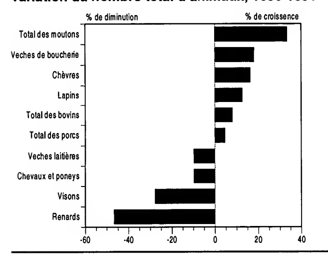
Le nombre de renards a chuté à 60 000 et a connu depuis 1986 la plus forte baisse (-47 %) de toutes les catégories de bétail.

De 1986 à 1991, le nombre de visons, de chevaux et poneys et de vaches laitières a également diminué.

Nombre total d'animaux, 1991



Variation du nombre total d'animaux, 1986-1991



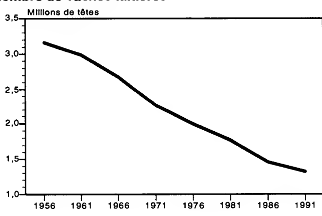
Moins de vaches laitières dans les fermes canadiennes

En 1991, il y avait 1,3 million de vaches laitières au Canada, c'est-à-dire 10 % de moins qu'en 1986.

De 1986 à 1991, le nombre de fermes ayant des vaches laitières a chuté de 22 %, pour s'établir à 40 000.

En 1991, la ferme laitière possédait en moyenne 34 vaches laitières, comparativement à 29 en 1986 et à 16 en 1971. Près de la moitié des vaches laitières étaient réunies en troupeaux de moins de 50 têtes.

Nombre de vaches laitières

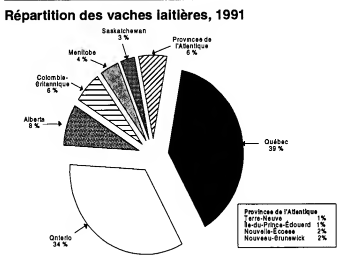


Le nombre de porcs a atteint un sommet inégalé

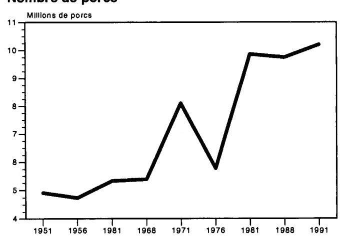
En 1991, on a dénombré 10,2 millions de porcs dans les fermes canadiennes, soit une légère augmentation par rapport à 1986. Dans le cadre du recensement, il s'agit d'un record.

En même temps, le nombre de fermes d'élevage de porcs a atteint un creux historique de 30 000 en 1991, soit une baisse de 76 % par rapport à 1971. En 1991, la moitié des porcs du Canada se trouvaient dans 8 % de ces fermes. De ces exploitations de plus grande taille, 40 % étaient situées au Québec, 23 % en Ontario et 17 % en Alberta.

Répartition des vaches laitières, 1991



Nombre de porcs



De 1986 à 1991, la production porcine s'est déplacée d'est en ouest. En 1991, les éleveurs de porcs de l'Est ont perdu 5 % de la production totale, soit un peu plus de 0,5 million, au profit des producteurs de l'Ouest.

En 1991, le Québec possédait 28 % des porcs, mais seulement 12 % des fermes déclaraient en faire l'élevage. L'Ontario, par contre, comptait autant de porcs, mais presque trois fois plus de fermes déclaraient en faire l'élevage.

Répartition des porcs

	1986	1991
CANADA	**100**	**100**
EST	**65,8**	**60,4**
Terre-Neuve	0,2	0,2
Île-du-Prince-Édouard	1,2	1,0
Nouvelle-Écosse	1,4	1,3
Nouveau-Brunswick	1,0	0,7
Québec	30,0	28,5
Ontario	32,0	28,6
OUEST	**34,2**	**39,6**
Manitoba	11,0	12,6
Saskatchewan	6,1	7,9
Alberta	14,9	16,9
Colombie-Britannique	2,2	2,2

Dépenses

En 1990, les dépenses totales des exploitations agricoles en dollars constants ont légèrement augmenté (3 %) par rapport à 1985.

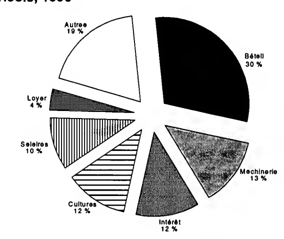
En 1990, les frais d'intérêt ont coûté 2,4 milliards de dollars aux entreprises agricoles, ce qui représente 12 % de leurs dépenses totales. Ces frais s'élevaient en moyenne à 13 700 $ par ferme.

À l'échelle nationale, 15 % des fermes qui avaient réalisé des recettes de 50 000 $ et plus n'avaient ni dettes ni frais d'intérêt. Toutefois en 1990, 55 % des fermes dont les recettes atteignaient moins de 50 000 $ n'avaient payé aucuns frais d'intérêt.

Dans les provinces de l'Atlantique, les frais d'intérêt représentaient moins de 10 % des dépenses totales des exploitations agricoles. À Terre-Neuve, les frais d'intérêt atteignaient à peine un peu plus de 5 %, soit le pourcentage le plus bas. C'est en Saskatchewan que les frais d'intérêt représentaient la part la plus grande des dépenses agricoles totales (15 %).

À l'échelle nationale, ce sont les dépenses associées au bétail (aliments, compléments, bétail, volaille, services vétérinaires) qui ont coûté le plus cher aux exploitants agricoles. Celles-ci représentaient 30 % de leurs dépenses totales. Ce pourcentage variait d'une province à l'autre, allant d'un creux de 13 % en Saskatchewan à un sommet de 52 % à Terre-Neuve.

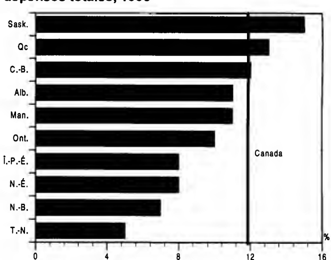
Répartition des dépenses de l'exploitation agricole, 1990



Les dépenses au chapitre des cultures (engrais, chaux, herbicides, insecticides, fongicides, semences et jeunes plants) représentaient 12 % de l'ensemble des dépenses agricoles faites en 1990.

Les salaires et traitements (2 milliards de dollars) représentaient 10 % des dépenses agricoles faites au Canada. La moitié de cette somme avait été versée à des membres de la famille.

Dépenses en frais d'intérêt par rapport aux dépenses totales, 1990



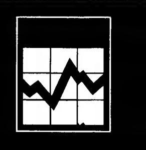
Dépenses, 1990

	Canada		Terre-Neuve		Île-du-Prince-Édouard		Nouvelle-Écosse	
	(Milliers de $)	% du total des dépenses	(Milliers de $)	% du total des dépenses	(Milliers de $)	% du total des dépenses	(Milliers de $)	% du total des dépenses
Dépenses totales	**20 311 554**	**100**	**60 809**	**100**	**209 699**	**100**	**300 957**	**100**
Frais de location	767 911	4	241	0	6 714	3	2 824	1
Salaires versés	2 039 667	10	10 330	17	33 244	16	55 462	18
Frais d'intérêt	2 373 734	12	3 190	5	17 064	8	23 532	8
Machinerie	2 729 776	13	3 234	5	25 448	12	26 809	9
Cultures	2 486 984	12	2 045	3	37 779	18	19 367	6
Bétail	6 088 997	30	31 682	52	52 867	25	109 735	36
Autres	3 824 485	19	10 087	17	36 583	17	63 228	21

	Nouveau-Brunswick		Québec		Ontario		Manitoba	
	(Milliers de $)	% du total des dépenses	(Milliers de $)	% du total des dépenses	(Milliers de $)	% du total des dépenses	(Milliers de $)	% du total des dépenses
Dépenses totales	**250 600**	**100**	**3 101 855**	**100**	**5 462 588**	**100**	**1 816 781**	**100**
Frais de location	2 544	1	33 178	1	164 235	3	94 788	5
Salaires versés	44 981	18	357 221	12	665 354	12	130 644	7
Frais d'intérêt	18 585	7	391 976	13	572 873	10	200 909	11
Machinerie	28 759	11	306 424	10	536 593	10	310 404	17
Cultures	30 853	12	272 037	9	603 870	11	362 695	20
Bétail	76 600	31	1 128 559	36	1 779 670	33	410 813	23
Autres	48 278	6	612 460	20	1 139 993	21	306 528	17

	Saskatchewan		Alberta		Colombie-Britannique	
	(Milliers de $)	% du total des dépenses	(Milliers de $)	% du total des dépenses	(Milliers de $)	% du total des dépenses
Dépenses totales	**3 327 847**	**100**	**4 653 484**	**100**	**1 126 932**	**100**
Frais de location	244 740	7	193 582	4	25 063	2
Salaires versés	209 292	6	303 857	7	229 282	20
Frais d'intérêt	487 673	15	517 105	11	140 828	12
Machinerie	735 614	22	641 715	14	114 775	10
Cultures	544 234	16	534 930	11	79 173	7
Bétail	446 395	13	1 712 842	37	339 833	30
Autres	659 899	20	749 453	16	197 978	18

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 17 novembre 1992

BASE DE DONNÉES AGRICULTURE – POPULATION DE 1991

FAITS SAILLANTS

- En 1991, la population agricole canadienne était de 867 265, c'est-à-dire 3,2 % de la population totale
- Un total de 390 870 exploitants agricoles administraient les quelque 280 040 fermes du Canada
- 63 % des fermes canadiennes étaient administrées par un seul exploitant, tandis que 32 % l'étaient par deux exploitants et 4 %, par trois exploitants et plus
- 26 % des exploitants agricoles canadiens étaient des femmes
- 14 % des exploitants uniques habitaient hors de leur ferme
- En 1991, les quatre langues maternelles les plus usuelles chez les exploitants agricoles étaient l'anglais (68 %), le français (15 %), l'allemand (6 %) et l'ukrainien (3 %)

Nouvelles données sur les exploitants agricoles canadiens

En 1991, pour la première fois, les répondants étaient en mesure de déclarer plus d'un exploitant[1] sur le questionnaire du recensement. Ce changement, qui a été apporté à la suite des consultations avec nos clients à travers le Canada, aidera à évaluer la contribution des femmes à l'agriculture canadienne.

Cette nouvelle information permet de dresser un portrait plus précis des hommes et des femmes qui prennent tous les jours des décisions dans les fermes canadiennes. Elle donne aussi un aperçu des différences entre les fermes dirigées par un seul exploitant et celles qui sont administrées par deux exploitants ou plus.

Ce communiqué contient la première parution de ces données sur l'âge, le sexe, l'état matrimonial et la langue maternelle des exploitants agricoles canadiens et de la population agricole. De plus, il examine les relations entre les caractéristiques des exploitants agricoles et des variables agricoles, telles que les jours de travail à l'extérieur de la ferme et le lieu de résidence.

Ces données offrent un profil des ressources de gestion de l'agriculture canadienne. Combiné à la deuxième diffusion de la base de données agriculture-population, qui donne un aperçu de l'information sur les niveaux d'instruction et les champs d'études ainsi que sur les revenus répartis selon la source et la profession, le Recensement de 1991 offre une description détaillée de l'agriculture canadienne.

Les Recensements de l'agriculture précédents ne permettaient que l'identification d'un seul exploitant par ferme, tandis que, en 1991, les données ont été retenues et totalisées pour jusqu'à trois exploitants agricoles par exploitation.

Les deuxième et troisième exploitants qui n'étaient pas représentés antérieurement lors des Recensements de l'agriculture, étaient plus jeunes et comptaient un plus grand nombre de femmes que ceux identifiés comme étant les premiers exploitants.

En tenant compte de ces différences, les données sur les exploitants agricoles et la population agricole présentées dans ce communiqué, ne doivent pas être comparées aux données publiées antérieurement. De plus amples renseignements sur la comparabilité des données sont disponibles en communiquant avec la section du Recensement de l'agriculture ou le centre de référence de Statistique Canada le plus près.

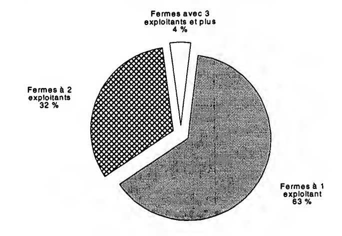
La majorité des fermes canadiennes étaient administrées par un seul exploitant

En 1991, 63 % des 280 040 fermes canadiennes étaient administrées par un seul exploitant. Dans ces 176 935 fermes, 94 % des exploitants étaient des hommes et 6 % étaient des femmes. L'Île-du-Prince-Édouard et le Manitoba ont déclaré le plus faible pourcentage de femmes exploitant seules leur ferme (4 %). Le pourcentage le plus élevé de cette catégorie se retrouvait en Colombie-Britannique (13 %).

En 1991, les fermes à deux exploitants représentaient le tiers des fermes canadiennes. De ces 90 630 fermes, 87 % étaient administrées par un homme et une femme, 13 % par deux hommes et le reste (moins que 1 %), par deux femmes.

Du nombre total de fermes au Canada en 1991, celles comptant trois exploitants ou plus[2] constituaient une minorité (4 %). Les combinaisons d'exploitants masculins et féminins (par exemple, deux hommes et une femme ou un homme et deux femmes) représentaient plus des trois quarts de ces fermes à plusieurs exploitants. Une proportion de 24 % de ces fermes étaient administrées par trois hommes et moins que 1 % l'étaient par trois femmes.

Nombre d'exploitants agricoles par ferme, 1991



1 Un exploitant agricole est une personne responsable de prendre au jour le jour les décisions nécessaires à la bonne marche de l'exploitation agricole.

2 En ce qui concerne les fermes de trois exploitants et plus, seules les données relatives aux trois premiers ont été retenues et totalisées.

Fermes administrées par un exploitant ou plus, 1991

	Ensemble des fermes		Fermes à 1 exploitant		Fermes à 2 exploitants		Fermes à 3 exploitants ou plus	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Canada	**280 040**	**100**	**176 935**	**63**	**90 630**	**32**	**12 480**	**4**
Terre-Neuve	725	100	565	78	140	19	20	3
Île-du-Prince-Édouard	2 360	100	1 685	71	565	24	115	5
Nouvelle-Écosse	3 980	100	2 900	73	945	24	135	3
Nouveau-Brunswick	3 250	100	2 380	73	740	23	125	4
Québec	38 075	100	24 530	64	11 500	30	2 050	5
Ontario	68 635	100	39 020	57	25 925	38	3 680	5
Manitoba	25 705	100	17 200	67	7 450	29	1 055	4
Saskatchewan	60 840	100	43 900	72	15 005	25	1 935	3
Alberta	57 245	100	34 565	60	20 145	35	2 530	4
Colombie-Britannique	19 225	100	10 180	53	8 210	43	830	4

Fermes administrées par un exploitant ou plus selon le sexe, 1991

	Fermes à 1 exploitant		Fermes à 2 exploitants			Fermes à 3 exploitants ou plus		
	Homme	Femme	2 hommes	2 femmes	1 homme et 1 femme	3 hommes	3 femmes	Combinaisons homme/femme
					%			
Canada	**94,0**	**6,0**	**13,0**	**0,4**	**86,6**	**24,2**	**0,2**	**75,6**
Terre-Neuve	92,9	7,1	22,2	--	77,8	25,0	--	75,0
Île-du-Prince-Édouard	96,1	3,9	40,2	0,9	58,9	43,5	--	56,5
Nouvelle-Écosse	91,7	8,3	21,6	1,1	77,4	33,3	--	66,7
Nouveau-Brunswick	94,7	5,3	26,8	0,7	72,5	32,0	--	68,0
Québec	93,5	6,5	14,9	0,4	84,7	22,5	--	77,5
Ontario	93,0	7,0	12,2	0,5	87,3	19,8	0,1	80,0
Manitoba	96,1	3,9	15,8	0,4	83,8	29,9	--	70,1
Saskatchewan	95,5	4,5	15,0	0,2	84,8	30,7	0,3	69,1
Alberta	94,9	5,1	11,5	0,4	88,1	26,1	0,2	73,7
Colombie-Britannique	86,6	13,4	6,0	0,7	93,4	14,5	0,6	84,9

-- *nombres infimes*

La population agricole canadienne représentait 3,2 % de l'ensemble de la population en 1991

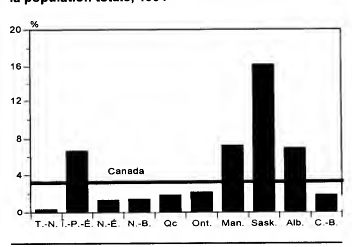
En 1991, 867 265 personnes, ou 3,2 % de la population canadienne, faisaient partie des ménages agricoles et habitaient une ferme. La proportion la plus élevée de la population agricole par rapport à l'ensemble de la population se trouvait en Saskatchewan (16,2 %). Terre-Neuve avait la plus faible proportion, à 0,4 %. L'Ontario avait la population agricole[1] la plus élevée, soit 226 750 personnes.

En 1991, la population agricole rurale[2] représentait 13,1 % de l'ensemble de la population rurale canadienne. C'est encore en Saskatchewan qu'on trouvait la plus forte proportion de la population rurale habitant sur des fermes (41,5 %).

1 *La «population agricole» se rapporte à toutes les personnes faisant partie du ménage d'un exploitant agricole et habitant une ferme dans une région rurale ou urbaine.*

2 *La «population rurale agricole» se rapporte à toutes les personnes faisant partie du ménage d'un exploitant agricole et habitant une ferme dans une région rurale.*

Proportion de la population agricole par rapport à la population totale, 1991



Population agricole totale et population agricole rurale, 1991

	Population agricole totale		Population agricole rurale		
	Nombre de personnes	En pourcentage de l'ensemble de la population	Nombre de personnes	En pourcentage de la population rurale	En pourcentage de l'ensemble de la population
Canada	**867 265**	**3,2**	**830 425**	**13,1**	**3,1**
Terre-Neuve	2 045	0,4	1 645	0,6	0,3
Île-du-Prince-Édouard	8 670	6,7	8 570	11,0	6,6
Nouvelle-Écosse	12 785	1,4	12 455	3,0	1,4
Nouveau-Brunswick	10 970	1,5	10 625	2,8	1,5
Québec	128 370	1,9	122 685	7,9	1,8
Ontario	226 750	2,2	220 330	12,0	2,2
Manitoba	79 610	7,3	78 000	25,6	7,1
Saskatchewan	159 725	16,2	151 630	41,5	15,3
Alberta	177 190	7,0	171 860	33,4	6,8
Colombie-Britannique	61 135	1,9	52 625	8,2	1,6

Un quart des exploitants agricoles étaient des femmes en 1991

Au moment du Recensement de l'agriculture de 1991, 390 870 exploitants administraient les 280 040 fermes canadiennes; 100 320 de ces exploitants étaient des femmes, c'est-à-dire un quart du nombre total.

En 1991, la Colombie-Britannique a déclaré le plus fort pourcentage d'exploitantes agricoles (35 %); l'Île-du-Prince-Édouard déclarait le plus faible pourcentage (15 %).

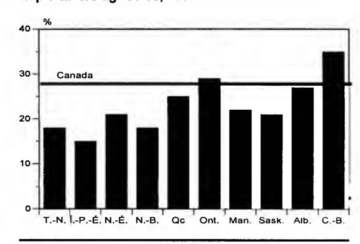
Dans les fermes gérées par deux exploitants, on comptait une proportion plus importante de femmes (44 % de l'ensemble des exploitants). Quant aux fermes de trois exploitants ou plus, les femmes représentaient 30 % des exploitants. Le plus faible pourcentage de femmes se trouvait dans les fermes à un seul exploitant où leur représentation était de 6 % par rapport à l'ensemble des exploitants de cette catégorie.

Les exploitantes agricoles étaient plus susceptibles de partager les responsabilités de gestion de la ferme

En 1991, la plupart des exploitantes agricoles canadiennes étaient en fait coexploitantes de leur entreprise agricole, soit 79 % dans les fermes à deux exploitants et 11 % dans les fermes à trois exploitants ou plus. Les autres (10 %) ont déclaré faire partie de la catégorie de celles qui exploitent seules leur ferme. Toutefois, la proportion d'exploitantes agricoles uniques variait d'une province à l'autre, allant de 24 % à Terre-Neuve à 8 % au Manitoba et en Alberta.

Quant aux hommes, ils étaient plus susceptibles d'exploiter seuls leur ferme. À l'échelle nationale, 57 % de tous les exploitants agricoles masculins étaient des exploitants uniques en 1991, alors que 34 % se trouvaient dans des fermes dirigées par deux exploitants et 9 %, dans des fermes à trois exploitants et plus.

Exploitantes agricoles, 1991



Exploitants agricoles au sein des fermes administrées par un exploitant ou plus, selon le sexe, 1991

	Ensemble des fermes		Fermes à 1 exploitant		Fermes à 2 exploitants		Fermes à 3 exploitants ou plus	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	%							
Canada	**74**	**26**	**94**	**6**	**56**	**44**	**70**	**30**
Terre-Neuve	82	18	93	7	62	38	67	33
Île-du-Prince-Édouard	85	15	96	4	69	30	79	21
Nouvelle-Écosse	79	21	92	8	60	40	74	26
Nouveau-Brunswick	82	18	95	5	63	37	75	25
Québec	75	25	93	7	57	43	70	29
Ontario	71	29	93	7	56	44	69	31
Manitoba	78	22	96	4	57	43	73	27
Saskatchewan	79	21	96	4	56	44	72	28
Alberta	73	27	95	5	55	45	71	29
Colombie-Britannique	65	35	87	13	52	47	64	36

Fermes administrées par un exploitant ou plus, 1991

	Hommes Nombre d'exploitants			Femmes Nombre d'exploitants		
	1	2	3 ou plus	1	2	3 ou plus
				%		
Canada	**57**	**34**	**9**	**10**	**79**	**11**
Terre-Neuve	71	23	5	24	64	12
Île-du-Prince-Édouard	61	29	10	14	72	15
Nouvelle-Écosse	65	28	7	22	68	10
Nouveau-Brunswick	65	27	8	17	71	12
Québec	57	33	11	12	74	14
Ontario	50	40	10	9	79	12
Manitoba	61	31	8	8	81	10
Saskatchewan	67	27	6	12	79	9
Alberta	54	37	9	8	82	10
Colombie-Britannique	46	45	8	14	78	9

Les exploitantes agricoles étaient plus jeunes que leurs homologues masculins

Parmi les 390 870 exploitants agricoles canadiens, 48 % étaient âgés entre 35 et 54 ans en 1991. Ceux qui avaient 55 ans ou plus constituaient le deuxième groupe en importance, c'est-à-dire 32 %, tandis que les exploitants âgés de moins de 35 ans ne représentaient que 20 % des exploitants.

Ces pourcentages s'appliquaient tant aux hommes qu'aux femmes; toutefois, les exploitantes agricoles étaient en moyenne plus jeunes que leurs homologues masculins. En 1991, 21 % des exploitantes agricoles canadiennes avaient moins de 35 ans, comparativement à 19 % chez les hommes.

Le groupe d'âge des 35 à 54 ans regroupait 52 % des femmes et 47 % des hommes, tandis que le groupe des 55 ans et plus comptait 26 % des femmes et 34 % des hommes.

C'est le Québec qui comptait la plus forte proportion d'exploitants de moins de 35 ans, celle-ci s'élevant à 25 %. Dans cette province, 31 % des exploitantes agricoles faisaient partie de ce groupe, ce qui représente près du double de la proportion observée en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard, soit 16 % chacun.

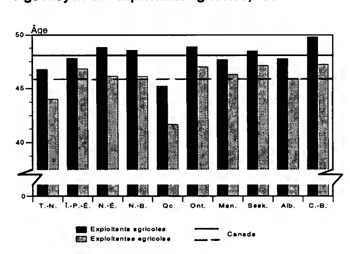
En 1991, la Saskatchewan comptait la plus forte proportion d'exploitants agricoles du groupe des 55 ans et plus, soit 35 %, ce qui représente 37 % des hommes et 30 % des femmes.

L'âge moyen des exploitants agricoles au Canada en 1991 était de 47,5 ans. Celui des hommes se situait à 48,0 ans et celui des femmes, à 46,0 ans.

Le Québec présentait la plus jeune population d'exploitants agricoles, l'âge moyen étant de 41,7 ans pour les femmes et de 45,2 ans pour les hommes. La moyenne globale dans cette province était de 44,3 ans.

La Colombie-Britannique avait la moyenne d'âge la plus élevée chez les exploitants agricoles en 1991, soit 47,2 ans chez les femmes et 49,8 ans chez les hommes. La moyenne d'âge globale des exploitants agricoles de la Colombie-Britannique était de 48,9 ans.

Âge moyen des exploitants agricoles, 1991



Exploitants agricoles, 1991

	Ensemble des exploitants			Hommes			Femmes		
	Moins de 35 ans	De 35 à 54 ans	55 ans ou plus	Moins de 35 ans	De 35 à 54 ans	55 ans ou plus	Moins de 35 ans	De 35 à 54 ans	55 ans ou plus
					%				
Canada	**20**	**48**	**32**	**19**	**47**	**34**	**21**	**52**	**26**
Terre-Neuve	15	59	26	14	58	27	21	62	18
Île-du-Prince-Édouard	20	47	33	21	45	34	16	58	26
Nouvelle-Écosse	17	51	33	17	49	35	18	58	24
Nouveau-Brunswick	16	52	31	16	52	33	19	56	24
Québec	25	52	22	23	52	25	31	54	15
Ontario	18	48	34	18	46	36	19	52	29
Manitoba	21	47	32	21	45	34	21	52	28
Saskatchewan	20	45	35	20	43	37	20	49	30
Alberta	20	48	32	20	46	34	22	52	26
Colombie-Britannique	14	51	34	14	49	37	16	56	28

Environ un tiers des exploitants agricoles travaillaient à l'extérieur de la ferme

La majorité des exploitants agricoles canadiens (63 %) n'ont pas occupé d'emploi à l'extérieur de la ferme en 1990.

Le deuxième plus grand groupe d'exploitants agricoles (21 %) ont indiqué qu'ils avaient travaillé 190 jours ou plus à l'extérieur de la ferme; ils représentaient 18 % des femmes et 22 % des hommes.

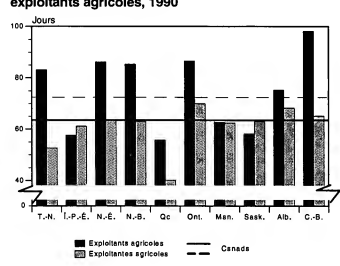
Les exploitants agricoles masculins ont travaillé en moyenne plus de jours à l'extérieur de la ferme que les exploitantes agricoles. Les exploitants agricoles canadiens ayant un emploi à l'extérieur de la ferme ont consacré en moyenne 72 jours à cet emploi en 1990, comparativement à 63 jours pour les exploitantes agricoles.

L'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan ont fait exception à cette tendance nationale : les exploitantes agricoles de ces provinces ont travaillé en moyenne plus de jours à l'extérieur de la ferme que leurs homologues masculins. À l'Île-du-Prince-Édouard, elles ont travaillé en moyenne 61 jours à l'extérieur de la ferme en 1990, comparativement à 58 jours pour leurs homologues masculins. En Saskatchewan, les exploitantes agricoles ont travaillé en moyenne 63 jours à l'extérieur de la ferme, tandis que leurs homologues masculins n'y ont passé que 58 jours.

Au Manitoba, les exploitants agricoles des deux sexes ont travaillé en moyenne presque le même nombre de jours à l'extérieur de la ferme : 63 jours chez les hommes et 62 jours chez les femmes.

Le travail à l'extérieur de la ferme a varié selon le nombre d'exploitants dans les entreprises agricoles. Dans les entreprises où il n'y avait qu'un seul exploitant, 63 % travaillaient exclusivement à la ferme en 1990. Les exploitantes agricoles opérant seules leur entreprise étaient plus susceptibles de travailler exclusivement à la ferme que leurs homologues masculins : 68 %, comparativement à 62 % pour les hommes.

Nombre moyen de jours de travail hors ferme des exploitants agricoles, 1990



Exploitants agricoles ayant travaillé à l'extérieur de la ferme, 1990

Jours de travail à l'extérieur de la ferme	Total		Hommes		Femmes	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucun jour	**245 865**	**63**	**181 790**	**63**	**64 075**	**64**
1 jour ou plus	**145 000**	**37**	**108 760**	**37**	**36 245**	**36**
De 1 à 19 jours	6 140	4	4 395	4	1 745	5
De 20 à 59 jours	13 150	9	9 305	9	3 845	11
De 60 à 189 jours	45 055	31	32 175	30	12 880	36
190 jours et plus	80 655	56	62 885	58	17 775	49

Dans les fermes qui comptaient deux exploitants, 61 % n'ont pas déclaré d'emploi à l'extérieur de la ferme en 1990, ce qui regroupe 62 % des femmes et 60 % des hommes.

Dans les fermes qui comptaient trois exploitants et plus, on était moins susceptible de travailler à l'extérieur de la ferme : 73 % des exploitants de ce groupe n'ont déclaré aucun emploi à l'extérieur en 1990. La différence entre le nombre d'hommes et de femmes était très mince.

C'est au Québec qu'on a signalé la plus forte proportion d'exploitants agricoles ne travaillant pas à l'extérieur en 1990. Dans les fermes québécoises qui ne comptaient qu'un seul exploitant, 69 % d'entre eux n'ont déclaré aucun jour de travail à l'extérieur de la ferme, ce qui représente 75 % des exploitantes agricoles et 69 % de leurs homologues masculins. Quant aux fermes qui comptaient deux exploitants, plus de 77 % des exploitants n'ont indiqué aucun travail à l'extérieur en 1990. Dans les fermes québécoises qui comptaient trois exploitants ou plus, on a déclaré un pourcentage beaucoup plus élevé (84 %) d'exploitants agricoles n'ayant pas d'emploi à l'extérieur.

Au Canada, le plus fort taux de travail à l'extérieur de la ferme (52 %) a été signalé en Colombie-Britannique par les hommes des entreprises agricoles comptant deux exploitants. C'est le seul groupe à avoir un taux supérieur à 50 %.

En 1991, la majorité des exploitants agricoles canadiens étaient mariés

En 1991, 82 % des exploitants agricoles canadiens étaient mariés, 11 % étaient célibataires, 4 % étaient divorcés ou séparés et 3 % étaient veufs.

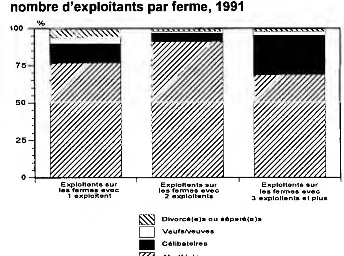
Un plus grand nombre d'exploitantes agricoles étaient mariées : 87 % comparativement à 81 % chez leurs homologues masculins.

Parmi les exploitantes agricoles, les veuves constituaient la deuxième catégorie en importance (6 %), suivies des célibataires (4 %) et des femmes divorcées ou séparées (3 %).

Chez les hommes, les célibataires venaient au deuxième rang (13 %), suivis de ceux qui étaient divorcés ou séparés (4 %) et des veufs (2 %).

L'état matrimonial variait aussi selon le nombre d'exploitants par ferme. Dans les fermes à un seul exploitant, 79 % des exploitants masculins étaient mariés et 13 % étaient célibataires. Par contre, moins de la moitié (42 %) des exploitantes étaient mariées. Parmi celles exploitant seules leur ferme, la proportion de veuves était plus élevée (34 %) que celle des célibataires (10 %).

État matrimonial des exploitants agricoles selon le nombre d'exploitants par ferme, 1991



État matrimonial des exploitants agricoles, 1991

Canada	Ensemble des exploitants		Hommes		Femmes	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
			%			
Total	**390 870**	**100**	**290 550**	**100**	**100 320**	**100**
Marié(e)s	322 405	82	234 895	81	87 510	87
Célibataires	43 135	11	39 005	13	4 130	4
Divorcé(e)s ou séparé(e)s	15 140	4	12 275	4	2 865	3
Veufs/veuves	10 190	3	4 375	2	5 815	6

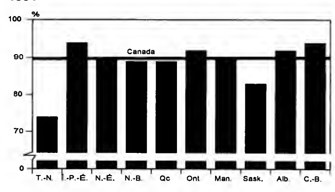
En 1991, la plus forte proportion d'exploitants agricoles mariés, soit plus de 91 %, se trouvait dans les fermes à deux exploitants, ce qui représente 94 % des femmes et 89 % des hommes.

La plus faible proportion d'exploitants mariés (64 %) se trouvait dans les fermes à trois exploitants ou plus, comparativement à 81 % des femmes et à 69 % chez l'ensemble de ce groupe. Ces mêmes fermes comptaient également la plus forte proportion d'exploitants (masculins) célibataires (33 %), comparativement à 11 % des femmes et à 27 % chez l'ensemble de ce groupe.

Quatre-vingt dix pour cent des exploitants agricoles canadiens habitaient sur leur ferme

En 1991, le plus fort pourcentage (93 %) d'exploitants agricoles habitant sur leur ferme se trouvait dans les fermes à deux exploitants, suivies des fermes à trois exploitants ou plus (90 %). Quant aux fermes à un seul exploitant, 86 % ont déclaré habiter sur leur ferme.

Exploitants agricoles qui habitaient sur leur ferme, 1991



Terre-Neuve avait le plus faible pourcentage (74 %) d'exploitants habitant sur leur ferme en 1991, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard et la Colombie-Britannique enregistraient le plus fort pourcentage, soit 94 %.

Exploitants agricoles qui habitaient sur leur ferme selon le nombre d'exploitants par ferme, 1991

	% d'exploitants habitant sur leur ferme			
	Total	Fermes à 1 exploitant	Fermes à 2 exploitants	Fermes à 3 exploitants et plus
		%		
Canada	**90**	**86**	**93**	**90**
Terre-Neuve	74	72	80	75
Île-du-Prince-Édouard	94	95	94	91
Nouvelle-Écosse	90	89	92	88
Nouveau-Brunswick	89	90	90	81
Québec	89	86	93	87
Ontario	92	91	94	91
Manitoba	90	87	93	93
Saskatchewan	83	78	89	89
Alberta	92	88	94	93
Colombie-Britannique	94	92	95	92

Le profil linguistique des exploitants agricoles canadiens différait de celui de l'ensemble de la population

En 1991, plus des deux tiers des exploitants agricoles canadiens (68 %) ont déclaré que l'anglais était leur langue maternelle. Le français venait au deuxième rang dans une proportion de 15 %. L'allemand et l'ukrainien suivaient dans l'ordre.

Ce profil était différent de celui de l'ensemble de la population canadienne. Par rapport à celle-ci, les exploitants agricoles étaient plus susceptibles d'avoir l'anglais comme langue maternelle (68 % contre 60 %) et moins susceptibles d'avoir le français à ce titre (15 % contre 24 %). Pour l'ensemble de la population, l'anglais et le français étaient suivis de l'italien et du chinois.

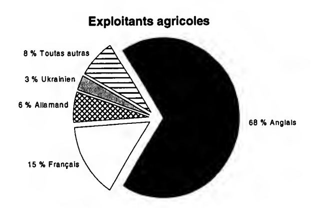
Le Manitoba était la seule province où on retrouvait les mêmes quatre langues maternelles principales, tant dans l'ensemble de la population que chez les exploitants agricoles.

Le pourcentage d'exploitants ayant l'anglais comme langue maternelle était le plus fort à Terre-Neuve (99 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (92 %) et en Nouvelle-Écosse (91 %). Le Québec déclarait le plus faible pourcentage, soit 7 %.

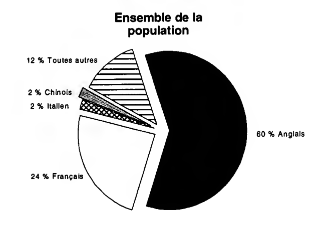
Au Québec, 90 % des exploitants agricoles ont déclaré que le français était leur langue maternelle. Le Nouveau-Brunswick venait au deuxième rang à cet égard dans une proportion de 18 %. La Colombie-Britannique était la seule province où le français ne figurait pas parmi les quatre langues maternelles principales des exploitants agricoles.

Langues maternelles, 1991

Exploitants agricoles



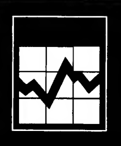
Ensemble de la population



Langues maternelles des exploitants agricoles, 1991

	Rang									
	Premier		Deuxième		Troisième		Quatrième		Toutes autres	
	Langue maternelle	%	Langue maternelle	%	Langue maternelle	%	Langue maternelle	%	Langue maternelle	%
Can.	**Anglais**	**68**	**Français**	**15**	**Allemand**	**6**	**Ukrainien**	**3**	**Autres**	**8**
T.-N.	Anglais	99	Français	1	–		–		–	
Î.-P.-É.	Anglais	92	Néerlandais	3	Français	2	Allemand	1	Autres	2
N.-É.	Anglais	91	Néerlandais	4	Français	2	Allemand	1	Autres	2
N.-B.	Anglais	77	Français	18	Allemand	2	Néerlandais	2	Autres	1
Qc	Français	90	Anglais	7	Allemand	1	Anglais et Français	1	Autres	1
Ont.	Anglais	79	Néerlandais	5	Allemand	5	Français	4	Autres	7
Man.	Anglais	68	Allemand	13	Ukrainien	7	Français	5	Autres	7
Sask.	Anglais	80	Allemand	6	Ukrainien	5	Français	3	Autres	6
Alb.	Anglais	80	Allemand	6	Ukrainien	5	Français	3	Autres	6
C.-B.	Anglais	74	Allemand	8	Néerlandais	4	Pendjabi	2	Autres	12

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 16 novembre 1993

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITANTS AGRICOLES

FAITS SAILLANTS

- L'agriculture représentait l'occupation secondaire de 38 % des 390 725 exploitants agricoles canadiens – leur occupation principale ne relevait pas de l'agriculture
- De 1986 et de 1991, le pourcentage d'agriculteurs principaux, a diminué, pour passer de 68 % à 65 %
- Les deux tiers des exploitants.agricoles de sexe masculin ont déclaré être des agriculteurs principaux, comparativement à moins de la moitié des exploitantes agricoles
- D'une moyenne de 11,1 années d'études, les exploitants agricoles avaient de plus en plus une meilleure éducation
- Les agriculteurs principaux ont déclaré un revenu agricole brut moyen de 124 935 $, comparativement à 47 676 $ chez les agriculteurs secondaires



Statistique Canada Statistics Canada



L'AGRICULTEUR CANADIEN - UN NOUVEL APERÇU

Qui exploite les fermes du Canada?

Au Recensement de l'agriculture de 1991, environ 62 % des exploitants agricoles ont déclaré que leur profession principale était l'agriculture, généralement à titre d'agriculteur ou de gérant de ferme. Chez les 38 % restants, l'agriculture constituait une profession secondaire, une activité à temps partiel ou un passe-temps, et leur profession principale était de nature non agricole.

Les données de ce communiqué sont tirées de la base de données du couplage agriculture-population de 1991. Il s'agit du tableau le plus détaillé jamais présenté sur les exploitants agricoles canadiens. Ces derniers sont ici comparés à l'ensemble de la population active selon leur profession et leur sexe.

L'analyse se divise en deux parties. La partie 1 met l'accent sur l'ensemble des 390 725 exploitants agricoles (jusqu'à trois par ferme) dénombrés au cours du Recensement de l'agriculture de 1991. Il s'agit d'un changement significatif, car les recensements de l'agriculture antérieurs à 1991 ne permettaient de recenser qu'un seul exploitant par ferme.

La partie 2 fournit une perspective chronologique. Toutefois, pour ce faire, il faut omettre les deuxième et troisième exploitants pouvant figurer au Recensement de l'agriculture de 1991. Seul le premier exploitant mentionné pour chaque ferme dans le Recensement de l'agriculture de 1991 (278 095 au total) peut être comparé avec les exploitants uniques recensés en 1986 (293 090).

Exploitants agricoles, 1991

	Total	Hommes	Femmes
	Nombre	%	
Canada	**390 725**	**74,2**	**25,8**
T.-N.	900	81,1	18,9
Î.-P.-É.	3 130	85,3	14,5
N.-É.	5 165	79,0	21,1
N.-B.	4 235	81,8	18,2
Qc	53 300	75,2	24,8
Ont.	100 865	71,3	28,7
Man.	34 780	77,4	22,6
Sask.	78 015	79,1	20,9
Alb.	81 380	73,2	26,8
C.-B.	28 955	65,3	34,7

Profession principale

Comme les autres Canadiens, les exploitants agricoles ont déclaré leur profession principale pour la semaine qui précédait le jour du recensement sur le questionnaire du Recensement de la population. Les répondants ont été priés de ne déclarer qu'une seule profession.

En ce qui a trait à ce communiqué, les exploitants qui ont déclaré comme profession principale l'«agriculture» sont considérés comme des **agriculteurs principaux**. Les exploitants qui ont déclaré une profession de nature non agricole sont désignés comme des **agriculteurs secondaires**.

Professions des exploitants agricoles, 1991

	Nombre	% du total
Exploitants agricoles ayant une profession agricole (agriculteurs principaux)		
Agriculteurs / gérants de ferme	201 635	83,6
Autres professions agricoles	39 665	16,4
Total	**241 305**	**100,0**
Exploitants agricoles ayant une profession non agricole (agriculteurs secondaires)		
Travailleurs du bâtiment	15 855	10,6
Gestionnaires et administrateurs	12 530	8,4
Travailleurs spécialisés dans la vente	11 890	8,0
Employés de bureau	11 855	7,9
Personnel d'exploitation des transports	10 385	7,0
Teneurs de livres et commis en comptabilité	9 555	6,4
Professeurs	8 630	5,8
Travailleurs spécialisés en médecine et santé	7 775	5,2
Mécaniciens et réparateurs	5 955	4,0
Autres professions non agricoles	54 980	36,8
Total	**149 415**	**100,0**
Tous les exploitants agricoles	**390 725**	**100,0**

PARTIE 1 : PROFIL DES EXPLOITANTS AGRICOLES, 1991 – ENSEMBLE DES EXPLOITANTS AGRICOLES

Changements apportés au Recensement de l'agriculture de 1991 : un profil plus complet des personnes qui gèrent les fermes

En déclarant jusqu'à trois exploitants par ferme dans le Recensement de l'agriculture de 1991, les répondants ont fourni un compte rendu plus complet des exploitants au sein de l'agriculture canadienne. Cela nous permet d'examiner les caractéristiques de l'ensemble des 390 725 exploitants agricoles, mais cela nous limite aussi à dresser un profil uniquement pour 1991 : les recensements de l'agriculture antérieurs ne permettaient d'inscrire qu'un seul exploitant par ferme.

Parmi les 390 725 exploitants dénombrés au Recensement de l'agriculture de 1991, 149 415 (38 %) étaient des agriculteurs secondaires. Pour ces exploitants, l'agriculture constituait une profession secondaire, peut-être une activité à temps partiel ou un passe-temps. Ces agriculteurs pouvaient ainsi conduire un camion, enseigner à l'école, travailler dans la construction ou pratiquer la médecine, en fait ils pouvaient s'adonner à pratiquement n'importe quelle autre profession.

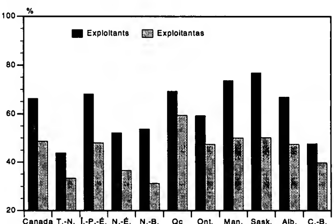
Les autres exploitants agricoles du Canada, au nombre de 241 305, ou 62 % du total, étaient des agriculteurs principaux – habituellement des agriculteurs ou des gérants de ferme.

Environ les deux tiers des exploitants agricoles de sexe masculin au Canada étaient en 1991 des agriculteurs principaux, en comparaison de moins de la moitié des exploitantes

À l'échelle nationale, 66 % des exploitants de sexe masculin étaient des agriculteurs principaux, comparativement à 49 % des exploitantes. Plus de la moitié des exploitants de sexe masculin dans l'ensemble des provinces, à l'exception de Terre-Neuve (44 %) et de la Colombie-Britannique (48 %), étaient en 1991 des agriculteurs principaux. Dans la plupart des provinces, les exploitantes agricoles se retrouvaient majoritaire- ment dans la catégorie des agriculteurs secondaires, sauf au Manitoba et en Saskatchewan, où la moitié des exploitantes agricoles étaient des agricultrices principales, et au Québec, où 59 % des exploitantes étaient des agricultrices principales.

La Saskatchewan (77 %), le Manitoba (74 %) et le Québec (69 %) constituaient les provinces où l'on comptait les concentrations les plus importantes d'agriculteurs principaux parmi les exploitants agricoles de sexe masculin.

Exploitants ayant déclaré une profession agricole, 1991



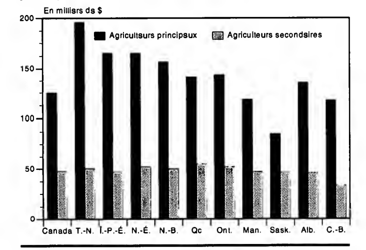
La majorité des exploitantes agricoles en 1991 géraient une ferme avec quelqu'un d'autre (90 % à l'échelle nationale). Habituellement, ces femmes exploitaient des fermes conjointement avec leur conjoint. Elles détenaient également souvent des emplois à plein temps ou à temps partiel à l'extérieur de la ferme. Elles déclaraient alors leurs activités agricoles comme une profession secondaire. Dans un grand nombre de cas, le conjoint a déclaré comme profession principale la gestion de la ferme.

On associait les agricultrices secondaires à des fermes plus importantes que celles de leurs homologues masculins

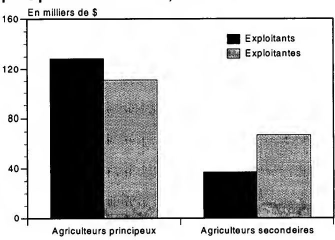
Comme on pouvait s'y attendre, les revenus agricoles bruts moyens, la superficie moyenne des terres et la valeur moyenne du capital agricole étaient tous plus élevés chez les agriculteurs principaux que chez les agriculteurs secondaires. Parmi les agriculteurs principaux, les hommes ont déclaré plus souvent des valeurs moyennes plus élevées que dans le cas des femmes en ce qui touche les revenus agricoles bruts, la superficie des terres et la valeur du capital agricole.

Chez les agriculteurs secondaires, il est toutefois intéressant de constater que les femmes étaient associées à des exploitations dont les revenus agricoles bruts moyens, la superficie des terres (sauf en Colombie-Britannique) et la valeur moyenne du capital agricole étaient plus élevés que ceux de leurs homologues masculins.

Revenus agricoles bruts chez les agriculteurs principaux et secondaires, 1990

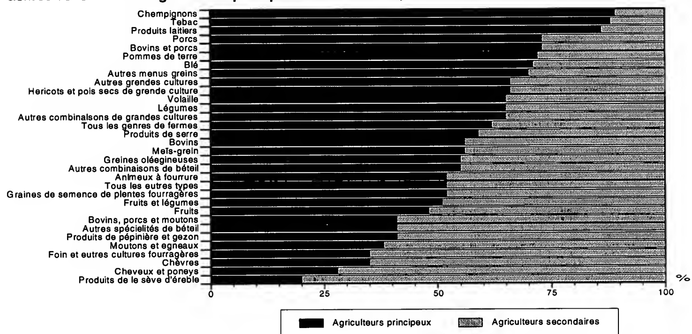


Revenus agricoles bruts chez les agriculteurs principaux et secondaires, 1990



Un grand nombre d'agricultrices secondaires ont en effet géré la ferme avec leur conjoint et ont occupé des emplois à l'extérieur de la ferme. Dans ces cas, les exploitants de sexe masculin étaient souvent des agriculteurs principaux, tandis que leurs conjointes étaient des agricultrices secondaires. En conséquence, les agricultrices secondaires étaient généralement associées à des exploitations plus importantes (pour la taille, les revenus agricoles bruts et le capital agricole) que les agriculteurs secondaires de sexe masculin. Lorsque les agricultrices principales exploitaient seules des fermes, celles-ci étaient habituellement plus petites que les fermes exploitées par des agriculteurs principaux de sexe masculin.

Genres de fermes des agriculteurs principaux et secondaires, 1991

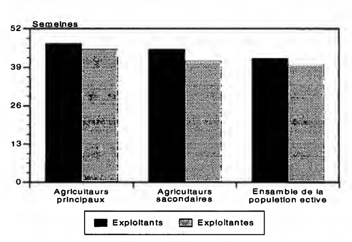


Les agriculteurs secondaires exploitaient des genres de fermes différents de ceux des agriculteurs principaux

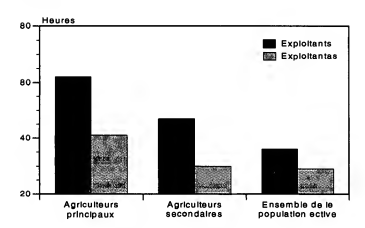
Certains genres de fermes étaient plus susceptibles d'être exploitées par des agriculteurs secondaires. Parmi ceux-ci, mentionnons les fermes de produits de sève d'érable (80 %), les fermes d'élevage de chevaux (72 %) et de chèvres (65 %), les fermes consacrées à la culture du foin (65 %) et les fermes d'élevage de moutons (62 %).

Les genres de fermes qui étaient les plus susceptibles d'être gérées par des agriculteurs principaux étaient les fermes consacrées à la culture des champignons (89 %) et du tabac (88 %), les fermes laitières (86 %) et les fermes porcines (73 %).

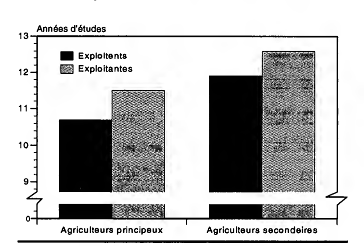
Nombre moyen de semaines travaillées par année, 1990



Nombre moyen d'heures travaillées par semaine, 1990



Nombre moyen d'années d'études, 1991



Les agriculteurs principaux travaillaient un plus grand nombre de semaines par année et un plus grand nombre d'heures par semaine

Les agriculteurs principaux canadiens ont travaillé un plus grand nombre de semaines en 1990 (47 par rapport à 44) et un plus grand nombre d'heures durant la semaine précédant le jour du recensement (57 par rapport à 41) que les agriculteurs secondaires. Les moyennes pour l'ensemble de la population active étaient plus faibles que pour les deux groupes précédents : 41 semaines par année et 33 heures par semaine.

Dans tous les cas, les exploitants de sexe masculin ont déclaré un nombre de semaines par année et d'heures par semaine égal ou supérieur à celui des exploitantes. Toutefois, ces nombres visaient uniquement le travail agricole ou le travail rémunéré et ne comprenaient pas le bénévolat, les travaux ménagers ou d'entretien, ou les réparations de sa propre maison.

Les exploitantes agricoles avaient un niveau d'études supérieur à celui de leurs homologues masculins

Les niveaux d'études des exploitants agricoles variaient selon le sexe et la profession. En règle générale, les exploitantes possédaient un nombre moyen plus élevé d'années d'études que leurs homologues masculins. À l'échelle nationale, les exploitantes agricoles comptaient en moyenne 12,0 années d'études, comparativement à 11,1 années chez les exploitants de sexe masculin. Dans l'ensemble de la population active, on comptait en comparaison 13,0 années d'études chez les femmes et 12,8 années chez les hommes.

Au Canada en 1991, une plus forte proportion d'exploitantes que d'exploitants agricoles possédaient une formation universitaire (17 % comparativement à 12 %). Cela était vrai tant pour les agriculteurs principaux que secondaires de toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick dans le cas des agriculteurs principaux. Dans l'ensemble de la population active, 26 % des femmes et 25 % des hommes possédaient une formation de niveau universitaire. On retrouvait chez les agricultrices principales de l'Île-du-Prince-Édouard (36 %), la proportion la plus élevée d'années d'études universitaires.

La majorité des agriculteurs principaux de sexe masculin de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique étaient âgés de 55 ans et plus

Le groupe d'âge le plus important parmi les exploitants agricoles à l'échelle nationale et provinciale était celui des 35 à 54 ans, sans égard à la profession ou au sexe (48 % de l'ensemble des exploitants à l'échelle nationale). On trouvait des exceptions chez les agriculteurs principaux de sexe masculin de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique. Dans ces cas, la proportion la plus importante d'exploitants se retrouvait dans le groupe d'âge des 55 ans et plus.

En règle générale, un plus grand nombre d'agriculteurs secondaires que d'agriculteurs principaux avaient moins de 35 ans, tandis qu'un nombre plus restreint se retrouvait dans le groupe des 55 ans et plus.

En moyenne, les agriculteurs secondaires étaient en 1991 plus jeunes que les agriculteurs principaux (45 ans par rapport à 49 ans à l'échelle nationale).

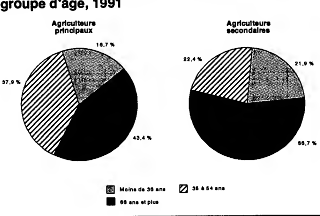
Le Québec constituait l'exception. Les agriculteurs principaux étaient légèrement plus jeunes en moyenne que les agriculteurs secondaires (44 ans par rapport à 45 ans). Le Québec a également enregistré en 1991 l'âge moyen le plus bas, soit 44 ans.

Tout comme il variait selon la profession, l'âge des exploitants agricoles variait selon le sexe. Les exploitantes étaient âgées en moyenne de 46 ans au Canada en 1991, comparativement à 48 ans pour les hommes. Les exploitantes étaient plus âgées que les hommes seulement à l'Île-du-Prince- Édouard (49 ans par rapport à 48 ans).

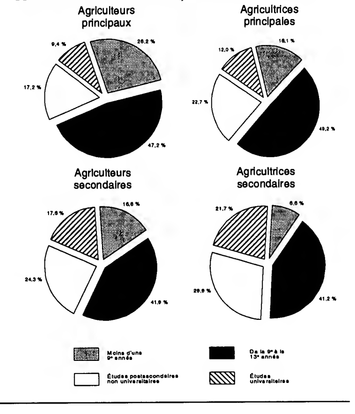
À l'échelle nationale, les exploitants inscrits en premier sur le questionnaire étaient en moyenne plus âgés (49 ans) que ceux inscrits en deuxième (45 ans). Les exploitants agricoles inscrits en troisième étaient les plus jeunes, leur âge moyen s'élevant à 34 ans. Cette situation prévalait sans égard au sexe ou à la profession.

Des différences d'âge ont été observées chez les exploitants agricoles selon l'ordre dans lequel ces derniers se sont inscrits dans le questionnaire du Recensement de l'agriculture.

Agriculteurs principaux et secondaires selon le groupe d'âge, 1991



Scolarité des agriculteurs principaux et secondaires selon le sexe, 1991



Âge moyen des exploitants agricoles, 1991

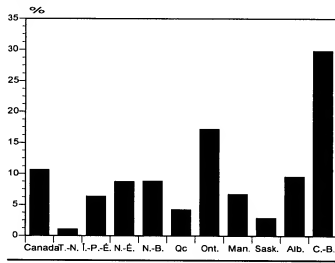
	Total	Inscrits en premier	Inscrits en deuxième	Inscrits en troisième
		Âge		
Hommes				
Total	48	49	42	31
Agriculteurs principaux	49	50	43	32
Agriculteurs secondaires	45	46	42	30
Femmes				
Total	46	50	45	43
Agriculteurs principaux	48	52	47	46
Agriculteurs secondaires	44	49	43	39
Tous les exploitants				
Total	47	49	45	34
Agriculteurs principaux	49	51	46	35
Agriculteurs secondaires	45	46	43	34

Trente pour cent des exploitants de la Colombie-Britannique étaient nés à l'extérieur du Canada

Les résultats du Recensement de 1991 ont indiqué qu'environ 11 % des exploitants agricoles canadiens étaient nés à l'extérieur du Canada. Les agriculteurs principaux et secondaires ont déclaré des pourcentages similaires.

Toutefois, on observait des différences significatives entre les provinces, plus particulièrement en Colombie-Britannique, où 30 % de l'ensemble des exploitants agricoles et 35 % des agriculteurs principaux étaient nés à l'extérieur du Canada. On a enregistré les pourcentages les plus faibles d'exploitants nés à l'extérieur du Canada à Terre-Neuve (1 %), en Saskatchewan (3 %) et au Québec (4 %).

Exploitants agricoles nés à l'extérieur du Canada, 1991



Profil de l'ensemble de la population active[1] et de tous les exploitants agricoles[2] selon la profession, 1991

Caractéristiques	Unité	Ensemble de la population active			Exploitants agricoles – Tous les exploitants			Agriculteurs principaux[3]			Agriculteurs secondaires[4]		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Canada													
Nombre de personnes	nbre	14 429 705	7 932 640	6 497 065	390 725	290 020	100 705	241 305	192 370	48 930	149 415	97 650	51 770
Pourcentage du total	%	100,0	55,0	45,0	100,0	74,2	25,8	100,0	79,7	20,3	100,0	65,4	34,6
Niveau d'études													
Moins d'une 9e année	%	7,7	9,2	5,8	20,2	22,9	12,2	24,1	26,2	16,1	13,8	16,6	8,6
De la 9e à la 13e année	%	40,1	40,4	39,7	45,3	45,3	45,1	47,6	47,2	49,2	41,5	41,6	41,2
Études postsecondaires non universitaires	%	26,4	25,1	28,2	21,2	19,6	25,7	18,3	17,2	22,7	25,8	24,3	28,6
Études universitaires	%	25,8	25,4	26,3	13,4	12,2	17,0	9,9	9,4	12,0	19,0	17,5	21,7
Nombre moyen d'années d'études	années	12,9	12,8	13,0	11,3	11,1	12,0	10,8	10,7	11,5	12,1	11,9	12,6
Niveau d'activité													
Moyenne des semaines travaillées par année[5]	semaines	41	42	40	46	46	43	47	47	45	44	45	41
Moyenne des heures travaillées par semaine[6]	heures	33	36	29	51	57	35	57	62	41	41	47	30
Âge													
Moins de 35 ans	%	46,5	45,2	48,1	19,9	19,3	21,7	18,7	18,6	18,8	21,9	20,6	24,4
35 à 54 ans	%	42,9	42,7	43,1	48,1	46,7	52,2	43,4	41,9	49,3	55,7	56,1	54,9
55 ans et plus	%	10,6	12,1	8,8	32,0	34,0	26,2	37,9	39,4	31,9	22,4	23,3	20,7
Âge moyen	années	37	38	36	47	48	46	49	49	48	45	45	44
Lieu de naissance/ Mobilité													
Pas né au Canada	%	19,6	19,9	19,3	10,7	10,0	12,7	11,0	10,0	14,9	10,2	9,9	10,7
A déménagé dans les 5 dernières années	%	50,5	49,5	51,7	16,2	14,9	19,8	11,7	10,8	14,9	23,5	23,0	24,4
Caractéristiques agricoles													
Revenus agricoles bruts moyens en 1990[5]	$	...	...	...	95 390	97 728	88 658	124 935	128 460	111 074	47 676	37 183	67 470
Superficie agricole totale moyenne	acres	...	...	...	608	636	530	771	807	630	346	299	435
Capital agricole total moyen	$	...	...	...	498 997	507 605	474 206	590 553	604 056	537 468	351 137	317 593	414 410

1 Comprend les personnes de 15 ans et plus qui font pertie de la population active.
2 Conceme jusqu'à trois exploitants per ferme selon ce qui était indiqué sur le questionnaire du Recensement de l'agriculture de 1991.
3 Conceme les exploitants agricoles qui ont déclaré une profession agricole.
4 Conceme les exploitants egricoles qui ont déclaré une profession non egricole.
5 Déclaré à l'égard de l'année précédant l'année du Recensement.
6 Décleré à l'égard de la semaine précédant le jour du Recensement.
... N'ayent pes lieu de figurer.
Source : Base de données du couplage egriculture - populetion de 1991, base de données du Recensement de la population de 1991.

PARTIE 2 : PROFIL CHRONOLOGIQUE DES EXPLOITANTS AGRICOLES, 1986-1991

Exploitants inscrits en premier lieu

Bien que 37 % des fermes canadiennes aient déclaré plus d'un exploitant au Recensement de l'agriculture de 1991, la présente section traite uniquement de la personne inscrite en premier lieu sur le questionnaire. On peut ainsi procéder à une comparaison avec les recensements antérieurs, où un seul exploitant agricole était inscrit par ferme.

Contrairement à la section précédente, aucune analyse selon le sexe n'est présentée. Étant donné que la majorité des exploitantes ont été inscrites en deuxième ou troisième lieu sur le questionnaire du Recensement de l'agriculture de 1991, l'analyse des exploitants inscrits en premier lieu révèle peu de chose sur les femmes qui exploitent des fermes. Une première comparaison complète des caractéristiques relatives aux exploitants agricoles selon le sexe durant une période de temps donné ne pourra être effectuée que lorsque les résultats du prochain Recensement de l'agriculture seront comparés à ceux de 1991.

La proportion d'exploitants agricoles ayant déclaré une profession agricole a diminué

De 1986 à 1991, le pourcentage d'agriculteurs principaux canadiens a diminué, pour passer de 68 % à 65 %.

Toutes les provinces ont enregistré une baisse, à l'exception de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse.

Soixante-seize pour cent des exploitants agricoles de la Saskatchewan ont déclaré une profession agricole en 1991, ce qui représente la proportion la plus élevée dans l'ensemble des provinces. Terre-Neuve, avec 45 % des exploitants, et la Colombie-Britannique, avec 46 %, ont enregistré en 1991 les plus faibles pourcentages.

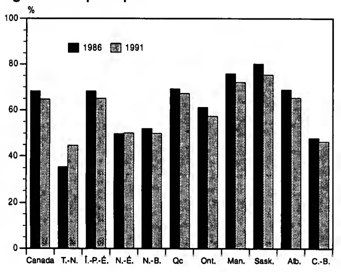
Les agriculteurs principaux exploitaient des fermes plus importantes

Les agriculteurs principaux exploitaient des fermes beaucoup plus importantes que celles des agriculteurs secondaires - plus importantes en ce qui a trait à la superficie totale des terres, aux revenus agricoles bruts et à la valeur totale du capital agricole. En fait, le revenu agricole brut moyen déclaré en 1990 par les agriculteurs principaux (114 220 $) était 231 % plus élevé que celui des agriculteurs secondaires. La superficie moyenne des terres, de l'ordre de 758 acres, était 162 % plus importante, et la valeur du capital agricole, qui s'élevait à 553 419 $, était supérieure de 82 %.

L'augmentation des revenus agricoles bruts depuis 1985 a été de 26 % chez les agriculteurs principaux et de 4 % chez les agriculteurs secondaires.

La différence entre les revenus agricoles bruts moyens des groupes professionnels agricoles et ceux des groupes professionnels non agricoles était plus prononcée dans les provinces de l'Atlantique et beaucoup moins prononcée dans les Prairies. Cette situation est due au fait que les fermes exploitées par des agriculteurs principaux dans les provinces de l'Atlantique ont enregistré un revenu agricole brut moyen plus élevé que les fermes de leurs homologues des Prairies. Dans l'ensemble des provinces, à l'exception de la Saskatchewan, le

Agriculteurs principaux



Caractéristiques des agriculteurs principaux et secondaires[1]

	Agriculteurs principaux	Agriculteurs secondaires
Superficie totale de la ferme (acres)		
1986	691	262
1991	758	289
Changement en %	9,7	10,3
Revenus agricoles bruts (en $ de 1990)		
1985	90 778	33 113
1990	114 220	34 510
Changement en %	25,8	4,2
Capital agricole total ($)		
1986	441 278	215 868
1991	553 419	303 627
Changement en %	25,4	40,6

1 Les données portent seulement sur la première personne inscrite sur le questionnaire du Recensement de 1991 afin de permettre des comparaisons avec les recensements antérieurs.

revenu agricole brut moyen des agriculteurs principaux dépassait 100 000 $; dans la plus grande partie de l'est du Canada, il dépassait 125 000 $. Le revenu agricole brut moyen des agriculteurs secondaires était dans toutes les provinces inférieur à 45 000 $ en 1990.

De 1986 à 1991, les exploitants agricoles et l'ensemble de la population active montraient une hausse du nombre moyen d'années d'études

Les exploitants agricoles canadiens comptaient en moyenne 11,1 années d'études en 1991, soit une hausse de 5 % par rapport à 1986. Les agriculteurs secondaires comptaient 11,9 années d'études, tandis que les agriculteurs principaux en comptaient 10,6. En comparaison, l'ensemble de la population active avait en moyenne 12,9 années d'études en 1991, ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport à 1986.

En 1991, les exploitants agricoles de la Colombie-Britannique comptaient en moyenne 12,1 années d'études, le nombre le plus élevé dans l'ensemble des provinces. Le Québec (10,1 années) et le Manitoba (10,6 années) ont enregistré les nombres moyens d'années d'études les plus faibles.

Dans l'ensemble des provinces, le nombre moyen d'années d'études des exploitants agricoles s'est accru de 1986 à 1991, conformément à la tendance observée dans l'ensemble de la population active.

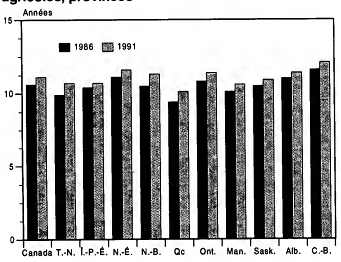
De même, le pourcentage d'exploitants qui ont déclaré une scolarité inférieure à la neuvième année a diminué de 1986 à 1991, pour passer de 29 % à 23 %, ce qui représente une baisse de 21 %.

Nombre moyen d'années d'études des agriculteurs principaux et secondaires[1]

	1986	1991	Changement en %
Ensemble de la population active	12,4	12,9	4,0
Tous les exploitants	10,6	11,1	4,7
Agriculteurs principaux	10,2	10,6	3,9
Agriculteurs secondaires	11,4	11,9	4,4

1 Les données portent seulement sur la première personne inscrite sur le questionnaire du Recensement de 1991 afin de permettre des comparaisons avec les recensements antérieurs.

Nombre moyen d'années d'études des exploitants agricoles, provinces



Les exploitants agricoles vieillissent

La majorité des exploitants (48 %) étaient âgés de 35 à 54 ans au moment de la tenue du Recensement de 1991. La proportion d'exploitants dans ce groupe d'âge varie depuis un certain nombre de recensements de 46 % à 52 %. En 1991, 43 % des agriculteurs principaux en faisaient partie, comparativement à 57 % chez les agriculteurs secondaires.

On observait les changements les plus considérables dans le groupe d'âge des plus jeunes (moins de 35 ans) et le groupe d'âge le plus élevé (55 ans et plus).

Groupes d'âge des exploitants agricoles[1]

	Moins de 35 ans		35 à 54 ans		55 ans et plus	
	1986 %	1991 %	1986 %	1991 %	1986 %	1991 %
Tous les exploitants	19,7	16,2	46,3	48,1	34,0	35,7
Agriculteurs principaux	19,5	15,1	42,4	43,3	38,1	41,6
Agriculteurs secondaires	20,2	18,2	54,5	56,9	25,2	24,9

1 Les données portent seulement sur la première personne inscrite sur le questionnaire du Recensement de 1991 afin de permettre des comparaisons avec les recensements antérieurs.

Tendance à long terme ou fluctuation à court terme?

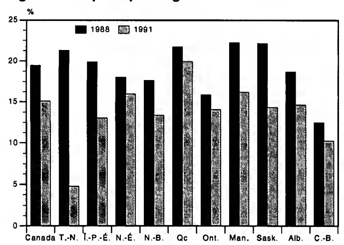
Le phénomène de diminution de la proportion de jeunes exploitants agricoles et d'augmentation de la proportion d'exploitants agricoles plus âgés de 1986 à 1991 a également été observé de 1981 à 1986. Aux Recensements de 1966 et de 1971, la proportion de jeunes exploitants n'était que de 15 % (légèrement inférieure à celle de 16 % enregistrée en 1991), tandis que la proportion d'exploitants plus âgés était respectivement de 32 % et de 33 % (en comparaison de 36 % en 1991).

La proportion d'exploitants âgés de moins de 35 ans a diminué de 1986 à 1991, pour passer de 20 % à 16 %, soit une diminution de 20 %. La baisse a été un peu moindre chez les agriculteurs secondaires.

Dans le cas des exploitants plus âgés (55 ans et plus), on a enregistré de 1986 à 1991 une augmentation de 10 % chez les agriculteurs principaux (où la proportion est passée de 38 % en 1986 à 42 % en 1991). La proportion chez les agriculteurs secondaires est demeurée inchangée à 25 %.

On a enregistré dans toutes les provinces une diminution de la proportion de jeunes exploitants agricoles. La Colombie-Britannique comptait la proportion la plus élevée d'agriculteurs principaux plus âgés, les exploitants âgés de 55 ans et plus représentant 49 % de l'ensemble contre seulement 10 % chez les exploitants de moins de 35 ans. La baisse enregistrée depuis 1986 dans la proportion d'exploitants agricoles âgés de moins de 35 ans a été la plus prononcée à Terre-Neuve, où on a enregistré une diminution de 78 % chez les agriculteurs principaux. En 1991, les exploitants du Québec étaient les plus jeunes, 20 % d'entre eux étant âgés de moins de 35 ans. Toutefois, il s'agit d'une baisse de 8 % depuis 1986.

Agriculteurs principaux âgés de moins de 35 ans



Les agriculteurs principaux sont les moins mobiles

Les agriculteurs principaux ne constituaient pas un groupe professionnel très mobile; seulement 11 % d'entre eux ont déménagé de 1986 à 1991. Par contraste, durant la même période de cinq ans, 50 % de l'ensemble de la population a déménagé, et 23 % des agriculteurs secondaires ont déménagé.

Les agriculteurs principaux de la Colombie-Britannique étaient les plus mobiles, 20 % d'entre eux ayant déménagé. Les agriculteurs principaux du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard étaient les moins mobiles. Dans chacune de ces provinces, moins de 8 % des agriculteurs principaux ont déclaré avoir déménagé de 1986 à 1991.

En règle générale, les agriculteurs principaux étaient moins mobiles en 1991 qu'en 1986.

Mobilité de l'ensemble de la population et des exploitants agricoles[1]

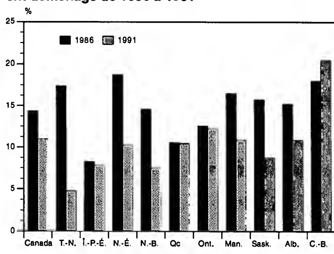
	1981-1986 %	1986-1991 %	changement en %
Ensemble de la population active	48,6	50,5	3,9
Tous les exploitants	16,9	15,3	-9,5
Agriculteurs principaux	14,3	11,0	-23,1
Agriculteurs secondaires	22,6	23,1	2,2

1 Les données portent seulement sur la première personne inscrite sur le questionnaire du Recensement de 1991 afin de permettre des comparaisons avec les recensements antérieurs.

Seulement 11 % d'entre eux ont déménagé de 1986 à 1991, comparativement à 14 % de 1981 à 1986.

Toutefois, à l'échelle provinciale, on observait la tendance contraire en Colombie-Britannique, où 20 % des agriculteurs principaux ont déménagé de 1986 à 1991 comparativement à 18 % de 1981 à 1986.

Mobilité au sein des agriculteurs principaux qui ont déménagé de 1986 à 1991



Enquêtes postcensitaires

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 29 juin 1993

ENQUÊTE AUPRÈS DES PEUPLES AUTOCHTONES DE 1991 – LANGUE, TRADITION, SANTÉ, HABITUDES DE VIE ET PRÉOCCUPATIONS SOCIALES

FAITS SAILLANTS

- Près du tiers des populations comprenant les Indiens de l'Amérique du Nord, les Inuit et les Métis âgées de 5 ans et plus parlaient une langue autochtone assez bien pour soutenir une conversation. Parmi les adultes âgés de 15 ans et plus, cette proportion s'établissait à 36 % alors qu'elle était de 21 % chez les enfants âgés de 5 à 14 ans
- Des adultes autochtones âgés de 15 ans et plus, 3 % ont déclaré être atteints de la tuberculose. Chez la population canadienne âgée de 15 ans et plus, la fréquence de la tuberculose était de moins de 1 %
- Chez les autochtones âgés de 15 ans et plus, 67 % estimaient que leur communauté avait un problème de chômage, 61 % un problème de consommation abusive d'alcool et 25 % un problème de suicide
- Les adultes autochtones âgés de 15 ans et plus ont proposé d'accroître la surveillance policière, d'offrir du counselling familial, d'améliorer les services communautaires et plus d'emplois pour résoudre les problèmes de leur communauté

Langue, tradition, santé, habitudes de vie et préoccupations sociales
Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Langue, tradition, santé, habitudes de vie et préoccupations sociales (89-533, 45 $) renferme de l'information qui provient de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 1991.

Les tableaux de données fournissent de l'information à l'échelle du Canada, des provinces et territoires, de 11 régions métropolitaines de recensement sélectionnées, soit à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves et établissements indiens. Ils présentent également des données sur les adultes et les enfants, selon la population autochtone et le groupe autochtone.

Ce communiqué met en relief des données sur la langue, la tradition, la santé, les habitudes de vie et les préoccupations sociales recueillies auprés de 625 710 personnes qui, lors de l'Enquête auprés des peuples autochtones de 1991, ont dit s'identifier à un groupe autochtone (c'est-à-dire qu'elles se sont considérées comme étant des Indiens de l'Amérique du Nord, des Métis ou des Inuit).

Les personnes qui se sont identifiées à un groupe autochtone représentaient environ 63 % du nombre total de personnes qui, au Recensement de la population de 1991, ont répondu être d'origine autochtone ou être inscrites aux termes de la *Loi sur les Indiens* du Canada.

Près du tiers des répondants parlaient une langue autochtone

Prés du tiers (171 090) des personnes âgées de 5 ans et plus qui se sont considérées comme étant autochtones parlaient une langue autochtone assez bien pour soutenir une conversation. Parmi les adultes de 15 ans et plus, 36 % ou 139 375 parlaient une langue autochtone, ce qui était le cas de 21 % ou 31 715 des enfants de 5 à 14 ans.

Les Indiens de l'Amérique du Nord

Des personnes âgées de 5 ans et plus qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord, 34 % parlaient une langue autochtone. Toutefois, parmi les Indiens de l'Amérique du Nord qui vivaient dans les réserves et les établissements indiens, près de 60 % parlaient une langue autochtone, les langues les plus fréquemment citées étant le cri (46 %) et l'ojibwa (17 %). Des 253 760 Indiens de l'Amérique du Nord âgés de cinq ans et plus qui vivaient hors des réserves, 19 % disaient parler une langue autochtone, les langues les plus fréquentes étant le cri (44 %) et l'ojibwa (20 %).

Chez les enfants autochtones de 5 à 14 ans qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord, l'écart entre ceux qui vivaient dans les réserves indiennes et ceux qui vivaient hors des réserves était encore plus prononcé que dans la population adulte pour ce qui était de la capacité de parler une langue autochtone. Des 40 500 enfants qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient dans les réserves et les établissements indiens, 44 % déclaraient parler une langue autochtone, comparativement à 9 % des enfants de leur âge qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient hors des réserves.

Capacité de parler une langue autochtone, 1991

	Total	Nombre	%
Population autochtone totale de 5 ans et plus	**537 060** [1]	**171 090**	**31,9**
Indiens de l'Amérique du Nord	396 335	133 800	33,8
Vivant dans des réserves et établissements indiens	142 575	84 665	59,4
Hors des réserves	253 760	49 140	19,4
Métis	116 140	16 305	14,0
Inuit	30 050	21 700	72,2
Enfants autochtones de 5 à 14 ans	**148 160** [1]	**31 715**	**21,4**
Indiens de l'Amérique du Nord	107 970	24 035	22,3
Vivant dans des réserves et établissements indiens	40 500	17 945	44,3
Hors des réserves	67 465	6 095	9,0
Métis	31 985	1 580	4,9
Inuit	9 245	6 190	67,0
Adultes autochtones de 15 ans et plus	**388 900** [1]	**139 375**	**35,8**
Indiens de l'Amérique du Nord	288 365	109 765	38,1
Vivant dans des réserves et établissements indiens	102 075	66 720	65,4
Hors des réserves	186 295	43 045	23,1
Métis	84 155	14 725	17,5
Inuit	20 805	15 510	74,5

1 Les répondants se sont identifiés à plus d'un groupe autochtone; par conséquent, la somme des chiffres des groupes est supérieure à la population totale.

Chez les adultes âgés de 15 ans et plus qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient dans les réserves et les établissements indiens, 65 % déclaraient parler une langue autochtone. Des 186 295 adultes qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient hors des réserves, 23 % disaient être capables de parler une langue autochtone.

Le cri et le michif étaient les langues parlées par les Métis

Des 116 140 personnes âgées de 5 ans et plus qui s'identifiaient comme des Métis, 14 % déclaraient parler une langue autochtone. Des enfants Métis âgés de 5 à 14 ans, 5 % déclaraient parler une langue autochtone. Parmi les adultes Métis âgés de 15 ans et plus, 18 % déclaraient parler une langue autochtone : 70 % d'entre eux disaient parler le cri et 6 % le michif.

Trois Inuit sur quatre parlaient une langue autochtone

La majorité des personnes de 5 ans et plus qui s'identifiaient comme Inuit parlaient une langue autochtone. Des 30 050 Inuit âgés de 5 ans et plus, 72 % parlaient une langue autochtone, dont 96 % l'inuktitut. Contrairement aux personnes qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord ou comme Métis, les enfants Inuit âgés de 5 à 14 ans et les adultes Inuit âgés de 15 ans et plus montrent une capacité trés semblable de parler une langue autochtone. Deux tiers (67 %) des enfants Inuit âgés de 5 à 14 ans déclaraient parler une langue autochtone. Quant aux adultes Inuit, 75 % disaient être capables d'en faire autant.

Les rhumatismes et l'arthrite étaient les problèmes de santé les plus fréquemment déclarés

Des professionnels de la santé ont diagnostiqué un probléme de santé chronique chez 31 % des 388 900 personnes âgées de 15 ans et plus qui s'identifiaient à un groupe autochtone; 33 % des Métis, 30 % des Indiens de l'Amérique du Nord et 23 % des Inuit ont déclaré un probléme de santé chronique.

Des adultes âgés de 15 ans et plus qui s'identifiaient à un groupe autochtone, 15 % ont déclaré souffrir de l'arthrite ou des rhumatismes, ce qui était le cas de 10 % des adultes Inuit et de 17 % des adultes Métis. Selon l'Enquête sociale générale de 1991, 14 % de la population totale canadienne âgée de 15 ans et plus avait déclaré souffrir d'arthrite ou de rhumatismes (la différence dans la répartition des groupes d'âge a été ajustée de façon à permettre les comparaisons entre les deux populations).

Problèmes de santé chroniques, 1991

	Total		Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves et établissements indiens		Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves		Métis		Inuit	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Population autochtone totale de 15 ans et plus	**388 900**	**100,0**	**102 075**	**100,0**	**186 295**	**100,0**	**84 155**	**100,0**	**20 805**	**100,0**
Diabète	23 255	6,0	8 635	8,5	9 790	5,3	4 670	5,5	405	1,9
Hypertension	44 735	11,5	13 110	12,8	20 635	11,1	9 555	11,4	1 995	9,6
Arthrite/rhumatisme	57 995	14,9	14 410	14,1	27 870	15,0	14 375	17,1	2 150	10,3
Maladie de coeur	25 580	6,6	6 940	6,8	11 695	6,3	5 905	7,0	1 275	6,1
Bronchite	32 650	8,4	6 190	6,1	17 040	9,1	8 875	10,5	1 035	5,0
Emphysème/essoufflement	22 155	5,7	6 785	6,6	9 685	5,2	4 835	5,7	1 120	5,4
Asthme	22 135	5,7	4 545	4,5	11 375	6,1	5 755	6,8	690	3,3
Tuberculose	11 655	3,0	3 445	3,4	4 970	2,7	2 075	2,5	1 350	6,5
Épilepsie/crises d'épilepsie	5 910	1,5	1 640	1,6	2 870	1,5	1 030	1,2	380	1,8

Des adultes âgés de 15 ans et plus qui s'identifiaient à un groupe autochtone, 6 % ont déclaré être atteints du diabète, en comparaison avec 2 % de la population totale du Canada âgée de 15 ans et plus, selon l'Enquête sociale générale de 1991 (les chiffres ont été ajustés en fonction de la différence dans la répartition des groupes d'âge). Ce problème de santé chronique a également été signalé par 9 % des personnes qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient dans les réserves ou les établissements indiens et par 2 % des adultes Inuit.

Des adultes âgés de 15 ans et plus qui s'identifiaient à un groupe autochtone, 3 % ont déclaré être atteints de la tuberculose. Ce problème de santé chronique a été déclaré par moins de 1 % de la population totale du Canada âgée de 15 ans et plus. La tuberculose a également été signalée par 3 % des adultes qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient dans les réserves et les établissements indiens et par 7 % des adultes Inuit.

Les problèmes sociaux auxquels font face les communautés autochtones...

On a demandé aux adultes de 15 ans et plus qui s'identifiaient à un groupe autochtone ce qu'ils pensaient des problémes sociaux des autochtones de leur communauté.

Quelque 67 % des adultes qui s'identifiaient à un groupe autochtone estimaient que leur communauté autochtone avait un probléme de chômage. Le chômage préoccupait 78 % de ceux qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient dans les réserves et les établissements Indiens et 75 % des adultes Inuit.

La consommation abusive d'alcool représentait aussi un probléme d'ordre social pour 61 % des adultes qui s'identifiaient à un groupe autochtone et pour 73 % des adultes qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient dans les réserves et les établissements indiens.

Des adultes qui s'identifiaient à un groupe autochtone, 25 % ont déclaré que leur communauté était aux prises avec un probléme de suicide. C'était aussi ce qu'ont répondu 41 % des adultes Inuit.

... et les solutions proposées par les peuples autochtones

On a demandé aux adultes âgés de 15 ans et plus qui s'identifiaient à un groupe autochtone de proposer des façons de résoudre les problémes sociaux auxquels, à leur avis, leur communauté faisait face. Les solutions mises de l'avant allaient d'une plus grande surveillance policière au counselling familial en passant par de meilleurs services communautaires et plus d'emplois.

Problèmes sociaux auxquels font face les communautés autochtones, 1991

	Total		Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves et établissements indiens		Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves		Métis		Inuit	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Population autochtone totale de 15 ans et plus	**388 900**	**100,0**	**102 075**	**100,0**	**186 295**	**100,0**	**84 155**	**100,0**	**20 805**	**100,0**
Préoccupations sociales[1]										
Suicide	98 690	25,4	35 195	34,5	38 005	20,4	18 200	21,6	8 575	41,2
Chômage	261 100	67,1	79 900	78,3	112 195	60,2	56 330	66,9	15 505	74,5
Violence familiale	152 435	39,2	44 975	44,1	67 820	36,4	32 805	39,0	9 040	43,5
Agressions sexuelles	95 400	24,5	29 555	29,0	40 605	21,8	19 350	23,0	7 305	35,1
Abus de drogues	186 425	47,9	60 010	58,8	80 390	43,2	38 060	45,2	10 195	49,0
Abus d'alcool	237 680	61,1	74 715	73,2	104 280	56,0	49 520	58,8	11 980	57,6
Viol	58 120	14,9	16 735	16,4	24 725	13,3	12 305	14,6	5 190	24,9

1 Personnes qui déclarent que cette préoccupetion sociele est un problème euquel font fece les eutochtones de leur communeuté.

Parmi les adultes qui s'identifiaient comme Indiens de l'Amérique du Nord et qui vivaient dans les réserves et les établissements indiens, 17 % ont proposé d'accroître la surveillance policière et 14 % d'offrir du counselling familial pour résoudre les problèmes sociaux de leur communauté autochtone.

Des adultes qui s'identifiaient comme Inuit, 13 % ont proposé d'améliorer les services communautaires et 12 % d'offrir plus d'emplois pour venir à bout des problèmes sociaux auxquels, à leur avis, leur communauté faisait face.

Solutions proposées par les autochtones pour résoudre les problèmes sociaux, 1991

	Total		Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves et établissements indiens		Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves		Métis		Inuit	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Population autochtone totale de 15 ans et plus	**388 900**	**100,0**	**102 075**	**100,0**	**186 295**	**100,0**	**84 155**	**100,0**	**20 805**	**100,0**
Solutions proposées										
Exercer une plus grande surveillance policière	39 425	10,1	17 810	17,4	13 200	7,1	6 245	7,4	2 380	11,4
Ouvrir des refuges pour femmes battues	22 390	5,8	6 790	6,7	10 600	5,7	3 910	4,6	1 215	5,8
Offrir des services de counselling familial	40 815	10,5	14 255	14,0	16 495	8,9	8 705	10,3	1 805	8,7
Offrir d'autres types de services de counselling	34 895	9,0	8 690	8,5	17 075	9,2	7 385	8,8	2 330	11,2
Améliorer les services communautaires	38 260	9,8	10 465	10,3	17 140	9,2	8 515	10,1	2 795	13,4
Créer plus d'emplois	30 385	7,8	7 170	7,0	14 055	7,5	7 225	8,6	2 450	11,8
Améliorer l'enseignement	28 835	7,4	3 615	3,5	16 450	8,8	8 180	9,7	1 415	6,8

Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Une enquête à grende échelle e été menée aprés le Recensement de 1991 euprés des personnes se déclerent d'escendence eutochtone ou disent être inscrites eux termes de la Loi sur les Indiens du Cenede. Cette enquête, l'Enquête auprés des peuples eutochtones, e été éleborée evec les organismes eutochtones et des ministéres. Elle a permis de recueillir de l'informetion sur des sujets tels que l'emploi, le scolerité, le lengue, le tredition, le senté, les hebitudes de vie et les préoccupetions socieles, le mobilité, le logement, l'incepecité, le revenu et les dépenses euprés des personnes qui s'identifieient comme des Indiens de l'Amérique du Nord, des Métis ou des Inuit.

Réserves et établissements indiens partiellement dénombrés

On compteit 78 réserves et éteblissements indiens pertiellement dénombrés eu Recensement de 1991 - on estime à environ 38 000 le nombre de personnes omises. Puisque l'échentillon de l'Enquête euprés des peuples eutochtones (EAPA) provient du Recensement de 1991, ces 78 réserves et établissements ne figurent pes dens les tebleeux de l'EAPA.

Per ailleurs, il y aveit 181 autres réserves et éteblissements indiens regroupent environ 20 000 personnes où le dénombrement n'éteit pas permis ou e été interrompu event que tous les questionneires ne puissent être remplis. Per conséquent, les tebleeux de l'EAPA ne présentent pes de données à leur sujet.

Il y e 14 eutres communautés eutochtones pertiellement dénombrées dans l'EAPA et per conséquent les tebleeux ne présentent pes de données à leur sujet.

Le liste des réserves et des éteblissements indiens pertiellement dénombrés, einsi que la liste des eutres communeutés eutochtones (regroupent environ 2 000 personnes) qui ont été pertiellement dénombrées, sont disponibles dens Lengue, tredition, senté, hebitudes de vie et préoccupetions socieles (89-533, 45 $).

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 20 septembre 1993

ENQUÊTE AUPRÈS DES PEUPLES AUTOCHTONES DE 1991 – SCOLARITÉ, TRAVAIL ET ACTIVITÉS CONNEXES, REVENU, DÉPENSES ET MOBILITÉ

FAITS SAILLANTS

- L'usage des langues autochtones aux niveaux primaire et secondaire a augmenté chez les jeunes
- En 1991, le chômage était de 25 % chez les adultes autochtones, soit deux fois et demie le taux national
- Parmi les personnes autochtones, 14 % ont déclaré s'être adonnées à des activités comme pêcher pour se nourrir et troquer des produits et des services contre de la nourriture, afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille
- En 1990, 5 % des adultes autochtones avaient un revenu total de 40 000 $ et plus, comparativement à 15 % de la population adulte du Canada
- Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les personnes autochtones ne déménagent pas plus fréquemment que la population totale du Canada. En 1991, 15 % des personnes autochtones avaient déménagé récemment comparativement à 16 % de la population totale du Canada

Scolarité, travail et activités connexes, revenu, dépenses et mobilité
Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Scolarité, travail et activités connexes, revenu, dépenses et mobilité (89-534, 60 $), contient de l'information pour le Canada (les provinces et les territoires) et pour 11 régions métropolitaines de recensement choisies. Les données sont totalisées pour les adultes et les enfants selon la population autochtone totale et selon des groupes autochtones spécifiques.

Ce communiqué met en relief des données sur la scolarité, le travail et les activités connexes, le revenu, les dépenses des ménages et la mobilité recueillies auprès des personnes qui, lors de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 1991, ont dit s'identifier à un groupe autochtone (c'est-à-dire qu'elles se sont considérées comme étant des Indiens de l'Amérique du Nord, des Métis ou des Inuit).

Les personnes qui se sont identifiées à un groupe autochtone (625 710) représentaient environ 63 % du nombre de personnes qui, au Recensement de la population de 1991, ont répondu être d'origine(s) autochtone(s) et/ou être inscrites aux termes de la *Loi sur les Indiens* du Canada.

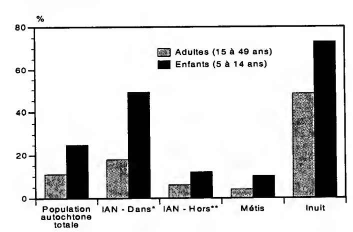
L'Enquête auprès des peuples autochtones a été menée pour la première fois à la suite du Recensement de 1991. Il n'existe donc pas de données historiques pouvant être comparées avec la plupart des données présentées ici.

L'usage des langues autochtones au niveau primaire a augmenté chez les jeunes

Parmi les personnes autochtones âgées de 15 à 49 ans ayant fréquenté l'école primaire, seulement 11 % ont déclaré qu'on leur avait déjà enseigné dans une langue autochtone à l'école primaire. Ce pourcentage s'élève cependant à 25 % chez les enfants âgés de 5 à 14 ans.

La différence la plus notable entre les deux groupes d'âge est observée chez les Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens. Ainsi, parmi ce groupe autochtone, 18 % des personnes de 15 à 49 ans ont déclaré qu'on leur avait déjà enseigné dans une langue autochtone à l'école primaire, tandis que ce pourcentage s'élève à 49 % chez les enfants.

Usage des langues autochtones au niveau primaire, 1991



* *IAN - Dans : Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens.*
** *IAN - Hors : Indians de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves.*

Les niveaux de scolarité acquise en établissement de la population autochtone étaient moins élevés que ceux de la population totale du Canada

Un tiers des personnes autochtones âgées de 15 à 49 ans ont déclaré avoir fait certaines études postsecondaires et 17 % ont déclaré avoir une huitième année ou moins (y compris aucune scolarité). En comparaison, un peu plus de la moitié de la population totale du Canada de 15 à 49 ans a déclaré avoir fait certaines études postsecondaires et seulement 6 % ont déclaré détenir une huitième année ou moins. Pour ce même groupe d'âge, c'est chez les Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves (11 %) et les Métis (12 %) que l'on a observé les proportions les moins élevées de personnes détenant une huitième année ou moins, suivi des Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou établissements indiens (28 %) et les Inuit (38 %).

Parmi les personnes autochtones de 50 à 64 ans, 22 % avaient fait certaines études postsecondaires et 53 % avaient une huitième année ou moins. En comparaison, un tiers de la population totale du Canada de 50 à 64 ans avait fait certaines études postsecondaires et 26 % détenaient une huitième année ou moins.

Les différences les plus considérables de niveaux de scolarité entre la population totale du Canada et celle des trois groupes autochtones sont survenues chez les Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens et chez les Inuit. Parmi les personnes de 15 à 49 ans, 28 % des Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens et 38 % des Inuit ont déclaré détenir une huitième année ou moins. Parmi les générations plus âgées (personnes de 50 à 64 ans), 70 % des Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens et 76 % des Inuit ont déclaré détenir une huitième année ou moins.

Les adultes s'étant identifiés à un groupe autochtone étaient invités à fournir de l'information sur leurs années d'études. Parmi les personnes âgées de 15 à 49 ans qui ont fréquenté l'école primaire, 11 % (34 860) ont déclaré avoir été pensionnaires pendant une partie ou durant toutes leurs études primaires. Parmi les personnes de 50 à 64 ans qui ont fréquenté l'école, un peu plus du tiers (15 080) ont déclaré avoir été pensionnaires pendant une partie ou durant toutes leurs études.

Presque le quart (80 670) des adultes autochtones âgés de 15 à 49 ans ont suivi des cours de formation au travail ou en classe en 1990 ou en 1991. De ce nombre, 62 % ont déclaré avoir suivi un cours et 13 % ont déclaré en avoir suivi deux.

Niveau de scolarité, 1991

	Huitième année ou moins		Certaines études postsecondaires	
	15 à 49 ans	50 à 64 ans	15 à 49 ans	50 à 64 ans
			%	
Population autochtone totale	**17**	**53**	**33**	**22**
Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves et des établissements indiens	28	70	25	15
Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves	11	44	38	28
Métis	12	45	34	25
Inuit	38	76	26	15
Population totale du Canada	**6**	**26**	**51**	**33**

Le taux de chômage était plus élevé chez les personnes qui s'identifiaient à un groupe autochtone

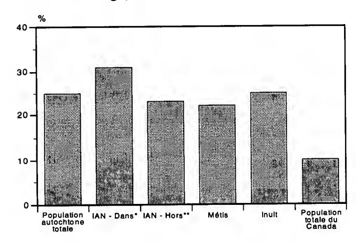
Le taux de chômage des personnes autochtones de 15 ans et plus s'élevait à prés de 25 % en 1991, comparativement à 10 % chez la population totale du Canada. Parmi les groupes autochtones, le taux de chômage le plus élevé (31 %) était observé chez les Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens, ce qui représente plus de trois fois le taux national, alors que le taux de chômage le plus bas était de 22 % chez les Métis.

Les taux de chômage plus élevés chez les autochtones peuvent s'expliquer, en partie, par le fait qu'une plus grande partie d'entre eux habitaient dans des régions rurales et des régions éloignées où l'accés à l'emploi est restreint. Lorsqu'on a demandé aux répondants quels étaient les obstacles auxquels ils faisaient face pour se trouver un emploi, la plupart ont déclaré que le plus grand obstacle était l'accés restreint à l'emploi. Des 127 680 adultes autochtones qui ont cherché du travail en 1990 ou en 1991, prés des deux tiers (83 685) ont déclaré qu'il n'y avait que peu ou pas d'emplois, 41 % ont répondu qu'ils n'avaient pas la formation ou l'expérience requise et 16 % ont déclaré avoir eu de la difficulté à se trouver un emploi parce qu'ils étaient autochtones.

Obstacles à la recherche d'emploi, 1991

	Population autochtone totale	Indiens de l'Amérique du Nord sur réserve	Indiens de l'Amérique du Nord hors réserve	Métis	Inuit
Nombre de personnes cherchant de l'emploi	**127 680**	**31 790**	**61 840**	**28 215**	**7 250**
			%		
Difficultés à se trouver un emploi					
Parce que peu ou pas d'emploi dans la région	66	75	61	62	71
N'avait pas la formation ou l'expérience requise pour les emplois offerts	41	41	41	43	38
N'avait personne pour garder les enfants	8	8	8	8	9
N'avait pas assez d'information au sujet des emplois offerts	26	32	25	22	24
Parce qu'était une personne autochtone	16	22	16	12	12

Taux de chômage, 1991



* *IAN - Dans : Indiens de l'Amérique du Nord vivent dans des réserves ou des établissements indiens.*
** *IAN - Hors : Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves.*

La proportion de travailleurs rémunérés était plus élevée chez les Inuit

Un peu plus de 59 % (229 905) des adultes autochtones ont travaillé contre rémunération en 1990 ou en 1991. C'est chez les Inuit que l'on retrouve la proportion la plus élevée de travailleurs rémunérés (68 %), suivi de près par les Métis (65 %). Parmi les adultes autochtones ayant travaillé contre rémunération, 29 % ont eu plus d'un emploi pendant cette période.

Les activités traditionnelles continualent à jouer un rôle prépondérant comme moyen d'existence chez les autochtones et leur famille

Près de 20 % (73 390) des adultes autochtones se sont adonnés à d'autres activités rémunérées en 1990 ou en 1991. Ces activités consistaient à sculpter, à piéger et à guider.

Quatorze pour cent (53 595) ont déclaré s'être adonnés à d'autres activités non rémunérées comme pêcher pour se nourrir et troquer des biens ou des services contre de la nourriture, afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Un peu plus de 8 % (32 680) des adultes autochtones ont déclaré avoir déjà possédé ou exploité une entreprise. Parmi eux, 57 % possédaient ou exploitaient une entreprise en 1991.

Le revenu total déclaré en 1990 était moins élevé chez les autochtones

Parmi les adultes autochtones, 13 % ont déclaré n'avoir touché aucun revenu en 1990 et 5 % ont déclaré avoir gagné 40 000 $ et plus. En comparaison, 9 % de la population totale du Canada de 15 ans et plus a déclaré n'avoir touché aucun revenu en 1990 et 15 % a déclaré avoir gagné 40 000 $ et plus.

Parmi les adultes Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens, seulement 2 % ont déclaré un revenu total de 40 000 $ et plus en 1990. Parmi les adultes Inuit, 17 % ont déclaré n'avoir touché aucun revenu en 1990.

Revenu total, 1990

	Aucun revenu	Moins de 2 000 $	2 000 $ à 9 999 $	10 000 $ à 19 999 $	20 000 $ à 39 999 $	40 000 $ et plus
				%		
Population autochtone totale	**13**	**12**	**29**	**23**	**18**	**5**
Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves et des établissements indiens	11	18	36	22	12	2
Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves	14	10	26	23	20	7
Métis	13	10	26	24	20	6
Inuit	17	10	30	20	16	7
Population totale du Canada	9	6	**20**	**22**	**28**	**15**

... et le revenu d'emploi était moins élevé chez les autochtones

Des 388 900 adultes autochtones, 60 % ont déclaré un revenu d'emploi pour 1990. Parmi eux, 17 % ont déclaré avoir gagné moins de 2 000 $ et seulement 8 % ont déclaré avoir gagné 40 000 $ et plus. En comparaison, 8 % de la population totale du Canada de 15 ans et plus a déclaré avoir gagné moins de 2 000 $ en 1990 et 18 % a déclaré avoir gagné 40 000 $ et plus.

Parmi les adultes qui se sont identifiés comme étant Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens, seulement 3 % ont déclaré un revenu d'emploi de 40 000 $ et plus en 1990.

Chez les adultes autochtones, 29 % ont déclaré avoir touché des prestations d'aide sociale en 1990

Chez les adultes autochtones, 29 % (111 020) ont déclaré avoir touché des prestations d'aide sociale.

Parmi les adultes Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens, 42 % ont déclaré avoir touché des prestations d'aide sociale en 1990.

Cinq pour cent des adultes autochtones ont déclaré avoir touché une allocation d'études postsecondaires. Ce pourcentage était moins élevé chez les Inuit : en 1990, seulement 2 % ont déclaré avoir reçu des allocations d'études postsecondaires.

Revenu d'emploi, 1990

	Moins de 2 000 $	2 000 $ à 9 999 $	10 000 $ à 19 999 $	20 000 $ à 39 999 $	40 000 $ et plus
			%		
Population autochtone totale	**17**	**30**	**21**	**24**	**8**
Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves et des établissements indiens	20	36	23	18	3
Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves	16	28	20	27	9
Métis	14	29	23	26	8
Inuit	20	33	18	21	8
Population totale du Canada	**8**	**21**	**20**	**33**	**18**

Revenu provenant d'autres sources que l'emploi, 1990

	Prestations d'aide sociale	Allocations d'études postsecondaires	Allocations de formation	Indemnités d'accidents du travail
			%	
Population autochtone totale	**29**	**5**	**4**	**2**
Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves et des établissements indiens	42	5	4	2
Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves	25	6	4	3
Métis	22	4	4	3
Inuit	23	2	5	2

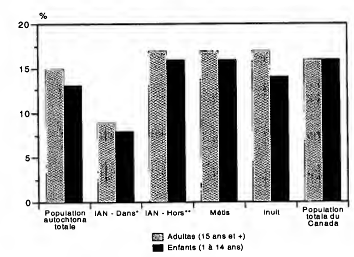
Chez les adultes autochtones, 15 % ont déclaré avoir déménagé récemment – un peu moins que la population totale du Canada

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les personnes autochtones ne déménagent pas plus fréquemment que la population totale du Canada. Seulement 15 % des adultes autochtones ont déménagé dans les 12 mois précédant l'enquête. Selon le Recensement de 1991, 16 % de la population totale du Canada du même groupe d'âge a déclaré avoir déménagé dans les 12 mois précédant le recensement.

Parmi les adultes Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens, seulement 9 % ont déménagé pendant les 12 mois précédant l'enquête.

Les résultats s'avèrent similaires lorsque l'on compare les enfants autochtones âgés de 1 à 14 ans avec les enfants dans la population totale du Canada. Parmi les enfants autochtones, 13 % ont déménagé pendant les 12 mois précédant l'enquête, tandis que 16 % des enfants dans la population totale du Canada ont déménagé dans les 12 mois précédant le recensement.

Personnes ayant déménagé au cours des 12 mois précédant l'enquête



* *IAN - Dans : Indiens de l'Amérique du Nord vivant dans des réserves ou des établissements indiens.*

** *IAN - Hors : Indiens de l'Amérique du Nord vivant hors des réserves.*

Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Une enquête à grande échelle a été menée après le Recensement de 1991 auprès des personnes se déclarant d'ascendance autochtone et/ou disant être inscrites aux termes de la Loi sur les Indiens du Canada. *Cette enquête, l'Enquête auprès des peuples autochtones, a été élaborée en collaboration avec des organismes autochtones et des ministères. Elle a permis de recueillir de l'information sur des sujets tels que l'emploi, la scolarité, la langue, la tradition, la santé, les habitudes de vie et les préoccupations sociales, la mobilité, le logement, l'incapacité, le revenu et les dépenses des ménages auprès des personnes qui s'identifiaient comme des Indiens de l'Amérique du Nord, des Métis ou des Inuit.*

Réserves et établissements indiens partiellement dénombrés

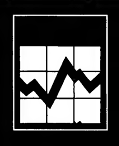
On comptait 78 réserves et établissements indiens partiellement dénombrés au Recensement de 1991 - on estime à environ 38 000 le nombre de personnes que cela représente. Puisque l'échantillon de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) provient du Recensement de 1991, ces 78 réserves et établissements ne figurent pas dans les tableaux de l'EAPA.

Par ailleurs, il y avait 181 autres réserves et établissements indiens regroupant environ 20 000 personnes où le dénombrement n'était pas permis ou a été interrompu avant que tous les questionnaires ne puissent être remplis.

Il y a 14 autres communautés autochtones (représentant 2 000 personnes) partiellement dénombrées dans l'EAPA.

La liste des réserves et des établissements indiens partiellement dénombrés ainsi que celle des autres collectivités autochtones qui ont été partiellement dénombrées se trouvent dans la publication Scolarité, travail et activités connexes, revenu, dépenses et mobilité *(89-534, 60 $).*

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 13 octobre 1992

ENQUÊTE SUR LA SANTÉ ET LES LIMITATIONS D'ACTIVITÉS DE 1991 – INCAPACITÉ, ÂGE ET SEXE

FAITS SAILLANTS

- 4,2 millions de Canadiens, soit 15,5 % de la population, ont déclaré un certain degré d'incapacité en 1991
- Le taux d'incapacités croît avec l'âge. Ainsi, 7 % des enfants de moins de 15 ans avaient un degré quelconque d'incapacité, comparativement à 14 % chez les adultes de 35 à 54 ans et à 46,3 % chez ceux de 65 ans et plus
- La gravité de l'incapacité augmente également avec l'âge : 2,9 % des enfants ayant une incapacité ont déclaré une incapacité grave, comparativement à 32,4 % chez les personnes âgées de 65 ans et plus
- 93,7 % des personnes ayant une incapacité vivaient dans un ménage par rapport à 6,3 % qui vivaient dans un établissement de santé
- Les Canadiens de 15 à 64 ans ayant une incapacité et vivant au sein de ménages ont déclaré le plus souvent des incapacités liées à la mobilité (52,5 %) (limitation à marcher, à se déplacer ou à se tenir debout), puis des incapacités liées à l'agilité (50,2 %) (limitation de la capacité de se pencher, de s'habiller ou de manipuler de petits objets)





Ce communiqué présente les premiers résultats de l'Enquête postcensitaire de 1991 sur la santé et les limitations d'activités (ESLA), selon l'âge et le sexe des Canadiens ayant une incapacité et selon la nature et la gravité de ces incapacités.

Qu'est-ce qu'une incapacité?

Pour mener l'Enquête de 1991 sur la santé et les limitations d'activités, on a recouru à la définition d'incapacité qu'utilise l'Organisation mondiale de la santé :

> *... toute réduction (résultant d'une déficience) totale ou partielle de la capacité d'accomplir une activité d'une façon ou dans des limites considérées comme normales pour un être humain.*

L'enquête a interrogé les adultes sur les diverses limitations qu'ils pouvaient rencontrer dans leurs activités quotidiennes (mobilité, sens, agilité et d'autres capacités physiques et psychologiques).

En ce qui concerne les enfants de moins de 15 ans, les parents répondaient à des questions portant sur les limitations générales, les affections chroniques, la fréquentation d'une école spéciale ou la participation à des cours spéciaux et l'utilisation d'aides techniques. Toute réponse affirmative à l'une de ces catégories était considérée comme une indication qu'il y avait une incapacité.

Les réponses à ces questions traduisent la perception qu'ont les répondants de leur situation et elles sont, par conséquent, de nature subjective.

Personnes ayant une incapacité

En 1991, 4 184 685 personnes au Canada, soit 15,5 % de la population, ont déclaré un certain degré d'incapacité. Bien que ce pourcentage soit plus élevé qu'en 1986 (13,2 %), le plus fort de l'augmentation est survenu parmi les personnes ayant déclaré une incapacité légère. La hausse survenue au sein de ce groupe peut être en partie attribuable au vieillissement de la population et au fait que l'on a eu recours à une méthodologie d'enquête différente, qui a permis de recenser de façon plus exhaustive les personnes ayant une incapacité liée à la déficience intellectuelle, à des problèmes de santé mentale ou à des difficultés d'apprentissage. De plus, comme la société s'est de plus en plus sensibilisée à l'incapacité au cours des dernières années, les gens déclarent peut-être plus facilement leurs limitations d'activités et les barrières auxquelles ils font face quotidiennement.

Taux d'incapacités

	Taux d'incapacités (%)	
	1991	1986
CANADA	**15,5**	**13,2**
Terre-Neuve	10,0	13,1
Île-du-Prince-Édouard	16,9	14,7
Nouvelle-Écosse	21,3	16,9
Nouveau-Brunswick	17,7	15,5
Québec	12,5	11,2
Ontario	16,0	13,9
Manitoba	17,6	15,7
Saskatchewan	19,1	13,9
Alberta	17,0	11,9
Colombie-Britannique	16,7	13,8
Yukon	11,1	8,7
Territoires du Nord-Ouest	12,6	8,8

L'incapacité augmente avec l'âge. Chez les enfants de moins de 15 ans, 7,0 % avaient une incapacité. Au sein de la population adulte, le taux d'incapacités atteignait 8 % chez les personnes de 15 à 34 ans. Ce taux passait à 14 % chez les personnes de 35 à 54 ans, puis à 27,1 % chez les 55 à 64 ans. Chez les personnes de 65 ans et plus, le taux d'incapacités était de 46,3 %.

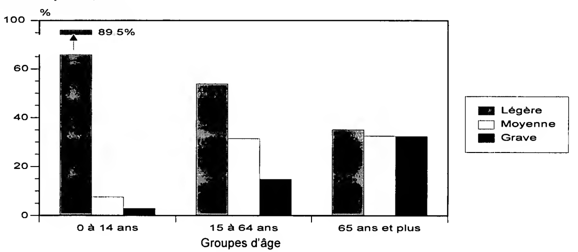
Le degré de l'incapacité augmente aussi avec l'âge. Chez les enfants de moins de 15 ans ayant une incapacité, 2,9 % avaient une incapacité grave. Ce taux passait à 14,8 % chez les personnes de 15 à 64 ans et à 32,4 % chez les 65 ans et plus. (Pour avoir la description de la mesure de l'incapacité, voir l'encadré à la page 202.)

Taux d'incapacités selon le groupe d'âge

	Taux d'incapacités (%)	
	1991	1986
Total - Tous les âges	**15,5**	**13,2**
0 à 14 ans	7,0	5,2
15 à 34 ans	8,0	5,7
35 à 54 ans	14,0	11,7
55 à 64 ans	27,1	26,1
65 ans et plus	46,3	45,5



Personnes ayant une incapacité vivant au sein de ménages et dans des établissements de santé, selon la gravité de l'incapacité, 1991



Là où vivaient les personnes ayant une incapacité

La plupart des personnes ayant une incapacité vivaient au sein de ménages privés, tandis que les autres vivaient dans des centres pour personnes âgées ou des établissements de santé. Parmi les personnes ayant déclaré une incapacité en 1991, 93,7 % vivaient dans un ménage et 6,3 % vivaient dans des foyers pour personnes âgées et des établissements de santé. On constate peu de changement par rapport à 1986.

Personnes ayant une incapacité vivant au sein de ménages et dans des établissements de santé, selon le sexe et le groupe d'âge, 1991

	Population ayant une incapacité		Personnes ayant une incapacité vivant dans des	
	Nombre	Taux d'incapacités %	Ménages %	Établissements %
Les deux sexes	**4 184 685**	**15,5**	**93,7**	**6,3**
0 à 14 ans	389 355	7,0	100,0	*
15 à 64 ans	2 346 455	12,9	97,9	2,1
65 ans et plus	1 448 875	46,3	85,3	14,7
Femmes	**2 217 640**	**16,2**	**92,2**	**7,8**
0 à 14 ans	156 365	5,7	100,0	*
15 à 64 ans	1 182 145	12,9	98,2	1,8
65 ans et plus	879 130	48,4	82,7	17,3
Hommes	**1 967 045**	**14,8**	**95,5**	**4,5**
0 à 14 ans	232 990	8,1	100,0	*
15 à 64 ans	1 164 310	12,8	97,6	2,4
65 ans et plus	569 745	43,4	89,3	10,7

* *L'enquête de 1991 ne comprend pas les enfants vivant dans les éteblissements. En 1986, on estimeit à 2 400 le nombre des enfants eyent une incapacité vivent dens les éteblissements.*

Parmi les personnes de 15 à 64 ans ayant une incapacité, 97,9 % vivaient au sein de ménages privés, tandis que les 49 325 autres personnes de ce groupe (2,1 %) vivaient dans des foyers pour personnes âgées et dans des établissements de soins de santé. Chez les 65 ans et plus, la proportion vivant au sein de ménages a diminué, pour passer à 85,3 %, alors que la proportion de ceux vivant dans des établissements a augmenté, à 14,7 %. Chez les personnes âgées de 65 ans et plus, 17,3 % des femmes vivaient dans des foyers pour personnes âgées et des établissements de santé, comparativement à 10,7 % des hommes. Cette différence peut s'expliquer par l'espérance de vie plus grande chez les femmes, ce qui réduit la probabilité qu'il y ait un conjoint présent pour fournir à une femme âgée ayant une incapacité l'aide nécessaire pour vivre à la maison.

La gravité de l'incapacité agit comme un facteur déterminant dans la décision de passer d'un ménage privé à un foyer pour personnes âgées ou à un établissement de santé. Parmi les personnes âgées de 15 à 64 ans ayant une incapacité et vivant dans un ménage, 14,1 % ont déclaré avoir une incapacité grave, comparativement à 48,8 % des personnes vivant dans un foyer pour personnes âgées ou un établissement de santé. Chez les personnes de 65 ans et plus, 25,4 % d'entre elles vivant dans un ménage privé ont déclaré avoir une incapacité grave, comparativement à 73,6 % chez les personnes ayant une incapacité et vivant dans un établissement.

Personnes ayant une incapacité vivant dans des ménages et des établissements de santé, selon la gravité de l'incapacité et le groupe d'âge, 1991

	Total		Personnes ayant une incapacité vivant dans des			
	Nombre	%	Ménages	%	Établissements	%
0 à 14 ans	**389 355**	**100,0**	**389 355**	**100,0**	*	*
Légère	348 300	89,5	348 300	89,5	*	*
Moyenne	29 555	7,6	29 555	7,6	*	*
Grave	11 500	2,9	11 500	2,9	*	*
15 à 64 ans	**2 346 455**	**100,0**	**2 297 135**	**100,0**	**49 320**	**100,0**
Légère	1 261 825	53,8	1 248 500	54,3	13 325	27,0
Moyenne	737 345	31,4	725 430	31,6	11 915	24,2
Grave	347 285	14,8	323 205	14,1	24 080	48,8
65 ans et plus	**1 448 875**	**100,0**	**1 235 955**	**100,0**	**212 920**	**100,0**
Légère	508 095	35,1	487 420	39,4	20 675	9,7
Moyenne	470 745	32,5	435 155	35,2	35 590	16,7
Grave	470 035	32,4	313 380	25,4	156 655	73,6

* *L'enquête de 1991 ne comprend pas les enfants vivant dans les établissements. En 1986, on estimait à 2 400 le nombre des enfants ayant une incapacité vivant dans des établissements.*

Enfants ayant une incapacité

Tout comme dans la population adulte, le taux d'incapacités chez les enfants s'accroît avec l'âge. En 1991, 85 070 enfants, soit 4,6 % des enfants de 4 ans et moins, avaient une incapacité. Le taux passait à 7,4 % chez les enfants de 5 à 9 ans et à 9,0 % chez les enfants de 10 à 14 ans.

On observait un taux d'incapacités plus élevé chez les garçons que chez les filles, soit 8,1 % par rapport à 5,7 %. Cette observation vaut parmi les trois groupes d'âge au sein de la population des enfants.

La plupart des enfants avaient une incapacité légère, ce que l'on peut observer au sein des trois groupes d'âge. Chez les garçons, 10,7 % ont une incapacité moyenne ou grave, comparativement à 10,3 % chez les filles. (L'incapacité chez les enfants se mesure de différentes façons; voir l'encadré à la page 202.)

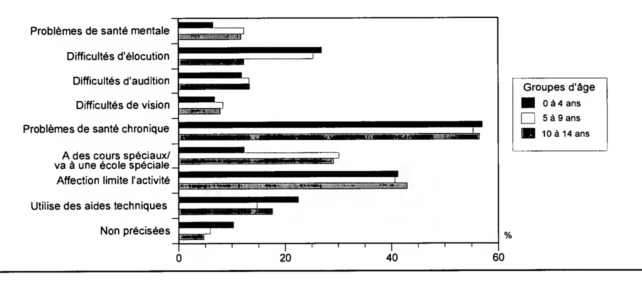
Enfants ayant une incapacité vivant au sein de ménages, 1991

	Population ayant une incapacité	Taux d'incapacités
Les deux sexes 14 ans et moins	**389 355**	**7,0**
0 à 4 ans	85 070	4,6
5 à 9 ans	137 925	7,4
10 à 14 ans	166 360	9,0
Filles 14 ans et moins	**156 365**	**5,7**
0 à 4 ans	37 190	4,1
5 à 9 ans	53 490	5,9
10 à 14 ans	65 685	7,3
Garçons 14 ans et moins	**232 990**	**8,1**
0 à 4 ans	47 880	5,0
5 à 9 ans	84 435	8,8
10 à 14 ans	100 675	10,6

Enfants ayant une incapacité vivant au sein de ménages, selon la gravité de l'incapacité, 1991

	Total		0 à 4 ans		5 à 9 ans		10 à 14 ans	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Les deux sexes								
Légère	348 300	89,5	75 330	88,6	120 945	87,7	152 025	91,4
Moyenne	29 555	7,6	7 185	8,4	11 850	8,6	10 520	6,3
Grave	11 500	2,9	2 555	3,0	5 130	3,7	3 815	2,3
Filles								
Légère	140 285	89,7	33 955	91,3	47 695	89,2	58 635	89,3
Moyenne	11 130	7,1	2 365	6,4	3 870	7,2	4 895	7,4
Grave	4 950	3,2	870	2,3	1 925	3,6	2 155	3,3
Garçons								
Légère	208 015	89,3	41 375	86,4	73 250	86,8	93 390	92,8
Moyenne	18 425	7,9	4 820	10,1	7 980	9,4	5 625	5,6
Grave	6 550	2,8	1 685	3,5	3 205	3,8	1 660	1,6

Enfants ayant une incapacité vivant au sein de ménages, selon certaines caractéristiques, 1991

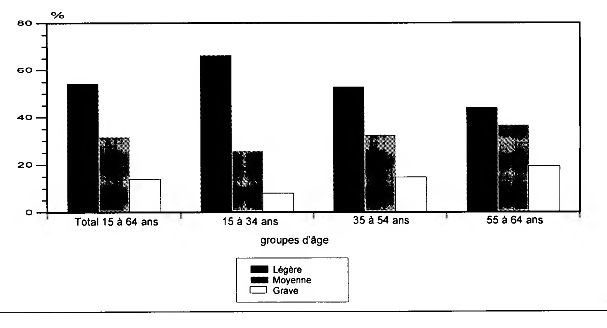


Par ailleurs, les difficultés d'élocution et les difficultés à se faire comprendre diminuent avec l'âge. Chez les enfants de 0 à 4 ans, 26,9 % avaient déclaré ces difficultés. Chez les enfants de 10 à 14 ans, ce taux passait à 12,3 %. Près de 30 % des enfants de 5 à 9 ans et des 10 à 14 ans fréquentaient une école spéciale ou suivaient des cours spéciaux offerts dans une école ordinaire. Chez les enfants ayant une incapacité, une affection chronique (à long terme) était déclarée dans plus de la moitié des cas (56,2 %).

Adultes de 15 à 64 ans ayant une incapacité et vivant dans un ménage

Parmi les personnes de 15 à 64 ans ayant une incapacité, 2 297 135 personnes, soit 97,9 %, vivaient au sein d'un ménage privé. Au sein de la population adulte, le taux d'incapacités chez les personnes de 15 à 34 ans était de 7,9 %. Ce taux passait à 13,7 % chez les 35 à 54 ans et à 26,6 % chez les 55 à 64 ans.

Adultes (de 15 à 64 ans) ayant une incapacité vivant au sein de ménages, selon la gravité de l'incapacité, 1991



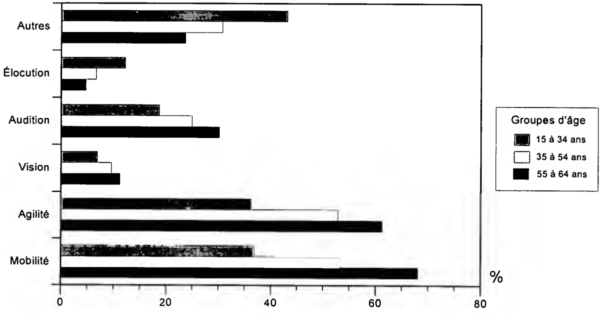
De ce groupe, 54,3 % ont indiqué avoir une incapacité légère, 31,6 % une incapacité moyenne et 14,1 % une incapacité grave. Dans ce groupe d'âge, on note des écarts importants : 8,0 % des personnes de 15 à 34 ans et 19,4 % des personnes de 55 à 64 ans ont indiqué une incapacité grave.

Les adultes de 15 à 64 ans ont déclaré le plus souvent des incapacités relatives à la mobilité (52,5 %) et à l'agilité (50,2 %). Toutefois, 43,1 % des personnes de 15 à 34 ans ayant une incapacité ont déclaré le plus souvent une incapacité «autre»; elles jugent avoir une incapacité relative à la déficience intellectuelle, à des difficultés d'apprentissage, à un problème de santé mentale ou qu'elles sont étiquetées par les autres. (Pour obtenir une explication des différents types d'incapacités chez les adultes de 15 ans et plus, voir l'encadré à la page 202.)

Adultes (de 15 à 64 ans) ayant une incapacité vivant au sein d'un ménage, 1991

	Nombre de personnes ayant une incapacité	Taux d'incapa-cités %
Les deux sexes 15 à 64 ans	**2 297 135**	**12,7**
15 à 34 ans	675 055	7,9
35 à 54 ans	992 835	13,7
55 à 64 ans	629 245	26,6
Femmes 15 à 64 ans	**1 160 810**	**12,7**
15 à 34 ans	346 615	8,1
35 à 54 ans	501 095	13,8
55 à 64 ans	313 100	26,0
Hommes 15 à 64 ans	**1 136 325**	**12,6**
15 à 34 ans	328 435	7,7
35 à 54 ans	491 740	13,6
55 à 64 ans	316 150	27,3

Adultes (de 15 à 64 ans) ayant une incapacité vivant au sein de ménages, selon la nature de l'incapacité, 1991



Personnes âgées ayant une incapacité

Parmi la population des personnes âgées ayant une incapacité, population estimée à 1 448 875 personnes, 85,3 % vivaient dans un ménage privé. La probabilité chez ces personnes d'emménager dans un foyer pour personnes âgées ou un établissement de santé augmente avec l'âge. Chez les personnes de 65 à 74 ans, 95,4 % vivaient dans un ménage, mais, chez les 85 ans et plus, ce pourcentage passait à 53,9 %.

Les femmes de 65 ans et plus sont plus susceptibles de passer d'une maison privée à un foyer pour personnes âgées ou un établissement de santé. Parmi les personnes âgées de 65 ans et plus, 17,3 % des femmes vivaient dans un foyer pour personnes âgées et un établissement de santé, par rapport à 10,7 % des hommes. Chez les 85 ans et plus, 49,5 % des femmes, comparativement à 37,0 % des hommes, vivaient dans un foyer pour personnes âgées ou dans un établissement de santé.

Les femmes tendent à vivre plus longtemps que les hommes et sont moins susceptibles que ces derniers de vivre avec un conjoint et plus susceptibles de vivre seules dans un ménage privé, en milieu hospitalier ou dans un établissement de soins spéciaux.

Quel que soit l'âge chez les personnes âgées, la présence d'une incapacité grave est un facteur déterminant dans la décision de passer d'un ménage privé à un foyer pour personnes âgées ou à un établissement de santé. La présence d'incapacités graves est telle chez les personnes âgées vivant dans ces types d'établissements que l'on a étendu l'échelle de mesure de l'incapacité chez ce groupe (pour obtenir la description de cette échelle, voir l'encadré à la page 202).

Personnes âgées (de 65 ans et plus) ayant une incapacité vivant au sein de ménages et dans des établissements de santé, 1991

	Personnes âgées ayant une incapacité	Personnes âgées ayant une incapacité vivant dans des	
	Nombre	Ménages %	Établissements %
Les deux sexes			
Total, 65 ans et +	**1 448 875**	**85,3**	**14,7**
65 à 74 ans	732 715	95,4	4,6
75 à 84 ans	507 830	83,6	16,4
85 ans et plus	208 330	53,9	46,1
Femmes			
Total, 65 ans et +	**879 130**	**82,7**	**17,3**
65 à 74 ans	400 835	95,3	4,7
75 à 84 ans	327 180	82,3	17,7
85 ans et plus	151 120	50,5	49,5
Hommes			
Total, 65 ans et +	**569 745**	**89,3**	**10,7**
65 à 74 ans	331 880	95,5	4,5
75 à 84 ans	180 655	86,1	13,9
85 ans et plus	57 210	63,0	37,0

Personnes âgées (65 ans et plus) ayant une incapacité vivant au sein de ménages et dans des établissements de santé, selon la gravité de l'incapacité, 1991

	Personnes âgées ayant une incapacité		Personnes âgées ayant une incapacité vivant dans des			
	Nombre	%	Ménages	%	Établissements	%
Total, 65 ans et +	**1 448 875**	**100,0**	**1 235 955**	**100,0**	**212 920**	**100,0**
Légère	508 095	35,1	487 420	39,4	20 675	9,7
Moyenne	470 745	32,5	435 155	35,2	35 590	16,7
Grave, total*	470 035	32,4	313 380	25,4		
Grave niveau 1					46 070	21,6
Grave niveau 2					49 065	23,1
Grave niveau 3					61 520	28,9
65 à 74 ans	**732 715**	**100,0**	**698 830**	**100,0**	**33 885**	**100,0**
Légère	336 500	45,9	330 510	47,3	5 990	17,7
Moyenne	253 560	34,6	247 445	35,4	6 115	18,1
Grave, total*	142 655	19,5	120 875	17,3		
Grave niveau 1					7 290	21,5
Grave niveau 2					7 195	21,2
Grave niveau 3					7 295	21,5
75 à 84 ans	**507 835**	**100,0**	**424 800**	**100,0**	**83 035**	**100,0**
Légère	149 125	29,4	140 800	33,2	8 325	10,0
Moyenne	163 145	32,1	147 170	34,6	15 975	19,3
Grave, total*	195 565	38,5	136 830	32,2		
Grave niveau 1					18 625	22,4
Grave niveau 2					19 025	22,9
Grave niveau 3					21 085	25,4
85 ans et plus	**208 325**	**100,0**	**112 325**	**100,0**	**96 000**	**100,0**
Légère	22 470	10,8	16 110	14,3	6 360	6,6
Moyenne	54 045	25,9	40 545	36,1	13 500	14,1
Grave, total*	131 810	63,3	55 670	49,6		
Grave niveau 1					20 160	21,0
Grave niveau 2					22 840	23,8
Grave niveau 3					33 140	34,5

* *Un totel eppereît à le catégorie «grave» pour les personnes âgées ayant une incapacité vivent dens des ménages, et cette catégorie est subdivisée en trois niveeux, pour les personnes âgées ayent une incapacité vivent dans des éteblissements de senté.*

Chez les personnes de 65 ans et plus vivant dans des établissements, on observait une augmentation de tous les genres d'incapacités déclarées. La différence la plus évidente est survenue parmi les personnes âgées ayant indiqué des incapacités «autres». Chez les gens âgés vivant dans des établissements, 65,2 %, comparativement à 25,7 % des personnes âgées vivant au sein d'un ménage, disaient avoir une incapacité relative à la déficience intellectuelle, à des difficultés d'apprentissage, à des problèmes de santé mentale ou parce qu'ils se voyaient étiquetés par les autres. Les difficultés d'élocution étaient aussi déclarées en plus grand nombre chez les personnes de 65 ans et plus vivant dans les établissements (29,3 %), comparativement aux personnes vivant dans un ménage (5,1 %).

Personnes âgées (65 ans et plus) ayant une incapacité vivant au sein de ménages et dans des établissements de santé, selon la nature de l'incapacité, 1991*

	Total		Personnes âgées ayant une incapacité vivant dans des			
	Nombre	%	Ménages	%	Établissements	%
Total	**1 448 875**	**100,0**	**1 235 955**	**100,0**	**212 920**	**100,0**
Mobilité	1 075 560	74,2	886 600	71,7	188 960	88,7
Agilité	941 455	65,0	750 615	60,7	190 840	89,6
Vision	384 395	26,5	298 370	24,1	86 025	40,4
Audition	605 530	41,8	508 035	41,1	97 495	45,8
Élocution	125 705	8,7	63 220	5,1	62 485	29,3
Autres	456 305	31,5	317 390	25,7	138 915	65,2

* *Les personnes pouvaient déclarer plus d'un type d'incapacités. Par conséquent, les colonnes n'égalent pas les totaux.*

Nature des incapacités

L'ESLA a défini un certain nombre d'incapacités chez les adultes de 15 ans et plus.

Mobilité — *Limitation à marcher, à se déplacer d'une pièce à une autre, de porter un objet sur plus de 10 mètres ou de se tenir debout pendant de longs moments.*

Agilité — *Limitation de la capacité de se pencher, de s'habiller ou de se dévêtir soi-même, de se mettre au lit ou d'en sortir, de couper ses ongles d'orteils, de prendre ses doigts pour saisir ou pour tenir un objet, de prendre sa nourriture ou de la couper.*

Vision — *Limitation de la capacité de lire les caractéres d'imprimerie ou de voir quelqu'un à quatre mètres de soi, même en portant des verres.*

Audition — *Limitation de la capacité d'entendre ce que l'on dit au cours d'une conversation avec une ou plusieurs personnes, même en portant une prothèse auditive.*

Élocution — *Limitation de la capacité de parler et de se faire comprendre.*

Autres — *Limitation relative à la déficience intellectuelle, à des difficultés d'apprentissage, à un problème de santé mentale ou parce qu'ils se voient coller une étiquette.*

Comme on l'a noté précédemment, les réponses aux questions sur l'incapacité représentent la perception qu'ont les répondants de leur situation et elles sont, par conséquent, de nature subjective.

Gravité des incapacités

Une échelle visant à mesurer la gravité de l'incapacité chez les adultes a été mise au point à partir des réponses obtenues aux questions de sélection. Les résultats ont d'abord été dérivés de l'addition des résultats individuels relatifs à la gravité de l'incapacité obtenus à chacune des questions de sélection, en calculant un point pour chaque perte partielle d'une fonction et deux points pour chaque perte totale d'une fonction (c'est-à-dire complètement incapable d'exécuter une fonction). Le résultat est classé de la façon suivante :

légère — moins de 5 points
moyenne — de 5 à 10 points
grave — 11 points et plus

La catégorie «grave» est subdivisée en trois pour ce qui est des personnes ayant une incapacité vivant dans les établissements institutionnels :

niveau 1 — de 11 à 17 points
niveau 2 — de 18 à 25 points
niveau 3 — de 26 à 42 points

Pour créer l'échelle chez les enfants, on attribue un point chaque fois que la réponse «oui» apparaît à l'une des questions de l'ESLA. L'échelle est formée en faisant la somme de tous les points, puis mise en catégorie de la façon suivante :

légère — de 1 à 2 points
moyenne — de 3 à 4 points
grave — 5 points et plus

Population observée

Ménages : *Les répondants à l'ESLA ont été présélectionnés à partir des questions sur l'incapacité qui figuraient dans le questionnaire complat du Recensement de 1991. Ces questions demandaient aux répondants d'indiquar s'ils étaient limités dans la nature et la somme des activités qu'ils pouvaient entreprendre, an raison d'un problème da santé ou d'une affection ou s'ils avaiant una incapacité à long terma ou un handicap. L'usaga précédent qui an a été fait a permis de savoir qua ces questions allaient cerner la population ayant des incapacités graves, de même que la population ayant des incapacités moins graves. Capendant, dans certains cas, les parsonnes ayant une incapacité moins grave pourraient avoir répondu «non» à la question du recensement sur l'incapacité. Par conséquent, un échantillon de personnes ayant répondu «non» à cette question a aussi été choisi, puis soumis aux questions de sélection de l'ESLA.*

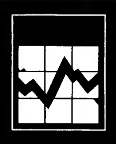
Établissements de santé : *Des personnes vivant dans des établissements de santé ont participé à l'enquête, afin d'assurer que soient représentées les personnes ayant une incapacité. Parmi cas établissemants, on retrouva : les centres d'accuail; les résidences pour personnes âgées; les hôpitaux (soins généraux, obstétrique, etc.); les hôpitaux pour malades chroniques; les hôpitaux psychiatriques; les centres de traitement et les établissements pour handicapés physiques.*

Las répondants ont été sélectionnés parmi las résidents qui vivaient dans ces établissements le 1er février 1991 at qui y vivaient de façon continue depuis six mois ou plus. Les établissements ont été stratifiés, at l'échantillon a été choisi salon la ganre at la tailla au sain de chaqua province. Les répondants ont été échantillonnés à partir de chacun des établissamants choisis.

Personnes exclues : *Pour des raisons d'ordre opérationnel, les résidents d'établissements carcéraux, d'établissemants correctionnels, de camps militaires, de tarrains da camping at de parcs, les bénéficiaires das soupas populaires, le personnel des navires marchands at des naviras de la garda côtiéra et las résidents de foyers collactifs pour enfants ont été axclus da l'enquête. Par ailleurs, l'Enquêta auprès des pauplas autochtones a couvert les personnes autochtones vivant dans les réserves.*

Les données présentées dans ce communiqué ont été pondérées pour représenter l'ensemble de la population ayant une incapacité.

Catalogue 11-001E (English 11-001E) ISSN 0380-6103



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 27 juillet 1993

ENQUÊTE SUR LA SANTÉ ET LES LIMITATIONS D'ACTIVITÉS DE 1991 – EMPLOI ET NIVEAU DE SCOLARITÉ

FAITS SAILLANTS

- 2,3 millions de Canadiens de 15 à 64 ans, soit 13 % de la population en âge de travailler, ont déclaré une forme quelconque d'incapacité en 1991. En 1986, 1,8 million de Canadiens de ce groupe d'âge (10 %) avaient déclaré une incapacité

- En 1991, 48 % des Canadiens en âge de travailler et ayant une incapacité étaient occupés (1,1 million de personnes), comparativement à 40 % en 1986. Le pourcentage de personnes occupées chez les personnes sans incapacité est passé de 70 % en 1986 à 73 % en 1991

- Le pourcentage de Canadiens en âge de travailler et ayant une incapacité, qui ont fait au moins certaines études postsecondaires, était plus élevé en 1991 (35 %) qu'en 1986 (31 %). En 1991, 49 % des personnes sans incapacité avaient atteint ce niveau de scolarité

- Le pourcentage de titulaires d'un grade universitaire occupés était plus bas chez les personnes ayant une incapacité (67 %) que chez celles n'en ayant pas (87 %)

Caractéristiques de l'emploi et du niveau de scolarité chez les adultes ayant une incapacité
Enquête sur la santé et les limitations d'activités de 1991

L'information de la publication *Caractéristiques de l'emploi et du niveau de scolarité chez les adultes ayant une incapacité* (82-554, 60 $) provient de l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités de 1991.

Les tableaux de données renferment de l'information à l'échelle du Canada, des provinces et territoires et de 17 régions métropolitaines de recensement sélectionnées. Les données sont classifiées selon les personnes ayant une incapacité ou non, âgées de 15 à 64 ans.

Ce communiqué présente les faits saillants des données sur les caractéristiques de l'emploi et de la scolarité des 2,3 millions de Canadiens qui, à l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités de 1991, ont déclaré avoir une forme quelconque d'incapacité ou de limitation d'activités. Âgées de 15 à 64 ans, ces personnes faisaient partie des 4,2 millions de personnes ayant une incapacité qui avaient déclaré une forme quelconque d'incapacité en 1991.

Profil des personnes en âge de travailler

Les personnes qui ont une incapacité et qui sont en âge de travailler sont plus âgées que les personnes qui sont en âge de travailler et qui n'ont pas d'incapacité. En 1991, 30 % des personnes ayant une incapacité étaient âgées de 15 à 34 ans, un groupe d'âge où se trouvaient 50 % des personnes sans incapacité.

En 1991, 54 % des personnes ayant une incapacité (1 248 500 personnes) ont déclaré avoir une incapacité légère, 32 % ont déclaré avoir une incapacité moyenne (725 430 personnes) et 14 %, une incapacité grave (323 205 personnes).

Personnes ayant une incapacité, 1991

Âge	Total	Hommes	Femmes
Tous les degrés de gravité			
15 - 64 ans	**2 297 135**	**1 136 325**	**1 160 810**
15 - 34 ans	675 055	328 435	346 615
35 - 54 ans	992 835	491 740	501 095
55 - 64 ans	629 245	316 145	313 100
Incapacité légère			
15 - 64 ans	**1 248 500**	**651 110**	**597 395**
15 - 34 ans	447 305	220 310	227 000
35 - 54 ans	524 380	283 070	241 315
55 - 64 ans	276 815	147 730	129 085
Incapacité moyenne			
15 - 64 ans	**725 430**	**329 910**	**395 520**
15 - 34 ans	173 605	78 540	95 065
35 - 54 ans	321 430	140 035	181 390
55 - 64 ans	230 400	111 335	119 065
Incapacité grave			
15 - 64 ans	**323 205**	**155 305**	**167 900**
15 - 34 ans	54 140	29 590	24 555
35 - 54 ans	147 030	68 640	78 390
55 - 64 ans	122 030	57 075	64 955

Personnes ayant une incapacité

En 1991, 4,2 millions de Canadiens de tous les âges, soit 16 % de la population, ont déclaré avoir une forme quelconque d'incapacité. Ce communiqué porte surtout sur les personnes dites «en âge de travailler», c'est-à-dire celles âgées de 15 à 64 ans, à l'exception des pensionnaires d'établissements institutionnels.

Le nombre de Canadiens ayant une incapacité et faisant partie de ce groupe est passé de 1,8 million en 1986 à 2,3 millions en 1991, représentant une hausse de 10 % en 1986 à 13 % en 1991 dans le pourcentage de Canadiens en âge de travailler qui avaient des incapacités. Cette augmentation est en partie attribuable au vieillissement de la population et au changement de méthodologie d'enquête, lequel a permis de recenser de façon plus exhaustive les personnes ayant une incapacité liée soit à des problémes de santé mentale, à une déficience intellectuelle ou à des difficultés d'apprentissage. La société est également plus sensible à l'incapacité depuis quelques années, ce qui a peut-être encouragé les gens à signaler plus volontiers leurs limitations d'activités et les obstacles auxquels ils font face dans leurs activités quotidiennes.

Le dénombrement plus complet des personnes ayant une incapacité légère a sans doute contribué à l'élévation des niveaux d'emploi et de scolarité chez les personnes ayant une incapacité.

Progrès des personnes ayant une incapacité au chapitre de l'emploi

Bien qu'il subsiste encore au chapitre de l'emploi d'importants écarts entre les personnes qui ont une incapacité et celles qui n'en ont pas, le pourcentage de personnes occupées ayant une incapacité s'est accru, pour passer de 40 % en 1986 à 48 % (1,1 million de personnes) en 1991. L'augmentation s'est révélée moindre chez les personnes sans incapacité, le pourcentage d'occupés étant passé de 70 % en 1986 à 73 % en 1991. Ces deux hausses sont attribuables aux femmes puisque le pourcentage des occupées est passé, de 1986 à 1991, de 31 % à 41 % chez celles ayant une incapacité et de 60 % à 66 % chez celles n'en ayant pas.

Les hommes occupés ont aussi vu leur pourcentage s'accroître de 1986 à 1991; il est passé de 50 % à 56 % chez ceux qui ont une incapacité, tandis qu'il est demeuré stable à 80 % chez ceux qui n'en ont pas.

Bien que, en 1991, 48 % des personnes ayant une incapacité aient été occupées, ce pourcentage variait selon la gravité de l'incapacité. Les personnes ayant une incapacité légère étaient nettement plus

susceptibles d'être occupées (62 %) que celles ayant une incapacité moyenne (37 %) et celles ayant une incapacité grave (19 %). Le nombre de personnes occupées ayant une incapacité s'est accru de 396 000 de 1986 à 1991; 82 % de cette augmentation (325 000 personnes) se trouvait chez les personnes ayant une incapacité légère.

Le pourcentage de personnes occupées était supérieur à la moyenne nationale à l'Île-du-Prince-Édouard, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest, et ce, que l'on ait une incapacité ou non. C'est à Regina que l'on a observé le pourcentage le plus élevé de personnes occupées ayant une incapacité, le plus bas ayant été enregistré à Sudbury.

L'Enquête sur la santé et les limitations d'activités de 1991 posait des questions sur les obstacles à l'emploi auxquels font face les personnes ayant une incapacité. L'enquête nous apprend que :

- 4 % des personnes occupées ayant une incapacité légère, 10 % des personnes occupées ayant une incapacité moyenne et 19 % des personnes occupées ayant une incapacité grave pensaient s'être fait refuser un emploi au cours des cinq dernières années en raison de leur affection;
- 3 % des personnes occupées ayant une incapacité légère, 7 % de celles ayant une incapacité moyenne et 9 % de celles ayant une incapacité grave estimaient qu'on leur avait refusé une promotion en raison de leur affection, et des pourcentages identiques d'entre elles étaient d'avis qu'on les avait remerciées pour la même raison;
- 16 % des personnes occupées ayant une incapacité légère, 38 % de celles ayant une incapacité moyenne et 54 % de celles ayant une incapacité grave ont dit penser qu'un employeur considérerait leur affection comme un désavantage au travail;
- 22 % des personnes occupées ayant une incapacité légère, 54 % de celles ayant une incapacité moyenne et 69 % de celles ayant une incapacité grave ont répondu qu'il leur serait difficile ou très difficile d'obtenir de l'avancement dans leur emploi actuel ou de changer d'emploi.

Le taux de chômage des Canadiens ayant une incapacité a atteint 14 % en 1991

De 1986 à 1991, le taux de chômage (c'est-à-dire le pourcentage de la population active que représentent les chômeurs) est passé de 15 % à 14 % chez les Canadiens ayant une incapacité et est demeuré stable à 10 % chez les Canadiens sans incapacité. Il y avait un écart entre le taux de chômage des femmes ayant une incapacité (16 %) et celui des hommes ayant une incapacité (13 %), mais il y avait peu de différence entre celui des femmes sans incapacité (9,7 %) et celui des hommes sans incapacité (9,9 %).

Le taux de chômage des Canadiens ayant une incapacité variait également selon la gravité de l'incapacité. En 1991, il était de 12 % chez les personnes ayant une incapacité légère, de 17 % chez celles ayant une incapacité moyenne et de 28 % chez celles ayant une incapacité grave.

Les données de l'Enquête sur les obstacles à l'emploi en 1991 révèlent que, des personnes en chômage au moment de l'enquête :

- 12 % de celles ayant une incapacité légère, 23 % de celles ayant une incapacité moyenne et 28 % de celles ayant une incapacité grave pensaient s'être fait refuser un emploi au cours des cinq dernières années en raison de leur affection;
- 3 % de celles ayant une incapacité légère, 7 % de celles ayant une incapacité moyenne et 12 % de celles ayant une incapacité grave estimaient qu'on leur avait refusé une promotion en raison de leur affection;
- 10 % de celles ayant une incapacité légère, 23 % de celles ayant une incapacité moyenne et 30 % de celles ayant une incapacité grave étaient d'avis qu'on avait mis fin à leur emploi au cours des cinq dernières années en raison de leur affection;
- 29 % de celles ayant une incapacité légère, 55 % de celles ayant une incapacité moyenne et 72 % de celles ayant une incapacité grave ont dit penser qu'un employeur considérerait leur affection comme un désavantage au travail.

Situation des personnes âgées de 15 à 64 ans à l'égard de l'activité

	Personnes ayant une incapacité			
	1991		1986*	
	Nombre	%	Nombre	%
Les deux sexes**	**2 297 135**	**100,0**	**1 757 055**	**100,0**
Taux d'activité		56,3		47,7
Occupés	1 106 205	48,2	709 740	40,4
En chômage	186 300	8,1	127 850	7,3
Taux de chômage		14,4		15,3
Inactifs	1 004 625	43,7	889 660	50,6
Femmes	**1 160 810**	**100,0**	**873 285**	**100,0**
Taux d'activité		48,5		37,1
Occupées	472 640	40,7	268 595	30,8
En chômage	90 310	7,8	55 075	6,3
Taux de chômage		16,0		17,0
Inactives	597 860	51,5	536 765	61,5
Hommes	**1 136 325**	**100,0**	**883 770**	**100,0**
Taux d'activité		64,2		58,2
Occupés	633 565	55,8	441 145	49,9
En chômage	95 990	8,4	72 780	8,2
Taux de chômage		13,2		14,2
Inactifs	406 765	35,8	352 895	39,9

	Personnes sans incapacité			
	1991*		1986	
	Nombre	%	Nombre	%
Les deux sexes**	**15 859 035**	**100,0**	**15 179 720**	**100,0**
Taux d'activité		80,8		78,0
Occupés	11 558 940	72,9	10 623 180	70,0
En chômage	1 255 365	7,9	1 217 900	8,0
Taux de chômage		9,8		10,3
Inactifs	3 022 770	19,1	3 338 645	22,0
Femmes	**7 949 635**	**100,0**	**7 641 245**	**100,0**
Taux d'activité		73,3		68,0
Occupées	5 253 610	66,1	4 593 255	60,1
En chômage	574 770	7,2	599 415	7,8
Taux de chômage		9,9		11,5
Inactives	2 112 180	26,6	2 448 575	32,0
Hommes	**7 909 400**	**100,0**	**7 538 480**	**100,0**
Taux d'activité		88,3		88,2
Occupés	6 305 335	79,7	6 029 925	80,0
En chômage	680 595	8,6	618 485	8,2
Taux de chômage		9,7		9,3
Inactifs	910 595	11,5	890 070	11,8

**Les chiffres eyent treit eux répondents qui n'ont pes déclerá leur situetion à l'égerd de l'ectivité ne pereissent pes, meis ils sont représentés dens les toteux.*
***Les toteux ne concordent pes nécesseirement à ceuse de l'errondissement des chiffres.*

Moins de Canadiens ayant une incapacité étaient inactifs en 1991

De 1986 à 1991, le pourcentage d'inactifs parmi les Canadiens ayant une incapacité et étant en âge de travailler a baissé; il est passé de 51 % à 44 %, c'est-à-dire à 1 million de personnes. En 1991, ce pourcentage n'était en revanche que de 19 % chez les Canadiens sans incapacité du même âge. Les femmes des deux groupes étaient moins susceptibles que les hommes d'être actives. En 1991, 52 % des femmes et 36 % des hommes ayant une incapacité étaient inactifs, ce qui était le cas de 27 % des femmes et de 12 % des hommes sans incapacité.

Le pourcentage d'inactifs variait également selon la gravité de l'incapacité. En 1991, les inactifs représentaient 29 % des personnes ayant une incapacité légère, 55 % des personnes ayant une incapacité moyenne et 74 % des personnes ayant une incapacité grave.

En 1991, 59 % des inactifs ayant une incapacité – soit prés de 600 000 personnes – étaient totalement incapables de travailler. De 35 % chez les inactifs ayant une incapacité légére, ce pourcentage passait à 66 % chez ceux ayant une incapacité moyenne et à 86 % chez ceux ayant une incapacité grave.

Les questions sur les obstacles à l'emploi en 1991 révélent que, des personnes ayant une incapacité et qui étaient inactives au moment de l'enquête :

- 5 % de celles ayant une incapacité légére, 9 % de celles ayant une incapacité moyenne et 9 % de celles ayant une incapacité grave pensaient s'être fait refuser un emploi au cours des cinq derniéres années en raison de leur affection;

- 2 % de celles ayant une incapacité légére, 3 % de celles ayant une incapacité moyenne et 3 % de celles ayant une incapacité grave estimaient qu'on leur avait refusé une promotion en raison de leur affection;

Situation des personnes de 15 à 64 ans à l'égard de l'activité

	1991		1986*	
	Nombre	%	Nombre	%
Tous les degrés de gravité**	**2 297 135**	**100,0**	**1 757 055**	**100,0**
Taux d'activité		56,3		47,7
Occupées	1 106 205	48,2	709 740	40,4
En chômage	186 300	8,1	127 850	7,3
Taux de chômage		14,4		15,3
Inactives	1 004 625	43,7	889 660	50,6
Incapacité légère	**1 248 500**	**100,0**	**907 375**	**100,0**
Taux d'activité		70,9		58,2
Occupées	774 970	62,1	449 700	49,6
En chômage	109 630	8,8	78 090	8,6
Taux de chômage		12,4		14,8
Inactives	363 905	29,1	361 755	39,9
Incapacité moyenne	**725 430**	**100,0**	**580 740**	**100,0**
Taux d'activité		44,8		43,2
Occupées	271 525	37,4	213 680	36,8
En chômage	53 515	7,4	37 170	6,4
Taux de chômage		16,5		14,8
Inactives	400 395	55,2	322 220	55,5
Incapacité grave	**323 205**	**100,0**	**268 935**	**100,0**
Taux d'activité		25,6		21,9
Occupées	59 710	18,5	46 360	17,2
En chômage	23 160	7,2	12 595	4,7
Taux de chômage		27,9		21,4
Inactives	240 330	74,4	205 685	76,5

**Les chiffres eyent treit eux répondants qui n'ont pes décleré leur situetion à l'égerd de l'ectivité ne pereissent pes, meis ils sont représentés dens les toteux.*
***Les toteux ne concordent pes nécessairement à ceuse de l'errondissement des chiffres.*

- 4 % de celles ayant une incapacité légère, 7 % de celles ayant une incapacité moyenne et 10 % de celles ayant une incapacité grave étaient d'avis qu'on les avaient congédiées d'un emploi au cours des cinq dernières années en raison de leur affection;

- 40 % de celles ayant une incapacité légère, 71 % de celles ayant une incapacité moyenne et 82 % de celles ayant une incapacité grave ont dit penser qu'un employeur considérerait leur affection comme un désavantage au travail.

L'éducation postsecondaire a augmenté chez les personnes ayant une incapacité

Le pourcentage de personnes qui ont fait au moins certaines études postsecondaires est passé de 31 % en 1986 à 35 % en 1991 chez les personnes ayant une incapacité. Il était de 49 % en 1991 chez les personnes sans incapacité.

Répartition du niveau de scolarité des personnes ayant une incapacité et des personnes sans incapacité, 1991

	Personnes ayant une incapacité	Personnes sans incapacité
	%	
Plus haut niveau de scolarité atteint		
Total	**100,0**	**100,0**
Aucune scolarité	1,7	0,4
1 à 8 années d'études	18,1	7,7
Études secondaires	44,9	43,1
Certaines études postsecondaires	10,8	12,9
Certificat/diplôme	18,7	22,3
Grade universitaire	5,9	13,6

Le pourcentage de personnes qui ont fait au moins certaines études postsecondaires varie selon la gravité de l'incapacité. En 1991, il se situait à 39 % chez les personnes ayant une incapacité légère, à 32 % chez celles ayant une incapacité moyenne et à 28 % chez celles ayant une incapacité grave.

Qu'est-ce qu'une incapacité?

L'Enquête sur la santé et les limitations d'activités (ESLA) de 1991 emploie la définition d'incapacité de l'Organisation mondiale de la santé, qui se lit comme suit : «... toute réduction ou absence (résultant d'une déficience) de la capacité d'exécuter une activité de la manière ou dans la plénitude considérée comme normale pour un être humain.»

Les adultes étaient invités à répondre à des questions sur les limitations à leurs activités de tous les jours (à leurs facultés sensorielles, leur mobilité, leur agilité ou d'autres capacités physiques ou psychologiques). Les réponses à ces questions traduisent la perception qu'ont les répondants de leur situation et sont donc subjectives.

Gravité de l'incapacité

On a produit une mesure de la gravité de l'incapacité chez les adultes à partir des réponses fournies aux questions de l'ESLA sur les limitations d'activités. Le degré de gravité de l'incapacité de chaque répondant se détermine au moyen des réponses à l'ensemble des questions sur les limitations d'activités et s'obtient en comptant un point pour chaque perte partielle de fonction et deux points pour chaque perte totale de fonction (c'est-à-dire l'incapacité totale d'exécuter une fonction). Le total est alors classé dans l'une des catégories de gravité suivantes :

Incapacité légère :	*moins de 5 points*
Incapacité moyenne :	*5 à 10 points*
Incapacité grave :	*11 points ou plus*

Parmi les titulaires d'un grade universitaire, le pourcentage des occupés était moins élevé chez les personnes ayant une incapacité (67 %) que chez celles n'en ayant pas (87 %). Parmi les titulaires d'un grade universitaire ayant une incapacité :

- 74 % de ceux ayant une incapacité légère étaient occupés;

- 61 % de ceux ayant une incapacité moyenne étaient occupés;

- 31 % de ceux ayant une incapacité grave étaient occupés.

En 1991, on trouvait des proportions semblables de titulaires d'un grade universitaire en chômage chez les personnes ayant une incapacité (6 %) et chez celles n'en ayant pas (5 %).

Le pourcentage de titulaires d'un grade universitaire qui étaient inactifs était beaucoup plus élevé chez les personnes ayant une incapacité (27 %) que chez celles n'en ayant pas (8 %).

Comparabilité des données et considérations relatives au contenu

Les utilisateurs des données du recensement devraient tenir compte de facteurs qui pourraient influer sur la comparaison des données du Recensement de 1991 à celles de recensements antérieurs.

Variations dans l'intégralité du dénombrement. *Aucun recensement ne permet de dénombrer complétement le population. Aussi, des variations dans l'intégrelité du dénombrement peuvent survenir d'un recensement à un autre. Des estimetions relatives à l'intégralité du dénombrement sont maintenant disponibles.*

Résidents non permanents. *Lors du Recensement de 1991, on a dénombré les résidents permanents et les résidents non permanents du Canade. Les résidents non permanents sont les personnes qui revendiquent le statut de réfugié ou encore qui détiennent un permis d'études ou un permis de travail ou une autorisation ministérielle. D'aprés les résultats du Recensement de 1991, il y aveit 223 410 résidents non permanents au Canada; ce qui représente un peu moins de 1 % de la population totale. Les utilisateurs doivent faire preuve de prudence lorsqu'ils comparent des données de 1991 avec celles de recensements antérieurs pour des régions géographiques où la concentration de résidents non permanents est importante, particuliérement les régions métropolitaines de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique.*

Réserves indiennes partiellement dénombrées. *Un petit nombre de réserves et d'établissements indiens (78 en tout) ont été partiellement dénombrés lors du Recensement de 1991. Par conséquent, les données de 1991 sur ces réserves et établissements indiens ne sont pas disponibles. À cause de ces données manquantes, les utilisateurs devraient savoir que, pour les régions touchées, la comperaison (par exemple, la variation en pourcentage) entre les données de 1986 et celles de 1991 ne peut être exacte. À l'échelle des régions géographiques plus grandes (comme le Ceneda, les provinces et les territoires ou les régions métropolitaines de recensement), les répercussions que pourraient avoir les données manquantes sont minimes.*

Exclusion des pensionnaires d'un établissement institutionnel. *L'analyse porte sur les données recueillies euprés d'un échantillon de 20 % des méneges, qui ont rempli un questionneire détaillé. Comme lors des Recensements de 1986 et de 1981, les données excluent les pensionnaires d'un établissement institutionnel. Le nombre total, eprès pondération (26 994 000), est légérement inférieur à celui des données intégrales (27 297 000).*

Produits ou services à venir tirés de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 1991

Atelier sur l'Enquête auprès des peuples autochtones

1-Incapacité 2-Logement (n° 89-535)

Profil collectif (offert sous forme de produit électronique)

Fichier de microdonnées

Profil statistique des Indiens de l'Amérique du Nord

Profil statistique des Métis

Profil statistique des Inuit

Produits ou services à venir tirés de l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités de 1991

Caractéristiques choisies des personnes ayant une incapacité et vivant dans un ménage, 1991 *(n° 82-555)*

Un atelier sur l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités

Fichiers de microdonnées : *Adultes dans un ménages*
Adultes dans les établissements



BON DE COMMANDE

Statistique Canada

ENVOYEZ À:	COMPOSEZ:	TÉLÉCOPIEZ AU:
Division du marketing Vente des publications Statistique Canada Ottawa (Ontario) Canada K1A 0T6	**1-800-267-6677** Faites débiter votre compte VISA ou MasterCard. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277. Veuillez ne pas envoyer de confirmation.	**(613) 951-1584** VISA, MasterCard et bon de commande seulement. Veuillez ne pas envoyer de confirmation; le bon télécopié tient lieu de commande originale.

(Veuillez écrire en caractères d'imprimerie.)

Compagnie

Service

À l'attention de   Fonction

Adresse

Ville   Province

Code postal   ( ) Téléphone   ( ) Télécopieur

Veuillez vous assurer de remplir le bon **au complet**.

MODALITÉS DE PAIEMENT:

(Cochez une seule case)

☐ **Veuillez débiter mon compte** ☐ VISA ☐ MasterCard

N° de carte

Signature   Date d'expiration

☐ **Paiement inclus** ________ $

Veuillez faire parvenir votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du *Receveur général du Canada – Publications*.

☐ **N° du bon de commande**
(Veuillez joindre le bon)

Signature de la personne autorisée

Numéro au catalogue	Titre	Édition demandée ou Inscrire "A" pour les abonnements	Abonnement annuel ou prix de la publication			Quantité	Total
			Canada $	États-Unis $ US	Autres pays $ US		$

► **Veuillez noter que les prix au catalogue pour les É.-U. et les autres pays sont donnés en dollars américains.**	**TOTAL**	
► TPS N° R121491807	**RÉDUCTION** (s'il y a lieu)	
	TPS (7 %) (Clients canadiens seulement)	
► Le chèque ou mandat-poste doit être établi à l'ordre du *Receveur général du Canada – Publications*.	TOTAL GÉNÉRAL	
► Les clients canadiens paient en dollars canadiens et ajoutent la TPS de 7 %. Les clients à l'étranger paient le montant total en dollars US tirés sur une banque américaine.	**PF 093238**	





Statistique Canada   Statistics Canada

